

Ouvertures sud-coréennes

Porté par la vague de popularité suscitée par les récents Jeux olympiques de Séoul, le président Roh Tae Woo a fait, mardi 18 octobre, du haut de la tribune des Nations unies — où un chef d'Etat sud-coréen intervenait pour la première fois, — de nouvelles propositions de paix à la Corée du Nord. Il a suggéré de réunir une « conférence consultative de paix » rassemblant les quatre grandes puissances impliquées dans l'impasse coréenne : Etats-Unis, URSS, Chine et Japon, ainsi que Séoul et Pyongyang. Il a également réaffirmé son désir de rencontrer le plus rapidement possible, et n'importe où, le maréchal Kim Il Sung.

Au cours du mois précédent les Jeux, alors que les étudiants faisaient le coup de poing avec la police à Séoul et que l'on craignait des actions terroristes inspirées par Pyongyang, on pouvait penser que les offres de paix sud-coréennes n'étaient pas dépourvues d'arrière-pensées pour calmer l'opposition et amener une Corée du Nord qui refusait obstinément d'envoyer ses sportifs aux J.O. En brandissant à nouveau un rameau d'olivier et en affirmant son plan de paix, M. Roh voit à plus long terme.

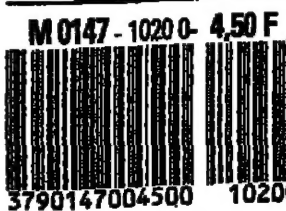
Profitant de l'avantage acquis sur le terrain des stades, le gouvernement sud-coréen — qui bénéficie de l'appui de Washington, où M. Roh doit rencontrer jeudi le président Reagan — accule ainsi son frère ennemi dans une position inconfortable. Il est difficile pour Pyongyang, où s'affrontent durement partisans et adversaires d'une détente limitée avec le Sud, de traiter par le mépris les invites de Séoul, sous peine d'apparaître comme le principal responsable du maintien de la tension dans la péninsule. Le maréchal Kim, qui s'accroche à l'espoir d'une Corée réunifiée, vient toutefois de rejeter toute idée de « reconnaissance croisée » des deux régimes.

Le Nord, il est vrai, se trouve soumis à de fortes pressions de la part de ses alliés chinois et soviétiques, peu désireux de voir un nouveau conflit éclater en Corée. Tous deux souhaitent le développement de leurs propres échanges avec le Sud. Après Pékin et Budapest, Moscou a signé un accord commercial avec Séoul.

Les efforts de Pyongyang pour empêcher que Budapest — où le propre fils de M. Kim Il Sung avait été envoyé comme ambassadeur — ne noue des relations officielles avec Séoul ont échoué. La gauche japonaise, longtemps alignée sur la Corée du Nord au point de contester la légitimité du régime sudiste, remet à son tour les pendules à l'heure.

Contesté dans son propre pays, en particulier par les étudiants et par M. Kim Dae Jung, le président Roh entend par ailleurs contrer ses adversaires. Il a repris à son compte leurs idées généreuses de contacts à tous les niveaux entre les deux Corées. Sorti grandi de la trêve olympique, M. Roh vient de faire preuve de manière spectaculaire, à New-York, de son habileté. Il lui reste maintenant à tenir ses promesses et à consolider le nouveau système démocratique en mettant fin aux dernières mesures d'exception héritées des dictatures passées.

(Lire nos informations page 4.)



M 0147 - 1020 0 - 4,50 F

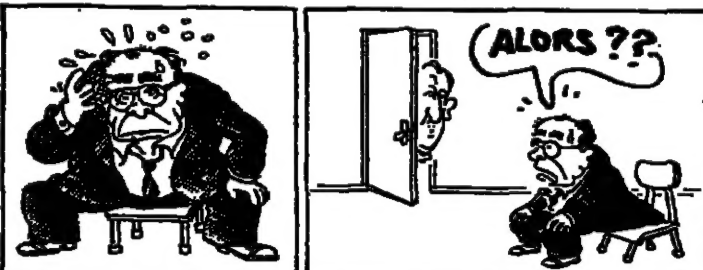
3790147004500 10200

La CGT se joint à la grève des fédérations de fonctionnaires

La journée d'action du 20 octobre affecte surtout les transports et l'enseignement

Au lendemain de sa Journée nationale interprofessionnelle d'action du 18 octobre, qui a été d'une ampleur moyenne, la CGT a décidé de rejoindre la grève nationale du 20 octobre dans la fonction publique organisée par six fédérations (FEN, CFDT, FO, CFTC, CGC, FGAJF autonomes). Cette journée devrait toucher essentiellement les transports et l'enseignement. Une forte agitation se manifeste déjà depuis plusieurs semaines dans l'éducation nationale, les mesures prises par le gouvernement ne permettant pas de faire face dans l'immédiat à l'afflux des élèves et des étudiants.

(Lire nos informations page 31 et « Le Monde Campus » pages 15 à 18.)



L'ENQUÊTE : les rouages de Matignon

La maison Rocard

Après cinq mois de fonctionnement sans grands heurts, la machine gouvernementale est mise à l'épreuve par le développement des conflits sociaux. En première ligne, l'hôtel Matignon, où M. Michel Rocard a introduit ses propres méthodes de travail en faisant prévaloir la concertation mais aussi le secret.

Mardi, 10 heures du matin. Qui a parlé du silence feutré des palais de la République ? Les lambris dorés de la grande salle du conseil de l'hôtel Matignon résonnent d'un brouhaha de conversation, de rires, de saluts sonores. M. Jean-Paul Huchon, directeur du cabinet de M. Michel Rocard, n'est pas encore là, et la petite classe des conseillers de Matignon se disperse.

Ils sont si nombreux — plus de cinquante — qu'il faudra se serrer, dans un grand tumulte de chaises, pour que tout le monde puisse se glisser autour de la longue table ovale.

Ils sont tous là : les civils, les militaires, les policiers, qui se retrouvent toutes les semaines, le mercredi, à l'heure où leur premier ministre a abandonné son bureau de Matignon pour s'asseoir autour d'une autre table, celle du conseil des ministres, au palais de l'Élysée. Chaque mercredi, M. Huchon ouvre la réunion par une « épître aux Matignoniens » : un petit cours de formation politique permanente pour adultes, quelques règles — cohérence d'action et d'expression, respect des responsabilités de chacun — bonnes pour les membres du cabinet comme pour les ministres qui sont leurs correspondants.

Cette semaine-là, on nage en pleine grève de l'audiovisuel, et M. Huchon rappelle aux membres du cabinet ce que, probablement, ils savent déjà, s'ils ont été attentifs aux précédentes éditions de l'« épître aux Matignoniens » : quand les turbulences commencent, il faut serrer les boulons.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.
(Lire la suite page 8.)

La rigueur de Maurice Allais

En attribuant au Français Maurice Allais le prix Nobel d'économie 1988, l'Académie suédoise a voulu consacrer ses travaux de pionnier sur « la théorie des marchés et l'utilisation efficace des ressources ».

par Jacques Lesourne
professeur au Conservatoire national des arts et métiers

Maurice Allais prix Nobel d'économie ! Pendant des années, nombreux avaient été les économistes français à attendre cette nouvelle, puis, avec le temps, l'espoir s'était évanoui. Victime tardive de la seconde guerre mondiale, une guerre qui avait rendu confidentielle la diffusion de ses premiers ouvrages, Maurice Allais ne connaîtrait pas cette suprême consécration. Réjouissons-nous, il n'y a pas eu d'injustice.

Et le grand public français va pouvoir découvrir cet homme qui, sur trois plans bien différents, fait honneur à sa discipline. Par l'ampleur, la variété, la profondeur de ses contributions à la science éco-

nomique. Maurice Allais apparaît tout d'abord à l'échelle mondiale comme l'un des grands théoriciens de sa génération. Par le nombre et la qualité de ses élèves, il peut ensuite être considéré comme le père de cette école d'économie mathématique française dont la vitalité ne s'est pas démentie depuis trente-cinq ans. Par la rigueur de son éthique professionnelle et son total dévouement à la science, il constitue enfin une personnalité qui force l'estime.

De son œuvre scientifique, je retiendrai, avec naturellement quelque arbitraire, cinq contributions essentielles.

— La première tient en un énorme livre paru en 1943 sous le titre *A la recherche d'une discipline économique* (1). Un livre de solitaire, écrit aux sombres heures de l'Occupation et qui présente une admirable synthèse de la théorie microéconomique.

(Lire la suite page 32.)

(1) Livre réédité en 1952 par l'imprimerie nationale comme traité d'économie pure.

Les pronostics aux Etats-Unis à trois semaines des élections

Un président républicain, un Congrès démocrate ?

A moins de trois semaines du scrutin, il se confirme que le candidat républicain, M. George Bush, a pris sur son adversaire démocrate, M. Michael Dukakis, un avantage qui paraît maintenant décisif. Consolation pour les démocrates ? Les élections du 8 novembre sont aussi législatives, et ils ont de fortes chances de conserver une nette majorité au Congrès.

WASHINGTON
de notre correspondant

« Il faudrait presque un miracle » pour que M. Michael Dukakis gagne l'élection présidentielle. Ce verdict est celui du *Wall Street Journal*, mais les commentateurs de l'ensemble de la presse américaine sont à l'unisson. Depuis que M. George Bush a clairement pris l'avantage, lors du second débat télévisé, sur un adversaire qu'il dominait déjà dans les sondages, la cause semble

entendue. On analyse déjà les raisons de l'échec du gouverneur du Massachusetts, et certains évaluent, au passé, l'histoire d'une candidature ratée, tandis qu'un journaliste a carrément demandé à M. Dukakis s'il se représenterait en 1992 (après un haut-le-cœur, l'intéressé a bien sûr répondu : « Oui, pour un second mandat »).

Les sondages semblent sans appel : M. George Bush a porté son avance à 17 points (55% contre 38 %) selon une enquête NBC-*Wall Street Journal* réalisée dans les jours qui ont suivi le débat du 13 octobre. D'autres enquêtes donnent des résultats un peu moins désespérants pour les démocrates, mais la tendance est partout la même : l'écart s'accroît, ou du moins il s'est accru la semaine dernière.

Tout, pourtant, n'est pas joué. Il reste un grand nombre d'indécis, et même ceux qui penchent d'un côté ou de l'autre le font souvent sans enthousiasme, leur engagement ne semble pas

très ferme — ce qui enlève beaucoup de leur fiabilité aux sondages. Et puis, tout au long de la campagne électorale, tant de verdicts ont été prononcés par les commentateurs à peu près unanimes, pour être bientôt démentis par les faits... Le temps n'est pas si lointain (juillet dernier) où M. Michael Dukakis semblait imbattable, tandis que son adversaire républicain était offert à la risée générale et affligé d'un taux incroyablement élevé d'opinions négatives.

Certes le temps manque aux démocrates pour faire à nouveau pencher la balance dans l'autre sens.

JAN KRAUZE.
(Lire la suite page 7.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 27 à 29

NAGUIB MAHFOUZ PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE

Impasse des deux palais.

Le palais du désir.



J. Clattès

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 90 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

YUGOSLAVIE : la réunion du comité central de la Ligue communiste

Le président Dizdarevic dénonce « l'intolérance et les passions » qui minent la société

BELGRADE
de notre correspondant

Tous les orateurs qui ont pris la parole au cours de la deuxième journée de la session plénière du comité central de la Ligue communiste de Yougoslavie ont brossé un sombre tableau de la situation économique et sociale du pays.

Par ailleurs, pour la première fois, le « drame du Kosovo » a été reconnu comme le problème « prioritaire » yougoslave. Toutes les républiques et régions autonomes de la Fédération devront contribuer à son règlement. Ce point de vue était partagé aussi par ceux qui avaient pourtant critiqué ces derniers temps la « manipulation des masses populaires » en dehors des « institutions légales du système autogestionnaire ». La révision de la Constitution de la République de Serbie, qui renforcerait le contrôle de Belgrade sur les deux provinces autonomes (Kosovo et Voïvodine), paraît également acquiescée, mais on ignore encore si la demande serbe d'épuration du comité central du Kosovo, où les Albanais sont fortement majoritaires, sera acceptée.

La conférence a approuvé en principe les « trois réformes » présentées par la présidence prévoyant de vastes changements dans les systèmes économique et politique (sans toucher à l'autogestion) ainsi que dans l'organisation de la Ligue pour en assurer l'unité dans l'action et l'efficacité.

Plusieurs militaires, dont le ministre de la Défense et le chef du grand état-major, ont pris la parole à la conférence. Tous ont rejeté certaines revendications relatives à la création d'armées autonomes dans les Républiques fédérées, revendications qualifiées de « réactionnaires, défaitistes et capitulaires ». L'armée, qui est « yougoslave et le dement

tera », n'envisage pas l'instauration d'un « état d'exception » qui ne peut être décidé que par son commandement en chef, autrement dit la direction collégiale de l'Etat.

Le rôle de l'armée

Ces rumeurs, a-t-il dit, ne sont en réalité répandues par les « adversaires de la démocratie ». Les militaires ont reconnu que les dissensions nationales ont des répercussions dans les casernes, surtout parmi les conscrits albanais, qui vont jusqu'à planifier des « actes de terrorisme ». Les autorités militaires réagissent énergiquement, en premier lieu par des mesures « édu-

catives et non répressives ». Mais les responsables de l'armée ont clairement dit savoir que celle-ci était prête à tout moment « à accomplir ses tâches de défense nationale ».

Le comité central a entendu une longue intervention du président de l'Etat en exercice M. Dizdarevic. Il a dénoncé les efforts des « nationalistes » qui sèment « le poison et la haine ». Certaines institutions et fonctionnaires, a-t-il dit, ne font pas convenablement leur travail, et leur inactivité conduit à l'anarchie. Les remèdes à ce mal sont à ses yeux la consolidation de la démocratie autogestionnaire, le développement d'une « critique constructive » et la concertation nationale dans le respect réciproque des intérêts des peuples et des nationalités. Le « cancer » de la société yougoslave, a-t-il

ajouté, est le manque d'unité de ses directions : « L'intolérance, les passions et la vengeance » sont devenues dominantes, de sorte que « nous allons de mal en pis ». En septembre prochain, a rappelé M. Dizdarevic, Belgrade doit accueillir la conférence au sommet de plus de cent pays non alignés, tous intéressés à voir la Yougoslavie stable et calme.

Vu le grand nombre d'orateurs inscrits, la conférence n'a pu achever ses travaux comme prévu mardi. La plus haute instance du parti yougoslave devait aborder mercredi 19 octobre le problème crucial du rattachement des cadres « incompétents ».

PAUL YANKOVITCH.

Selon un projet de réforme économique

Les chefs d'entreprise pourront licencier les « mauvais ouvriers »

Une nouvelle réforme de l'économie, qui réhabilite la notion de « profit » autrefois qualifiée de « bourgeoise » et de « capitaliste », entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1989, a annoncé un conseiller économique du gouvernement, M. Ljubisa Jareidic. « Notre expérience », a-t-il dit, « ainsi que celle des autres pays socialistes, prouve que le refus des lois du marché mène à la stagnation ».

Cette réforme reprend, en les approfondissant, les éléments de celle mise en chantier en 1965 et abandonnée quelques années plus tard pour des raisons politiques et idéologiques. Elle préconise la création d'un marché du capital — une Bourse où seront échangées actions et obligations — et la suppression de la garantie de l'emploi à vie. Les entreprises, morcelées, par la loi sur le travail associé, en une multiplicité

de petites unités aux intérêts souvent opposés, redeviendront le centre de l'activité économique. Plus autonomes, elles ne seront plus contraintes d'élaborer un plan de production.

Les pouvoirs du directeur et du conseil d'administration en matière de gestion seront considérablement étendus. Les PDG auront notamment le droit de licencier « les mauvais ouvriers et les travailleurs en surnombre ». Les pouvoirs du conseil d'administration, pièce maîtresse du système d'autogestion, sont au contraire réduits. Le conseil se contentera désormais de « décider des choix stratégiques » de l'entreprise.

La réforme se veut largement ouverte à l'initiative privée. A côté des entreprises publiques, le projet prévoit des entreprises mixtes, des

coopératives et des entreprises privées.

Ce projet de réforme n'obtiendra le feu vert qu'après le vote du Parlement sur les changements constitutionnels prévus à la fin de novembre.

M. Jareidic a indiqué qu'il est « probable que la mise en œuvre de la réforme aggrave le chômage », qui touche déjà 1,1 million de personnes et « accentue la chute du niveau de vie » des Yougoslaves, dont le salaire réel a baissé de 10 % depuis le début de l'année. Mais, « c'est là, a-t-il dit, le prix à payer ».

Pour atténuer les tensions sociales que ne manqueraient de provoquer les licenciements consécutifs à la mise en faillite des entreprises non rentables, le gouvernement prévoit une série de mesures « garantissant un niveau minimum de sécurité matérielle ». — (AFP.)

ESPAGNE : soupçonnés d'être liés au GAL

Deux policiers sont inculpés de six tentatives d'assassinat et d'appartenance à une « bande armée »

MADRID
de notre correspondant

L'étan se resserre autour du sous-commissaire Jose Amedo et de l'inspecteur Michel Dominguez, les deux policiers espagnols soupçonnés de complicité avec le GAL (1). Trois mois après qu'un juge d'instruction ait décrété leur incarcération préventive (le Monde du 15 juillet), l'Audiencia nacional, le tribunal de Madrid chargé des délits de terrorisme, les a officiellement inculpés, mardi 18 octobre.

Les deux policiers sont accusés d'appartenance à une « bande armée », de six tentatives d'assassinat et de falsification de document d'identité. Le tribunal les considère responsables de deux attentats : le mitraillage des bars Bartzoki et Consolacion, au Pays basque français, en février 1986. L'Audiencia nacional confirme par ailleurs le maintien en prison des deux hommes et les contraint à déposer chacun une caution de 20 millions de pesetas (1 million de francs) pour faire face à leurs responsabilités civiles. Tandis que l'avocat de la défense a annoncé son intention de déposer un recours contre cette décision, la partie civile, de son côté, a demandé que les supérieurs des deux policiers soient, eux aussi, inculpés. Une possibilité que le tribunal n'exclut d'ailleurs pas dans le futur.

La décision de l'Audiencia nacional, en fait, était attendue. On savait que l'acte d'accusation rendu public en juillet par le juge d'instruction était particulièrement lourd et que, à quatre reprises déjà, l'Audiencia nacional avait rejeté une demande de mise en liberté déposée par la défense. L'une d'entre elles après un épisode passablement rocambolesque : à la mi-septembre, le sous-commissaire Amedo recevait une lettre de trois des mercenaires du GAL — actuellement incarcérés au Portugal — qui l'avaient accusé, lettre dans laquelle ils revenaient sur leurs premières déclarations. Ce document, élaboré dans des circon-

stances peu claires, allait rapidement être rejeté par l'Audiencia nacional.

La nouvelle de l'inculpation des deux policiers a cependant fait l'effet d'une bombe dans les milieux politiques. Elle met dans une position difficile le gouvernement socialiste qui n'a guère fait preuve jusqu'ici de beaucoup d'enthousiasme face à la perspective d'un tel procès. Le procureur général du royaume (nommé par le ministre de la justice), M. Javier Moscoso, qui avait imprudemment qualifié de « très importante » la lettre des trois mercenaires plus tard rejetée par le tribunal, avait d'ailleurs donné instruction à ses subordonnés de ne pas s'opposer à la mise en liberté des deux policiers.

Le gouvernement, qui s'était jusqu'ici contenté de souligner le « droit à la présomption d'innocence » des deux hommes, a cette fois préféré ne pas commenter la décision du tribunal. Le ministre de l'intérieur, M. Corcuera, s'est borné à affirmer qu'il respectait les décisions de la justice. Dans la soirée de mardi, toutefois, après un débat particulièrement houleux, le groupe parlementaire socialiste a utilisé sa majorité au Congrès des députés pour bloquer la formation d'une commission parlementaire d'enquête demandée par la Gauche unie (communiste) avec l'appui de la majorité des groupes d'opposition.

L'affaire Amedo ne fait donc que commencer. Certes, le gouvernement peut faire valoir que la décision du tribunal démontre de manière indiscutable l'indépendance de la justice espagnole. Mais le procès qui s'ouvrira bientôt n'en risque pas moins d'être embarrassant : beaucoup se demandent déjà à qui obéissait le sous-commissaire Amedo lorsqu'il organisait les attentats du GAL.

THIERRY MALINIAK.

(1) Le Groupe antiterroriste de libération, créé pour lutter clandestinement contre l'ETA, a assassiné vingt-trois personnes au Pays basque français.

GRANDE-BRETAGNE

Les membres du Sinn Fein interdits d'antenne

LONDRES
de notre correspondant

Le gouvernement britannique devait annoncer mercredi 19 octobre aux Communautés sa décision d'interdire aux radios et aux télévisions publiques et privées de diffuser des interviews de membres du Sinn Fein, l'aile politique légale de l'IRA. Aucune législation nouvelle n'est nécessaire, et la presse écrite ne semble pas concernée par cette mesure.

Accorder au temps d'antenne à M. Gerry Adams, président du Sinn Fein et unique député de ce parti à Westminster, où il refuse de siéger, sera donc désormais un délit passible de poursuites. L'organisation a une soixantaine de conseillers municipaux en Irlande du Nord, où elle recueille environ 40 % du vote catholique. La question de la couverture des élections locales, en mai prochain, et européennes en juin, devra probablement être tranchée par le Parlement.

Le Sinn Fein sera en effet dans une situation paradoxale : il aura le droit de présenter des candidats, mais il sera interdit de rapporter les propos de ces derniers à la radio et à la télévision. Cette incohérence devrait également mettre la Grande-Bretagne en difficulté au Parlement européen.

Le ministre de l'intérieur, M. Hurd, pourra faire valoir qu'il ne fait que copier le système en vigueur « au sud de la frontière », en République d'Irlande. Selon la section 31 bique d'Irlande, selon la section 31 bique de la loi irlandaise sur l'audiovisuel, un certain nombre d'organisations sont interdites d'antenne. L'IRA et le Sinn Fein, mais aussi plusieurs

associations protestantes loyalistes d'Irlande du Nord figurent sur cette liste. Quand M. Adams a été élu en juin 1987 à Belfast-Ouest, la télévision irlandaise a été autorisée seulement à montrer des images silencieuses du meeting qu'il a tenu après sa victoire, alors que son adversaire méconnu, appartenant à la formation catholique modérée SDLP, opposée à toute violence, avait droit à la parole.

M. Hurd a voulu répliquer au regain d'activité de l'IRA. L'organisation républicaine clandestine a multiplié les attentats depuis le mois d'août, pour célébrer à l'avance, à sa manière le vingtième anniversaire de l'entrée des troupes britanniques à Belfast, le 15 août 1969. Nombreux sont d'ailleurs les événements qui risquent prochainement d'être commémorés par la violence, par les deux communautés, catholique et protestante.

M. Kevin McNamara, porte-parole du Parti travailliste pour l'Irlande du Nord, a critiqué mardi soir la décision du gouvernement. Celle-ci constitue, selon lui, « une victoire de propagande pour les hommes de violence ».

Le récent congrès du parti conservateur à Brighton a montré au gouvernement que des mesures plus énergiques étaient souhaitées par l'électorat tory de base. Cela n'est pas très nouveau. M. Thatcher a paru jusqu'ici décidée à ne pas aller trop loin dans ce domaine. Elle continue en particulier à refuser le retour à la mise en détention préventive, sans jugement, des personnes soupçonnées d'appartenir à l'IRA. DOMINIQUE DHOMBRES.

ROUMANIE

Le secrétaire d'Etat adjoint américain affirme avoir vu des villages détruits

Le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. John Whitehead, a déclaré, mardi 18 octobre, au cours d'une conférence de presse à Budapest, avoir « vu de ses propres yeux la destruction de villages paysans » en Roumanie au cours de sa visite dans ce pays début octobre.

C'est la première fois qu'un haut responsable occidental indique avoir personnellement visité des villages détruits dans le cadre du programme de « modernisation rurale » roumain qui prévoit la démolition de quelque sept mille villages dans ce pays et le relogement des habitants dans des « centres agro-industriels », selon les observateurs.

Dans une interview publiée mardi par le quotidien du parti hongrois, *Nepszabadsag*, M. Whitehead indique avoir lui-même « vu à la campagne (en Roumanie) des villages ruraux dont les habitants ont été forcés de démolir dans d'autres bâtiments ». « Je suis sûr », ajoute-t-il, « que c'est une violation particulièrement grave des droits de l'homme que de demander à des gens de quitter leurs foyers et de les assister à la destruction de leurs maisons ».

M. Whitehead a par ailleurs annoncé que les Etats-Unis vont examiner, avec le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, les problèmes relatifs aux quelque dix-sept mille réfugiés roumains qui se trouvent actuellement en Hongrie. Il a accusé le régime de Bucarest d'opprimer ses ressortissants d'origine hongroise et a énuméré d'autres atteintes aux droits de l'homme : maintien en détention de prisonniers politiques, interdiction des cultes religieux, absence de presse libre et suppression du droit de manifestation. — (AFP, Reuters.)

BELGIQUE

L'état de santé des terroristes présumés des Cellules communistes combattantes est préoccupant

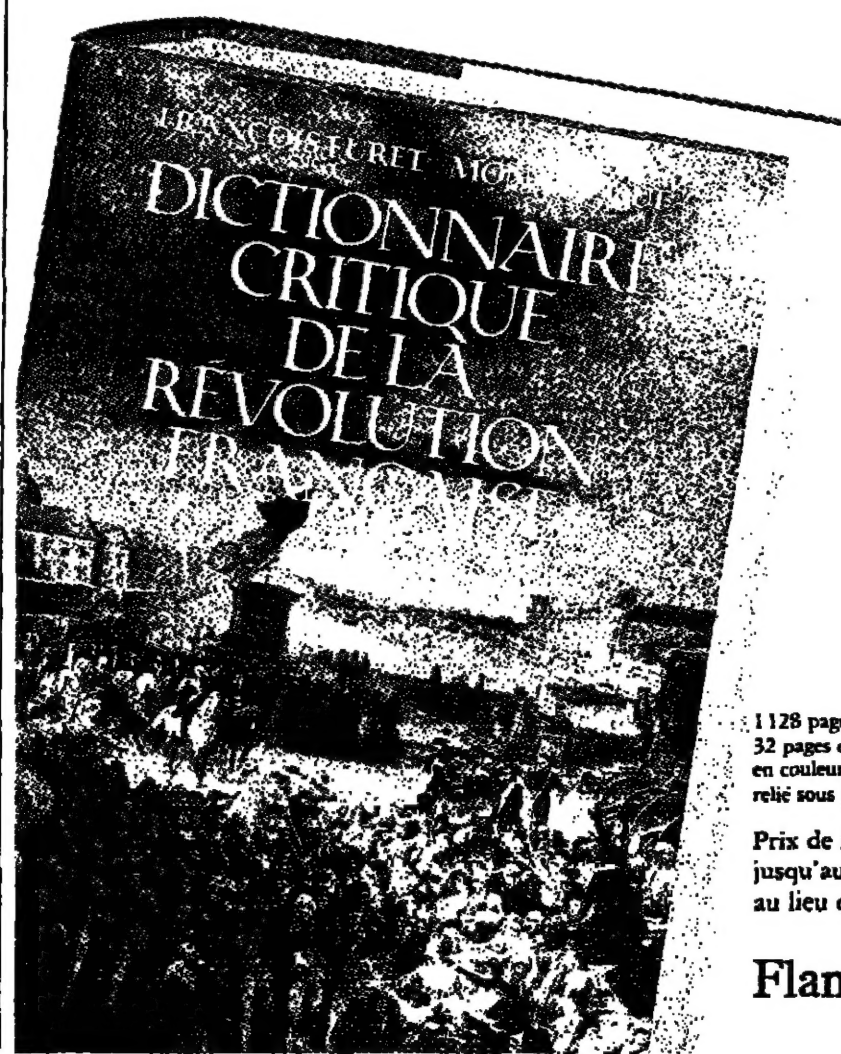
Le procès des quatre membres des Cellules communistes combattantes (CCC), accusés d'avoir perpétré un certain nombre d'attentats terroristes en Belgique en 1985, touche à sa fin. Le verdict est attendu pour la fin de la semaine ou le début de la semaine prochaine.

Les avocats (commis d'office) des inculpés ont tenu, le mardi 18 octobre, à Bruxelles, une conférence de presse pour faire part de leur inquiétude concernant l'état de

santé de leurs clients. Ceux-ci, en effet, avaient entamé une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. Cette grève dure depuis quarante-sept jours pour Didier Chevolet — qui est passé de 71 à 61 kilos, — quarante jours pour Pascale Vande Geerde (48 à 36 kilos), trente-trois jours pour Pierre Carotte (83 à 71 kilos) et vingt-six jours pour Bertrand Sasoye (66 à 53 kilos). Seul ce dernier

assiste maintenant au procès. Les médecins estiment, pour leur part, que leur affaiblissement général peut se traduire par des syncope difficiles à prévoir mais qui pourraient être irréversibles. Les avocats ont écrit, en conséquence, une lettre ouverte au ministre de la justice, le social-chrétien francophone, Melchior Wathelet, pour lui demander d'améliorer les conditions de détention des quatre membres des CCC. — (Corresp.)

En 89, la Révolution c'est un livre!



1128 pages, 32 pages d'illustrations en couleurs, relié sous jaquette.

Prix de lancement: 395 F jusqu'au 31 décembre 1988, au lieu de 450 F.

Flammarion

Asie

JAPON : le silence des intellectuels sur la question impériale

Le « rideau de chrysanthèmes »

L'état de santé de l'empereur Hirohito s'est à nouveau dégradé dans la nuit du mardi 18 au mercredi 19 octobre. Le bulletin publié mercredi indique que le souverain, nourri par voie intraveineuse depuis un mois exactement, a souffert d'hémorragies qui ont rendu nécessaire une nouvelle transfusion sanguine et qu'il a été pris de violentes vomissements.

TOKYO
de notre correspondant

C'est le mot du jour : *jishuku* (la retenue). Si, en surface, rien n'a changé de l'activité trépidante de la seconde puissance économique du monde, il n'en passe pas moins sur la vie du Japon une troublante hypothèse qui se traduit par une malaise grandissant. Le Japon vit une sorte d'hypnose où la déférence envers un monarque qui se meurt le dispute au tabou. L'une des dimensions de la vie démocratique — la liberté d'expression — semble mise entre parenthèses.

Cette atmosphère pesante est peut-être encore plus perceptible en province qu'à Tokyo, capitale internationale. « Etant données les circonstances... » est la formule consacrée et volée — car l'événement même ne doit être mentionné qu'à mots couverts — qui accompagne les communiqués annulant tous les événements qui impliquent une atmosphère de fête. L'activité économique semble même commencer à en souffrir, au point que certains instituts de recherches parlent déjà d'une « récession impériale » qui pourrait bien se faire sentir sur la croissance du dernier trimestre.

Une retenue consensuelle

Une nation laïque et démocratique, aux termes de sa Constitution, semble vivre au rythme du puits d'un empereur dont les médias donnent, plusieurs fois par jour, le bulletin de santé. L'absence de tout débat, le ton uniformément élogieux de l'ensemble de la presse (à l'exception d'*Akasha*, l'organe du PC), des qu'il s'agit du monarque, créent un malaise de plus en

plus évident parmi les journalistes et les intellectuels. Si, au début de la maladie de l'empereur, les médias ont été emportés par l'événement et la concurrence, le « rideau de chrysanthèmes » est rapidement retombé.

Depuis deux semaines, une sorte de « conspiration du silence » a réduit au minimum les opinions contestataires sur le système impérial. Nombreux sont les journalistes qui sont choqués et, en privé, se plaignent de l'autocensure de leur rédaction en chef. « Nous sommes séquestrés mentalement », nous dit un éditeur. « Il est inutile de proposer un article non pas de critique, mais simplement de réflexion sur l'empereur. Il sera refusé. »

Si des hebdomadaires ou des mensuels publient timidement des articles traitant de la question de l'empereur, si un philosophe comme Osamu Kuno critique l'excessive déférence dont le monarque est l'objet, les intellectuels restent étrangement silencieux. La plupart d'entre eux — à l'exception de ceux qui font profession d'insister sur la figure culturelle et la bonté de l'empereur — refusent les interviews. Lorsqu'ils acceptent, ils expriment amertume et frustration mais, dans le même souffle, demandent à ne pas être cités nommément.

Quelle est l'origine de cette retenue ? Personne n'en a donné l'ordre. Elle paraît consensuelle. Est-ce une expression de respect, ou bien le culte impérial dans le Japon puissant et riche de cette fin de siècle n'en finit-il pas de s'éteindre ?

Tout d'abord, au Japon comme ailleurs, on s'abstient de critiquer une personne à l'article de la mort. Mais cette retenue qui, dans le cas du Japon, s'enracine dans la tradition bouddhique n'explique pas tout. Elle se traduit, sur le plan politique, par un rétrécissement de la liberté d'expression, et, à ce titre, est un symptôme de la tiédeur dont les Japonais vivent aujourd'hui leur démocratie.

Les intellectuels sont pris dans ce que l'un d'eux nomme une « viscosité consensuelle ». Leur timidité, aujourd'hui, est liée à l'histoire. Alors qu'en Europe, et en particu-

lier en France, les intellectuels ont une longue tradition d'engagement, au Japon, leur entrée dans le jeu politique date du lendemain de la guerre. Auparavant, écrasés par cette nation saïe d'une mission redemptrice qui se traduisait par l'agression du reste de l'Asie, les non-maïnistes en étaient doucement arrivés à la conclusion qu'ils n'avaient pas de rôle à jouer et trouvaient refuge dans l'individualisme et l'introspection.

Au lendemain de la guerre, les intellectuels s'enlèvent de la parole retrouvée, cherchant non seulement une adéquation entre leur œuvre et les soucis de l'heure, mais aussi à compenser, par un engagement politique, leur mauvaise conscience. Ils forment ce que l'éminent historien des idées Masao Maruyama nomme la « communauté du repentir ». Puis, avec le retour du consensus par la croissance économique, une société de plus en plus « embourgeoisée », les débats intellectuels s'estompent et des évocations d'un passé douloureux commencent à l'entourer, et les intellectuels rentrent dans leur coquille. C'est en réaction contre cette époque anti-héroïque et au nom d'une japonité déformée que l'écrivain Mishima s'éleva en 1970.

Aujourd'hui, dans le climat d'hésitation à la petite semaine du Japon riche, l'intellectuel avec ses interrogations paraît un intrus. S'il est considéré comme « *aka* » (rouge), sa voix ne porte pas au-delà du cercle dit progressiste ; s'il n'est pas catalogué, ou bien il se recroqueville sur son œuvre, ou bien il devient un « *bunkajin* » (homme-culture) : il écrit pour les journaux et apparaît à la télévision, mais il se doit, s'il veut conserver cette audience, de jouer le jeu du conformisme : « Ne pas troubler l'eau qui dort ». La minorité de ceux qui se sentent une responsabilité est profondément isolée : le mouvement étudiant est désormais inexistant et les syndicats sont fortement affaiblis. M^{me} Doi, présidente du PS, signe les registres souhaitant un prompt rétablissement à l'empereur, et les journaux évoquent leurs millions de lecteurs pour rester dans le juste milieu. Persiste en outre la menace latente des violences de l'extrême droite.

Justification ou risque réel, cette menace est un argument évoqué par les intellectuels pour expliquer leur silence. Tous se souviennent du commando qui, en 1980, tua la domestique et blessa gravement la femme du directeur de la revue *Chukoron*, « coupable » d'avoir publié une nouvelle de Shichiro Fukazawa jugée irrévérencieuse pour l'empereur. Assurément une petite minorité, la droite au sein du monde politique ou les ultranationalistes vociférants juchés sur leurs camions munis de haut-parleurs, n'en semblent pas moins constituer une « force de dissuasion » dans le Japon moderne.

La menace de l'extrême droite

Soucieux de ne pas s'allier les annonceurs et de ne pas provoquer la droite, les chaînes de télévision privées et les grands quotidiens donnent un très faible écho aux opinions contestataires de ce qui apparaît de plus en plus comme une sorte d'orthodoxie impériale. « La concurrence ne joue pas car toutes les rédactions savent très bien qu'aucun concurrent ne transgressera le tabou du chrysanthème (emblème de la maison impériale), nous dit un éditeur. L'inertie des uns contrebalance celle des autres. Mais en oubliant que, il y a cinquante ans, c'est au nom de ce système impérial que les journaux furent bâillonnés. Il est évident qu'aujourd'hui encore les médias ne sont pas libres lorsqu'ils traitent de l'empereur. »

Dans le Japon de la fin du règne de l'empereur Hirohito, l'opinion publique paraît réduite à une trépassée « opinion dominante ». Certains nourrissent l'espoir que, à la suite du décès du monarque, les médias retrouveront une certaine vigueur et assumeront leur rôle de reflet de la diversité des opinions. Mais les cinquante-douze heures de programmes prévus par la chaîne nationale NHK pour le « Jour X » et les quelques cinquante-neuf heures préparées par les télévisions privées, les pages et les pages que les journaux consacreront à l'événement ne sont, semble-t-il, guère prometteuses d'une véritable réflexion sur le passé.

PHILIPPE PONS.

BIRMANIE : le retour au pouvoir des militaires

Un régime de misère

Un mois après la reprise du pouvoir par l'armée, le 18 septembre, la situation demeure chaotique en Birmanie. Si le vaste mouvement populaire en faveur de la démocratie a pour l'instant échoué, le régime militaire — rétabli dans le sang — semble encore plus isolé que par le passé et ne dispose en tout cas d'aucun levier pour remettre sur pied un pays qui plonge dans la misère.

L'économie est paralysée. Sommés de mettre fin, le 3 octobre au plus tard, à une grève générale qui durait depuis le 8 août, fonctionnaires et employés des entreprises de l'Etat, le plus souvent terrorisés, ont obtempéré. Les banques ont commencé à rouvrir leurs portes. Mais le travail n'a pas repris. Quand elles ne sont pas dévastées, les entreprises d'Etat manquent de pièces de rechange, de carburant et d'électricité.

Les fonctionnaires ont touché leur premier paie en deux mois, mais plusieurs centaines d'entre eux, considérés comme des opposants, ont été licenciés ou arrêtés. De toute façon, les paies sont dérisoires, les magasins de l'Etat vides et les prix des denrées sur le marché libre exorbitants.

Les rues de Rangoon sont envahies par des mendicants, et l'armée continue d'y tirer sur des pillards qui bravent même le couvre-feu nocturne pour voler un sac de riz ou une plaque de tôle ondulée.

Aide étrangère suspendue

Un diplomate en poste dans la capitale birmane a rapporté que des squatters, installés aux abords de cimetières, creusent les tombes, de nuit, à la recherche de tout ce qui peut se vendre au « marché aux voleurs », sur les trottoirs du quartier chinois.

L'aide étrangère a été suspendue. Premier pays donateur, avec près de 4 milliards de dollars fournis depuis l'indépendance, le Japon a gelé toute assistance et refusé de contribuer au rééchelonnement d'une dette étrangère éva-

luée à 3 ou 4 milliards de dollars. Les Etats-Unis en ont fait autant, y compris en ce qui concerne les fonds (5 millions de dollars) affectés à la lutte contre la drogue. Bonn a adopté une ligne identique, ce qui pose un problème d'autant plus grave à Rangoon qu'une firme allemande produit sur place l'essentiel de l'équipement utilisé par l'armée, laquelle risque ainsi de se retrouver à court de munitions à la fin de l'année.

La brutalité de la répression, depuis le 18 septembre, met en doute l'assurance donnée par la junte militaire d'organiser des élections libres reportées, de toute façon, à l'an prochain. Selon un bilan officiel, 461 personnes avaient été tuées au 11 octobre, mais les milieux diplomatiques de Rangoon évaluent le nombre de victimes à plus d'un millier, qui viennent s'ajouter aux quatre mille morts des répressions de mars, mai et août. Le général Saw Maung, chef de l'Etat et homme de main de Ne Win — le vieux dictateur a abandonné toutes ses fonctions officielles le 23 juillet — a promis le rétablissement du multipartisme, et la commission électorale du régime a déjà enregistré au moins seize partis politiques, dont le BSPP, l'ancien parti unique, rebaptisé Parti de l'union nationale, et une kyrielle de mouvements fantômes. Mais le décalage est tel entre les promesses du pouvoir militaire et ses méthodes que l'encadrement de l'insurrection populaire est apparemment passé dans la clandestinité.

Postes militaires attaqués

De l'aven même des autorités, plus de trois mille étudiants se sont réfugiés dans les zones tenues soit par des minorités en état de rébellion, soit par le Parti communiste insurgé. Selon différents témoignages, leur nombre serait beaucoup plus important. Près de quatre cents d'entre eux auraient rejoint les maquis communistes dans le nord et plus de trois mille auraient trouvé refuge chez les Karens, sur la frontière thaïlandaise. L'insurrection karen (Union nationale karen) aurait accepté de donner un entraînement militaire à une partie d'entre eux.

Même quand on ignore encore ce que sont devenus les élites militaires et certains autres éléments de l'armée passés à l'opposition, la menace d'une guérilla urbaine ne semble pas, dans le court terme, sérieusement inquiéter la junte militaire. En revanche, des insurrections ethniques traditionnelles ont profité du repli d'unités militaires sur les villes — où ces dernières assurent l'ordre — pour passer à l'offensive. Les Karens ont notamment attaqué plusieurs postes militaires dans la zone frontalière de la Thaïlande.

Pour leur part, les dirigeants de l'opposition ont décidé de rester dans la légalité. U Nu, l'ancien premier ministre, qui a formé un « gouvernement parallèle », a reçu le soutien des leaders, passés dans la clandestinité ou réfugiés en Thaïlande, du principal syndicat étudiant. La Ligue pour la paix et la démocratie de U Nu est favorable au boycottage de tout scrutin organisé par la junte. Tout en condamnant également la répression, les trois autres figures de proue de l'opposition — les anciens généraux Aung Gyi et Tin U, ainsi que M^{me} Aung San Suu Kyi — ont opté pour une ligne plus modérée et obtenu l'enregistrement par les autorités de leur Ligue nationale pour la démocratie.

L'avenir de quelque trente-huit millions de Birmans, après vingt-six ans d'une dictature qui a ruiné ce pays au potentiel pourtant si riche, dépend donc d'une caste réduite d'officiers supérieurs qui forment le noyau dur de l'armée et continuent de s'accrocher au pouvoir, quoi qu'il en soit. Les optimistes pensent que, privée d'appuis extérieurs et intérieurs, la junte actuelle sera forcée d'accepter des compromis pour demeurer au pouvoir. Les autres redoutent que le sang n'ait pas fini de couler dans ce pays qui continue de sombrer.

JEAN-CLAUDE POMONTI

A TRAVERS LE MONDE

Burundi

Nouvelle vague de répression ?

Le gouvernement burundais a interdit, le 14 octobre, à la section belge de Médias sans frontières (MSF-Belgique) de continuer son travail dans les régions troubles du nord du Burundi. Dans un communiqué, MSF-Belgique s'interroge sur les raisons profondes de l'attitude actuelle du gouvernement burundais, alors que ses équipes « travaillent depuis deux mois dans la province de Kirundi où, fin août, des milliers de Hutus (appartenant à l'ethnie majoritaire au Burundi) avaient été massacrés ».

Selon le communiqué de MSF, les cent cinquante à deux cents Burundais, qui se réfugient chaque jour au Rwanda voisin, font état d'une nouvelle vague de répression contre les Hutus, à Bujumbura, la capitale du Burundi, et dans les provinces du Nord. — (AFP.)

Pologne

Report de la « table ronde » entre le pouvoir et l'opposition

Varsovie. — La porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a laissé entendre, mardi 18 octobre, que la légalisation du syndicat interdit Solidarité demeurerait hypothétique dans le cadre de la future « table ronde » pouvoir-opposition dont il a espéré la tenue avant la fin du mois d'octobre.

Pour expliquer le report de la « table ronde », dont l'ouverture était initialement prévue pour le 17 octobre, M. Urban a confirmé que des difficultés subsistent quant à la composition de la délégation de Solidarité qui doit prendre part, au côté de Lech Walesa, à ces négociations officielles.

M. Urban a souligné que MM. Kuron et Michnik, notamment, entraînent dans la catégorie des opposants qui « ne respectent pas la

Constitution et la légalité » en Pologne. Ils ne pourront pas être admis aux entretiens à moins qu'il n'adoptent d'ici là une attitude « plus positive » à l'égard du pouvoir. « Il est en effet difficile de discuter avec ceux qui cherchent à nous pendre », a commenté M. Urban. — (AFP.)

RFA

Le président de la République turque en visite officielle

Le chancelier fédéral, M. Helmut Kohl, s'est prononcé, mardi 18 octobre à Bonn, pour « l'approfondissement des relations entre la Turquie et la Communauté économique européenne », lors d'un repas offert au président de la Turquie, M. Kenan Evren, en visite officielle en Allemagne fédérale.

Au cours d'un entretien, les deux chefs d'Etat ont également évoqué la situation des quelque 1,5 million de travailleurs turcs en RFA. Alors que le chancelier Kohl a souligné « le rôle joué par ces derniers dans le développement de l'économie ouest-allemande », M. Evren a condamné de son côté « les tentatives de certains milieux liés au terrorisme international d'exercer une influence anti-turque sur ses compatriotes vivant en RFA afin de briser la solidarité entre la Turquie et l'Occident ».

MM. Kohl et Evren sont en outre tombés d'accord sur la nécessité d'une progression des investissements ouest-allemands en Turquie. M. Kohl a rappelé que la RFA était

actuellement le plus important partenaire commercial de la Turquie. — (AFP.)

URSS

Le « procès de Soumgait » s'est ouvert à Moscou

Moscou. — Le procès de trois Azerbaïdjanais accusés de meurtre dans les émeutes nationalistes de Soumgait, en février dernier, s'est ouvert mardi 18 octobre devant la Cour suprême de l'URSS, à Moscou.

Les trois hommes, identifiés par l'agence Tass comme étant A. Akhmedov, I. Ismailov et Ya. Djafarov, sont les premiers accusés de Soumgait à être jugés en dehors de l'Azerbaïdjan. Ils doivent répondre aux accusations d'« organisation et de participation directe à des émeutes de masse accompagnées de pogroms, d'incendies volontaires et de meurtres ».

Les émeutes anti-arméniennes de Soumgait, banlieue de Bakou, avaient fait, selon le bilan officiel, 32 morts, Arméniens pour la plupart. Avant l'ouverture du procès, des Arméniens qui ont déclaré être des parents des victimes ont entonné des chants patriotiques et brandi des photos et des reproductions de certificats de décès de quelques-uns des Arméniens tués.

Les correspondants de presse étrangers n'ont pas été autorisés à suivre l'audience. — (Reuters, AFP.)

● AFRIQUE DU SUD : les trois militants anti-apartheid ont quitté le consulat américain à Johannesburg. — Les trois militants réfugiés au consulat des Etats-Unis à Johannesburg depuis le 13 septembre ont quitté ces locaux mercredi 18 octobre, a annoncé le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU). Ces trois hommes, Murphy Morobe, Mohammad Valli Moosa et Vusi Khehlaya, dirigeants de haut rang de

l'opposition extra-parlementaire, détenus sans jugement dans le cadre de l'état d'urgence, avaient faussé compagnie à la police alors qu'ils subissaient des examens médicaux à l'hôpital de Johannesburg. En sortant du consulat des Etats-Unis, ils entendent « mettre à l'épreuve » la bonne foi du gouvernement, qui a déclaré publiquement qu'ils ne couraient aucun risque d'être de nouveau arrêtés. — (AFP.)

CORÉE DU SUD : à la tribune des Nations unies

Le président Roh Tae-woo propose la réunion d'une conférence internationale

S'adressant pour la première fois à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, le président sud-coréen Roh Tae-woo a renouvelé son offre de réunion au sommet avec le maréchal Kim Il-sung, le dirigeant nord-coréen, « le plus rapidement possible » et sans conditions préalables. « Je saisis l'occasion qui m'est offerte », a ajouté M. Roh, pour proposer une conférence consultative de paix réunissant les Etats-Unis, l'Union soviétique, la République populaire de Chine et le Japon, « ainsi que bien sûr la Corée du Nord et la Corée du Sud, afin de poser les fondations solides d'une prospérité durable dans l'Asie du Nord-Est. La réalisation de cette proposition créera certainement un environnement international plus favorable à la paix en Corée et à la réunification de la péninsule. » « Ma pensée est qu'il ne peut y avoir de paix dans le monde sans la paix en Asie du Nord-Est, et que sans la coopération des nations de la région il ne pourra y avoir une ère de prospérité dans le Pacifique. »

M. Roh a également réaffirmé que « la Corée du Sud n'utilisera jamais la première la force contre le Nord » en attendant qu'un traité de non-agression puisse être signé entre Séoul et Pyongyang. Enfin, le président sud-coréen a proposé la construction d'une « cité de la

paix » située en zone démilitarisée le long du 38^e parallèle, pour permettre la réunion des familles séparées et faciliter les échanges commerciaux et culturels entre les deux Corées.

Le premier vice-premier ministre nord-coréen, M. Kang Sok-ju, devait s'adresser à la tribune de l'ONU mercredi. Mais le maréchal Kim Il-sung a déjà en quelque sorte répondu de Pyongyang au président Roh. Prenant la parole mardi à l'occasion de la visite du président roumain Ceausescu, il a accusé Séoul et Washington de « manœuvrer » pour perpétuer la division de la péninsule. « Il est important de faire échouer les manœuvres des autorités des Etats-Unis et de la Corée du Sud qui veulent créer « deux Corées » et entretenir pour toujours la division de nos deux pays en réalisant ce qu'ils appellent la « reconnaissance croisée » (du Nord par les pays occidentaux et du Sud par le camp communiste), les « contacts naturels » et « un seul siège à l'ONU ». Une « reconnaissance croisée », pour le maréchal Kim, ne pourrait qu'accroître les tensions et risques de guerre. En revanche, les propositions de M. Roh ont été bien accueillies à Washington, où il doit être reçu jeudi par le président Reagan. — (UPI, AP, Reuters, AFP.)

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

55 من الأمل

Afrique

KENYA : les activités tous azimuts de l'Aga Khan

Bonnes affaires et bonnes actions

NAIROBI
de notre envoyé spécial

Des citoyens de papier les « Asiens », comme, de temps à autre, on le leur reproche en haut lieu ? Au sein de la communauté indo-pakistanaise, qui compte quelque cent mille personnes, les ismaéliens, avec l'Aga Khan pour chef de file, s'appliquent, plus que d'autres, à lever ces doutes officiels (1).

Parmi les Asiens transplantés ici, au début du siècle, par le colonisateur britannique, pour construire la ligne de chemin de fer Mombasa-Kampala, les cinq mille ismaéliens forment, de loin, la communauté la mieux structurée et la plus active. Celle-ci ne possède-t-elle pas ses écoles et ses hôpitaux, ses lieux de culte et ses clubs ? C'était, avant l'indépendance du Kenya, une nécessité que de s'organiser ainsi, car les autorités coloniales ne se souciaient guère du sort de ces immigrants.

Les temps ont changé. Comme tous les Asiens, les ismaéliens se défendent de vouloir faire bande à part, de cultiver jalousement leurs différences. Dans le contexte du Kenya d'aujourd'hui, il n'y a, en principe, plus qu'une seule catégorie de citoyens. « Nos institutions, écoles, hôpitaux, banques, compagnies d'assurance, sont désormais ouvertes à tous », insistent les responsables de cette communauté.

Il n'empêche que les Asiens n'ont pas toujours la vie facile. Les coolies de jadis, les poseurs de ballasts sont devenus, au fil des années, de puissants hommes d'affaires, des commerçants avisés. Leur position économique dominante — ils contrôlent, par exemple, les trois quarts du commerce de détail, la moitié du secteur des industries légères — vaut, en effet, à ces non-natives de solides inimitiés de la part de leurs compatriotes africains.

Sur le qui-vive

Expulsés d'Ouganda en 1972 par Idi Amin Dada, victimes, à la même époque, des nationalisations en Tanzanie, les Asiens n'ont pas subi pareilles avanies au Kenya, dont l'orientation pro-occidentale et libérale a facilité le développement de leurs activités. Toutefois, lors du coup d'Etat manqué d'août 1982, les biens de commerçants indo-pakistans avaient été mis à mal. Au lendemain de ces événements, l'Aga Khan avait averti les autorités locales que ses fidèles quitteraient le pays si la stabilité politique n'était pas garantie et si des mesures en faveur de la libre entreprise n'étaient pas prises.

Les Asiens restent sur le qui-vive. Des campagnes de presse les prennent souvent à parti. Il y a quelques mois, M. Mwai Kibaki, alors vice-président de la République, les a ainsi accusés de se servir du Kenya comme d'une mine, d'en tirer des revenus et d'investir ceux-ci dans les pays étrangers où, un jour, ils sont supposés se retirer. On leur reproche aussi, dans les cercles officiels, d'être mêlés à diverses sortes de scandales. « Nous ne le sommes pas plus que d'autres », répliquent-ils. « Tout le système est corrompu. Pour survivre, il faut faire comme les autres... »

Ce climat de suspicion crée parmi les Asiens le besoin de regarder un peu ailleurs ce qui se passe, ne serait-ce que pour assurer un avenir à leur progéniture. « Une soixantaine de familles ismaéliennes ont quitté le Kenya depuis le début de l'année pour aller s'installer au Canada », raconte un représentant de cette communauté.

« Des frustrations, on en subit bien sûr, admet un responsable de la communauté ismaélienne, qui prêche la patience. C'est l'affaire d'une

ou de deux générations, le temps qu'émerge une classe moyenne africaine qui, alors, ne nous verra plus comme de dangereux concurrents. »

Le souci des Asiens est de ne faire accepter par leurs compatriotes africains, d'apparaître comme des citoyens performants dont le concours est indispensable au bon fonctionnement de l'économie nationale. « Si l'on veut être crédible, il faut être les meilleurs, les plus pointus dans tous les domaines où nous intervenons », souligne un responsable ismaélien.

C'est dans cet esprit que l'Aga Khan dispense, depuis de nombreuses années, son aide au Kenya. Dans ce pays où il a passé son enfance, il y a fait du « business », du développement aussi. Bonnes affaires et bonnes actions : l'un ne va pas sans l'autre. Pas question donc d'alimenter les commentaires malveillants : le chef religieux des

ismaéliens veut se montrer beau joueur.

Tous les investissements dans le secteur économique transitent par le Fonds de l'Aga Khan pour le développement économique et s'accompagnent de prises de participation au capital et de transferts de technologie. Ainsi, ce Fonds détient 40 % du capital de la nouvelle tannerie de Thika, la plus importante et la plus moderne de l'Afrique subsaharienne, qui exporte, sur les marchés européens, des peaux travaillées.

S'agit-il d'aider Altaf Kurji, le chef d'une entreprenante famille ismaélienne de Mombasa, à renouveler sa flotte de bateaux de pêche, le Fonds de l'Aga Khan s'associe à ce projet, ce qui permettra de développer les exportations de crevettes, un secteur un peu laissé à l'abandon. Cherche-t-on à introduire, dans la zone semi-aride de Voi, des plantations de jobbas dont les graines servent à la fabrication des cosméti-

ques et des lubrifiants, le Fonds accepte de participer à cette culture expérimentale.

Tourisme oblige, dans un pays comme le Kenya : le Fonds de l'Aga Khan est donc partie prenante, depuis plus de dix ans, d'une chaîne d'hôtels et de lodges en cours de réhabilitation.

Philanthropie

A titre personnel, enfin, le chef religieux de la communauté ismaélienne possède un groupe de presse qui édite *The Nation*, le plus lu des trois quotidiens kenyans de langue anglaise. Les récentes critiques gouvernementales à propos de l'intérêt trop marqué qu'aurait manifesté ce journal à l'égard de « dissidents » politiques ne sont peut-être pas étrangères à la décision du chef religieux des ismaéliens de lâcher le contrôle de ce groupe.

Moins spectaculaire est le développement d'activités non lucratives, simplement humanitaires par le biais de la Fondation de l'Aga Khan. « La philanthropie est un impératif de l'islam », note un fidèle ismaélien. Il est aussi de bonne politique pour cette communauté musulmane de s'intéresser au sort des plus démunis, ne serait-ce que pour désarmer les critiques de ceux qui seraient tentés, s'agissant des Asiens, de tout réduire à du banal « business ».

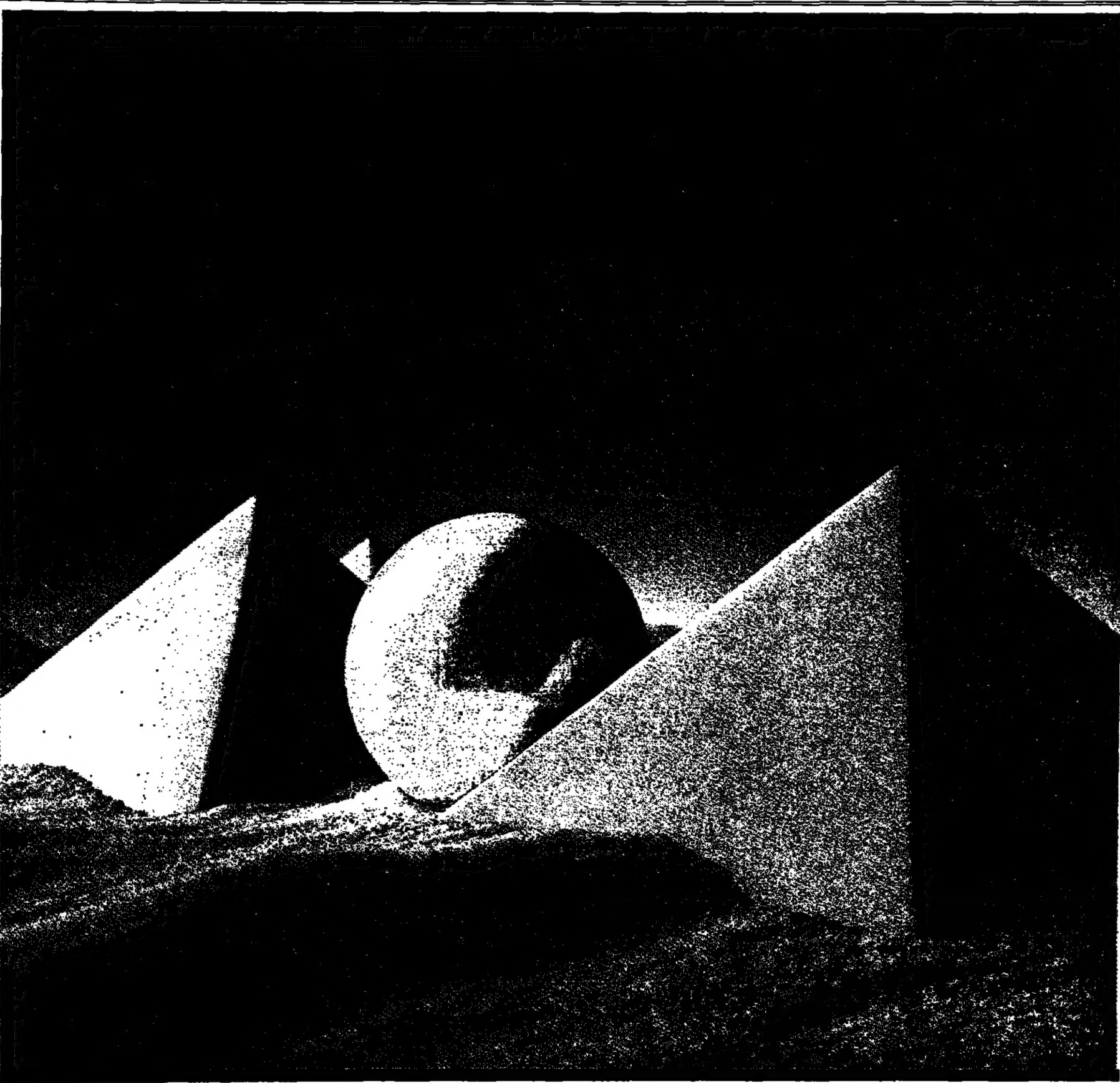
Aussi, la Fondation de l'Aga Khan est-elle engagée, sur le terrain, dans de nombreux micro-projets. Elle participe ainsi, dans le district de Kericho, à la mise en place d'un système de pré-scolarisation pour les enfants de trois à sept ans. Elle est aussi mêlée, dans la région de Kisumu, à la définition d'un programme d'hygiène et de soins primaires de santé dans les communautés rurales. Elle participe, dans

la région de Kakamega, à la lutte contre la diarrhée, la maladie la plus dangereuse pour les enfants de moins de cinq ans.

Directement ou indirectement impliquée dans tous les secteurs de la vie du pays, la communauté ismaélienne a-t-elle gagné son brevet de bonne conduite ? « Les missionnaires et les colonisateurs donnaient d'une main et reprenaient de l'autre. Ce n'est pas notre manière de faire », soutient un fidèle de l'Aga Khan.

JACQUES DE BARRIN

(1) La communauté ismaélienne compte de douze à quinze millions de membres, répartis dans quelque vingt-cinq pays, principalement au Pakistan mais aussi en Chine et en Union soviétique. L'Aga Khan, qui descend directement du prophète Muhammad, est le 49^e imam héréditaire de ces musulmans chiites.



COMPAREX : le compatible par excellence

Des technologies de pointe pour une gamme complète de moyens et grands systèmes informatiques compatibles. Des hommes compétents pour un service de qualité.

COMPAREX
Une filiale de BASF et de Siemens

COMPAREX
Information Systems
S.A. du Port Nanterre
21, rue des Poupelles
F-92000 Nanterre
COMPAREX
Information Systems S.A., N.V.
Avenue Harmer 14
B-1000 Bruxelles
COMPAREX
Informationssysteme AG
Postfach
CH-8620 Wädenswil

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Afrique

KENYA: la libération de l'historien Maina Wa Kinyatti

« Jamais je ne pourrai pardonner »

NAIROBI
Correspondance

Après six ans d'emprisonnement, l'historien Maina Wa Kinyatti — adopté comme prisonnier de conscience par Amnesty International et deux fois lauréat du Pen Club — a franchi, lundi 17 octobre, les grilles de la prison de haute sécurité de Naivasha.

Les cheveux blanchis avant l'âge, Maina Wa Kinyatti, quarante-quatre ans, ne cache pas son amertume : « Ces six années sont les plus que j'ai jamais vécues. Aussi longtemps que je serai vivant, jamais je ne pourrai pardonner à ceux qui ont organisé mon arrestation et mon emprisonnement. » Physiquement éprouvé, l'historien souffre notamment d'une grave déficience visuelle et devrait subir une opération de l'œil gauche « aussi vite que possible, au Kenya ou à l'étranger ».

C'est en juin 1982, deux mois avant le coup d'Etat manqué contre le président Daniel Arap Moi, que Maina Wa Kinyatti fut convoqué au siège du Criminal Investigation Department (CID), la police spéciale. Quelques mois plus tard, malgré ses protestations d'innocence, il était condamné pour « possession de documents subversifs » à six ans d'emprisonnement. Parmi les intellectuels arrêtés à cette époque, Maina Wa Kinyatti est le seul à avoir purgé une peine aussi longue.

Tortures mentales

« J'ai été torturé mentalement et physiquement », dénonce-t-il aujourd'hui, détaillant d'une voix calme ses conditions de détention à la prison de haute sécurité de Kamiti (banlieue de Nairobi) puis, à partir d'août 1987, dans celle de Naivasha — une petite ville située au nord-ouest de la capitale kenyane. Privé de journaux, de radio, nourri exclusivement de « haricots rouges mal cuits, de légumes avariés et d'un litre de porridge à base de farine de maïs » gorgé de vers — un chien n'en aurait pas voulu... — Maina Wa Kinyatti est soumis à des périodes d'isolement complet (un an et demi au total) pendant lesquelles, dit-il, « même les gardiens avaient la consigne de ne pas m'adresser la parole ».

La cellule où il sera enfermé à Naivasha « mesurait cinquante quatre heures sur vingt-quatre ».

et était démunie de tout mobilier : « Pas une table, pas une chaise, pas même un matelas : je dormais sur le sol de ciment, enroulé dans une paire de couvertures. » La cour, « systématiquement ouverte et contrôlée », sera en grande partie « confisquée ».

Quant aux lectures, elles se résument à « quelques mauvais livres, choisis par l'administration pénitentiaire » et à un exemplaire de la Bible. « En fait, tout contact humain m'était interdit. A plusieurs reprises, j'ai vraiment cru devenir fou », ajoute l'universitaire. Le droit de visite est limité à vingt-cinq minutes par mois, avec autorisation écrite préalable, chaque visite se déroulant sous le contrôle de deux ou trois gardiens. Maina Wa Kinyatti passera six mois, « entre mars et août 1987 », dans la section des déséquilibrés mentaux de la prison de Kamiti.

A ces « tortures mentales », s'ajoutent des affrontements épiques avec les policiers kenyans : « J'ai été battu à plusieurs reprises. Ils se servaient de matrasques en caoutchouc. Lors des séances, j'étais nu », affirme l'historien, qui déclare avoir subi également des « fouilles corporelles » destinées à humilier le prisonnier. Quant à la dégradation de son état de santé, ce n'est qu'après « deux ans de demandes incessantes, mais grâce, surtout, à la pression de l'opinion internationale » que les autorités kenyanes lui ont accordé le droit de recevoir un traitement, en hôpital, pour soigner son œil malade.

Considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire kenyane, Maina Wa Kinyatti, originaire de la puissante tribu Kikuyu, est l'auteur de plusieurs livres sur le mouvement Mau-Mau (Thunder from the Mountain, Mau-Mau Songs, Kimeri's Letters : A Profile of Patriotic Courage). Au moment de son arrestation, il était en passe d'achever une importante étude sur cette même période historique. Les besoins de l'enquête ont curieusement conduit les policiers kenyans à faire main basse sur ce manuscrit : « Vingt-sept de mes dossiers et l'essentiel de ma documentation ont été confisqués », précise Maina Wa Kinyatti. « Mon désir le plus cher serait, à présent, de reprendre mes recherches d'historien. Au Kenya, si possible. C'est-à-dire si on me laisse les moyens et la liberté de travailler. »

CATHERINE SIMON.

ALGÉRIE : Pour obtenir l'amnistie générale

Des étudiants font une grève de la faim

L'accès des hôpitaux a été « strictement interdit » à tout médecin étranger « pendant et après » les récentes émeutes, a indiqué, mardi 18 octobre, dans un communiqué, le docteur Dinaï Vernant, qui vient d'effectuer une mission en Algérie pour le compte de Médecins du monde. A son avis, « il est actuellement impossible de comptabiliser les morts et les blessés. L'immense majorité des morts sont des enfants et des adolescents de dix à vingt ans dont les corps n'ont pas encore été tous rendus à leurs familles. Un très grand nombre de blessés ont refusé d'être évacués dans les hôpitaux sachant qu'ils devraient décliner leur identité ».

D'autre part, avant le début d'une assemblée générale qui réunissait les enseignants des universités d'Alger, de Blida et de Tizi-Ouzou, un groupe de sept étudiants a entamé, mardi 18 octobre, une grève de la faim à l'université des sciences Houari Boumediène de Bab-Ezzouar, près d'Alger. Ils réclament l'amnistie générale, l'instauration de la démocratie et l'arrêt des mauvais traitements. Un « comité autonome », créé il y a un an pour coordonner des grèves, est très actif à Bab-Ezzouar où un mot d'ordre de grève générale a commencé à être diffusé.

M. Mohammed Harbi, ancien dirigeant algérien, s'est élevé, dans une déclaration à l'AFP, contre le caractère « arbitraire » du code pénal, qui « ne reconnaît ni les Droits de l'homme ni ceux du citoyen », alors que la procédure pénale « admet, selon lui, les méthodes de pression physiques » et « la subordination du juge à la police ». Il a dénoncé aussi « la légitimation de la dénonciation par des hommes en congole ».

Quant à l'Amicale des Algériens en Europe, relais du FLN parmi l'émigration, elle a constaté, dans une longue déclaration, que

« jamais des événements, dans un pays, n'ont déchaîné autant de haine, de mensonges et de manipulation de l'opinion publique en France que ceux que vient de vivre l'Algérie ». « Que chacun sache que l'Algérie n'est pas à reconquérir d'une manière ou d'une autre et que les Algériens exercent l'ingérence d'où qu'elle vienne et sous quelque forme que ce soit », a-t-elle écrit.

Prix 1989

DE LA RECHERCHE SUR LA

PUBLICITE PRESSE

SUJET A TRAITER :

**LA PRESSE :
UN MEDIA POUR LES
JEUNES DE 15 A 25 ANS**

Inscriptions jusqu'au 15 novembre 1988

Remise du mémoire : 1^{er} mars 19891^{er} PRIX 2^e PRIX

10.000 F 5.000 F

Réservé aux étudiants des Etablissements
d'Enseignement Supérieur de Commerce
Gestion • Marketing • Presse • Publicité

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

PRESSPACE

UNION DE LA PUBLICITE PRESSE

40, Boulevard Malesherbes

75 008 Paris. Tel.: 47.42.11.14

Proche-Orient

ISRAËL

La Cour suprême interdit au Kach (extrême droite) de participer aux élections

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Il ne devrait plus se trouver personne à la Knesset pour traiter les Arabes de « sales chiens », et, le rictus mégalotique, promettre de « s'occuper d'eux » en leur faisant franchir le Jourdain. Ainsi en a décidé la Cour suprême, mardi 18 octobre, en interdisant à l'auteur de ces propos, le rabbin raciste Meir Kahane, de se présenter aux élections législatives du 1^{er} novembre. Son parti, le Kach, et ses candidats sont bannis du scrutin pour « racisme et incitation au racisme ».

Au terme d'un verdict de vingt-sept pages, les magistrats ont tiré une conclusion sans appel : le Kach — en hébreu « C'est ainsi » — « porte tort à la démocratie israélienne [et] prône un programme à caractère raciste qui ne peut qu'élargir le fossé existant entre juifs et Arabes ». La cour, qui s'est appuyée sur une législation votée en 1985, a estimé que le parti du rabbin Kahane « encourageait la haine contre les Arabes », appelait à leur « humiliation » systématique et défendait un programme rappelant certaines heures les plus sombres vécues par le peuple juif.

Le Kach prône le « transfert » forcé des Palestiniens des territoires occupés. Il entend priver du droit de vote les Arabes israéliens, faisant valoir que ceux-ci pourraient un jour avoir la majorité au Parlement et mettre ainsi l'Etat juif en péril. Il réclame la ségrégation totale entre juifs et non-juifs ; interdiction aux non-juifs de vivre dans la région de Jérusalem ; interdiction des quartiers mixtes, des plages mixtes, des mariages et des relations sexuelles entre juifs et non-juifs.

La cinquantaine voûtée, barbe poivre et sel, le visage agité de tics nerveux, le rabbin Kahane a accueilli le verdict emouvé de ses persifs burlant et dansant à la porte du tribunal. « Ce n'est pas, a-t-il dit, une décision prise pour interdire le Kach ou Kahane, c'est une décision qui aboutit à assimiler la protection du judaïsme au racisme ; une décision qui condamne le sionisme, car quelconque pense qu'il est compatible avec la démocratie à l'occidentale est un nazi ou un fou ».

La cour se prononçait en dernière instance sur l'appel interjeté par le rabbin après que les grands partis réunis au sein de la commission électorale de la Knesset eurent pris la décision, la semaine dernière, de « disqualifier » le Kach (le Monde du 7 octobre). La plupart de ces partis se sont immédiatement félicités de la disparition du monton

noir de la vie politique israélienne. Le premier à se réjouir a été le Likoud (droite), le parti du premier ministre, M. Itzhak Shamir. Cette formation craignait que le durcissement à droite enregistré dans le pays ces dernières années — et en croire les sondages — ne se traduise par un glissement d'une fraction de son électorat vers le Kach. Même si le rabbin Kahane a lancé à ses partisans une consigne d'abstention, le Likoud pourrait récupérer une partie des électeurs potentiels du Kach. Dans une élection qui s'annonce

ALAIN FRACHON.

Les balles en plastique tuent aussi

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Théâtre d'affrontements quasi quotidiens depuis plusieurs semaines, Napsoua, connu, le mardi 18 octobre, une journée particulièrement violente, qui confirme les craintes éternelles au sujet de l'utilisation des balles en plastique.

Dans un des accrochages, un gendarme de cinq ans a été tué, touché au ventre par l'un de ces projectiles, alors qu'il se trouvait sur le pas de sa porte et que l'armée avait ouvert le feu contre des jeunes manifestants. Un porte-parole militaire a déclaré que les soldats avaient eu à faire face « à une situation extrême, extrêmement violente », confrontés à des jeunes qui les bombardaient de pierres et de bouteilles. Les obusques de l'enfant tué ont pu de temps après ont donné lieu à de nouvelles manifestations.

AL FR.

Diplomatie

Vague de grèves dans les ambassades

La dure condition des diplomates

La malaise social n'épargne pas la diplomatie française. Le vent de la révolte a soufflé mardi 18 octobre dans nombre d'ambassades et de consulats, où le mot d'ordre de grève lancé par les syndicats à l'exception de la CGT, qui n'était pas de la partie sur le front diplomatique, a été assez largement suivi.

L'ambassade à Washington reste le fer de lance du mouvement : c'est elle qui, début septembre, avait lancé la protestation par une première journée de grève pour attirer l'attention du ministre des affaires étrangères, alors aux Etats-Unis, sur la dure condition du diplomate, qui voit son indemnité de résidence réduite parfois jusqu'à 20 %, en complet décalage avec l'évolution récente du dollar. Mais le mouvement a débordé l'Amérique et touché le continent africain, ainsi qu'Islamabad, Damas, Manille, Canberra notamment. A l'ambassade à Moscou, tous les fonctionnaires ayant le droit de grève ont défilé pour le jour, nous signale notre correspondant, Bernard Guetta. L'Union soviétique est l'un des pays où les arguments opposés par l'administration semblent en effet manquer



de cohérence puisque le rouble n'est pas indexé sur le dollar et que le coût de la vie est en augmentation constante. Les fonctionnaires en poste à Moscou se sont organisés en comité de grève. Ce comité de l'ambassade de France « n'exclut pas » de reprendre le mouvement « un peu plus tard », autrement dit peut-être au moment du voyage du président de la République ou d'un ministre à Moscou.

Les ambassades à Bruxelles, Genève, Bonn sont restées calmes. A Rome, le mouvement a été hésitant, et pour cause : M. Gilbert Péri, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay et nouvel ambassadeur, arrivait l'après-midi même pour s'installer au palais Farnèse. Le Quai d'Orsay lui-même n'est pas en grève. Les syndicats avaient appelé à un rassemblement de tous les personnels, mercredi, « dans la cour du ministre ».

Pour la première fois
Moscou publie un inventaire
de ses forces navales

Pour la première fois, l'URSS a communiqué officiellement aux Nations unies, mardi 18 octobre, la composition de sa marine de guerre. Parant devant la première commission (désarmement) de l'Assemblée générale de l'ONU, M. Petrovski, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a livré un inventaire précis, ajoutant que Moscou appuyait également l'établissement d'un registre des Etats-Unis sur les ventes et achats d'armes dans le monde.

Selon M. Petrovski, la marine soviétique avait, au 1^{er} juillet 1988, la composition suivante :

Porte-avions : 4 ; sous-marins : 376 ; croiseurs, destroyers, frégates lance-missiles : 96 ; Irigates (escortes) et petits bâtiments : 174 ; dragages de mines : 613 ; navires de débarquement : 107.

Total des bâtiments de combat : 1 380 (1).

Avions et hélicoptères de combat : 1 142 ; forces spéciales marines : 12 600.

(1) Ce chiffre de 1 380 bâtiments est celui qu'indique l'agence Tass, alors que le calcul donne 1 370.

La visite de M. Herzog à Paris

Le président israélien demande à la France d'apporter une aide humanitaire aux Palestiniens

Le président israélien, M. Haim Herzog, a commencé, mardi 18 octobre, la deuxième journée de sa visite officielle en France par une cérémonie à l'Arc de triomphe, avant de poursuivre ses entretiens avec les dirigeants français. Il a ensuite été reçu à l'Hôtel de Ville par le maire de Paris, M. Jacques Chirac, avant de rencontrer M. Michel Rocard pour un entretien suivi d'un déjeuner officiel au Quai d'Orsay. Dans la soirée, le président israélien a été l'hôte à dîner de M. Laurent Fabius, à l'Hôtel de Lassay.

En recevant M. Herzog, M. Chirac a affirmé que « le statut d'occupation ne peut demeurer ce qu'il est sans que se produisent de nouveaux drames. Nous savons que des formules peuvent être trouvées à partir du moment où il existe chez toutes les parties concernées la ferme volonté d'avancer vers la paix », ajoutant que la France pouvait « jouer un rôle utile afin de favoriser l'ouverture du dialogue entre Israéliens et Arabes ».

Au cours du banquet donné en son honneur par M. Rocard, M. Herzog a exhorté Paris à apporter une aide humanitaire aux Palestiniens des territoires occupés, pour que les voisins arabes d'Israël prennent conscience de leur « coupable indifférence » à l'égard des réfugiés palestiniens.

Désireux de présenter de son pays une autre image que celle d'une puissance occupante, devenue prédominante depuis le déclenchement de l'intifada, qui s'est traduit par la mort de trois cent neuf Palestiniens et six Israéliens, il a déclaré : « Je sais bien qu'il n'est pas facile de résumer en quelques minutes le conflit complexe qui secoue notre région et qu'il est presque impossible de corriger l'image tronquée qu'en présentent les médias. Dans un monde où font rage plus de vingt-cinq conflits armés », s'est-il exclamé, affirmant que, si Israël subissait « les dommages causés par la partialité des reportages télévisés sur les événements dans les territoires », c'est qu'elle est la seule société libre au Proche-Orient ».

هكذا من الأصل

Amériques

CHILI : premier geste de « décripation » ?

Le dirigeant socialiste Clodomiro Almeyda a été libéré

SANTIAGO
de notre correspondant

Après seize mois d'emprisonnement, M. Clodomiro Almeyda a été mis en liberté sous caution le 18 octobre en soirée, sur décision de la Cour suprême. L'ancien ministre socialiste des affaires étrangères du régime de l'Unité populaire n'aura donc pas purgé la totalité de la peine de cinq cent quarante et un jours de prison à laquelle il avait été condamné après un procès intenté par le gouvernement pour « apologie du terrorisme et de la violence ».

M. Almeyda reste cependant privé de ses droits civiques, ainsi que du droit d'enseigner et d'écrire dans les journaux pendant dix ans. Il n'en a pas moins fait sa première déclaration à sa sortie de prison, annonçant qu'il se joignait à la lutte contre le « gouvernement militaire ».

Exilé après le coup d'Etat de 1973, il était rentré clandestinement au Chili en février 1987. Il s'était présenté spontanément devant les tribunaux. La justice ne lui fit pas grief de ce retour audacieux. Mais le pouvoir s'empressa d'exiger l'application d'un article de la Constitution qui met hors la loi « ceux qui professent des doctrines fondées sur la violence ou la lutte des classes », et dont l'opposition demande l'abrogation.

Prisonnier-symbole, M. Almeyda a reçu, durant sa détention, les marques de sympathie de toutes les forces d'opposition, ainsi que celles de nombreux visiteurs étrangers, dont les socialistes français Laurent Fabius et Pierre Mauroy. Au lendemain du plébiscite du 5 octobre, M. Patricio Aylwin, président de la démocratie-chrétienne et porte-parole de la coordination des seize partis en faveur du « non », lui a rendu visite et manifesté son espoir

que la victoire de l'opposition rapprocherait la date de sa libération.

Plutôt que l'élargissement de M. Almeyda, une amnistie aurait sans doute été du meilleur effet pendant la campagne électorale du général Pinochet ; mais certains milieux militaires, notamment les marins, se sont opposés à la décision. Les marins ont, en effet, un contentieux vieux de quinze ans avec la gauche : quelques mois avant le coup d'Etat de septembre 1973, plusieurs des dirigeants de celle-ci ont été accusés de « conspiration » à l'intérieur de la force navale. En particulier par M. Oscar Garretón, qui était le secrétaire général d'un parti de la coalition au pouvoir, le MAPU, en 1973, a été emprisonné cette année, à son retour d'exil, pour son implication dans cette lointaine affaire.

M. Almeyda est désormais appelé à jouer un rôle de premier plan, surtout s'il s'attelle à la tâche ardue de réunir la famille socialiste, qui s'est éparpillée après l'arrivée au pouvoir des militaires. Deux partis rassemblent aujourd'hui la plupart des militants : les « almeydistes », qui maintiennent une union difficile avec les communistes au sein de la gauche unie ; et le « socialisme renoué », fortement influencé par le social-démocratie européenne, que dirigeait M. Ricardo Núñez et M. Ricardo Lagos. Encore divisées sur le plan idéologique, les deux formations se sont toutefois rapprochées pendant la campagne électorale.

La libération de M. Almeyda a été accueillie avec une vive satisfaction dans les milieux politiques. A défaut d'ouverture et de dialogue, c'est le premier geste de « décripation » depuis le plébiscite du 5 octobre, perdu par le général Pinochet.

GILLES BAUDIN.

ÉTATS-UNIS : les pronostics à trois semaines des élections

Un président républicain, un Congrès démocrate ?

(Suite de la première page.)

Mais M. Dukakis bénéficie au moins d'un avantage : il apparaît désormais comme le « challenger » et, peut-être aussi en raison de l'inclination naturelle de la plupart des grands organes de presse, c'est sur sa campagne, sur ses discours et ses petites phrases que les quotidiens et plus encore les journaux télévisés concentrent leur attention.

Apparaissant désormais presque systématiquement en manches de chemises retroussées, comme pour lutter contre son image de chef comptable (« Zorba le Cleric »), le gouverneur redouble d'énergie. Avec des bonheurs divers, il s'emploie, de discours en discours, à se montrer tel qu'il n'a pas été au cours des débats télévisés : ému, inspiré, familier, amusant... C'est beaucoup lui demander ; M. Dukakis réussit mieux dans le genre pugnace. Il n'a pas de mots assez durs pour M. Bush, présenté comme le candidat des riches qui ne comprend rien à rien et n'a jamais rien réussi de ce qu'il a entrepris.

M. Dukakis, après avoir longtemps voulu jouer les centristes modérés, semble désormais décidé à donner un tour résolument « populiste » à sa campagne. Lui qui n'avait accordé qu'une très maigre attention aux Noirs se tourne désormais vers ce réservoir naturel de voix démocrates. Le posteur Jesse Jackson, longtemps tenu à distance par souci de ne pas indisposer différentes catégories d'électeurs blancs, joue à nouveau un rôle plus visible, même s'il paraît surtout soucieux de prendre date et de faire campagne pour le parti des « dévotisés », plutôt que pour M. Dukakis.

Dans le même temps, le candidat démocrate paraît à présent décidé à s'appuyer fermement sur les syndicats (mais le plus important d'entre eux, celui des camionneurs, a pris parti pour M. Bush) et aussi sur l'appareil de son parti et ses élus. Tous ces objectifs ne

sont pas forcément tout à fait compatibles entre eux, et il est un peu tard pour « gauchiser » d'urgence une campagne longtemps caractérisée par le vague et la prudence. Le risque de verser dans la démagogie n'est pas loin. Mais M. Dukakis n'a plus vraiment le choix, son adversaire ayant apparemment gagné la partie après de l'électorat conservateur et « modéré ».

M. Bush, d'avantage homme d'Etat

M. Bush est dans une situation fort différente, celle du favori, mais paradoxalement c'est un rôle qu'il n'aime pas jouer et qui jusqu'à présent ne lui a pas convenu. Autant, à certaines périodes des primaires, et pendant l'état de vice-président s'est révélé combattif lorsqu'il était à la traîne, autant il a paru inefficace et maladroite lorsqu'il était en tête.

M. Bush connaît ses propres défauts ; il affirme haut et fort qu'il continuera à faire campagne jusqu'au bout avec la même énergie, et assure qu'il ne se laissera pas prendre au piège d'un excès de confiance. Toutefois, quand on l'interroge sur la composition de son cabinet, il refuse de répondre, et de dire quelles seraient, après l'élection, ses premières décisions concernant le budget. M. Bush a même avoué qu'il ne fallait pas attendre de lui de nouvelles propositions, de programme plus détaillé d'ici le jour de l'élection. L'idée est qu'on ne change pas une recette que l'opinion apprécie, mais qu'on accepte-elle qu'on lui serve le même plat pendant encore trois semaines ?

Quelque chose, pourtant, a déjà changé : si l'équipe Bush a bien l'intention de poursuivre ses attaques contre M. Dukakis (notamment en vigueur d'une trêve entre le régime marxiste de Managua et ses adversaires. Depuis lors, seules des escarmouches ont été enregistrées. Selon des responsables de la défense américaine, Moscou pourrait avoir choisi la modération en vue de calmer le jeu dans l'isthme centro-américain ; une autre hypothèse avancée est... le désir de faire des économies. Le Pentagone précise que l'armée nicaraguayenne n'en demeure pas moins la plus puissante de la région. — (AFP, Reuter.)

Même si M. Bush garde son avantage actuel et succède à Ronald Reagan, il risque fort de se retrouver aussitôt dans la situation de l'actuel président, confronté à un Congrès hostile à sa politique, parce que dominé par le parti adverse. S'il est assez difficile, désormais, d'imaginer une victoire de M. Dukakis le 8 novembre, il est en effet encore plus difficile d'imaginer une défaite totale du parti démocrate le même jour.

L'expérience Carter

A vrai dire, la question ne se pose même pas pour la Chambre des représentants. Les démocrates y obtiennent actuellement 254 sièges contre 178 aux républicains, et la compétition est tout sauf ouverte. Le taux de réélection des représentants sortants, en augmentation constante depuis des décennies, a atteint 98,4 % en 1986 (date de la dernière élection au Congrès). Autant dire qu'un élu qui n'est pas dégoûté du métier est assuré de retrouver son siège dans une institution qu'un éditorialiste appelait récemment la « Chambre des Lords ».

Les raisons de cette situation tiennent pour l'essentiel à l'argent et aux divers avantages dont bénéficient les représentants en place.

Ces privilèges valent pour tous les sortants, mais ce sont les démocrates, déjà largement majoritaires, qui sont appelés à en tirer le plus grand profit. Ils ont reçu, en 1987 et au premier semestre 1988, deux fois plus d'argent des lobbies que leurs adversaires républicains, et le total des fonds électoraux recueillis par eux dans la même période est de 50 % plus élevé que pour l'autre parti. Si l'on ajoute à cela qu'une nette majorité des Américains se déclare plus proche des démocrates — même s'ils votent pour un président républicain — on ne risque vraiment rien à prédire que le parti de l'âne (symbole démocrate) continuera à régner en maître à la Chambre, quitte, au pire, à céder quelques sièges.

La lutte est traditionnellement plus ouverte au Sénat, mais même là un renversement de majorité est peu probable. Au contraire, les quelques sièges un peu « vacil-

lants » se trouvent plutôt du côté des 46 républicains que de celui des 54 démocrates. Les responsables du « Grand Old Party » veulent croire que rien n'est perdu, et caressent l'idée d'une heureuse surprise, au cas où le mouvement en faveur de George Bush serait assez puissant pour balayer au passage quelques candidats démocrates.

S'il gagne l'élection, et si, comme on peut s'y attendre, les démocrates obtiennent un appréciable lot de consolation à la Chambre et au Sénat, M. Bush devra soit accepter de composer avec le Congrès, soit engager d'emblée le fer avec lui, comme certains de ses partisans l'y poussent déjà. En toute hypothèse, il n'aura pas la tâche facile, en particulier en matière budgétaire.

Enu, M. Dukakis serait en principe dans une meilleure situation, et il ne manque pas de faire valoir que lui agiraient « en coopération » avec le Congrès, pour le plus grand bien de l'Amérique toute entière. Mais l'expérience du dernier démocrate à avoir occupé la Maison Blanche incite au scepticisme : M. Jimmy Carter n'avait-il pas souvent été incapable de se faire entendre des élus de son propre parti ?

JAN KRAUZE.

● ARGENTINE : l'élection présidentielle annoncée officiellement. — La présidente Raul Alfonsín a annoncé, mardi 18 octobre, que l'élection présidentielle aurait lieu le 14 mai prochain. Au cours des trente-six dernières années, aucun président constitutionnel n'avait eu l'occasion de convoier les électeurs à désigner démocratiquement son successeur : la dernière élection présidentielle « normale » datant de 1952 — année où le général Juan Peron a entamé son deuxième mandat, qui allait être interrompu par les forces armées en 1955. La Constitution interdisait à M. Alfonsín de solliciter un nouveau mandat, on s'attend, lors des prochaines présidentielles, à une lutte entre le péroniste M. Carlos Menem, dont la candidature est officielle, et M. Eduardo Angeloz, représentant probable du Parti radical de M. Alfonsín. — (AFP, Reuter.)

NICARAGUA

Moscou a ralenti ses livraisons d'armes

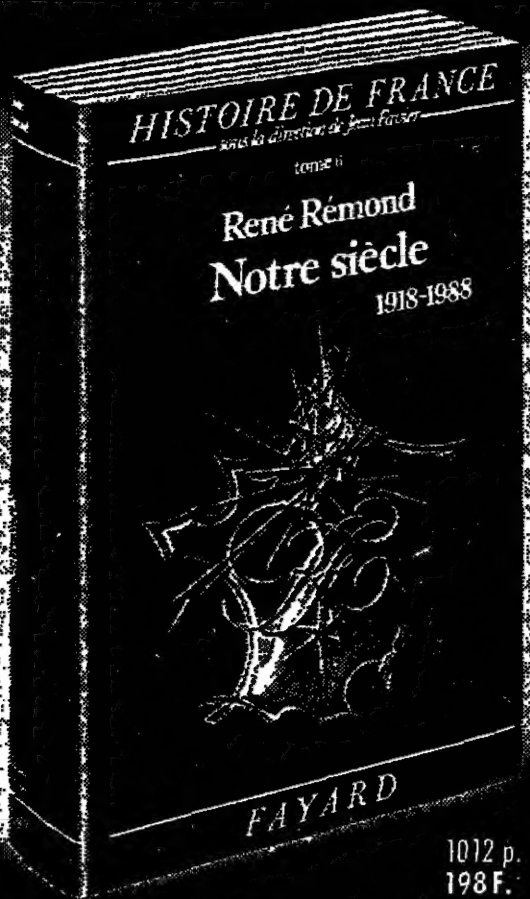
Les livraisons d'armes soviétiques au Nicaragua ont sensiblement diminué en 1988 en comparaison de l'année dernière, a annoncé, mardi 18 octobre, le Pentagone à Washington. Cette baisse, de 20 % environ, se vérifie tant en quantité qu'en qualité, précise le ministère de la défense américain.

Un porte-parole a indiqué que les livraisons des neuf premiers mois avaient porté sur 13 000 tonnes, d'une valeur de 350 millions de dollars (près de 2 milliards de francs) — pour une bonne part des munitions et des pièces de rechange à des matériels antérieurement livrés. Le nombre des chars, en revanche, a nettement diminué, ainsi que celui des pièces d'artillerie. Les années 1986 et 1987 avaient vu des livrai-

sons records : respectivement 22 000 et 21 700 tonnes, toujours selon la même source.

Les Etats-Unis ont, de leur côté, interrompu leur aide militaire aux « contras » antisandinistes en février, trois semaines avant l'entrée en vigueur d'une trêve entre le régime marxiste de Managua et ses adversaires. Depuis lors, seules des escarmouches ont été enregistrées. Selon des responsables de la défense américaine, Moscou pourrait avoir choisi la modération en vue de calmer le jeu dans l'isthme centro-américain ; une autre hypothèse avancée est... le désir de faire des économies. Le Pentagone précise que l'armée nicaraguayenne n'en demeure pas moins la plus puissante de la région. — (AFP, Reuter.)

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



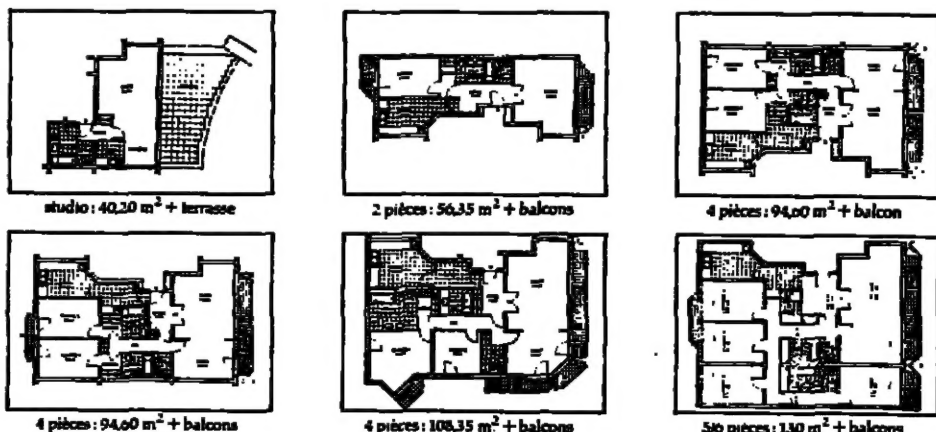
Irréprochable sur le plan événementiel, ce maître livre ne l'est pas moins du point de vue de l'évolution de la vie économique, des réalités sociales et surtout du changement des mentalités... René Rémond vient de réussir là un autre chef-d'œuvre, à la fois irremplaçable instrument de référence et précieux outil de prospective.

Eric Roussel, *Le Figaro*.

- Déjà parus :
- Tome 1, Karl Ferdinand Werner, Les origines (avant l'an mil)
 - Tome 2, Jean Favier, Les Temps des principautés (de l'an mil à 1515)
 - Tome 3, Jean Mayer, La France moderne (de 1515 à 1789)
 - Tome 4, Jean Tulard, Les révolutions (de 1789 à 1851)
 - Tome 5, François Caron, La France des patriotes (de 1851 à 1918)

LE PIERRE I^{er} SCHEFFER

Hier il y en avait 30. Aujourd'hui il n'en reste que 6. Certains vont regretter de ne pas y avoir pensé plus tôt.



5, rue Scheffer 75116 PARIS

Vivre en plein XVI^e, à trois pas du Trocadéro, c'est presque un mythe. Qui peut encore devenir une réalité à condition de ne pas perdre trop de temps. Bureau de vente : 3, avenue du Président Wilson 75016 Paris. Tél. : 4720.18.16.



Enquête

Les rouages de Matignon et les méthodes

Jean-Paul Huchon : l'alpha et l'oméga



« Il me témoigne une confiance qui me dépasse », dit M. Huchon, à propos du premier ministre.

JEAN-PAUL HUCHON ? C'est le meilleur et le plus fort, c'est clair. Si M. Michel Rocard était le seul à définir ainsi son directeur de cabinet à Matignon — celui qu'il présente à ses visiteurs parfois étonnés : « Mon adjoint à la mairie de Confians-Sainte-Honorine, mon vieux complice » — on pourrait pinneler. Mais le nom seul de M. Huchon suscite dans tout le cabinet un tonnerre d'éloges.

M. Huchon est l'alpha et l'oméga du cabinet Rocard. Sans doute est-ce là l'essence même de la fonction de directeur de cabinet du premier ministre. Mais M. Huchon semble pousser l'exercice à ses limites extrêmes. Colonné, comme entre marteau et enclume, entre un cabinet, dont il est à la fois le grand frère et le patron, et un premier ministre qui lui témoigne, dit-il M. Huchon, une confiance qui le « dépasse », ce faux gros nou-nou doit puiser dans toutes les ressources de sa rondure tranquille pour faire tourner sa boutique avec une efficacité reconnue.

L'ensemble des conseillers de Matignon admettent volontiers tout ce qu'ils doivent à l'autorité souriante de M. Huchon, à ses talents d'animateur, ferme mais prompt à arrondir les angles. Si Matignon travaille sous les ordres d'un premier ministre qui fournit à son cabinet — comme le dit M. Huchon — plus d'aliment intellectuel qu'il n'en demande, il revient au directeur de cabinet de jouer les cuisiniers et d'inventer des recettes.

M. Rocard est relativement accessible. M. Huchon plus encore. Quand un conseiller éprouve une inquiétude, veut régler une affaire urgente, il sait qu'il peut pousser la porte du bureau de M. Huchon. Ici, c'est le moulin, confirme l'intéressé. Le cabinet fonctionne à beaucoup d'information, peu au parapluie, explique M. Guy Carcassonne, l'un des conseillers politiques de M. Rocard, tandis que M. Huchon garantit la « sécurité politique », offre aux conseillers l'appui de son épaulement.

Le directeur de cabinet ne fait qu'appliquer à Matignon son credo personnel. « Je ne crois

dit-il qu'au travail d'équipe. C'est le fondement de ma logique. J'ai toujours pensé qu'on était plus efficace à trois que tout seul. Et je ne peux pas admettre qu'on fasse quelque chose sans l'avoir compris. »

Bref, ce directeur de cabinet est un animateur-né. Une sorte de chef de troupe pour scouts poussés en graine, même si certains le jugent « moins affectif qu'il n'y paraît ». M. Jean-Claude Petitdemange, chef de cabinet, s'agace, dit-on, du « nursing » que pratique M. Huchon avec les membres du cabinet, le traite à l'occasion d'« assistant social ». Il est vrai que M. Petitdemange, vieux rocardien, mais robuste produit de l'est de la France, insensible aux états d'âme, est depuis toujours cordialement identifié à la « gauche prussienne ». Il a gagné au cabinet un nouveau surnom, « propagandastaffel »...

« Destroy »

Autant M. Rocard est sec d'apparence et peu à l'aise dans les rapports humains, autant M. Huchon est rond et de contact facile. Homme d'idées, le premier ministre, quoi qu'il en soit, se plait dans l'administration des choses. Son directeur de cabinet aime le gouvernement des hommes. Le second, réfléchit et ordonne, est l'indispensable complément du premier, dont il discipline le bouillonnement intellectuel.

Entre eux, dit M. Huchon, la relation de travail, bâtie sur plus d'une décennie de confiance, est « naturelle, une espèce d'osmose : je sais ce qu'il veut ». « Il est plus volontariste que moi, continue M. Huchon. Il veut davantage changer les choses. Moi, je suis plus pondéré, j'essaie d'éviter les ennuis. » Ce qui n'empêche pas le directeur de cabinet d'être, à sa manière, dit-on, aussi imaginatif que son premier ministre.

M. Huchon complète aussi M. Rocard par un humour, qu'il n'a jamais été le fort du premier ministre, même s'il aime toujours « rigoler », le soir, avec ses collaborateurs. M. Huchon est, fondamentalement, drôle... Un peu « chauffé », il peut se laisser aller à un rire homérique, qui fait trembler les murs.

Le directeur de cabinet prise aussi le comique de répétition. Il a décidé de rendre, chaque mercredi, lors de la réunion de cabinet, « un hommage appuyé » au secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, M. Tony Dreyfus. Il peut alors citer avec la solennité requise un jugement de M. Dreyfus sur les professionnels de l'audiovisuel, digne d'un Michel Chassagne dans ses meilleurs jours...

Destroy, énonce encore M. Huchon d'un air sinistre, en levant les yeux au ciel, lorsqu'il veut stigmatiser une attitude qu'il juge particulièrement suicidaire à l'intérieur de la gauche. M. Huchon adore les tics de langage. Ainsi, l'une de ses occupations à Matignon consiste-t-elle à « arrêter les Excuses ». Comprenez : déceler à l'avance les erreurs et les choix porteurs de conflits.

C'est, enfin, un grand amateur de vocabulaire anglosaxon : non seulement le fameux destroy, mais aussi, soft, cool, clean, le tout servant, au passage, à définir le cabinet de Matignon... Enfin, c'est, dit-on, un conteur de premier ordre. Sa plus grande réussite est l'histoire du singe et du lion, modulable à l'infini, et qu'un jour, dit-on, il a racontée pendant deux heures trente d'affilée.

Cet humoriste de talent, fin analyste, meneur d'hommes et travailleur infatigable, a-t-il, comme certains le croient, le profil d'un animal politique ? « Mon intérêt, corrige-t-il, va à la pratique du pouvoir, pas à sa conquête. » Il a refusé de devenir sénateur des Yvelines, comme on le lui proposait en 1988. Il n'a aucune envie d'être un élu. Ministre un jour ? Peut-être. Mais les plus beaux moments de sa vie, il dit les avoir passés lorsqu'il dirigeait le Crédit agricole, que lui avait confié M. Rocard.

M. Huchon le répète : sa passion, c'est d'animer une équipe. Comme directeur de cabinet de Matignon, il est comblé. A la tête d'une grande entreprise, il le serait aussi. Dans un bureau de ministre, c'est moins sûr. « Pour le moment, dit-il, fidèle à l'un de ses tics de langage préférés, je suis dans le film. Après, on verra. »

(Suite de la première page.)

Les membres du cabinet succèdent à leur directeur, pour une série d'exposés qui, en principe, apprendront à leurs camarades tout ce qu'ils auraient voulu savoir sans oser le demander sur les sujets « chauds » du moment. Au menu de ce mercredi-là : l'état d'esprit de l'opinion (un classique) ; l'analyse des députés socialistes dans le débat sur le revenu minimum d'insertion (là, ce n'est pas triste...) ; la situation dans l'audiovisuel ; les négociations salariales dans la fonction publique...

Entre deux communications, une esquisse de débat s'engage sur les sujets les plus « publics ». MM. Lyon-Caen et Huchon prennent le temps de « recadrer ». A Matignon, M. Huchon « recadre » inlassablement. Préoccupation dominante : situer l'action dans « le film » du gouvernement, selon l'une des expressions favorites du directeur du cabinet.

Autour de la table, l'attention varie avec l'orateur et le sujet abordé. Une note incessante de messages manuscrits témoigne de l'intensité de la communication interne au cabinet. Grâce au micro, on peut aussi bavarder avec son voisin sans troubler celui qui « planche ». Quelques-uns font leur courrier, se plongent plus ou moins discrètement dans le *Canard enchaîné*, ou bien dessinent rêveusement sur un coin de bavard.

Un artiste anonyme a imaginé, pour résoudre la crise de l'audiovisuel, un nouveau PAF où le général Norlain, chef du cabinet militaire du premier ministre, aurait remplacé Christine Ockrent sur la 2. Le dessin fait le tour de la table. Les conseillers piquent du nez, les épaules secouées d'une hilarité silencieuse. Les plaisanteries, plus ou moins politiques, lancées à voix haute ne sont pas interdites. M. Huchon lui-même ne s'en prive pas.

Ce mélange de sérieux et d'humour potache est pourtant programmé. L'humour fait quasiment partie des instructions officielles. Les réunions du mercredi ne servent pas seulement à informer l'ensemble du cabinet de la marche des affaires. Elles ont aussi l'ambition de renforcer les liens d'une « aventure » commune. C'est pourquoi M. Huchon juge que le temps passé à discuter, à plaisanter ensemble, n'est pas du temps perdu, même avec les horaires surchargés des cabinets ministériels.

Vendredi 9 heures. Réunion économique. Le « salon jaune » (celui où furent signés les accords sur la Nouvelle-Calédonie) jouxte la salle du conseil, selon le dispositif de salons en enfilade de l'hôtel Matignon. Le tapis qui couvre les tables est rouge, le cadre est moins solennel, il y a moins de monde. M. Huchon n'est pas là. Selon la division du travail en vigueur, c'est M. Lyon-Caen, le directeur adjoint, qui anime le secteur. Autour de lui, presque la moitié du cabinet : les « cellules » économiques (nationale et internationale), industrielle, sociale.

Le vendredi est moins convivial, plus studieux que le mercredi. La plupart des conseillers notent tout sur de grands cahiers à spirale. Ils sont là pour balayer l'ensemble de l'actualité économique et sociale. Tour de table systématique. Une discussion plus approfondie que le mercredi s'engage au coup par coup. « Economistes » et « sociaux » du cabinet s'emploient à coordonner leur action, à se projeter dans l'avenir, à préparer les échéances. Deux conseillers membres de cellules différentes ajustent leur position en prévision d'un rendez-vous économique international. Mais, en règle

générale, le but de cette réunion n'est ni de traiter les dossiers au fond, ni d'arrêter des décisions. Une fois de plus, il s'agit d'informer, de « recadrer ».

Lundi, 9 h 30. Toujours le « salon jaune », un peu moins de monde que le vendredi. Réunion des « chefs de file », une quinzaine de personnes qui, pour la plupart, animent l'une des « cellules » spécialisées du cabinet. La secrétaire particulière du premier ministre, M^{me} Marie-Thérèse Varnier, détaille l'agenda du premier ministre pour la semaine, avant les exposés thématiques.

Cette fois, c'est toute l'actualité prévisible qui est passée en revue : une bonne dizaine de sujets, certains récurrents, d'autres propres à la semaine : la situation en Nouvelle-Calédonie, les élections cantonales (c'est le lendemain du second tour), les infirmières, la sécurité routière, la visite (qui sera annulée au dernier moment) du premier ministre à l'armée de terre, l'Europe, le commerce extérieur, les questions de consommation, le RMI (en particulier le RMI dans les DOM), la situation dans les lycées... Comme d'habitude, M. Huchon insiste sur la nécessité de ne pas être surpris par le calendrier.

« Cool, soft, clean... »

De multiples autres réunions rythment la vie de Matignon : certaines sont traditionnelles et incontournables. D'autres, comme la réunion de cabinet du mercredi, sont le produit d'une volonté politique délibérée de concertation et de dialogue. Autant de symboles du « recadrage » entre eux. M. Rocard met lui-même un point d'honneur à « peut-être y va-t-il aussi de son intérêt bien compris — à associer au maximum ses ministres à ses décisions. Il regrette de ne pouvoir intensifier encore ce dialogue. Pour parler comme à Matignon, M. Rocard fait « du nursing » avec ses ministres. En dehors des réunions d'arbitrage classiques préparées par le cabinet, M. Rocard reçoit souvent ses ministres en tête-à-tête, pour des réunions dont les archives de la République ne garderont aucune trace, mais dont il rendra compte à ses collaborateurs, afin d'éviter tout malentendu involontaire... ou volontaire.

Avant que le président de la République ne fasse quelques déclarations ambiguës sur le conflit des infirmières, tout le monde soulignait que le ciel des relations avec l'Elysée était sans nuages. Grâce aux relations étroites avec le cabinet du président — facilitées par les liens anciens entre MM. Huchon et Jean-Louis Bianco, qui vont ensemble... dans des concerts de rock... on ne signale pas d'ingérence dans le mode de gouvernement quotidien de Matignon, de la part d'un président qui, jusqu'à ces derniers temps, concentrait son intérêt sur les affaires internationales. Au point même que Matignon se sent parfois « un peu seul »...

Le président reçoit son premier ministre deux fois par semaine, le mercredi avant le conseil des ministres et le vendredi en fin de matinée, plus d'éventuelles rencontres supplémentaires. M. Rocard s'emploie à s'adapter au mode de vie du président : à en croire plusieurs témoignages, celui-ci s'est montré agacé, lors des premiers conseils des ministres du nouveau septennat, des interventions longues et fréquentes, sur de multiples sujets, du premier ministre. L'atmosphère, dit-on, s'en ressentait. M. Rocard, désormais, parle beaucoup moins, et l'ambiance est plus détendue.

Le mode de concertation avec le PS, enfin, illustre, lui aussi, l'éloignement relatif du président de la sphère franc-française. Le moment fort de cette concertation est le petit déjeuner qui réunit à Matignon, le mardi matin à 8 h 30, M. Rocard et une poignée de conseillers, quelques-uns de ses ministres et les principaux dirigeants du PS. L'Elysée dépêche deux représentants. Au total, une quinzaine de personnes. En dépit de la relative lourdeur de cette formation qui limite la confidentialité des débats, ce petit déjeuner, comme instance de communication, d'« aménagement » et de « prévention », selon la formule de M. Huchon, serait en train de faire ses preuves.

La « maison Rocard » pensait que de la discussion jaillirait la lumière. Donc, Matignon se concerte beaucoup. La « maison Rocard » aimait bien le travail en commun. Donc, Matignon travaille facilement à plusieurs. La « maison Rocard » aimait bien la convivialité. Donc, Matignon est convivial. La « maison Rocard » était tolérante. Donc, Matignon est tolérant. La « maison Rocard » avait la religion du travail et de l'efficacité. Donc, Matignon se veut efficace et travailleur. Comme le dit une chargée de mission, dans un langage cher à M. Huchon, à Matignon, en somme, « on est cool, soft, clean... mais speed à la fois ! »

Le premier, M. Rocard est resté fidèle à lui-même. Lorsqu'on l'interroge sur le fonctionnement qu'il a institué à Matignon, il répond : « Je ne sais pas travailler autrement. » Même s'il s'est, sans conteste, progressivement « durci » au contact de ses responsabilités. Le plus « intellectuel » de nos hommes politiques est probablement devenu le plus « intellectuel » de nos premiers ministres. Son bureau est resté celui d'un incorrigible défricheur d'idées, caché derrière des piles de dossiers, au milieu d'un aimable fouillis. Au point qu'un chargé de mission impertinent murmure : « Comment peut-il garder un esprit aussi clair avec un bureau aussi peu clair ? »

Le premier ministre, en tout cas, prend le temps de réfléchir, garde — comme il l'a toujours revendiqué — l'œil fixé sur le long terme, s'abstient de sa curiosité tous azimuts, de son obsession d'aller au fond des dossiers, épate tout son cabinet par sa rapidité d'esprit. M. Huchon, un jour, transmet à M. Rocard la note d'un conseiller sur un sujet qui tient à cœur au premier ministre. M. Huchon a annoté la fiche : « Voyons-nous une demi-heure là-dessus. » La note lui revient du bureau du premier ministre avec la mention : « Voyons-nous trois heures là-dessus ! »

Coordination tous azimuts

Si on se coordonne beaucoup à l'intérieur du cabinet, Matignon est aussi une institution qui, par définition, passe son temps à se coordonner avec l'extérieur et à faire se concerter des ministres entre eux. M. Rocard met lui-même un point d'honneur à « peut-être y va-t-il aussi de son intérêt bien compris — à associer au maximum ses ministres à ses décisions. Il regrette de ne pouvoir intensifier encore ce dialogue. Pour parler comme à Matignon, M. Rocard fait « du nursing » avec ses ministres. En dehors des réunions d'arbitrage classiques préparées par le cabinet, M. Rocard reçoit souvent ses ministres en tête-à-tête, pour des réunions dont les archives de la République ne garderont aucune trace, mais dont il rendra compte à ses collaborateurs, afin d'éviter tout malentendu involontaire... ou volontaire.

Avant que le président de la République ne fasse quelques déclarations ambiguës sur le conflit des infirmières, tout le monde soulignait que le ciel des relations avec l'Elysée était sans nuages. Grâce aux relations étroites avec le cabinet du président — facilitées par les liens anciens entre MM. Huchon et Jean-Louis Bianco, qui vont ensemble... dans des concerts de rock... on ne signale pas d'ingérence dans le mode de gouvernement quotidien de Matignon, de la part d'un président qui, jusqu'à ces derniers temps, concentrait son intérêt sur les affaires internationales. Au point même que Matignon se sent parfois « un peu seul »...

Le président reçoit son premier ministre deux fois par semaine, le mercredi avant le conseil des ministres et le vendredi en fin de matinée, plus d'éventuelles rencontres supplémentaires. M. Rocard s'emploie à s'adapter au mode de vie du président : à en croire plusieurs témoignages, celui-ci s'est montré agacé, lors des premiers conseils des ministres du nouveau septennat, des interventions longues et fréquentes, sur de multiples sujets, du premier ministre. L'atmosphère, dit-on, s'en ressentait. M. Rocard, désormais, parle beaucoup moins, et l'ambiance est plus détendue.

Les quarante-quatre membres du cabinet

— Directeur de cabinet : Jean-Paul Huchon.
— Chargé de mission : Antoine Prost.
— Conseillers : Charles Gosselin, André Salomont, Roger Godino.
— Directeur adjoint du cabinet : Yves Lyon-Caen.
— Conseiller pour les relations avec le Parlement : Guy Carcassonne.
— Chef de cabinet : Jean-Claude Petitdemange.
— Chef adjoint de cabinet : Yves Colme.
— CONSEILLERS TECHNIQUES
— Relations avec la presse : Jacqueline Chabridon.
— Conseiller social : Marie-Thérèse Join-Lambert.
— Affaires monétaires et financières : Jean-François Vincensini.

— Justice, libertés publiques, droits de l'homme : Louis Joinet.
— Culture et communication : André Larqué.
— Equipement, logement, environnement, transports, aménagement du territoire : Gérard Massin.
— DOM-TOM : Jean-François Merle.
— Macro-économie : Jacques Mistrail.
— Economie internationale : Dominique Perreau.
— Affaires étrangères : Philippe Petit.
— Industrie, PTT, espace : Alain Prestat.
— Education : Yvon Robert.
— CHARGÉS DE MISSION
— Communication : Sylvie Hubac.

— Défense : Mariel Touraine.
— Industrie : Térésina Martinet.
— Commerce extérieur : Jérôme Adam.
— Enseignement supérieur : Alain Bergougnoux.
— Budget : Benoît Chevauzeur.
— Affaires étrangères : Denis Delbourg.
— Entreprises en difficulté : Loïc Derailson.
— Relations du travail, fonction publique : Germain Forec.
— Agriculture, tourisme, pêche, commerce et artisanat : François Gouesse.
— Opinion : Gérard Grunberg.
— Protection sociale, santé : Olivier Maillet.
— Affaires européennes : Bérangère Quincy.

— Travail, emploi : Jacques Rigaudat.
— Affaires étrangères : Jean-Maurice Ripert.
— Fiscalité : Michel Taly.
— Relations avec la presse : Marie Bérin et Denise Mairey.
— Attachés parlementaires : Jean-Pierre Pouzelet et Manuel Valls.
— Chef du secrétariat particulier : Marie-Thérèse Varnier.
— Chef du cabinet militaire : le général de brigade aérienne Bernard Norlain.
— Commandant militaire de l'hôtel Matignon : le capitaine de gendarmerie Jean-Jacques Mouline.

هكذا من الأصل

Politique

La préparation du référendum sur la Nouvelle-Calédonie

M. Stirbois sur le sentier de la guerre...

NOUMÉA

de notre envoyé spécial

Les émissaires du Front national viennent de faire, sur le territoire, une tournée d'entrée en campagne. A peine arrivé à Nouméa, mardi 18 octobre, M. Jean-Pierre Stirbois a expliqué qu'il avait l'intention de « combattre la canaille » et « démasquer les affairistes sans foi ni loi, toujours prêts à trahir la patrie ». Il a fustigé, en particulier, le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR, coupable à ses yeux de complicité active avec M. François Mitterrand, dont le référendum organise, assure-t-il, l'abandon de la Nouvelle-Calédonie.

A l'image des « gupards », les bêtes rouges, qui ont quitté le territoire la semaine dernière et dont les activités en milieu mélanésien étaient subventionnées — on vient de le découvrir — par le Fonds exceptionnel d'aide au développement (FEAD), c'est-à-dire assimilées à de banales aides sociales, le secrétaire général du Front national se réclame d'une mission « humanitaire ». Il discerne, en effet, dans le projet de loi référendaire, les bases d'un intolérable régime d'apartheid. « Ces dispositions (du statut) correspondent, d'une certaine façon, à-t-il dit, à ce qu'on pourrait appeler un véritable apartheid caché sous le nom de fraternité : apartheid avec parité économique et sociale et avec les structures d'une société tri-

bale, en opposition avec une société de progrès ».

Bien que ce soit la première fois que M. Stirbois vienne en Nouvelle-Calédonie, sa conviction est établie : « La position de M. Lafleur ne prend pas en compte celle d'une partie importante de la population ». Il mise, pour assurer le succès du « non » sur le territoire, sur l'antagonisme traditionnel entre la brousse et Nouméa. Ses attaques contre M. Lafleur — « Cet homme, tout à fait méprisable, qui tourne sa veste sans voir ses poches » — participent de cette stratégie visant à élargir le fossé entre les grandes familles caldoches et les modestes broussards. Et, dans cette offensive, M. Stirbois reçoit l'assistance juridique de M. Jean-Claude Martinez, qui vient de créer, pour la circonstance, une Union pour la Nouvelle-Calédonie française, avec le concours de M. Eric Agostini, comme lui professeur de droit.

La fortune de M. Lafleur

Par pure coïncidence, l'arrivée de M. Stirbois en Nouvelle-Calédonie a lieu au moment où le bureau politique du FLNKS se réunissait pour préparer sa propre campagne. Les arguments retenus par l'état-major indépendantiste (en l'absence de M. Jean-Marie Tjibaou, retenu à Hienghène par les cérémonies commémoratives à la mort de sa mère) ont involontairement fait le jeu du secrétaire général du Front national, qui cherche ainsi à

convaincre que les socialistes préparent l'indépendance du territoire. « Voter « oui » au référendum, c'est, 1) la reconnaissance, par le gouvernement français et le RPCR, du FLNKS comme mouvement de libération, représentant légitime du peuple kanak ; 2) la libération de tous les prisonniers politiques ; 3) l'indépendance garantie, si chacun s'engage dans sa construction ».

Quant à M. Lafleur, il vit cloîtré au nord-ouest du territoire, dans son domaine de Ovale, d'où il ne sort plus depuis quelque temps que pour se poser en sauveur du territoire. Sa magnanimité est devenue telle qu'il vient d'accorder à l'Agence kanak de presse (AKP, proche du FLNKS) un entretien exclusif, comportant un scoop de taille. Pour la première fois de sa carrière, le président du RPCR, si souvent taxé d'affairisme, révèle que sa fortune personnelle n'excède pas « un milliard et demi de francs CFP », soit environ 82.500.000 francs métropolitains, auxquels il faut ajouter, précise-t-il, « 100 millions de francs CFP, soit 5.500.000 francs métropolitains », pour une maison et un appartement en France. « Moi, je dis que, dans un petit pays comme ça, quand on a la prétention d'avoir des responsabilités, il faut qu'on puisse tout savoir », explique le président du RPCR, qui se refusait jusqu'à présent à répondre à ce genre de questions indiscrètes.

Au-delà de l'anecdote, ce détail est révélateur du climat politique nouveau qui règne en Nouvelle-Calédonie, où il était inconcevable

d'imaginer, il y a six mois, que le président du RPCR puisse discuter courtoisement de sa fortune personnelle avec des militants indépendantistes.

Mais il ne faut surtout pas dire à M. Lafleur qu'il s'est métamorphosé ! Il vous rétorquera que ce sont les autres qui ont changé, pas lui. Lui, il a tout simplement été méconnu et incompris. Il l'a dit à l'AKP : « Depuis que j'exerce politiquement, j'ai tendance à alermer les hommes et les femmes et j'ai tendance à ne pas alermer qu'ils s'entredéchirent. Je suis un peu idéaliste et j'ai signé les accords de Matignon parce que j'étais persuadé que les esprits étaient prêts à recevoir ce message de paix, de fraternité, de progrès, prêts à reconnaître que les uns avaient besoin plus que les autres et que d'autres devaient abandonner certaines revendications. Enfin, bref, c'était un élan réciproque ! J'ai toujours été pour ce genre de fraternité. Moi, ma volonté, c'est, jusqu'à l'épuisement, de faire que les gens dans ce pays s'entendent et de repousser les extrémismes le plus loin possible, parce que je suis l'ennemi de la violence... ».

S'il est quelqu'un que les propos de M. Lafleur ont rassuré, c'est bien M. Martinez. L'ancien député de l'Hérault racontait en effet, mardi soir, que, dans le feu des débats parisiens, il avait eu l'impression, il y a un an et demi, le député RPR de la Nouvelle-Calédonie l'avait menacé de représailles physiques s'il revenait un jour à Nouméa.

ALAIN ROLLAT.

A Lyon

M. Le Pen engage la campagne du « non »

LYON de notre bureau régional

A l'occasion du premier des quinze meetings qu'il entend tenir pendant la campagne pour le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Marie Le Pen a développé, mardi 18 octobre, à Lyon, quelques-uns de ses arguments en faveur du « non ». « Vous êtes l'honneur du peuple français », a-t-il lancé tout d'abord à l'adresse du millier de personnes venues l'écouter.

Après l'échec de son mouvement aux dernières élections cantonales, le président du Front national salt en effet qu'il s'engage à nouveau sur un terrain peu favorable, celui d'une consultation organisée, dit-il, « dans des conditions extrêmement tyranniques ». « Nous sommes des marins de gros temps à qui ni la mer ni le vent ne font peur », a-t-il déclaré. Mais en attendant des jours meilleurs, ceux des élections européennes à la proportionnelle par exemple, le président du Front national apparaît plutôt sur la défensive.

La propagande officielle menée à la télévision pour la participation au référendum lui « apparaît ainsi délibérément orientée ». Qu'en cinq minutes réservées à sa formation, il estime que « sur le plan démocratique, M. François Mitterrand démontre qu'il est bien en dessous du général Pinochet », en ajoutant : « Le pouvoir de la dictature a au moins l'avantage d'être étalé au grand jour ».

Sur le fond de l'affaire, M. Le Pen affirme qu'« une victoire du « oui » engagera un processus d'indépendance ». Le président du Front national assure qu'il connaît pour l'avenir « le scénario par lequel la Nouvelle-Calédonie, la Kanakie, comparable à ce que fut le Vietnam du Nord, à partir d'un territoire qui sera fermé aux unités de la gendarmerie française, sera libérée d'organiser les forces indigènes terroristes. Et quand on aura ramené la majorité, on n'attendra pas dix ans pour imposer un référendum d'autodétermination ».

J.-L.S.

EDWY PLENEL.

(1) Les morts sont l'adjudant Régis Pedraza et le premier classe Jean-Yves Veron, du 1^{er} choc ; et les blessés, le gendarme Marc Leclercq, de l'EPIGN, le lieutenant Laurent Thimote et le gendarme Jean-Marie Grivel du GIGN, ainsi que le capitaine de corvette Laurent Jayot, commandant du commando Habert.

Les éditions La Découverte-Monde publient, mardi 25 octobre, un livre d'Alain Rollat et Edwy Plenel, *Mourir à Ouvéa, le tournant calédonien*. 89 F.

« Les familles des gendarmes tués le 22 avril pour le « non ». — Les familles des quatre gendarmes tués lors de l'attaque de la brigade de Fayou, le 22 avril dernier, viennent de lancer un appel aux Français pour leur demander de voter « non » au prochain référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Dans un appel, ces familles protestent notamment contre les articles 80 et 81 du projet de loi référendaire qui prévoit l'annulation de toutes les personnes non accusées d'être les auteurs principaux d'assassinats et la mise en liberté provisoire de celles qui seront exclues du bénéfice de l'amnistie.

« En votant « oui » à l'indépendance de ce territoire d'outre-mer, vous voterez également « oui » à la libération des assassins (ou de leurs complices) des gendarmes tués à Ouvéa le 22 avril dernier », déclare le texte des familles qui appellent les Français à voter « non » le 6 novembre.

Le projet de réforme du code électoral

M. Pierre Joxe veut limiter la fraude

M. Pierre Joxe a fait approuver, mercredi 19 octobre, au Conseil des ministres, un projet de loi réduisant considérablement les possibilités de vote par procuration et transférant des assesseurs des bureaux de vote aux électeurs eux-mêmes le soin de signer les listes d'émargement.

Un toilettage du code électoral et du code des communes est nécessaire. Un certain nombre de difficultés sont apparues ces derniers temps. Le gouvernement a saisi cette occasion pour proposer au Parlement deux dispositions devant permettre, dans son esprit, une lutte contre la fraude électorale dont le ministre de l'Intérieur entend faire une des priorités. La première répond à la situation en Corse ; la seconde à certaines pratiques observées dans des municipalités communales.

Battre les trucs n'est pas très facile. Mais cela ne peut avoir d'utilité que si, dans le même temps, est ajusté sur la liste d'émargement, qui atteste du passage des électeurs devant l'urne et permet de vérifier le nombre de votants, un nombre de paraphe correspondant au nombre d'enveloppes ajoutées frauduleusement. Depuis un décret du président Louis-Napoléon Bonaparte du 2 février 1832, le pointage de cette liste d'émargement est effectué par les assesseurs du bureau de vote, et donc, en général, par un délégué du maire. Le ruse était simple : un grand nombre d'électeurs alors ne savaient ni lire ni écrire.

Pour les fraudeurs, cette disposition était bien utile. Un cahier d'émargement tout juste entrouvert interdit aux électeurs, et aux délégués des listes en concurrence, de contrôler la façon dont il est tenu ; à l'abri des regards indiscrets, des paraphes peuvent être ainsi ajoutés. C'est une méthode de fraude qui avait été mise en lumière aux municipales et aux législatives dans certaines municipalités communistes de la région parisienne (Le Monde du 22 et 26-27 juin).

La solution retenue est simple : c'est l'électeur lui-même qui devra signer cette liste d'émargement (ou un autre électeur désigné par lui s'il est dans l'incapacité), et elle devra être en permanence visible sous le regard de toutes les personnes présentes dans le bureau de vote. Il sera donc plus difficile d'y faire figurer les paraphes d'électeurs qui ne seraient pas venus voter, et donc de

faire coïncider le nombre de votants, comptés sur cette liste, avec celui des enveloppes trouvées dans l'urne en cas de scrutin.

La restriction des possibilités de vote par procuration est d'une autre nature, même si elle relève, dans l'esprit de M. Joxe, du même souci de moralisation.

Le vote des Corses du continent

Lors du vote de la loi du 31 décembre 1975, qui a remis en forme les règles de ce mode de vote, les députés corses, UNR et MRG, avaient obtenu qu'il soit permis de voter par procuration non seulement à tous ceux qui sont en déplacement pour des raisons professionnelles et de santé, mais aussi aux « électeurs qui ont leur résidence et exercent leur activité professionnelle hors du département où se trouve leur commune d'inscription, ainsi qu'il leur convient ». C'est cette facilité — et seulement celle-là — que veut supprimer le projet gouvernemental.

Les Corses du continent en sont les principaux utilisateurs. Elle leur permet de conserver leurs liens avec leur région d'origine ; bien souvent ce sont leur retour, pendant les vacances, qui permet de conserver un semblant de vie à des villages désertifiés ; ils veulent donc pouvoir continuer à s'y intéresser, y compris — et surtout — au moment des élections. Aussi, les deux départements corses sont les seuls où la participation électorale est plus forte lors des scrutins locaux que lors des élections nationales.

Les nationalistes corses, eux, voient dans cet attachement des « exilés » une forme de « romanisme déplacé », l'attachement à la région ne se mesurant pas seulement au bulletin de vote. Le ministre de l'Intérieur partage cette analyse : « Il faut que l'on vote là où l'on vit », dit-il. Il estime que le vote par l'intermédiaire d'un mandataire est une atteinte au secret du vote, qui est une des garanties essentielles de tout scrutin démocratique.

S'opposer à la signature par les électeurs de la liste d'émargement sera bien difficile, même si l'il est possible que les communistes n'apprécient que modérément cette disposition qui devrait entrer en application pour les prochaines municipales. En revanche, M. Joxe aura peut-être plus de mal à faire admettre une restriction aussi importante du vote par procuration.

THIERRY BRÉHIER.

La nouvelle équipe de l'UDF

Le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, a rendu public, mardi 18 octobre, la liste des responsables des six commissions nouvelles de la confédération et des premiers délégués nationaux (Le Monde du 23 septembre).

M. Pierre Méhaignerie et François Léotard ont refusé de prendre place dans cet organigramme, qui se compose comme suit : Commission « Europe » : M. Alain Madelin (PR) ; commission « éducation » : M. François Bayrou (CDS) ; commission « économie » : M. Michel d'Ornano (PR) ; commission « défense » : M. Philippe Mestre (adhérent direct) ; commission « institutions et décentralisation » : M. André Rossinot (Parti radical) ; commission « affaires sociales » : M. Adrien Zeller (CDS) ; commission « élections » : M. Jean-Claude Gaudin (PR).

Délégués nationaux : M. Didier Bariani (relations avec les institutions internationales) ; M. Alain Bloch (relations avec les entreprises et les milieux socio-économiques) ; M. Pierre Laquière (relations avec les Français de l'étranger) ; M. Gérard Longuet (techniques de communication et nouvelles technologies) ; M. André Santini (relations avec les fédérations départementales) ; M. Philippe de Villiers (relations avec les milieux culturels et les jeunes) ; M. Pierre-André Wiltzer (relations avec les départements et territoires d'outre-mer) ; les fonctions de directeur de la communication de l'UDF ont été confiées à M. Michel Doline.

« M. Rausch : étonné. — M. Jean-Marie Rausch s'est dit, mardi 18 octobre, « étonné » par les vives critiques formulées la veille à son égard par M. François Léotard. Selon le ministre du commerce extérieur, « un homme qui a été ministre pendant deux ans et qui prétend être un jour candidat à la présidence de la République ne devrait pas dire n'importe quoi ». « Pour me par le fait même, j'ai trop de respect pour la fonction que de dire que M. Léotard a été un mauvais ministre de la culture ».

Assemblée nationale : le Conseil constitutionnel valide la réforme Fabius. — La presse pourra être autorisée, dans certaines circonstances, à assister à des auditions de ministres ou d'experts devant les commissions de l'Assemblée nationale. Le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution, mardi 18 octobre, la résolution adoptée le 11 octobre qui modifie en ce sens l'article 46 du règlement de l'Assemblée nationale. Ces dispositions nouvelles « sont

La « grossièreté » de M. Charasse

Un accrochage a opposé, mardi, à l'Assemblée nationale, lors de la discussion budgétaire, le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, et M. Philippe Auberger (RPR, Yonne), qui avait accusé le ministre du budget, M. Michel Charasse, d'avoir voulu « utiliser l'appareil fiscal à des fins partisanes ». Le député RPR faisait allusion à l'affaire qui a opposé M. Charasse à des journalistes de la Cinq, qu'il aurait menacés de contrôles fiscaux à la suite de leur refus de retirer de l'antenne certains de ses propos. « Les déclarations que M. Charasse aurait tenues sur les contrôles fiscaux sont inadmissibles », a protesté M. Auberger, en dénonçant la « grossièreté » du ministre. M. Charasse n'a pas répondu. Il a laissé à M. Bérégovoy le soin de le faire.

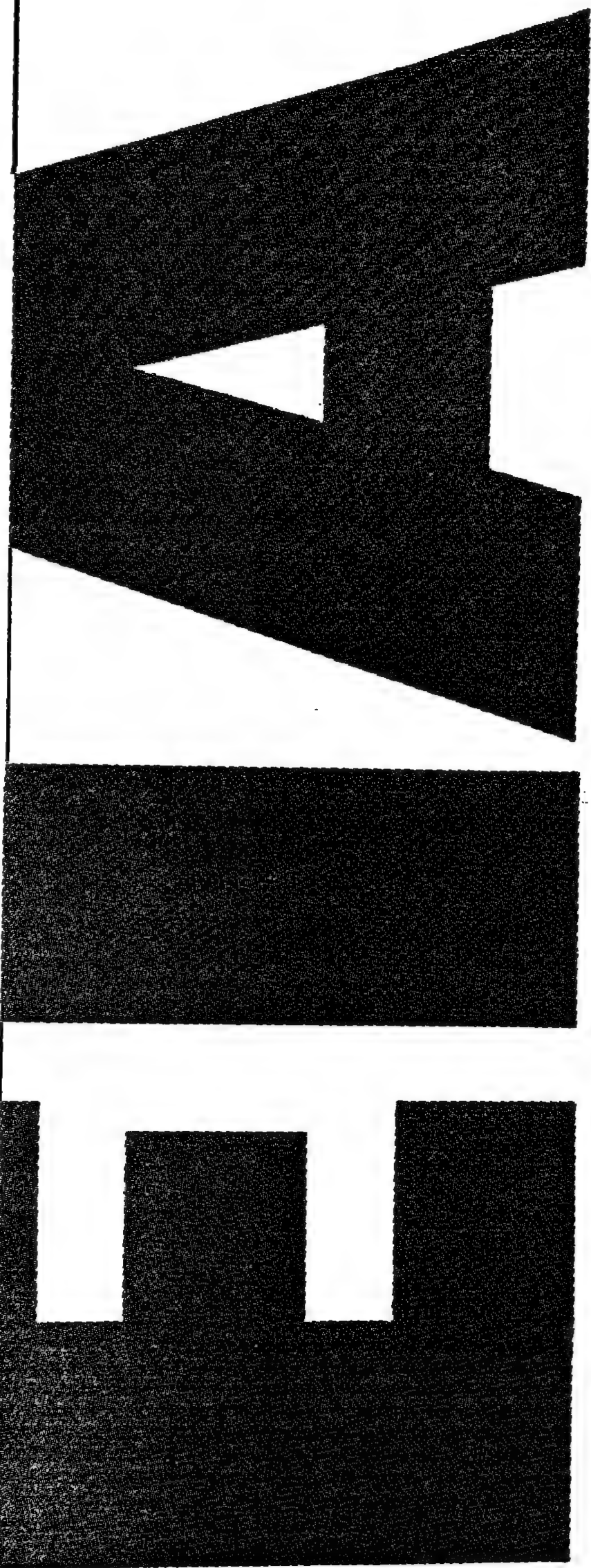
« Il est indécent d'utiliser des propos qui ont été énoncés à des fins partisanes », a répliqué le ministre. Reprégnant la parole, M. Auberger a continué à critiquer l'attitude de M. Charasse : « Il est loin le temps où l'on chantait les vertus de l'Etat impartial. Il importe de dénoncer de tels comportements et de tels abus ».

immédiatement applicables » a indiqué, mardi 18 octobre au cours de la séance, le président de l'Assemblée, M. Laurent Fabius.

M. Curien en Polynésie et en Australie. — M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, entreprend du 20 au 26 octobre un voyage en Polynésie et en Australie. M. Curien assistera d'abord, en Polynésie française, aux Assises de la recherche organisées par le ministre territorial de la santé. Il devrait insister sur l'importance d'un partenariat bien compris entre le territoire et la métropole et faire le point sur la situation délicate créée par la répartition des pouvoirs entre Paris et Papeete.

La ministre française se rendra ensuite en Australie, où il signera un accord-cadre de coopération scientifique et technique destiné à faciliter la conclusion d'accords directs entre organismes de recherche français et australiens. Cet accord était en négociation depuis trois ans. Mais il n'avait pu être conclu en raison du gel des relations franco-australiennes.

هكذا من الأصل



20 OCTOBRE 1988

CREATION DE

L'ECOLE INTERNATIONALE DES AFFAIRES EIA

POLE MEDITERRANEEN
D'EXCELLENCE DE MARSEILLE
LUMINY

L'EIA REGROUPE :

- SUP DE CO MARSEILLE
- LE CENTRE D'ETUDES DE COMMERCE EXTERIEUR ET DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX
- L'INSTITUT SUPERIEUR DE GENIE ADMINISTRATIF
- LE CENTRE DE PREPARATION OPERATIONNELLE AUX AFFAIRES

L'EIA REMERCIE :

• **IBM Partenaire de l'EIA dans la mise en œuvre de son système d'information.**
L'installation d'un système IBM 9370 et de 106 PS/2 IBM 8550 en réseau local "anneau à jeton" fournit les fonctions avancées de bureautique, d'aide à décision et de communication, à l'ensemble des services et des élèves. Un environnement complet de logiciels pédagogiques et de développement est également opérationnel.
Cette nouvelle informatique adaptée aux besoins de base de données partagées et d'information individuelle donne une ouverture internationale à l'EIA en la connectant au réseau européen EARN (1) et bientôt au réseau américain NSF (2). Elle lui offre convivialité, interactivité et confidentialité, désormais nécessaires à l'intégration d'un outil dans toute organisation.
IBM France, agence de Marseille et Division Académique, assure le support de cette ambitieuse installation et de son évolution.
(1) EARN : European Academic and Research Network.
(2) NSF : National Science Foundation.

• **L'Association des Diplômés et la Corpo de Sup de Co Marseille • Carrefour International • ADECI** (Association Régionale pour le Développement de la Coopération Industrielle Internationale) • **BANQUE POPULAIRE PROVENCALE ET CORSE • BROUSSE ET VERGEZ • FEDERATION DU CREDIT MUTUEL MEDITERRANEEN • GROUPE TESTA FRERES • TARAZZI RECOING • CCMC • Tréfileries et Laminiers de la Méditerranée • Etablissements CACHAREL • S.H.R.M. • Travaux du Midi de Marseille**

COMITE D'ORIENTATION ET DEVELOPPEMENT

Michel Albert (A.G.F.) - Charles Balaam (SMC) - Pierre Bellon (Sodexo) - José Bidegain (Saint-Gobain) - Alain Biernaymé (Université Paris-Dauphine) - William Brodlick (E.F.M.D.) - Kim Cao One (KSDI, Séoul) - Victor Chastiel (Salk Inc.) - Claude Cham (Dunlop, France) - Jacques Chevè (Mission Qualité) - Michel Crozier (Sociologue) - Claude Dematté (Université Bocconi, Milan) - François Didier (EF-Aquitaine) - Jacques Duquesne (Le Point) - Brigitte de Gastines (S.V.P.) - Claude Givry (Associated Shipbrokers) - Francine Gomez (Waterman) - James Hedkett (Harvard Business School) - Jean-Marie Laborde (Ricard) - Jean-Jacques Lumbin (Université de Louvain) - Jacques Maisonneuve (CFCE) - Jacques Marzovitch (Université de São Paulo) - Hideaki Matsubara (Keio University, Tokyo) - Henry Mintzberg (McGill University, Montréal) - Sofra Mongi (ISG, Tunis) - Nicolas Mory (Transports Mory) - Gérard Moufflet (Bocher) - Leo Murray (Cranfield School of Management) - Maria Negrepont-Delivans (EHEC, Thessalonique) - Pedro Nuño (IESE, Barcelone) - Paul Paoli (CFAO) - Michel Perbos (Tréfileries) - Bernard Perle (Boyard Press) - Claude Rambeau (Inesad) - Maurice Sales (Université d'Aix-Marseille III) - Hervé Seriez (Eurequip) - Brandt Steven (Stanford University) - Jean Tavernier (IBM, France) - Francis Testa (Groupe Testa) - Rosalie Tung (Université de Wisconsin, International Business Center) - Charles Zorge (Académie d'Aix-Marseille).

Société

MÉDECINE

Signes d'essoufflement de la grève

La coordination des infirmières réclame un médiateur

Les syndicats d'infirmières ont été invités, mardi 18 octobre, à faire connaître au ministère de la Santé leurs décisions sur les propositions de gouvernement et à venir, vendredi 19 octobre, signer un protocole d'accord. Le ministère a d'autre part fait savoir qu'il était prêt à discuter, à cette occasion, de l'éventuel paiement des jours de grève.

Seule parmi les syndicats, la CGT ne signera pas cet accord. Mais dans une lettre adressée au premier ministre, M. Michel Rocard, et au ministre de la Santé, M. Claude Evin, le secrétaire de la fédération CGT de la Santé, M. Bernard Desormière, écrit, en substance, que le gouvernement doit négocier sur les revendications des infirmières et celles des autres catégories : « Vous ne pouvez pas, dans les établissements sanitaires, jouer la carte du pourrissement et du découragement. Ce serait odieux à l'égard des personnels et des malades. La CGT a déposé un nouveau préavis

de grève reconductible couvrant la période du 20 au 30 octobre.

Les autres syndicats qui, depuis samedi 14 octobre, consultent leur base pour connaître leurs décisions, jeudi pour la CGC et vendredi pour la CFTD et FO. Bien qu'émettant quelques réserves, ces derniers semblent globalement favorables aux propositions du ministère. A la CFTC, le secrétaire général, M. Claude Etienne, qui voit dans les textes des mesures appréciables, souligne toutefois qu'il aurait aimé que des questions telles que les effectifs et l'extension des décisions au secteur privé non lucratif soient abordées.

La coordination nationale, quant à elle, avait repoussé à la quasi-unanimité, samedi 14 octobre, les propositions gouvernementales et s'était prononcée pour une grève, à modalités locales, reconductible jusqu'à satisfaction de la plateforme revendicative. Dans les hôpitaux ce mot d'ordre a été diverse-

ment suivi mardi 18 octobre. Fort dans certaines villes (Marseille, Paris, Orléans, Reims), le mouvement de grève s'essouffait dans certaines régions comme la Lorraine, la Bretagne et Lyon. Mais les assemblées générales rassemblaient toujours un grand nombre d'infirmières qui montraient leur amertume et leur frustration devant le fossé qui séparait leurs revendications initiales et les propositions du gouvernement.

Un sit-in permanent devant Matignon

Pour beaucoup, la grève ne saurait être reconduite indéfiniment sans mettre en péril la santé et la sécurité des malades. Mais on note également dans certains hôpitaux des frictions entre des infirmières voulant conserver la maîtrise de leur mouvement et celles qui veulent le politiser. Les divergences se voient à présent au grand jour au sein même

du bureau de la coordination nationale. Celui-ci a rappelé, mercredi 19 octobre, dans un communiqué qu'il « a toujours affirmé sa volonté d'aboutir » et demande que le gouvernement nomme un médiateur : « Ce que les infirmières veulent, c'est un échancier précis pour garantir l'avenir. » Par ailleurs, la coordination a décidé d'organiser un sit-in permanent devant Matignon vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Du côté des médecins, le mouvement de sympathie vis-à-vis des infirmières s'accompagne en même temps d'un sentiment d'inquiétude. Ils craignent le pourrissement et l'installation d'un climat malsain dans les hôpitaux. Certains soulignent aussi les difficultés qu'entraînent les mouvements de grève répétées, notamment en chirurgie. Une certaine lassitude se fait sentir même s'il n'est pas question de désavouer les infirmières.

Ch. CH.

Le docteur Escoffier-Lambiotte à l'honneur

Le prix de l'information scientifique de l'Académie des sciences, d'une valeur de 10 000 francs, a été remis, le mardi 18 octobre, au Dr Claudine Escoffier-Lambiotte (le Monde) et à M^{me} Martine Allain-Renaud (TF 1).

C'est la première fois qu'est décerné ce prix, « qui récompense une œuvre d'information de haute qualité sur les progrès actuels de la science, écrite ou audiovisuelle, et qui soit scientifiquement indiscutable tout en demeurant accessible à un public non spécialisé ».

Après Pierre Drouin et Jean Planche, qui nous ont quittés l'an dernier, voici Claudine Escoffier-Lambiotte atteinte à son tour par l'irréversible loi de la retraite. Les lecteurs du Monde savent sa compétence — que vient encore de consacrer le prix de l'Académie des sciences — la qualité de son information, la précision de son exposé, la clarté contenue de sa plume, la netteté de ses prises de position. Ils ne savent pas qu'elle est aussi une amie incomparable, d'un courage et d'une droiture exemplaires, toujours prête à se mettre en quatre pour dépanner les autres et qu'elle, toute sa vie, s'est dépensée sans compter pour son métier et pour les siens. Mais nous ne la perdons pas tout à fait puisque, sur un rythme plus lent, elle continuera de nous donner de ces articles de synthèse dont elle a le secret.

A. F.
[Après avoir obtenu le titre de docteur en médecine en 1947, le docteur Claudine Escoffier-Lambiotte sera, de 1948 à 1950, résidente au service de gynécologie et obstétrique du Sloan Hospital for Women, Presbyterian Hospital, et Culture de l'Institut des sciences de la santé en 1956.]

Le professeur Charles Salmon reçoit le Prix Karl Landsteiner

Le Prix Karl Landsteiner 1988, d'un montant de 5 000 dollars, a été décerné, le 12 octobre, au professeur Charles Salmon, directeur général de l'Institut national de transfusion

sanguine et professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie de Paris, pour ses travaux en immunohématologie, notamment sur les antigènes érythrocytaires.

ENVIRONNEMENT

Au cours d'une visite à La Haye

M. Rocard a discuté de la pollution du Rhin avec le premier ministre néerlandais

LA HAYE
de notre correspondant

M. Michel Rocard, premier ministre, a constaté lors de sa visite à La Haye, mardi 18 octobre, que l'affaire du Rhin ne constitue pas un contentieux entre la France et les Pays-Bas. La part française dans la pollution saline du Rhin du fait des décharges des Mines de potasse d'Alsace a cependant occupé une partie importante de ses conversations avec son homologue néerlandais, M. Ruud Lubbers.

M. Rocard a estimé que les Pays-Bas ont eu raison de mettre l'affaire du Rhin à l'ordre du jour : elle se trouve désormais entre les mains des techniciens et ne devrait donc plus susciter de débats passionnés du côté néerlandais.

La semaine dernière, le gouvernement néerlandais avait, à la surprise générale, suspendu sa participation à l'exécution de la seconde phase du traité sur la pollution du Rhin. Lors d'une réunion ministérielle à Bonn, les Néerlandais firent connaître leur opposition au projet français de stocker à terre une partie des déchets salins

des Mines de potasse déversés actuellement dans le Rhin. Quand, en 1968, la production des Mines sera réduite, la France compte se débarrasser des stocks en les évacuant dans le Rhin.

La décision néerlandaise, qui implique que La Haye se refuse à subventionner la méthode française d'un montant de plus de 3 millions de francs, a été durement critiquée par l'Allemagne fédérale. Contrairement à ce qui s'est passé ces dernières années, la presse néerlandaise a généralement exprimé des réserves quant à la sagesse de la décision gouvernementale. Auparavant, l'affaire du Rhin avait plutôt fait l'objet d'un consensus national dans lequel la France était désignée comme le principal pollueur du fleuve. Fin 1979, les Pays-Bas avaient même rappelé leur ambassadeur à Paris pour exprimer leur mécontentement devant les « tergiversations » françaises concernant l'application du traité du Rhin.

M. Rocard a dit comprendre les Néerlandais dans leur sensibilité sur la qualité de l'eau d'un fleuve qui constitue d'être une source importante d'eau potable et d'eau d'arrosage.

RENÉ TER STEEGE.

Brice Lalonde pilote de la formule propre

Le ministre est rayonnant. Il vient de rouler au volant d'un étrange véhicule à quatre roues, muni d'un grand panneau de cellules photovoltaïques. « Merci, c'est la première fois que je pilote une voiture solaire », avoue le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, en enjambant prestement la carrosserie surbaissée de l'engin. La scène se passe sur l'autodrome de Monthéry (Essonne), au milieu du fameux anneau de vitesse où des bolides usent leur gomme à longueur de journée. La visite ministérielle, destinée à « réconcilier la voiture et l'environnement », devait avoir lieu symboliquement à l'ouverture du Salon de l'automobile — le « Mondial » de Paris — en septembre dernier. Remise pour des raisons restées obscures, la manifestation de Monthéry a donc eu lieu, le 18 octobre, après le Salon. Les constructeurs n'ont pas eu à subir l'effort de ces défilés de

machines — voitures solaires ou électriques — qui, à leurs yeux, ramènent la civilisation de l'automobile à l'âge de pierre...

Mais le ministre de l'environnement voulait donner la preuve que la voiture propre pouvait être résolument moderne. Aussi M. Brice Lalonde s'est-il pris avec un enthousiasme à la fois naïf et sincère de la série déjà commercialisée ou sur le point de l'être. D'abord une R 25 V6 à injection, équipée d'un pot d'échappement à catalyseur. Puis une 205 ayant participé au dernier rallye de Monte-Carlo, également, pourvue d'un pot catalytique (le Le prouve ses faits qu'un catalyseur n'empêche pas une voiture d'être nerveuse), a constaté le ministre. Enfin, M. Lalonde a pris le volant d'un Master Renault équipé de batteries. Un véhicule utilitaire propre, silencieux, « rentabilisé en trois ans », selon les spécialistes de la Régie.

R. C.

Une réponse négative de M. Claude Evin

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales chargé de la Santé, s'est prononcé, le mercredi 19 octobre, après le conseil des ministres, contre la nomination d'un médiateur dans le conflit des infirmières. « J'ai cru comprendre que ce n'était pas dans les intentions du premier ministre de nommer un médiateur, a-t-il déclaré. Une médiation, pour quoi faire ? C'est au ministre de traiter ce dossier. »

M. Evin a confirmé qu'il recevra les organisations syndicales vendredi prochain et a annoncé qu'il rencontrera la coordination des infirmières mercredi 19, à 18 h 30. « A travers le mouvement des infirmières, il y a un problème d'identité qui est posé, a-t-il dit. Des questions sur le rôle, la mission des infirmières, leur place dans le système de santé. La réflexion ne fait que commencer. On ne peut pas régler cette affaire en dix ou quinze jours. »

Le PCF

« partie prenante »

Le Parti communiste français, qui estime que « le gouvernement doit cesser de tergiverser et répondre aux revendications de ces personnes comme à celles des salariés de la fonction publique », a déclaré, mardi 18 octobre, que « ses élus et ses militants feront tout pour assurer le plus grand succès » de la journée de manifestations déclinée par la coordination nationale des infirmières, samedi 22 octobre.

« Les infirmières ne sont pas des salariés. Elles luttent pour gagner 2 000 francs supplémentaires, pour leur statut, pour leur formation, les effectifs et leurs conditions de travail. Ce faisant, elles luttent pour le droit à la santé, pour la défense de l'hôpital public. Leur combat est aussi le nôtre, c'est pourquoi nous en sommes partie prenante... »

Une campagne de SOS-Racisme pour le droit de vote des immigrés aux élections locales

« Il est temps que la France regarde en face le problème du racisme, qu'elle prenne des mesures audacieuses. A l'ordre de l'an 2000, il n'est plus possible de laisser les immigrés sur le bord du chemin », a déclaré Harlem Désir, président de SOS-Racisme, le mardi 18 octobre, en lançant la campagne de son mouvement en faveur du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales et d'une « loi-cadre pour l'intégration ».

Se plaçant dans la perspective du bicentenaire de la Révolution française et dans l'optique de l'Europe de 1993, l'association a présenté son opération « 89 pour l'égalité ». Parce qu'à l'égalité des devoirs, il faut l'égalité des droits, SOS-Racisme explique que l'intégration des immigrés ne peut se faire sans citoyenneté. « Le droit de vote aux élections locales est une question de justice », a expliqué Harlem Désir. « Les immigrés sont nos égaux pour respecter les lois, travailler, payer des cotisations sociales ou des

impôts locaux, mais lorsqu'il s'agit d'être ceux qui nous représentent, ils ne sont plus égaux. C'est une cause que nous défendons », a-t-il ajouté. Pour obtenir le droit de vote, considéré comme l'aboutissement de l'intégration, SOS-Racisme lance une pétition, déjà signée par quatre-vingt-neuf personnalités dont Guy Bedos, Patrice Chéreau, Christophe Lambert, Marguerite Duras, Brecht Breitenbach, Jean Lacouture, les professeurs Minkowski et Milliez, ou Mgr Gaillon, évêque d'Evreux. Cette pétition a pour but de « convaincre et de gagner » la bataille pour le droit de vote. Harlem Désir compte obtenir un million de signatures d'ici aux élections municipales de 1989 et à la rentrée parlementaire d'avril.

Pour appuyer cette opération, SOS-Racisme va lancer une campagne d'affiches autour du slogan : « Le droit de vote des immigrés est un droit de l'homme. »

Th. Bd.

CATASTROPHES

165 morts en Inde lors de deux accidents d'avions

Deux accidents d'avions ont fait cent soixante-cinq morts en Inde. Cent trente et une personnes ont été tuées, le 19 octobre, dans le Boeing 737 de la compagnie Indian Airlines, qui s'est écrasé peu avant d'atterrir à Ahmedabad (Inde). Il y aurait quatre survivants gravement blessés. On ignore l'exactitude des faits ayant abouti à la catastrophe. Les observateurs notent seulement que la visibilité était faible au moment de l'accident, en raison de la présence de brouillards.

Par ailleurs, Indian Airlines fait l'objet de vives critiques dans la presse pour l'irrégularité de ses vols. Le magazine *India Today* va même, dans sa dernière édition, jusqu'à mettre en cause la dégradation des conditions de sécurité. Il cite plusieurs exemples de fautes caractérisées de pilotage et estime que l'entraînement aux procédures de sécurité se réduit souvent, chez Indian Airlines, à des exercices théoriques.

D'autre part, trente-quatre personnes ont été tuées dans la chute d'un Fokker indien, le 19 octobre, dans l'Etat d'Assam.

Selon « le Canard enchaîné »

Des conseillers français ont aidé les Irakiens à rendre opérationnels les Super-Etendard prêtés en 1983

Le *Canard enchaîné* du mercredi 19 octobre affirme que des pilotes, des mécaniciens et des techniciens français ont aidé l'aviation irakienne à rendre opérationnelle, en même temps que les Mirage F1 achetés à la France, les cinq Super-Etendard que la marine nationale, sur ordre du gouvernement, a prêtés entre 1983 et 1985 à Bagdad en les prêtant sur l'équipement de ses propres navires embarqués.

Selon l'hebdomadaire, ces « conseillers » militaires français se sont occupés d'organiser les vols opérationnels des Super-Etendard aux couleurs irakiennes. Le *Canard enchaîné* ajoute, cependant, qu'il est

difficile de savoir si ces Français ont escorté des « élèves » irakiens en opération, mais il n'en exclut pas formellement l'éventualité, après avoir décrit, par le détail, ce qu'il appelle « quatorze ans d'amours franco-irakiennes » durant deux mandats présidentiels.

Le *Canard enchaîné* affirme aussi que l'armée française, la SAGEM, spécialisée dans l'électronique, a coopéré avec une firme aéronautique ouest-allemande et des techniciens brésiliens pour moderniser des missiles sol-sol Scud-B de fabrication soviétique, utilisés par l'Irak dans la « guerre des villes ».

DÉFENSE

La France achète à l'Espagne des avions-cargos militaires

Le président de la société espagnole Construcciones Aeronauticas (CASA), M. Javier Alvarez Varu, a annoncé mardi 18 octobre, à Madrid, que l'armée de l'air française lui avait adressé une lettre d'intention pour l'achat de huit avions-cargos CN-235 et pour une option sur sept autres.

Ces appareils, au prix unitaire de 50 millions de francs environ, serviront notamment à l'acheminement des réacteurs d'avions de combat d'une base à l'autre. Les huit exemplaires commandés seront probablement livrés en 1989 et en 1990.

Le CN-235 est un bi-turbopropulseur dont le premier vol remonte à novembre 1983. A la vitesse moyenne de 450 kilomètres/heure, il peut transporter, selon sa charge marchande, soit des passagers (quarante à quarante-quatre), soit du fret (de l'ordre de 8 tonnes), sur des étapes entre 600 et 4 000 kilomètres. Il a déjà été vendu, à plus de cent dix exemplaires, en Espagne, à l'Arabie saoudite, au Botswana, au Panama et en Indonésie, qui en partage à égalité la fabrication.

Déjà acquéreur d'un bimoteur de transport plus léger, le CN-212,

conçu également par CASA, pour les besoins scientifiques de la Délégation générale pour l'armement, la France envisage, en contrepartie, d'accroître ses ventes de matériels

militaires en Espagne. Mais il paraît exclu, aujourd'hui, que les Espagnols se rallient au programme Rafale, comme la France le leur propose.

Société

Deux nationalistes corses jugés à Bordeaux

Avant les faits, la voix des « politiques »

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

« La Corse attend un message d'espoir de Bordeaux. Ces mots ne sont pas extraits d'un communiqué diffusé clandestinement. Ils ont été prononcés mardi 18 octobre par M. Laurent Croci, conseiller régional et premier secrétaire de la fédération du Parti socialiste de Haute-Corse lors de sa déposition devant la cour d'assises spéciale de la Gironde qui juge depuis lundi 17 octobre deux nationalistes corses soupçonnés d'avoir participé le 11 février 1982 à un commando contre le centre de repos de la Légion étrangère de Sorbo Ocagnano, au cours duquel un militaire a été tué et un autre gravement blessé.

M. Croci avait été cité à la demande de la défense en tant que « témoin de moralité ». Comme tel il a déposé avant que les faits eux-mêmes aient été évoqués. Cependant, on se trouvait assurément au cœur du sujet.

« Je suis là pour expliquer l'ambiance dans laquelle se déroule ce procès et dire pour quelles raisons une revendication collective a pris parfois une forme considérable », a annoncé le conseiller régional avant de souligner : « Le sous-

développement de l'île, le non-respect de l'état de droit » et « le système politique féodal » qui règnent en Corse. « Comment voulez-vous que la jeunesse ne se rebelle pas ? », a demandé M. Croci en relevant toutefois que « le petit coin de ciel bleu » représenté par l'actuelle trêve des attentats lui permettait de se montrer optimiste.

Dans un silence quasi-religieux, un autre « témoin », M. Edmond Simeoni, figure du mouvement nationaliste, a développé les mêmes arguments sans que le président Gaubert, volontiers autoritaire, n'ait à aucun moment cherché à l'interrompre.

« Je reste comptable d'une grande partie de leur destin », a expliqué M. Simeoni, parlant des accusés de ceux qui, depuis vingt-cinq ans, ont incarné une autre conception de la Corse, une autre conception des rapports sociaux et de la politique. En faisant l'histoire de la Corse « abandonnée » et « oubliée », il a déduit : « Les drames d'aujourd'hui sont nés et se sont forgés hier », tout en précisant que ses explications n'avaient pas pour but de « cautionner qui que ce soit pour des actes quelconques ».

Cependant, M. Simeoni a tenu à dénoncer « une caste de droit divin »

qui forme « un scandale politique et financier sans que jamais des sanctions ne soient prises. C'est un carnaval infernal ». Il a déclaré : « On a donné à d'autres ce que l'on avait promis aux Corses. De là sont nés les malentendus. Mais lui aussi s'est montré confiant dans l'avenir en concluant : « Il faut très peu pour transformer en moisson riche le désespoir d'hier ».

Anapourant, l'interrogatoire de personnalité des accusés avait permis d'apprendre que Charles Pietri et Félix Tomasi étaient tous deux de très bons élèves régulièrement inscrits au tableau d'honneur.

Pietri est décrit comme un homme calme et pondéré qui aura mis en place l'information de l'office d'HLM où il travaille sans avoir reçu une formation particulière. Tomasi a été militaire au service de santé pendant quatre ans avant d'émigrer en Corse. Il n'y a pas d'hospital militaire en Corse et il ne supportait plus son « exil » en France. « Ah ? s'étonna le président, Napoléon se serait donc exilé en France ? Je croyais que c'était à l'île d'Elbe. » Tomasi a poursuivi en parlant de l'amour pour son pays, pour son île. « Je suis un amoureux de la montagne. Le week-end, j'allais au village » et, regardant vers la haute fenêtre de la salle, il a souri : « Aujourd'hui, si je n'étais pas ici, il y aurait de grandes chances pour que je sois sur les sommets corses ».

Militant politique

Revenant aussitôt sur terre, ce comptable devenu trésorier de la Consulta di i Comitati Nazionalisti (CCN) de Bastia a ajouté : « Je suis un militant politique, je me bats politiquement pour la reconnaissance du peuple corse. C'est en train de se faire. Nous attendons un geste de l'Etat. » Le président Gaubert s'est alors insurgé : « Ce n'est pas notre problème ici... »

« Je suis quand même un prisonnier politique, un prisonnier d'opinion », rétorqua Tomasi. Le magistrat crut bon de lui préciser qu'il serait jugé en fonction des éléments apportés par les débats. Le dialogue aurait pu tourner à l'aigre. Il devint fort convivial dès lors que Tomasi se mit à parler de sa boutique de produits corses. Brusquement radouci, M. Gaubert, qui avait avoué ne s'être jamais rendu dans l'île, s'est montré très intéressé.

La politique et la gastronomie n'ont pas pour autant fait oublier la gravité des faits et, mercredi 19 octobre, les accusés s'expliquent sur les charges retenues contre eux. Déjà le témoignage du légionnaire rescapé Maurice Steinte a rappelé à la cour les circonstances du drame.

Touché par cinq balles d'une rafale de pistolet-mitrailleur alors qu'il regardait la télévision, Steinte a miraculeusement survécu. Le président l'a fait assier et le légionnaire a tenu de raconter comment un coup de croc avait brisé la fenêtre avant qu'il sente les impacts. Ses souvenirs pourtant ne sont plus très précis. La balle qui lui a traversé la gorge a rendu son élocution difficile. Il n'a pas reconnu les agresseurs qui étaient trois ou quatre. Mais, blessé, à l'exception de la rafale qui a tué le capitaine-chef Rossi et survécu cette voix disant de lui : « Celui-là, il doit avoir son compte. »

MAURICE PEYROT.

D. R.

Un bijoutier faux magistrat

Les vrais juges se montrent bons princes

Ce n'était pas un jour de grève avec ses embarras de rue. C'était seulement un jour de mai 1987 où M. Jean-Pierre Adadowski, bijoutier de son état à Jaux (Oise), s'était réveillé tard alors qu'il était attendu à Paris. Rendez-vous d'importance à n'en pas douter, puisque pour tenter de s'y trouver quand même à l'heure dite, M. Adadowski usa d'un moyen aussi audacieux qu'original. Il appela la gendarmerie de Senlis et exposa au commandant que, « président de la première chambre du tribunal de Paris », il lui fallait de toute urgence se rendre au palais de justice de la capitale. La gendarmerie pouvait-elle se douter qu'elle avait affaire à un usurpateur de titre abusant d'une qualité imaginaire ? Bien sûr que non. Elle dépêcha au faux président l'escorte qu'il sollicitait. Les motards firent merveille. M. Adadowski se retrouva en un temps record dans la cour du Palais de Paris.

Il intrigua cependant un garde soupçonneux qui découvrit la supercherie. Un procès s'ensuivit au tribunal de Senlis. Pour suivi pour abus de qualité et usurpation de titre, le vrai bijoutier - faux magistrat en a tellement imposé par son aplomb que les vrais juges, sous la présidence de M^{me} Marianne Raingeard, ont voulu être bons princes. Comme en hommage à une audience d'exception, il y eut, mardi 18 octobre, une décision d'exception : M. Adadowski a été déclaré coupable, mais dispensé de peine. Le substitut, M. Jean-François Chailoux, le premier, tout en requérant une amende, avait tenu à donner « un coup de chapeau » à ce prévenu hors série.

A Aubervilliers

Un laboratoire de transformation de cocaïne découvert par la police

A peine ouvert à Aubervilliers, un mini-labo de transformation de cocaïne vient d'être démantelé par l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants. Les quatre membres de cette entreprise tous à fait française ont été inculpés, lundi 17 octobre, d'importation et de fabrication illicites de stupéfiants, et écroués à Paris.

Il s'agit de Thierry Dejean, vingt-sept ans, restaurateur ; de Jean Fournier, trente-cinq ans, sans profession ; de Roland Badier, quarante-huit ans, sans profession, et de sa concubine. Roland Badier était, par ailleurs, recherché depuis 1981 pour le meurtre à Paris d'un truand. C'est lui, semble-t-il, qui, grâce à ses relations en Colombie, importait la matière première nécessaire à l'entreprise et aurait « recruté » un chimiste.

Tout commence, il y a trois mois environ, par la découverte dans un centre de tri postal parisien grâce à des agents de Douane, de deux albums-photos arrivés de Colombie. La couverture de ces albums n'est pas de carton mais de pâte de coca. Quatre kilos de pâte de coca arrivent ainsi dans le mini-labo d'Aubervilliers et sont transformés en « neige ».

Le projet économique à la base de ce mini-labo ne manquait pas de réalisme. Le prix de la cocaïne à l'arri-

vée de Colombie via des circuits torueux reste en France deux fois plus élevé qu'aux Etats-Unis. L'idée était donc de raccourcir le circuit du producteur au consommateur en assurant la transformation et de multiplier ainsi par quarante la mise de fonds de départ, coût de production réduit et bénéfice amélioré.

D. R.

BONN
de notre correspondant

De mémoire de catholique allemand, on n'avait jamais vu cela : plus d'un an après la retraite du cardinal Joseph Höffner en septembre 1987 - il devait décider quelques mois plus tard, - l'archevêché de Cologne, le plus important et le plus riche d'Allemagne de l'Ouest, n'a pas encore de titulaire.

Cette situation inédite est due à un bras de fer qui met aux prises depuis plusieurs mois le Vatican et le chapitre de l'archevêché, qui n'arrivent pas à s'entendre sur le nom du nouveau prélat. Selon le concordat de 1929, toujours en vigueur, le pape propose au chapitre du diocèse une liste de trois noms soumis au vote de cette assemblée de clercs, puis à la consultation des ministres-présidents des Länder du territoire correspondant au diocèse (pour Cologne, la Rhénanie-Westphalie et la Rhénanie-Palatinat).

Jusqu'à là, les choses s'étaient passées dans l'harmonie la plus complète. Le Vatican proposait bien trois noms, mais il était entendu que l'un d'entre eux avait déjà l'assenti-

ment du chapitre et l'on s'était assuré de l'accord des autorités civiles.

La « politique du personnel » menée par Jean-Paul II menace, si l'on en croit un des membres du chapitre de la cathédrale de Cologne, le chanoine Norbert Trippen, de « dégrader en conflit majeur ». Des fuites ont livré au public la liste des

trois noms proposés par le pape au choix des clercs de Cologne. Il s'agit du cardinal Joachim Meisner, archevêque de Berlin, de Mgr Paul Josef Cordes, évêque à la Curie, et de Mgr Johannes Dyba, évêque de Fulda. Or, depuis le printemps dernier, le chapitre de Cologne refuse de choisir. La caractéristique com-

mune des trois évêques proposés est d'appartenir à des courants plutôt conservateurs. Mgr Dyba, par exemple, s'est signalé par de nombreuses prises de position sur des problèmes de société qui ont mis en fureur les secteurs « modernistes » de l'Eglise ouest-allemande. Les catholiques du diocèse de Cologne sont, dans leur majorité, plutôt portés à défendre des positions progressistes.

Mais ce qui motive au premier chef la résistance des chanoines de la cathédrale, c'est la volonté de conserver l'indépendance que leur confère le concordat de 1929. Il ne s'agit pas seulement d'une question de principes, mais aussi d'une affaire de gros sous. L'archidiocèse de Cologne est le plus riche du monde catholique : son budget annuel s'élève à plus de 3 milliards de francs, et il est géré avec l'efficacité d'un Konzern germanique. Ses programmes d'aide au tiers-monde représentent au total une somme de près de 400 millions de francs. La prise en main par un homme du Vatican de cette imposante machine financière n'a rien pour réjouir un clergé ouest-allemand qui se méfie des combinaisons financières vaticanes.

LUC ROSENZWEIG.

M. Jean Poperen s'en prend aux cardinaux Lustiger et Decourtray

Le cardinal Albert Decourtray, président de la conférence épiscopale française, a été reçu, mardi 18 octobre, par M. Michel Rocard, premier ministre. A la fin de l'entretien, il a exprimé le souhait que « les questions de rythmes scolaires et d'enseignement religieux soient réglées par un dialogue pragmatique entre l'Eglise et l'Etat », notamment le ministère de l'Éducation nationale. Se fondant sur le résultat de récents sondages, il a estimé que « les Français qui ont une certaine conscience de la vraie culture d'un peuple sont favorables à l'enseignement religieux à l'école ».

A propos des violences menées contre le film de Martin Scorsese la

Dernière Tentation du Christ, le cardinal Decourtray a ajouté : « On ne combat pas une injustice par une autre injustice ». Les prises de position récentes de la hiérarchie catholique à propos de ce film et de l'enseignement religieux ont suscité une vive réaction de M. Jean Poperen, ministre socialiste des relations avec le Parlement. « Allons-nous en France vers la religion officielle ? » s'interroge-t-il dans le dernier numéro de son bulletin Synthèse-Flash. Il s'indigne devant « les interdits mis à la liberté d'expression » par les cardinaux français, leur reproche encore de vouloir introduire l'enseignement religieux à l'école.

Communication

Menaces sur les réseaux de la 5 et de M 6, conflit au sein de TF 1

Les grandes manœuvres de l'audiovisuel

Conflit au sein des actionnaires de TF 1, tension entre la 5 et les pouvoirs publics, propos aigres-doux des actionnaires de M 6 sur le projet de loi : l'heure des grandes manœuvres a de nouveau sonné dans l'audiovisuel. Rien d'étonnant dans ce remue-ménage : le Parlement ne va-t-il pas examiner dans quelques semaines la réforme proposée par M. Jack Lang et M^{me} Catherine

Tasca ? En apparence, le texte des deux ministres n'a rien de révolutionnaire. Il laisse intact l'architecture de la loi de François Léotard et se contente d'en changer la clé de voûte. Mais le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui remplacera la CNCL, disposera de pouvoirs suffisants pour modifier l'organisation de la télévision. A condition d'être un peu aidé par les circonstances.

Le gouvernement est convaincu que le paysage audiovisuel est, en l'état, ingérable. La privatisation de TF 1, la concurrence acharnée qu'elle a déclenchée, ont fait exploser les comptes d'exploitation des chaînes, ont asphyxié les télévisions publiques et limité la qualité des programmes. Il ne sert à rien de renforcer les règlements, les cahiers des charges, les sanctions tant qu'une compétition sauvage déstabilise les acteurs. On ne peut pas faire une bonne télévision quand on n'a pas les ressources suffisantes pour la rentabiliser.

« Il y a trop de chaînes généralistes », répètent avec insistance Catherine Tasca et Jack Lang. Mais leur projet de loi se garde bien d'en supprimer, ce qui provoquerait une tempête politique. Il se contente d'ouvrir une boîte de Pandore : la renégociation de toutes les autorisations par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Les chaînes privées qui se révéleraient incapables de respecter leurs engagements pourraient demander à la nouvelle instance de régulation un autre contrat. Mais attention, prévient M^{me} Tasca, cette négociation n'aura rien d'un « simple accommodement » (le Monde du 7 octobre). Pas question d'obtenir quelques assouplissements du cahier des

charges en échange de vagues promesses. Le CSA profitera de l'occasion pour corriger radicalement la copie de la CNCL : durée de l'autorisation, conception du programme, nature du financement, etc.

La 5 dans la ligne de mire

Le gouvernement espère que le CSA pourra ainsi supprimer une ou deux chaînes généralistes. Dans sa ligne de mire, la première vicieuse est, sans nul doute, la 5 que certains aimeraient voir transformée en chaîne thématique, voire en télévision à péage. La chaîne de M. Robert Hersant a bien senti la menace : elle multiplie les initiatives pour conforter son existence, fait campagne sur la qualité de son information, diffuse des films érotiques pour accroître son audience.

Comment amener à la table de négociations un partenaire aussi rétif ? C'est là que les circonstances viennent au secours du gouvernement. Le Conseil d'Etat risque dans les jours qui viennent d'annuler les autorisations obtenues par la 5 et M 6 pour augmenter leur réseau de diffusion. Sous la pression de M. Hersant, la CNCL a en effet bâclé les appels d'offres et négligé certaines précautions juridiques. TF 1 a attaqué, et il est fort probable que les juges du Palais-Royal suivent comme de coutume les recommandations du commissaire du gouvernement.

Ce serait un formidable camouflet pour la CNCL mais aussi pour les deux chaînes, qui risqueraient de perdre dans l'affaire 20 à 30 % de leurs réseaux et seraient réduits à néant une année d'efforts. Certes, il paraît impossible que Télédiffusion de France coupe brutalement les émetteurs incriminés, privant des millions de téléspectateurs des images de la 5 et de M 6. Il est plus probable qu'un délai de grâce permette de renvoyer l'affaire devant le futur Conseil supérieur de l'audiovisuel. L'institution disposera alors d'un argument incontournable pour forcer les deux chaînes à s'asseoir autour du tapis vert.

TF 1 ne devrait pas pour autant échapper à la vigilance du CSA. La chaîne de M. Francis Bouygues se targue de respecter ses engagements mais programme le « mieux disant culturel », après minuit. La partie s'annonce pourtant plus difficile. Comment amener à la négociation une télévision forte de la moitié de l'audience nationale ? Le conflit entre les deux plus gros actionnaires de TF 1 risque de précipiter les échéances. M. Robert Maxwell est en effet entré, depuis le dernier conseil d'administration de la chaîne, en dissidence ouverte. Il conteste la légitimité du nouveau président, Patrick Lelay, écrit aux actionnaires pour dénoncer la gestion et la programmation de TF 1. Mais n'a pas réussi à entraîner dans la sédition les autres partenaires du « noyau dur », les Editions Mondiales, la GMP, Le Point, etc.

La CNCL juge insuffisants les efforts de TF 1

« Elève TF 1, vos devoirs de vacances sont toujours insuffisants. » Telle est, en substance, l'observation de la CNCL sur les efforts de la Une pour améliorer le respect des obligations de son cahier des charges. En juin, la CNCL avait examiné le premier exercice de la société privée (le Monde daté 12-13 juin). La Commission avait alors délivré un satisfecit d'ensemble à la chaîne, en l'invitant toutefois « à prendre les mesures nécessaires pour améliorer le pourcentage d'œuvres françaises et communautaires diffusées, le volume des émissions pour la jeunesse, et l'application de la réglementation sur le parrainage ».

Dressant un bilan au 1^{er} octobre sur ces trois points, la CNCL constate des améliorations, mais insuffisantes pour rattraper le retard pris antérieurement. Ainsi, le pourcentage d'œuvres originales d'expression française est passé de 34 % à 36,2 %, et celui d'œuvres d'origine communautaire (y compris françaises) baisse même un peu, de 39,2 % à 37,1 %. De toute façon, et même selon les décomptes de TF 1, qui diffèrent légèrement de ceux de la CNCL, ces pourcentages restent largement inférieurs aux 70 % promis par TF 1.

La CNCL a constaté aussi pendant l'été et à la rentrée une augmentation des émissions pour la jeunesse. Mais sans diversification, puisque treize des dix-sept heures hebdomadaires sont consacrées à dessins animés ou fictions à 90 % étrangers.

Le tribunal de Paris interdit la diffusion d'un film sur la 5

La 5 pourra-t-elle diffuser, mercredi 19 octobre, à 20 h 30, le film fantastique Trauma ? Le suspense durera probablement jusqu'à la dernière minute. Le juge des référés du tribunal de Paris en a, en effet, interdit la retransmission à ces date et heure-là, mais la chaîne a immédiatement fait appel.

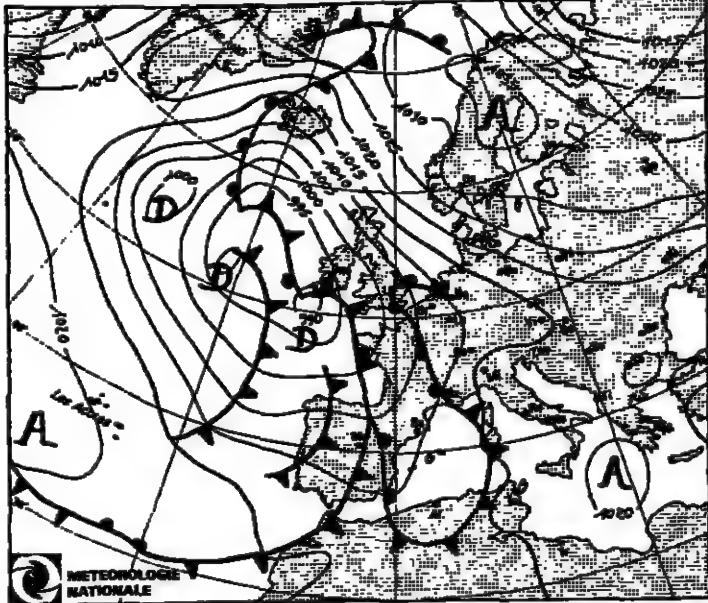
Trauma (son titre original est Burnt Offerings) est un film de Dan Curtis avec Bette Davis et Oliver Reed, dont l'exploitation en salles aux Etats-Unis avait rapporté à son producteur 2,3 millions de dollars.

Bien qu'il n'ait pas été exploité en France (hors sa diffusion dans le cadre d'un Festival du film fantastique au Rex à Paris), le Centre national de la cinématographie (CNC) et la CNCL l'avaient classé œuvre cinématographique. Un classement qui lui interdisait d'être programmé le mercredi soir selon la réglementation en vigueur. La 5, qui conteste devant le Conseil d'Etat le mode de classification des œuvres élaboré par la CNCL, avait décidé de passer outre. La cour d'appel tranchera.

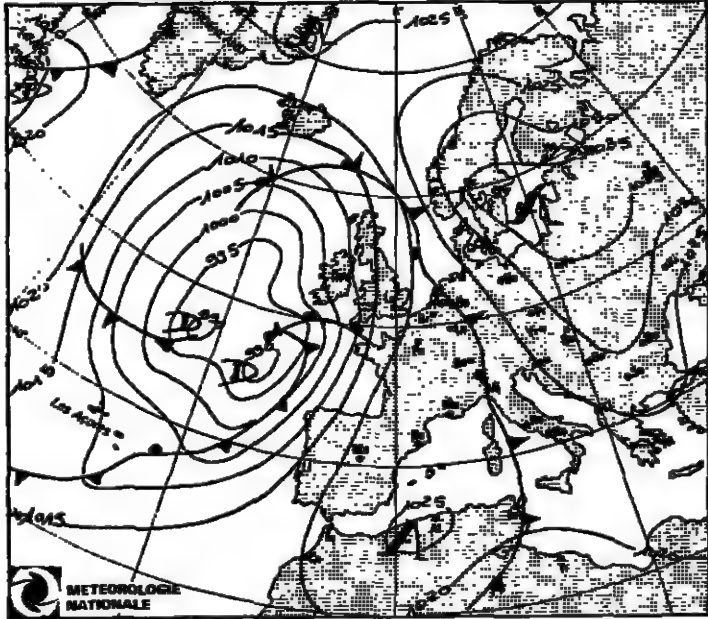
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 OCTOBRE 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 21 OCTOBRE À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 19 octobre à 0 heure et le jeudi 20 octobre à 24 heures UTC.

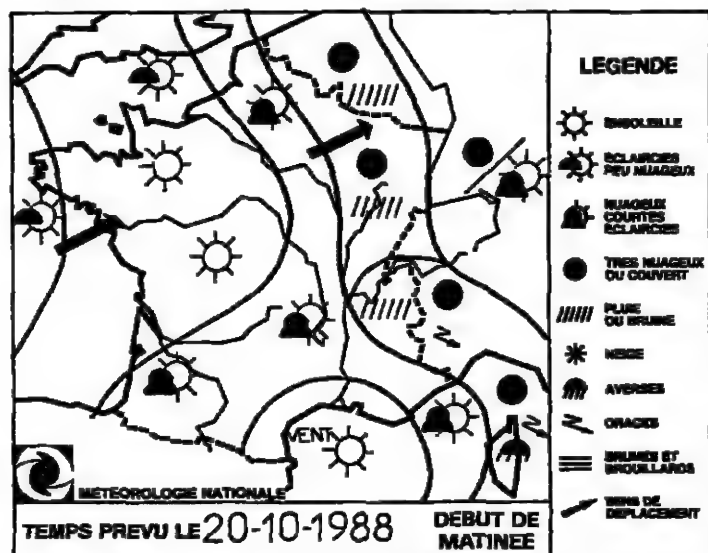
Une vaste dépression centrée sur l'océan Atlantique au large des côtes françaises continue à diriger sur notre pays un flux de sud qui nous apporte de l'air doux et humide.

JEUDIS : humidité et douceur

Sur le Nord-Pas-de-Calais, les Ardennes, la Champagne, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, les Alpes du Nord et la Corse, la journée débute sous un ciel gris accompagné de pluies. Mais le temps s'améliorera à partir de la mi-journée. Les vents se feront plus rares et des éclaircies se développeront. Sur la Bourgogne, l'Auvergne, Midi-Pyrénées, la vallée du Rhône, Provence-Côte-d'Azur et les Alpes du Sud, les nuages présents le matin céderont facilement la place au soleil au cours de la journée.

Sur la Normandie, le Bassin Parisien, la Centre, Poitou-Charente, Limousin et Aquitaine, le brouillard du début de journée ne sera écarté que par quelques rares bancs de brume. Soleil et douceur régneront ensuite, même si des nuages élevés feront leur apparition en fin de journée. Sur la Bretagne, le ciel se couvrira rapidement dans la matinée, et des pluies feront leur apparition. Celles-ci gagneront en fin d'après-midi les pays de Loire, où la journée avait pourtant bien commencé. Le Languedoc et le Roussillon bénéficieront quant à eux du soleil tout au long de la journée. Les températures resteront au-dessus de valeurs de saison.

Le vent sera de secteur sud sur la moitié Ouest de la France. Il soufflera fort sur les côtes bretonnes, tandis qu'il restera modéré dans l'intérieur. Sur la moitié est, il sera d'ouest ou nord-ouest. Une tramontane modérée soufflera également.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 19-10-1988 à 6 heures TU et le 20-10-1988 à 6 heures TU

FRANCE			TOUTS			TOULOUSE			LYON			PARIS			STRASBOURG			LIÉGEOIS			BRUXELLES			AMSTERDAM			OSLO			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU			SYDNEY			MELBOURNE			PERTH			WELLINGTON			CHICAGO			DETROIT			PHILADELPHIE			BALTIMORE			WASHINGTON			NEWARK			ATLANTA			MIAMI			LAURENS			SAVANNAH			MEMPHIS			INDIANAPOLIS			COLUMBIA			PORTLAND			SEASIDE			LOS ANGELES			STOCKHOLM			BERLIN			MOSCOU			VARSOVIE			PRAGUE			BOLOGNE			ROMA			NAPLES			ATÈNES			ALGER			TUNIS			CAIRO			TEHRAN			NEW-YORK			LOS ANGELES			HONOLULU		
--------	--	--	-------	--	--	----------	--	--	------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	----------	--	--	-----------	--	--	-----------	--	--	------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	-----------	--	--	-------	--	--	------------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	-----------	--	--	------------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	-------	--	--	---------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	--------------	--	--	----------	--	--	----------	--	--	---------	--	--	-------------	--	--	-----------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	--------	--	--	---------	--	--	------	--	--	--------	--	--	--------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	----------	--	--	-------------	--	--	----------	--	--

Le Monde CAMPUS

L'appel de la France profonde

LA RENTREE DES ÉTUDIANTS

Université par université et cycle par cycle, la rentrée universitaire s'échelonne depuis le début septembre jusqu'à la fin d'octobre. Pour la première fois, l'effectif total devrait atteindre, cette année, le million d'étudiants dans les universités, contre 811 000 en 1975, 863 000 en 1980, 913 000 en 1982, 952 000 en 1984 et 960 000 en 1986. Si l'on y ajoute les autres enseignements post-baccalauréat (classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs, écoles d'ingénieurs...), on devrait dépasser 1 250 000 étudiants au sens large.

Cette montée des effectifs est la conséquence logique des très bons résultats du baccalauréat 1988 (311 000 lauréats, contre 278 000 l'an dernier). La très grande majorité des bacheliers entamant des études supérieures, on estime le nombre des nouveaux étudiants 1988 à environ 302 000 dans le secteur public, dont 235 000 en universités (IUT compris), 40 000 en section de techniciens supérieurs et 25 500 dans les classes préparatoires.

Le million

Pour les seules universités, on enregistre 235 200 inscriptions d'étudiants en première année, soit une augmentation de 11,6 % par rapport à l'an dernier. Les plus gros bataillons s'orientent toujours vers les disciplines littéraires (2,3 % de plus que l'an dernier, avec 80 800 inscriptions) et juridiques (65 600 inscrits en droit et sciences économiques). Les scientifiques, avec 39 300 inscrits, connaissent une forte augmentation (+ 22 % par rapport à 1987), tandis que les effectifs des IUT (instituts universitaires de technologie) approchent les 30 000 étudiants.

Les nouveaux étudiants vont bénéficier d'un certain nombre de nouvelles formations. Ainsi 60 classes préparatoires (dont 19 pour le haut enseignement commercial) sont créées cette année. De même, 160 sections de techniciens supérieurs viennent s'ajouter aux 2 700 existant dans les lycées. Trente et une prépas au diplôme d'études comptables et financières ouvrent leurs portes, ainsi que onze nouveaux départements d'IUT et dix nouveaux DEUST (diplômes d'études universitaires de sciences et technologie, en deux ans). Dans les universités proprement dites, en revanche, les capacités d'accueil n'ont guère augmenté : seuls six premiers cycles « délocalisés » ont reçu cette année l'habilitation du ministère. Ce million d'étudiants est encadré par quelque 86 000 personnes : 46 000 enseignants et 40 000 ATOS (personnels administratifs, techniciens et ouvriers de service).

« J'adresse aux universitaires : les collectivités locales vous offrent des moyens. Ne les refusez pas, car c'est actuellement la seule façon de développer l'enseignement supérieur et d'accueillir davantage d'étudiants. La création d'antennes universitaires et les délocalisations de premier cycle sont inéluctables. S'y opposer serait un combat d'arrière-garde. » Lancée par l'un des responsables du district urbain d'Arras, chef-lieu du Pas-de-Calais, lors des récentes assises des universités du Nord, cette demande en mariage un peu brutale résume bien le marché de plus en plus souvent proposé aux universités et qu'elles sont de plus en plus nombreuses à accepter, bon gré, mal gré.

Ainsi pour cette rentrée 1988, l'antenne des universités Lille-II, Lille-III et Valenciennes, à Cambrai (Nord), ouvre ses portes à quatre-vingt étudiants de première année d'histoire, cent vingt apprentis juristes et une trentaine d'étudiants en sciences. Arras accueille, de son côté, cent soixante-dix étudiants de lettres modernes. A Agen (Lot-et-Garonne), ils sont cent quatre-vingts à démarrer leurs études de droit dans la capitale du pruneau, au lieu de se déplacer jusqu'à l'université Bordeaux-I. L'an dernier déjà, des « premiers cycles délocalisés » s'étaient installés à Dunkerque (Lille-I et Lille-II), Versailles (Paris-VI), Saint-Quentin-en-Yvelines (Paris-X-Nanterre), Boulogne (Lille-III) ou Melun (Paris-II).

Encore ne s'agit-il là que des implantations officielles, bénéficiant de l'habilitation et de quelques moyens supplémentaires du ministère de l'Éducation. Car les antennes « sauvages », résultant d'une convention directe entre une université mère et des collectivités locales, ont poussé depuis quelques années aux quatre coins de la France. Bayonne, Belfort, Bourg-en-Bresse, Calais, Cholet, Nevers, Niort, Périgueux, Roanne, Saint-Brieuc, Valence ou Vannes disposent désormais de leur micro-pôle universitaire, capable d'accueillir, pour une ou deux années d'études supérieures, quelques dizaines, voire quelques centaines de bacheliers de l'agglomération. A quoi il convient d'ajouter les instituts universitaires de technologie (IUT), statutairement rattachés aux universités, qui se sont décentralisés à Alençon, Egleton, Laval, Longwy, Rodez ou au Creusot.

Des universités d'opérette, serait-on tenté de penser. A moins que la France ne soit en train de

Bayonne, Belfort, Calais, Cholet, Nevers, Périgueux, Roanne, Valence... Dans la bataille pour l'expansion de l'enseignement supérieur, les villes moyennes sont en première ligne.



vivre sa troisième révolution universitaire. Sans bien s'en rendre compte, tellement ces implantations nouvelles sont dispersées, saupoudrées, parfois microscopiques. Le système universitaire a explosé une première fois pendant les années 60. En dix ans on est alors passé de deux cent dix mille étudiants, répartis dans une vingtaine d'établissements et autant de villes universitaires, à six cent cinquante mille étudiants, accueillis dans soixante-dix établissements, installés dans une quarantaine de villes universitaires. Depuis une quinzaine d'années, le paysage n'a pratiquement plus bougé, l'État se contentant, pour l'essentiel, d'élever à la dignité d'université des collèges de premier cycle qui existaient précédemment, comme à Avignon, Perpignan, Mulhouse, Pau, Valenciennes, Toulon ou Chambéry.

Or, dans le même temps, le nombre des étudiants a continué à progresser jusqu'à atteindre le million cette année. Bon nombre d'universités accueillent aujourd'hui deux fois plus d'étudiants qu'il n'était prévu lors de leur création. L'élasticité des murs des amphithéâtres, des

salles de travaux dirigés et des laboratoires ayant des limites, les présidents d'université font un constat unanime : « Le point de rupture est atteint. Il sera largement dépassé avec l'augmentation prévisible – et voulue – des flux d'étudiants. Il est donc urgent de trouver des solutions. »

Ces solutions, municipalités, départements et régions sont prêts à y contribuer. « La crise universitaire est trop grave, estime Rodolphe Pesce, maire socialiste de Valence. L'État seul ne pourra faire face. » Ce souci de relayer ou d'épauler l'État en matière d'enseignement supérieur – comme c'est déjà le cas pour les écoles et les lycées – rejoint l'intérêt bien compris des collectivités locales. Celles-ci sont, en effet, de plus en plus conscientes du lien complexe qui existe entre enseignement supérieur et développement économique, convaincus de la nécessité d'investir dans la matière grise. Non seulement les entreprises locales réclament davantage de techniciens et de cadres hautement qualifiés, mais les maires de villes moyennes ont compris, comme le dit sans tendresse un président d'université, que « pour attirer de nouveaux investisseurs, ils ont

besoin de pouvoir vendre de la formation supérieure ».

Car c'est aussi, pour bien des municipalités, un problème d'image de marque. Après les équipements socioculturels et les installations sportives, après les centres-villes piétonniers et les technopoles en miniature, la création d'un pôle universitaire constitue la nouvelle frontière d'une gestion municipale tournée vers l'avenir.

« Toute l'ambiance se transforme »

« Depuis que nous avons quelques centaines d'étudiants, souligne Jean Auroux, maire socialiste de Roanne, ce qui m'a le plus frappé c'est la transformation et l'animation de la vie de la cité, des magasins, des bistrotts, des rues. C'est toute l'ambiance de la ville qui se transforme : plus jeune, plus dynamique, plus attractive. » A quoi Jacques Legendre, maire RPR de Cambrai, ajoute, comme beaucoup de ses collègues, une autre motivation : la démocratisation de l'enseignement supérieur. « Les antennes, estime-t-il, sont un

relais de proximité entre le lycée et l'université. Pour des raisons à la fois culturelles et financières, bien des familles n'envisagent pas de faire faire à leurs enfants des études supérieures dans la métropole régionale. Les premiers cycles délocalisés sont un palier efficace qui leur permet de sauter le pas. »

La plupart des municipalités moyennes sont donc bien décidées à mettre le paquet pour accueillir les pôles universitaires de l'an 2000. Et la dot qu'elles offrent aux universités est loin d'être négligeable. Elles leur proposent en effet une bonne partie de ce dont elles manquent cruellement : des locaux, souvent provisoires, mais destinés à être remplacés par de mini-campus ; des personnels de service pris en charge par les collectivités locales (cinq postes administratifs à Saint-Quentin-en-Yvelines, quatre à Cambrai, par exemple) ; du matériel pédagogique (un gros ordinateur Vax pour la filière robotique de Roanne, des embryons de bibliothèques universitaires un peu partout) ; des facilités d'accueil pour les étudiants (transformation de logements HLM vacants en appartements étudiants meublés, comme à Valence). Enfin, les collectivités locales font feu de tout bois pour motiver les enseignants : remboursement à un taux alléchant des frais de déplacement, relèvement parfois spectaculaire du tarif des heures complémentaires des universitaires, voire prise en charge de l'intégralité des rémunérations des chargés de cours ou de travaux pratiques, comme à l'Institut d'études juridiques de Périgueux.

Difficile pour les universités de résister à de telles avances. D'autant que les antennes locales ne sont pas seulement un moyen de désengorger des premiers cycles saturés ou de diversifier les sources de financement. Comme l'explique Bernard Pouyet, président de Grenoble-II, « notre politique de délocalisation sur Valence dépasse de beaucoup les seuls problèmes de gestion des flux étudiants. Elle nous permet de multiplier les possibilités de partenariats avec les entreprises du bassin drômois, que ce soit en matière de formation continue, de stages pour les étudiants ou même de recherche ». Quant aux universitaires, certains d'entre eux redécouvrent le charme d'établissements à taille humaine, d'un accueil personnalisé des étudiants et d'une relation pédagogique normale.

GÉRARD COURTOIS.
(Lire la suite page 16.)

Dans la foule des pèlerins

S'inscrire à l'université n'était pas facile, rentrer ne l'est pas davantage. Une règle d'or : se débrouiller et écouter les anciens.

« L'année ? Je suis bien incapable de vous dire quel jour elle a lieu, et une prépa au diplôme d'études comptables et financières ouvrent leurs portes, ainsi que onze nouveaux départements d'IUT et dix nouveaux DEUST (diplômes d'études universitaires de sciences et technologie, en deux ans). Dans les universités proprement dites, en revanche, les capacités d'accueil n'ont guère augmenté : seuls six premiers cycles « délocalisés » ont reçu cette année l'habilitation du ministère. Ce million d'étudiants est encadré par quelque 86 000 personnes : 46 000 enseignants et 40 000 ATOS (personnels administratifs, techniciens et ouvriers de service).

Rentrée en catimini, presque à la cloche de bois. En réaction, quelques universitaires ont

exhumé cette année une pratique d'antan : la rentrée solennelle. A Grenoble (le Monde du 6 octobre) et à Lyon-II, deux établissements peu suspects de conservatisme, on a sorti les toges de la naphthaline pour célébrer la rentrée en grand apparat. Robes rouges pour les juristes, jaunes pour les littéraires, fuchsia pour les sciences exactes... Ces super-productions en technicolor avaient un but : affirmer spectaculairement l'identité et la cohésion d'une institution souvent critiquée face à ses partenaires potentiels, en particulier économiques.

Ces manifestations ne sont pas du goût de tous. « La volonté de marquer le rôle de l'université dans la cité ne doit pas être limitée à cet aspect symbolique. D'autre part, la tentation de ressusciter le passé par le décorum est stupide », s'insurge Jean-Yves Méridol, du SGEN-CFDT. Pour

lui, l'image de marque de l'université a plus à souffrir de sa manière d'accueillir les étudiants. « Je suis choqué de la façon dont se déroule la rentrée pour eux, notamment les étudiants de première année de DEUG », dit-il. Le syndicaliste ne revient pas sur la pénurie de professeurs et de locaux. Air connu qui fait la une des journaux. Il s'attache plutôt aux petits détails de l'accueil. « Les recevoir honorablement n'est pas si facile. Il est vrai que rencontrer les étudiants par petits groupes pour les informer est moins exaltant qu'une cérémonie officielle avec les notables. »

Fraîchement nommé à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, il a constaté avec regret que la semaine de rentrée coïncidait avec des travaux de peinture dans l'établissement. « Du coup, les salles n'avaient plus de numéros. Une simple bavure, de nature à brouiller dangereusement les pistes du nouvel arrivant. Pas de ça à Créteil, université Paris-XII, où le parcours des étudiants est parfaitement fléché. JEAN-JACQUES BOZONNET.

(Lire la suite page 16.)

NIXDORF
COMPUTER
IETH

2^e Cycle de Management informatique appliqué au tourisme et à l'hôtellerie

L'Institut Européen de Tourisme et d'Hôtellerie et Nixdorf Computer s'associent pour former des Cadres de haut niveau en décision et implantations informatiques dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie

Formation en 1^{re} année au Diplôme de management informatique Option : Tourisme et Hôtellerie

Admission : BTS, DUT, DEUG ou LICENCE

INSTITUT EUROPEEN DE TOURISME ET D'HOTELLERIE

Inscriptions oct.-nov. (1) 42 66 66 82

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM	PRENOM
ADRESSE	
NIVEAU D'ETUDE	TEL

IETH 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - TEL : (1) 42 66 66 82

CAMPUS/RENTREE

L'iniquité des taux

L'AFFAIRE du tirage au sort des étudiants en mathématiques de l'université de Lille I a mis en lumière, de façon spectaculaire, le problème des taux d'encadrement dans les universités françaises. En décidant de n'accueillir en travaux dirigés que le nombre d'étudiants qu'ils pouvaient prendre en charge sans respecter les normes fixées par le ministère de l'éducation, les universitaires du Nord ont fait la démonstration du sous-encadrement dont souffre l'enseignement supérieur dans certaines universités et dans certaines disciplines.

Le taux d'encadrement établit le rapport entre le potentiel d'enseignement et les charges à assurer. Le potentiel est facile à calculer puisqu'on connaît pour chaque université le nombre d'enseignants dans chaque discipline et le nombre d'heures qu'ils sont tenus, réglementairement, d'assurer chaque année (96 heures de cours magistraux ou 192 heures de travaux dirigés). Encore ces obligations de service d'enseignement ne tiennent-elles pas compte de nombreuses activités souvent essentielles :

recherche, tâches administratives, formation professionnelle...

Les charges d'enseignement prennent en compte le nombre d'étudiants de chaque discipline inscrits dans une université. Mais elles sont calculées de façon normative (ce sont les fameuses « normes Géraud »), c'est-à-dire que le ministère de l'éducation établit nationalement, par type d'établissement (universités, IUT, écoles d'ingénieurs) et par grandes disciplines, les « seuils de dédoublement » des cours magistraux, travaux dirigés et travaux pratiques. Le nombre d'étudiants divisé par l'effectif théorique de chaque cours, TD ou TP, permet d'établir le charge d'enseignement de chaque université.

Globalement, le potentiel d'enseignement des universités françaises était, en 1987, de près de 5,3 millions d'heures, alors que les charges d'enseignement s'élevaient à près de 6,3 millions d'heures, le déficit étant comblé par les heures complémentaires. Soit un taux d'encadrement moyen de 84 %. Mais ce taux moyen recouvre de sensibles inégalités entre universités et entre disciplines.

Taux d'encadrement dans treize universités *

Université	Charges (en nombre d'heures)	Potentiel (en nombre d'heures)	Taux d'encadrement en %
Aix-Marseille I	157 168	158 873	101
Angers	85 530	35 616	41
Bordeaux I	123 767	116 832	94
Brest	80 030	51 822	64
Lille I	182 725	138 933	75
Lyon I	119 762	121 094	101
Lyon II	115 936	79 296	68
Strasbourg I	79 854	81 197	101
Strasbourg II	41 419	21 984	53
Valenciennes	40 280	21 696	53
Paris I	161 332	124 512	77
Paris VI	210 492	319 382	151
Paris VIII	177 613	108 960	61

... et par discipline

Discipline	Charges (en heures)	Potentiel (en heures)	Taux d'encadrement en %
Droit public	251 690	177 757	70
Droit privé	328 690	218 669	67
Sciences économiques	328 182	241 843	74
Géométrie	280 876	121 806	49
Langue et littérature françaises	187 980	227 114	121
Psychologie	192 629	121 286	63
Histoire	194 849	180 843	93
Mathématiques	628 286	466 176	74
Physique	388 771	434 735	112
Chimie	329 525	390 431	118
Informatique	318 736	197 355	62

* (Hors secteur médical). — Extrait de l'avis de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale sur le projet de loi de finances pour 1988.

Les étudiants, ça peut rapporter gros



TOUS les élus locaux qui souhaitent accueillir une antenne universitaire l'affirment la main sur le cœur : « Nous sommes prêts à nous engager aux quatre veines pour développer un pôle d'enseignement supérieur. » Et l'on peut difficilement suspecter leur bonne foi, quand on mesure les investissements réalisés et les budgets engagés.

A Saint-Quentin-en-Yvelines, le syndicat d'agglomération a investi 15 millions de francs dans l'aménagement des bâtiments universitaires qui ont ouvert leurs portes cette année ; quant au budget de fonctionnement de l'antenne à la charge de la ville, il est de l'ordre de 1,2 million de francs par an. A Périgueux, le fonctionnement de l'institut municipal d'études juridiques coûte 1,8 million de francs à la ville, soit 1 % du budget municipal, pour 500 étudiants. Le fonctionnement de l'antenne d'Agén grèvera de 500 000 à 600 000 F par an le budget de la municipalité. Et Jean Auroux, maire de Roanne, estime que, tous frais confondus (investissement, fonctionnement aide au logement...), chacun de ses étudiants lui coûte 10 000 F par an.

La création d'une antenne universitaire apparaît donc comme un luxe. Luxe nécessaire, aux yeux des

élites, pour le prestige, l'image de marque, le dynamisme et l'avenir de leur cité. Mais un luxe qui pèse lourdement sur les finances locales. Et pourtant, à bien y regarder, on peut dresser un bilan exactement inverse. Les étudiants représentent, pour une ville moyenne, un investissement immédiatement rentable et sur lequel les municipalités font en réalité la « culture ». Ils constituent, en effet, une masse de consommateurs non négligeable qui est maintenue ou attirée sur place, au lieu d'émigrer vers les grandes villes universitaires.

Les services statistiques du ministère de l'éducation évaluent à 30 000 F en moyenne les dépenses effectuées par chaque étudiant pendant l'année 1987-1988. Encore ce chiffre est-il inférieur à des estimations faites localement, comme à Toulouse (30 000 F par an en 1985) ou à Aix-Marseille, dont les étudiants de sciences économiques avaient dépensé l'an dernier, selon une enquête de l'INSEE, environ 40 000 F en moyenne. Autrement dit, pour un investissement de l'ordre de 2 500 F par an et par étudiant (dans l'antenne ancienne de Périgueux) ou de 10 000 F par an (dans l'antenne nouvelle de Roanne), les collectivités locales bénéficient de 30 000 F de retom-

bées financières immédiates. Soit un rapport entre dépenses et recettes de 1 à 3 (Roanne) voir de 1 à 12 (Périgueux).

Le raisonnement, dira-t-on, est sommaire. Tout d'abord les étudiants ne dépensent pas la totalité de leur budget dans la ville où ils mènent leurs études. Une enquête originale réalisée en 1986-1987 par le groupe de recherches socio-économiques de l'université de Toulouse-le Mirail fait, pour une bonne part, tomber cette objection : elle aboutit à la conclusion que les étudiants du Mirail effectuent plus des deux tiers de leurs dépenses à Toulouse ou dans l'agglomération. Ce qui est loin d'être négligeable.

Deuxième objection : on peut estimer que les étudiants auraient de toute façon été des consommateurs locaux. L'argument, en grande partie exact dans le cas d'une grande ville universitaire, ne tient pas dans le cas d'une antenne, puisque celle-ci permet précisément de retenir sur place bon nombre de jeunes qui auraient été faire leurs études dans la métropole régionale.

Au-delà même de leur intérêt culturel, social ou économique, les antennes universitaires apparaissent donc comme de bonnes affaires. Les étudiants, ça peut rapporter gros. G.C.

Dans la foule des pèlerins

(Suite de la page 15.)

Salle 227, bâtiment II : le béton a vieilli, le jaune des portes est terni, mais la salle 227 pourrait être celle d'un banal lycée. Restaurant. C'est là que les étudiants de première année d'allemand ont été conviés pour une réunion d'information. « Cette année, tous les départements de Paris-XII ont organisé ce type de réunion », indique-t-on à la cellule d'information de l'université.

Seul garçon parmi une quarantaine de jeunes filles, Philippe en a appris l'existence par hasard, lors d'une visite exploratoire du campus début octobre : « C'était affiché ». Ici, le panneau d'affichage est le premier — et souvent unique — interlocuteur. Des grappes curieuses y sont agglutinées en permanence. « C'est là que j'ai recopié l'emploi du temps, mais je n'y comprends rien », confie Isabelle. En quoi consistent les groupes et les options ? « Je te le déconseille l'option anglais, c'est à cause d'elle qu'on s'est fait rétrograder », informe une redoublante, reconnaissable à son verbe haut et à sa façon désinvolte de fumer sous le panneau d'interdiction. Les explications du directeur du département seront les bienvenues. D'un ton patelin, il décrit le cursus, ses débouchés et ses embûches. Il brandit « le taux d'abandon très important en première année », pour inciter à « un sérieux effort de rigueur dans le travail ». Puis vient la carotte : « Des bourses d'études d'un semestre dans une université allemande sont attribuées en fin d'année aux meilleurs... »

Après s'être inscrite à une visite guidée de la bibliothèque universitaire, la petite troupe peut alors s'égarer dans les couloirs pour les inscriptions pédagogiques dans les diverses UV. Le département d'allemand de Paris-XII étant le plus petit de tous, il n'y a pas de bousculades, ni de queues interminables. Etudiant en première année d'histoire à la Sorbonne (Paris-I), Julien aurait pu espérer une immersion tout aussi tranquille. Au lendemain du bac, il n'y avait pas foule pour l'inscription. Or, au moment de choisir les TD, indispensables au contrôle continu, c'est la brutale plongée dans l'angoisse. « Sur six TD obligatoires, je n'ai pu m'inscrire que dans un seul. Les autres sont parés-ils complets. » Julien ne comprend pas. Il refait ses comptes : avec soixante-quinze cours de TD hebdomadaires pour mille cent étudiants, il ne devrait pas y avoir surcharge.

Ayant le numéro d'ordre 252, il aurait même dû avoir l'embarras du choix : « Mon copain qui a tiré le numéro 948 a les pires inquiétudes. » Que lui restera-t-il ? Un strapontin en « latin médiéval » ou bien la guillotine de l'examen terminal... Comme Julien, il suivra sans doute le conseil de la personne qui recueille les inscriptions : « Essayez de vous inscrire. Au début, vous vous

ferez virer. Ensuite, le prof vous acceptera peut-être. » De guerre lasse. Comme ces deux-là, la plupart des étudiants de première année découvrent vite les deux clés d'une rentrée réussie : débrouillardise et bouche à oreille. Ainsi, ce grand gaillard sur le seuil de l'amphi N, à Tolbiac, pour son premier cours de droit. Il a soutiré deux conseils à des « anciens » autour d'un gobelet de café : « Ils m'ont conseillé de ne pas assister aux cours magistraux qui sont, paraît-il, inutiles, et de toute façon de m'installer au balcon pour ne pas recevoir sur la tête ce que les chapeaux font pleuvoir sur les nouveaux... »

Le seul espace

de liberté

L'Université renouerait-elle avec un certain folklore ? En fait, ce premier contact avec l'enseignement supérieur fut bien sage.

Malgré le nombre (sept cents étudiants sur les gradins), l'atmosphère était appliquée. Certes, un ou deux Rafale de papier réussirent un atterrissage de fortune aux pieds du prof. Mais c'était simple prétexte fourni à celui-ci pour rappeler le rapport de forces : « Vous avez les avions, moi j'ai la bombe atomique. C'est moi qui délivre les grades universitaires. A bon entendeur salut ! ». Là aussi, on promet du sang et des larmes : « Je vous engage dès à présent à la plus grande vigilance. Les conditions dans lesquelles vous faites vos études vous suivront, y compris jusqu'au moment de postuler un emploi. » Raison supplémentaire pour « respecter l'institution qui vous héberge. C'est le seul espace d'entière liberté que vous traverserez de toute votre vie ».

La liberté ? Au début, elle donne le vertige. « A-t-on fait les bons choix pour les unités d'enseignement ? On n'en sait rien. Personne ne nous a vraiment

informés », s'interrogeait un groupe à la sortie du cours. Preuve que les efforts d'information consentis çà et là sont encore insuffisants. « Depuis deux ans, nous avons instauré des semaines de pré-rentrée en septembre », explique Georges Haddad, coordonnateur des sciences économiques et de gestion à Paris-I. A l'occasion de ces sessions d'information facultatives, on teste le niveau des connaissances des arrivants. « Ce n'est pas de la sélection, mais du conseil d'orientation pour éviter à certains de perdre leur temps. On leur recommande alors une autre filière ou un double cursus jusqu'à Noël », plaide Georges Haddad. « Mon vœu serait d'organiser une vraie semaine de découverte de l'université dès le mois de mai », dit Jacques Soppet. Vœu pieu pour l'instant. A cette époque de l'année, les élèves de terminale ont des soucis plus immédiats en tête...

JEAN-JACQUES BOZONNET.

L'appel de la France profonde

(Suite de la page 15.)

« Que veut-il mieux, demande Bernard Alluin, professeur à Lille-III et à l'antenne d'Arras, des étudiants entassés à Lille dans des conditions parfaitement dissuasives ou des étudiants bien accueillis et bien installés à Arras ? »

Et pourtant, ces antennes de premier cycle sont loin de faire l'unanimité parmi les universitaires. Beaucoup ont le désagréable sentiment d'« aller à la soupe » et acceptent sans enthousiasme, faute de moyens suffisants alloués par l'Etat à ses universités, une solution contre laquelle les griefs ne manquent pas. La démocratisation de l'enseignement supérieur grâce à la proximité des antennes ? Peut-être. Mais ne peut-on aboutir au même résultat par la mobilité vers les grands centres universitaires ? Le charme convivial des petites unités de premier cycle ? Sans doute. Mais la richesse de l'université ne repose-t-elle pas sur le brassage permanent entre étudiants de première année et étudiants plus avancés, en maîtrise ou en thèse ?

Quant aux moyens attribués par les collectivités locales, ils représentent indéniablement un sérieux ballon d'oxygène pour les universités. Mais ne sont-ils pas, au bout du compte, nettement insuffisants et surtout aléatoires ? Et lorsque on entend Bernard Alluin, directeur général adjoint du syndicat de l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, expliquer : « Nous assurons le démarrage de l'antenne, mais nous n'avons pas l'intention de continuer à financer le fonctionnement

au-delà de la convention de trois ans signée avec Paris-X », on peut s'interroger sur le sort de l'expérience au cas où l'Etat ne prendrait pas le relais.

Et les universitaires ont beau jeu de souligner les contradictions de ces premiers cycles délocalisés. Tous les responsables d'antennes, côté universités et côté municipalités, insistent sur le fait que, pour assurer un enseignement de qualité et retenir durablement les étudiants, « on ne peut pas tout faire, ni assurer toutes les disciplines ». Mais ils reconnaissent en même temps qu'il est nécessaire d'offrir un éventail de formations aussi large que possible, pour ne pas imposer aux étudiants une orientation forcée. Dilemme éternel.

Des rivalités

absurdes

Autre contradiction majeure : quel lien établir entre les antennes et leurs universités de rattachement ? Entre ces premiers cycles isolés et les activités de recherche ? Certains, comme à Périgueux, jouent clairement le jeu du collège universitaire de premier cycle, conçu comme un sas de transition entre le lycée et les études supérieures longues. Mais beaucoup rêvent, plus ou moins secrètement, de déboucher sur le second cycle et de décrocher, peu à peu, le statut d'université à part entière. Soit parce qu'il y va, à leurs yeux, du prestige de leur ville, soit parce qu'ils sont clairement conscients des enjeux universitaires. « Si nous sommes coupés de la recherche, et par conséquent des milieux indus-

triels, on ne tiendra pas la route », reconnaît sans détours Rodolphe Pesce, le maire de Valence. A quoi Jacques Legendre ajoute, depuis Cambrai : « Il faut être honnête. On ne pourra pas avoir des laboratoires de qualité dans toutes les villes moyennes de France. Un ou deux laboratoires très pointus, bien en phase avec les besoins de l'industrie locale, oui. Mais pas une université à part entière. Sinon ça risque de provoquer beaucoup de glissements et de rivalités absurdes à l'heure du grand marché européen. »

Car c'est bien l'impression qui domine aujourd'hui : un foisonnement anarchique d'initiatives et de projets, un éparpillement des universités au gré des sollicitations locales et des amitiés politiques, sans coordination ni instance d'arbitrage. La proposition récente du ministre de l'éducation aux présidents d'université (le Monde du 1^{er} octobre) de lancer une ambitieuse politique de développement régional de l'enseignement supérieur n'en prend que plus de relief. D'ici au mois de juin prochain, des contrats de programmation de quatre ans devraient être conclus entre l'Etat et six ou sept régions et leurs universités. Dans deux ans, c'est la quasi-totalité des régions et des universités que le ministère souhaite engager sur la voie d'un développement concerté, susceptible à la fois d'augmenter les capacités d'accueil et de renforcer des pôles de recherche de calibre européen. Il ne sera que temps si l'on ne veut pas retrouver, sous peu, l'Université en miettes.

GERARD COURTOIS.

LES UNIVERSITES

Dès janvier, négociez
votre inscription
avec RAVEL

Un seul code
minitel :

36 14 ENSUP

CAMPUS/LYCÉES

Les lycées sont débordés

Les lycéens affluent, on manque de professeurs. Pour limiter l'engorgement, on n'évitera pas de réduire le nombre des cours.

LES difficultés qui ont pu marquer cette rentrée scolaire n'inquiètent pas trop M. Jospin. Une rentrée se préparant près d'un an à l'avance, il peut les mettre au passif de son prédécesseur. Mais l'argument ne servant qu'une fois, il doit dès maintenant s'atteler à une tâche redoutable : comment faire en sorte que la rentrée 1989 se passe mieux que celle de 1988, en particulier dans les lycées ?

Limiter

les redoublements

Le premier volet - la construction et la réhabilitation des locaux - est désormais du ressort des conseils régionaux. Après une période de bilan et de réflexion, les mises en chantier se sont multipliées et de nombreux établissements entièrement financés par les régions seront ouverts l'an prochain : ainsi, la mise en service de deux lycées à Tours, ville qui a connu cette année une forte agitation lycéenne, et à Joug-la-Tour. La généralisation d'une politique

non pourvus et donc le recrutement des maîtres auxiliaires.

Pour contourner l'obstacle, il faut donc, selon les responsables, « faire un effort d'imagination ». « Même si la rentrée 1989 est mieux préparée, les seules ressources budgétaires ne permettent pas de modifier radicalement la situation », estime-t-on. L'« imagination » va consister à resserrer les boulons pour « mobiliser tous les moyens », mais aussi à réfléchir à une modification des contenus d'enseignement et à une meilleure fluidité des cursus, par l'abaissement des taux de redoublement.

Dans les lycées, la priorité sera donnée à l'abaissement des effectifs en seconde, classe où la pression est à son comble, en raison notamment de l'augmentation des redoublements. Les circulaires de rentrée inciteront les recteurs à procéder à « un examen critique des options qui se sont multipliées à l'excès ». En clair, les cours à option qui mobilisent un professeur pour quelques élèves pourront être supprimés. On cherchera aussi à équilibrer la charge

sont de plus en plus nombreux à être majeurs. Ces derniers pourraient participer à l'évaluation de leur formation et à leur propre orientation.

Dans l'enseignement général et technologique, M. Jospin a déjà ouvert le dossier des contenus d'enseignement (en mathématiques et en histoire, des missions sont au travail) et devrait s'orienter vers un allègement du nombre d'heures de cours suivies par les élèves, au profit d'un apprentissage des méthodes de travail et d'un appui pédagogique. Le ministre affirme que cette démarche ne répond pas seulement à des impératifs d'économie, mais au désir de lutter contre l'encyclopédisme et de mieux s'adapter aux besoins des élèves. La réforme des lycées préparée par M. Monory, qui procédait du même esprit, avait sombré sous les coups des manifestations lycéennes de décembre 1986. M. Jospin aura-t-il plus de chance ?

Mais les prévisions dont dispose désormais le ministre avec le « Plan pour l'avenir de l'école », élaboré sous son prédécesseur, sont implacables. Supprimer deux heures de cours par division dans le second degré « économiserait » 23 600 professeurs sur un besoin total estimé à 156 000. Et diminuer d'une heure l'horaire de



Manifestation de lycéens à Rouen, en octobre 1988.

La fièvre monte dans les « bahuts »

La surcharge des établissements conduit à une dégradation des conditions de vie, de plus en plus mal supportée par les élèves et les professeurs.

C'est pas une éruption, plutôt un malaise persistant et général. L'une de ces endémies difficiles à mesurer et donc à soigner. 37... 38... 40... la fièvre des lycées se mesure au nombre d'élèves entassés par classe, avec son cortège de conséquences matérielles, qui empoisonnent la vie des élèves et des professeurs. Victimes d'un succès sans précédent et mal prévu - cent deux mille lycéens supplémentaires pour cette rentrée, alors qu'on en attendait quatre-vingt-dix mille - les lycées craquent. Et on ne compte plus, depuis septembre, les grèves, manifestations, déléguations et autres signes d'une colère palpable, mais bien réelle, qui réveillent les souvenirs du raz de marée étudiant et lycéen de l'automne 1986.

Les observateurs gouvernementaux ont d'abord minimisé l'affaire en voyant, non sans raison, la main du PCF derrière plusieurs foyers d'agitation localisés dans ce qu'il reste de la banlieue rouge de Paris. Mais l'explication s'est révélée un peu courte. Car les militants, qu'ils soient proches du PC ou du PS, n'ont fait qu'accompagner un bouillonnement général, symbolisé par la longue grève du lycée Grandmont de Tours, où professeurs, élèves et parents se sont retrouvés côte à côte. Des professeurs se sont lancés dans des opérations d'autoréduction des effectifs, comme le leur suggère le SNES (FEN). Mais, en attendant la journée de grève du 20 octobre, pour la revalorisation de la profession, ce sont les élèves qui ont pris la relève, projetant dans la rue leur mécontentement et leur angoisse.

les lycéens. Ailleurs, on cloisonne des couloirs pour en faire des salles, on transporte quelques cours dans un collège voisin. On resserre les emplois du temps et les cours entre midi et 2 heures ne sont pas rares. Conséquences : les cantines sont embouteillées et le temps pour ingérer sa ration quotidienne est réduit au strict minimum. « On fait la queue vingt minutes pour entrer en se bousculant. Puis on doit bouffer en dix minutes, pour laisser la place au deuxième service », se plaint un lycéen.

Quand « lycée »

rimé avec « du blé... » Les élèves revendiquent aussi bien des créations de postes de professeurs que des postes d'agents de service et, d'une façon générale, « du blé », parce que ça rime avec « lycée ». Ils demandent aussi que l'on construise plus de classes et que les lycées favorisent la réussite. « Nos jeunes recherchent l'efficacité pour préparer leur insertion dans une région économiquement sinistrée. Ils ne supportent plus la moindre entorse à ce principe de la part de l'éducation nationale », observe M. Jacques Joubert, proviseur du lycée Aristide-Briand de Saint-Nazaire, qui a connu une grève d'élèves.

Dans les lycées professionnels, éternels parents pauvres du monde scolaire, la misère des équipements se double d'une crise d'adaptation : certaines sections, jugées - à tort ou à raison - obsolètes par les familles, sont désertées, tandis que d'autres - celles menant à des métiers du secteur tertiaire, en particulier - regorgent de demandes. Dans ce secteur aussi, l'aspiration à la prolongation des études est forte. Résultats : des centaines d'élèves se sont trouvés sans affectation ou dans une autre que celle qu'ils souhaitaient. A Ivry, c'est l'Office de la jeunesse, animé par la municipalité communiste, qui a regroupé ces jeunes « sans bahut » pour obtenir leur admission dans des lycées et en faire, au passage, les porte-drapeaux de la campagne du PCF : « Des écoles, pas des bombes ! »

Le lycée professionnel Chaussinand a ainsi inscrit quelques élèves en surnombre, dont certains n'avaient pas pris la peine de contacter l'établissement auparavant. Elève de troisième technologique à dix-sept ans, Cédric passe en revue l'éventail des études dont il rêve en vain et s'inquiète de son avenir au-delà du CAP. « Il faut qu'ils nous ouvrent les portes, qu'ils nous écoutent », revendique-t-il à l'adresse des autorités. Les lycéens qui houpil- lent les fonctionnaires dans les rectorats et les conseils régionaux ne disent pas autre chose. « A Crétail, nous avons été reçus par un sous-secrétaire d'Etat qui nous a à peine écoutés et nous a dit ne rien pouvoir pour nous avant d'essayer de nous endormir avec un speech sur le Moyen Age auquel je n'ai rien compris », raconte un manifestant.

A la différence de celle de 1986, l'agitation actuelle ne se nourrit pas du rejet d'une réforme, mais d'une multitude de maux locaux amplifiés par une crispation générale sur l'enjeu de l'éducation. Elle n'en est pas moins sérieuse.

Ph. Be.

L'augmentation des effectifs en cinq ans

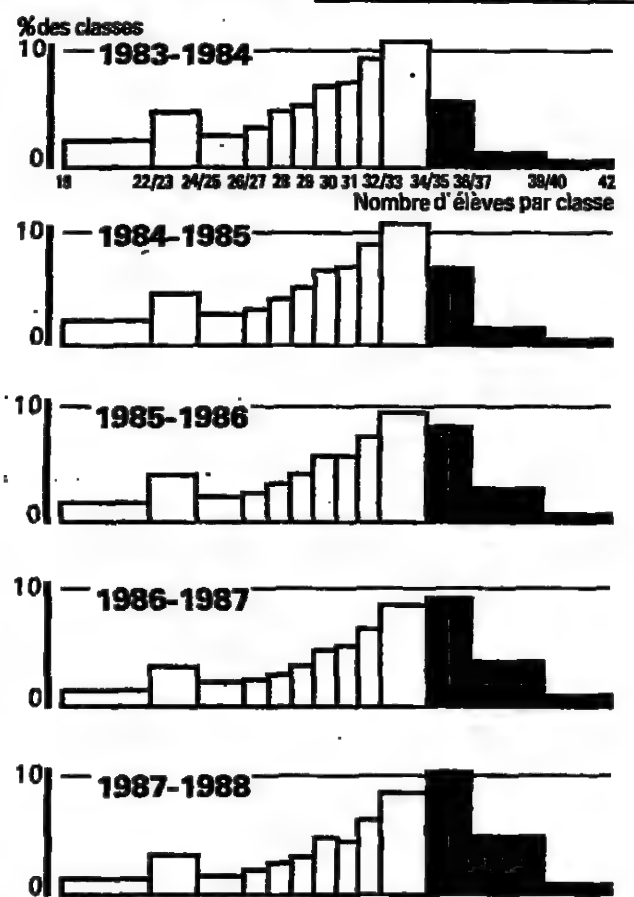
Le nombre de classes comportant plus de trente-quatre élèves (en noir) a considérablement augmenté depuis 1983 dans les lycées d'enseignement général et technologique publics.

La catégorie la plus nombreuse est désormais celle des classes de trente-cinq à trente-neuf élèves.

La taille moyenne des divisions croît plus rapidement dans le public que dans le privé, ce qui croule l'écart entre les deux secteurs.

En cinq ans, la proportion de divisions comportant 35 élèves ou plus est passée de 15,3 % à 38,8 % dans le public et, dans le privé, de 5,6 % à 14,2 %.

Source : direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale.



contractuelle Etat-région voulue par M. Jospin devrait renforcer la cohésion des politiques nationales (nominations de professeurs) et régionales (bâtiments).

Mais les réponses pédagogiques à la formidable pression sociale en faveur des études relèvent de l'Etat. Certes, le projet de budget pour 1989 prévoit 4 200 emplois nouveaux de professeurs pour les lycées et les lycées professionnels et l'augmentation importante (+ 40 %) du nombre de postes offerts aux concours de recrutement devrait dégager des moyens supplémentaires. Mais les créations de postes n'ont pas l'effet magique que semblent leur prêter les syndicats. Les enseignants recrutés en 1989 n'entreront à temps plein qu'à partir de la rentrée 1990. Et surtout le total manque d'attractivité et la profession freine les possibilités d'embauche de l'éducation nationale. Créer des postes aux concours aboutit à augmenter le nombre d'emplois

des professeurs en évitant une distribution inégale des effectifs. Les recteurs devront éviter de créer des formations post-baccalauréat - STS, IUT, DEUST, DEUG - qui risqueraient de faire « double emploi », et vérifier l'utilisation des classes préparatoires, qui « aspirent un potentiel considérable de moyens ». L'appel à des pré-retraités extérieurs à l'éducation nationale pour enseigner sera encouragé, et les enseignants atteignant en cours d'année l'âge de la retraite seront incités à terminer l'année scolaire.

Elèves-

citoyens

Dans les lycées professionnels M. Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, voudrait dégager des moyens en « utilisant au maximum la capacité des ateliers », qui accueillent douze élèves en moyenne, et rationaliser la gestion de la carte des formations techniques (ouvertures et fermetures de CAP et de BEP) par une déconcentration accrue.

Ce contexte de relative austerité a conduit le secrétaire d'Etat à ouvrir un dossier sensible, mais a priori peu coûteux : celui de la vie des lycéens du technique. Une mission parlementaire sur ce thème va être confiée à M. Jean-Pierre Luppi, nouveau député socialiste de l'Isère. Il devrait notamment proposer des mesures pour améliorer la qualité de la vie des lycéens, ouvrir les établissements sur le contexte social et culturel, et prendre en compte la qualité de citoyen des élèves, qui

mathématiques dans les collèges et les lycées d'enseignement général permettrait presque de diviser par deux les besoins en nouveaux profs (9 800 au lieu de 18 300) dans une discipline où le recrutement est plus problématique. D'où les très fortes tentations dans ce domaine. Les économies induites par une éventuelle augmentation de la charge des professeurs ou par l'alourdissement des effectifs d'élèves ont aussi été estimées par les statisticiens. Hypothèses... d'école évidemment.

Mais une certitude domine désormais : accompagner la démocratisation accélérée de l'accès aux lycées en pleine période de crise de recrutement des professeurs exige autre chose qu'une navigation à vue. Les solutions seront complexes. D'où la nécessité de programmer l'effort, comme le répète, après M. Monory, l'actuel ministre. Faute de quoi l'éducation nationale risque d'être la victime du slogan qu'elle a lancé - 80 % de jeunes au niveau du bac en l'an 2000 - sans en prévoir l'immense succès. L'envol spectaculaire du taux de scolarisation à dix-huit ans (1) donne la mesure de la pression sociale en faveur des études longues. Et certains experts qui considéraient l'objectif des 80 % comme un mirage aux alouettes voient quelques mois encore assurément aujourd'hui qu'il sera atteint avant même l'an 2000.

PHILIPPE BERNARD

(1) 44,7 % en 1982-1983 et 58,7 % en 1986-1987 selon les derniers chiffres connus.

(Publicité)
**MAGISTÈRE DE FRANÇAIS
LANGUE ÉTRANGÈRE**

— Université Paris-III
— ENS Fontenay-Saint-Cloud

Formation d'excellence

Date limite des inscriptions :
22 octobre 1988

Renseignements
complémentaires : 40-46-29-29

INSTITUT DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE INTERNATIONAL (Groupe ILERI)

Etablissement privé d'enseignement technique supérieur
12, rue des Saint-Pères, 75007 PARIS
Téléphone : 42-96-51-48

L'Institut de l'économie et du commerce international donne aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

AFFAIRES INTERNATIONALES

un enseignement de haut niveau en économie, commerce international et langues étrangères, utilisant les moyens pédagogiques les plus modernes : laboratoire de langues, matériel vidéo, ordinateur.

Les cours sont assurés par des professeurs d'université et des praticiens des affaires internationales.
Stages obligatoires en France ou à l'étranger.
Statut étudiant.

Séminaires de formation continue
organisés à la demande des entreprises

LA BONNE DIRECTION

ÉCOLE D'ADMINISTRATION & DE GESTION DES AFFAIRES
12, rue des Saint-Pères, 75007 PARIS
Téléphone : 42-96-51-48



هكذا من الأصل

Le monde est un vaste pays...
Il est temps d'oublier les prouesses techniques dispensées, d'oublier les millions de francs dépensés, pour voir enfin l'Ours, de Jean-Jacques Annaud, tel qu'il est : un grand film sauvage et tendre.

En 1988, nous avons vu...
Le monde est un vaste pays...
Il est temps d'oublier les prouesses techniques dispensées, d'oublier les millions de francs dépensés, pour voir enfin l'Ours, de Jean-Jacques Annaud, tel qu'il est : un grand film sauvage et tendre.



ARTS ET SPECTACLES

L'Ours, de Jean-Jacques Annaud



Il est temps d'oublier les prouesses techniques dispensées, d'oublier les millions de francs dépensés, pour voir enfin l'Ours, de Jean-Jacques Annaud, tel qu'il est : un grand film sauvage et tendre.

où un ourson orphelin a plus de présence et plus de grâce que bien des vedettes moins velues. Où est l'animalité ? Où est l'humanité ? Là n'est pas la question. La magie opère, et c'est celle irremplaçable et mystérieuse du cinéma.

La vie à pleines griffes

UN ourson dort, blotti contre sa mère occupée à voler du miel dans une ruche. Les abeilles bourdonnent et tourbillonnent autour de l'ourson, qui, sans se réveiller, les chasse avec des gestes attendrissants de bébé. On se sent glisser vers l'émotion facile avec des souvenirs gracieux à la Bambi. Mais les papattes maladroites sont munies de griffes épaisses, d'autant plus terrifiantes qu'elles ne sont pas rétractiles.

Ainsi commence et se poursuit le film de Jean-Jacques Annaud, *L'Ours*. Une histoire de chasseurs inspirée d'un livre de James-Olivier Curwood, mais, là, elle est vue par les yeux de l'ourson.

Comme tous les petits d'animaux ou d'hommes, il est adorablement mignon, avec des yeux perdus dans la fourrure, pleins d'une insatiable curiosité, d'une irrésistible envie de jouer, et une bonne humeur hésitante, des pattes qui cherchent la carcasse... Une sorte de chaton en somme, qui haitte perpétuellement, comme s'il avait couru pour dire des choses d'une extrême importance, d'une extrême poésie...

Mais ses griffes, ses dents acérées, freinent le désir de gratouiller le petit ventre rond qui se tend quand la bête se met debout sur ses courtes jambes de jouet mécanique. La tendance à

l'anthropomorphisme s'arrête court. La vie vue et vécue par l'ourson - telle que la montre en tout cas Jean-Jacques Annaud - est féroce, dans des paysages d'une beauté agressive, montagnes escarpées, arides, grottes, sombres forêts, herbes pelées, cascades, rapides, ciels opaques, couleur de froid... Et la lune immense qui découpe des ombres chimériques fait deviner des fantômes maléfiques.

Deux hommes et un dragon

Partout le danger menace. Dérisoire parfois - un crapaud qui saute dans l'herbe, les rêves bariolés après dégustation de champignons hallucinogènes, - bien réel le plus souvent. Ainsi, comment échapper aux bords élégants d'un puma affamé qui vous poursuit dans la blancheur glacée d'un torrent, comment résister aux pièges de la gourmandise tendus par des humains qui connaissent l'irrésistible attrait du lait concentré sucré sur les oursons ?

Car il y a les chasseurs - Tcheky Karyo et Jack Wallace. La mère ourse est égarée par un rocher. L'orphelin se frotte contre la grande carcasse, et puis s'en va tout seul. Il a peur, fait des canchements, fait des bêtises, et surtout cherche un refuge. Il le trouve auprès d'un grand mâle qui finit par l'adopter. La situation, paraît-il, est tout à fait impensable dans la réalité, mais la question n'est pas là. La question est celle de la survie. Jean-Jacques Annaud dit aimer particulièrement cette phrase de Curwood : « Il y a une émotion plus forte que celle de tuer, celle de laisser en vie. »

Si le film porte un message, c'est celui-ci, à travers une traque, comme un duel entre deux hommes et un dragon. Les deux chasseurs poursuivent le grand mâle. Tcheky Karyo le blesse, mais il lui échappe, retrouve l'ourson. L'honneur des hommes est en jeu. Ils font venir des chiens, taches noires, hurlantes, agrippées aux rochers blafards...

Et puis Tcheky Karyo se trouve seul, désarmé face à

l'énorme bête. L'ours se tient debout à la manière d'un être humain. Il est capable de prendre des poses familières, mais c'est un animal gigantesque qui pèse presque une tonne. D'un simple geste, il pourrait écraser l'homme acculé contre un rocher, et il l'épargne.

Après tout, les ours ne sont pas des tueurs. Seulement, ils sont trop grands, trop forts, trop griffus. Ils évoquent des terres hostiles à l'homme et à la civilisation, une résistance à toute épreuve - c'est l'animal emblématique de la grande Russie. La réaction instinctive à tant de puissance est d'exorciser une peur à la fois concrète et mythique. De tuer l'objet de cette peur - les ours des Pyrénées sont en voie de disparition. Mais ça va plus loin que la nécessité de se défendre. On tente d'inverser les rapports en créant l'image mignonne de l'ours en peluche. Et jadis, les vrais ours, on les tenait en esclavage, on les ridiculisait en exhibant leur lourdeur dans les foires : 900 kilos qui se dandinaient au rythme d'un tambourin...

Une grande fable épique

Quels sont les liens secrets entre Jean-Jacques Annaud et les ours ? Les mêmes peut-être que ceux de Spielberg avec *ET*, ça reste son secret. Pourtant on sait beaucoup de choses sur ce film lancé avec autant de faste que le lapin animé Roger Rabbit. On en connaît le coût - impressionnant, - le temps de préparation, de tournage, de montage. On apprend comment 900 kilos d'ours sont tombés un jour sur Jean-Jacques Annaud. On a pu entendre à la télévision les cris des dresseurs qui doivent hurler pour se faire obéir. Peu importe. *L'Ours* est le contraire d'un produit bien ciblé. C'est une grande fable épique, naïve et généreuse, qui trimballes des vérités simples d'amour et de cruauté, à la manière des contes qui traversent les siècles et appartiennent à toutes les cultures.

COLETTE GODARD.

Un son plus vrai que le vrai

Ours sauvages ? Ours apprivoisés ? Filmés sans filet ou à l'abri de fils barbelés ? Voilà - et c'est bien étonnant - le genre de questions que le spectateur de *L'Ours* ne se pose jamais.

La preuve est encore une fois donnée que les plus fantastiques prouesses techniques sont celles qui se laissent oublier. On trouve d'emblée tout à fait normal de ne rien ignorer de la texture du poil, de la couleur du regard, de l'incroyable humidité du museau (« celle d'une lavette mouillée », dit Jean-Jacques Annaud), de ce qu'il faut bien nommer l'intimité corporelle de

ces monstrueux animaux. Les risques pris à leur proximité par le réalisateur et le chef opérateur ont été considérables, on veut bien le leur accorder.

Pour oublier aussitôt de s'étonner, ou de craindre pour eux, lorsque jusqu'aux états d'âme et aux plus insondables émotions des acteurs-ours et de l'acteur-ourson. Cinéma psychologique en gros plan, d'une certaine façon : le jeune héros plantigrade est un personnage aussi bien « cerné » que le petit garçon silencieux de *Persona* !

ANNE REY.

(Lire la suite page 20.)

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

DU CINÉMA HEUREUX
LE SOURIRE DE LA RENTRÉE
M-F. LECLÈRE-LE POINT
VINCENT LINDON
SOPHIE MARCEAU
L'Étudiante
UN FILM DE CLAUDE PINOTEAU
DANIEL THOMPSON ET CLAUDE PINOTEAU
G
VIRADINE COSMA
DANIELE THOMPSON
ALAIN POIRE

Les malheurs d'un ourson racontés par deux enfants

David : Dans ce film, il n'arrive que des malheurs.

Auréli : Plein de malheurs.

D. : des pierres tombent sur la mère ours.

A. : Mais non, c'est le père, il est balourd, il a de gros poils, les femmes ont moins de poils.

D. : Bon, alors l'ourson s'en va pour aller chercher son père adoptif.

A. : Je crois plutôt que c'est sa mère adoptive.

D. : Son père adoptif. Le gros ours est blessé, le petit ours vient lui lécher le sang.

A. : Pour qu'il devienne son papa.

D. : Le petit ours est prisonnier, les chasseurs se moquent de lui.

A. : Le chien du chasseur est tué, il a l'estomac tout sorti.

D. : Un kilo de sang sort de son ventre, on lui tire dessus.

A. : Pour lui éviter de souffrir.

D. : Après, le père adoptif fait peur au chasseur en criant.

A. : Et on lui montrant les dents.

D. : Le chasseur dit pitié ! pitié ! Il est sauvé. Le jaguar attaque le petit ours, mais il n'y arrive pas, il le griffe seulement, et le gros ours le lèche.

A. : Pour le remercier de l'avoir léché avant.

D. : Puis ils vont dans leur camp, où il neige, et ils s'endorment en attendant le printemps.

● De la vraie nature du héros.

A. : Un ours, c'est un gros monstre poilu, tout poilu, avec des ongles énormes et un gros museau. Un ours, c'est plus gros qu'un gros singe, ça court très vite, ça fait surtout beaucoup de bruit. Adopté, un ours devient plutôt sympathique.

D. : Les ours, dans le film, je les trouve un peu trop bruyants. Mais les chasseurs, je les trouve vraiment moches.

A. : Trop méchants, parce qu'ils tuent les animaux. Mais à la fin ils deviennent gentils parce qu'ils ont compris que c'est aussi une vie, la vie d'un ours.

● Eux et nous.

A. : Les ours ressemblent aux hommes parce qu'ils se mettent debout.

D. : On pourrait presque penser que ce sont des hommes.

A. : En tout cas, c'est différent des dessins animés comme le *Livre de la jungle*. Il y a plus de couleurs, ça bouge un peu moins vite, on meurt de peur.

D. : Et si n'arrive que des malheurs. Je crois que le monstre qui a filmé a été triste quand la maman ours est morte.

A. : Mais il ne faut pas qu'elle soit morte ! Tuer des ours pour faire un film serait vraiment idiot, mieux vaudrait ne pas faire de film.

AURÉLIA GRÉGOIRE et DAVID AZIZA (9 ans).

CINÉMA

Polémique autour
Autopsie

Cinq millions de spectateurs : si tout le monde reconnaît que le Grand Bleu est un succès en France, certains se réjouissent presque de son échec aux États-Unis. Luc Besson sort de sa réserve et mène la contre-attaque, épaulé par son producteur, directeur général de la Gaumont, Patrice Ledoux.

La presse, et plus particulièrement la presse spécialisée, qui, dans son ensemble, avait peu apprécié le Grand Bleu, le dernier film de Luc Besson, profite des difficultés d'exploitation du film sur certains marchés étrangers pour se réjouir des difficultés d'un metteur en scène dont le succès en France agio. Il n'y a pas vraiment de quoi.

La semaine dernière, le Grand Bleu a passé le cap des cinq millions d'entrées en France pour sa vingt-deuxième semaine d'exploitation en première exclusivité. Six mois après sa sortie, il est toujours classé au sixième rang des entrées de la semaine au box-office du Film français. Et ce n'est pas fini : on annonce pour le 11 janvier prochain une nouvelle sortie du Grand Bleu dans une version longue de trois heures — contre deux heures dix minutes dans sa forme actuelle — dans une seule salle à Paris, le Grand Rex, et une tournée en province de cette version. « On a voulu faire quelque chose qui ressemble à une tournée de concerts », explique Luc Besson, les directeurs de salle et le public seront informés très longtemps à l'avance de la présentation du film, qui ne restera à l'affiche qu'une semaine. Une

espèce de sortie « privée » et pas commerciale.

Cette décision devrait satisfaire les spectateurs les plus enthousiastes du Grand Bleu, frustrés ces jours-ci de constater que leur film, s'il n'est pas près de quitter l'affiche, passe de la grande salle des complexes de cinéma à des salles plus modestes aux écrans plus petits. Ces spectateurs-là sont légion. Un exploitant de Bordeaux signalait, il y a quelques jours, qu'un spectateur assistait pour la dix-septième fois à la projection du film.

A Paris, selon Philippe Hellmann, PDG du Rex, « un spectateur qui avait déjà vu le film onze fois s'est plaint qu'il ne soit plus projeté que dans une salle normale sur un écran normal ». Il faut dire que le président de la plus grande multisalle de Paris n'avait pas lésiné sur les moyens mis en œuvre pour la projection du Grand Bleu : « J'ai investi 1,5 million de francs dans la conception et la réalisation d'un écran géant baptisé « grand large », appellation contrôlée désormais. La mise en place de ce dispositif m'a obligé à fermer la mezzanine et à supprimer des fauteuils à l'orchestre. Sur les 2 800 places habituelles du Grand Rex, j'en ai donc perdu 1 200 ».

Une avalanche de records

Un choix que Philippe Hellmann ne regrette pas. Le Grand Bleu détient désormais le record de durée dans la grande salle du Rex avec vingt-deux semaines d'exploitation. Il n'a pas battu pour autant le record d'entrées de la salle : 270 000 contre les 500 000 du Livre de la jungle, des studios Disney. En revanche, la liste des records battus en province serait trop longue à énumérer. Retenons que le film a dépassé ou dépassera les 100 000 entrées à Bordeaux, à Lyon et à Marseille.



PATRICK CAMERON/NOVA

Tandis que s'accumulent dans les bureaux des Films du loup — la maison de production de Luc Besson — les sacs postaux bourrés de lettres de fans et des dernières rédactions des classes primaires et secondaires consacrées au Grand Bleu, un petit dossier grossit sur un coin de table, celui des articles relatant l'échec américain du Big Blue.

Le film est sorti le 19 août dernier aux États-Unis sur 967 écrans couvrant tout le territoire, ce qui est rarissime pour un film français. Sa recette brute de 1,6 million de dollars le premier week-end ne lui a pas permis d'apparaître au Top 10 du box-office américain, et il a disparu des écrans après quatre semaines d'exploitation. L'échec est incontestable. Mais il vaut la peine qu'on s'y arrête un instant.

« Un nouveau distributeur américain, Weintraub, venu de la production, a acheté le film avant même sa sortie en France, se souvient Luc Besson. Il nous a proposé le tirage de 1 000 copies, une campagne de promotion de 6 millions de dollars et l'achat du film pour 5 millions de dollars (soit 30 millions de francs environ). Nous étions flattés que de « gros Américains, avec de gros cigares,

aiment un film européen, méditerranéen même. J'ai même accepté, pour satisfaire aux critères en vigueur aux États-Unis, de couper quelques scènes afin de ramener le film de deux heures dix à une heure cinquante-huit. Ce n'était pas un rendement car, avec le recul, j'avais senti moi-même la nécessité de réserver quelques scènes.

Pourtant, petit à petit, j'ai reçu des informations du distributeur indiquant qu'il essayait telle ou telle modification du montage, puis une autre musique, mais l'on m'assurait que rien ne serait fait sans mon accord. Quand je suis arrivé à New-York pour la promotion du film qui devait durer vingt-quatre jours dans vingt-deux villes, j'ai assisté à une séance-test où l'on a projeté la nouvelle version et je me suis aperçu tout à coup que la musique était entièrement différente et signée Bill Conti [Rocky], qui l'avait manifestement écrite par-dessus la jambe, qu'on avait découpé certaines scènes. Surtout, on avait changé la fin du film pour un happy end réalisé avec des plans truqués tirés du matériel qu'on avait expédié pour le montage de la bande-annonce.

« Très honnêtement, je ne reconnais pas le Grand Bleu.

du Grand Bleu
d'un succès

Tel qu'il est, c'est un film au fil du rasoir, un film fragile qui repose sur des petites choses, des attitudes, une ambiance, un rapport mystérieux des images et de la musique. Bref, c'est un film à deux doigts de ne pas passer. Les Américains ont coupé ces deux doigts. J'ai annulé toute la promotion et je suis rentré chez moi. Aujourd'hui, je pense que je n'ai pas été assez méchant, mais je n'ai pas voulu ruiner la campagne de distribution et faire un grand scandale.

L'obligation d'attaquer les marchés étrangers

Weintraub nous a mis le marché en main, explique Patrice Ledoux, jeune directeur général de Gaumont. « Il a quasiment trois ans — et producteur du Grand Bleu. Si vous refusez que l'on sorte 1 000 copies et que nous y apportions certaines modifications, nous ne vous payons pas les 5 millions de dollars promis. Choisissez. Nous avons choisi. Il faut savoir que c'est grâce à la vente aux États-Unis que nous gagnons de l'argent à terme, quel que soit le succès du film en France et ailleurs. On ne peut tout de même pas recevoir plus de 3 milliards de centimes et exiger qu'ils ne touchent à rien... » Luc Besson était bien obligé de se rendre à cette évidence.

Le Grand Bleu a coûté très cher : 78 millions de francs. Selon Patrice Ledoux, le chiffre d'affaires du film en distribution en France devrait tourner autour de 50 à 55 millions de francs. Une fois déduits les commissions des distributeurs et les frais de sortie (6,5 millions de francs), Gaumont devrait retrouver moins de 40 millions de francs. « Certes, dit le producteur, nous vendrons le Grand Bleu à la télévision et à Canal Plus mais nous avons absolument besoin de l'étranger. D'autant que la sortie japonaise, parfaitement

réalisée, dans la version originale, a coûté 1,5 million de dollars et n'en a rapporté que 500 000 malgré un bon accueil de la critique. En Allemagne fédérale, nous avons tout juste amorti la sortie. Mais ça se passe très bien en Suisse, où le film a battu le précédent record de Crocodile Dundee.

Pour la distribution en dehors des États-Unis, Gaumont a signé un accord valable dans le monde entier avec la 20th Century Fox.

« Nous leur avons demandé une commission très basse, explique Patrice Ledoux. Si l'on croit vraiment au succès d'un film, il ne faut pas prendre trop d'argent au départ et obtenir une plus grande part des recettes. Jusqu'à présent, ma stratégie a plutôt été un échec. Mais il reste encore beaucoup de pays. On va voir. D'ici un an, le Grand Bleu sortira pratiquement dans tous les pays, c'est l'avantage de travailler avec la Fox, qui a des bureaux partout dans le monde. Avec le même accord, le film de Jean-Jacques Beineix, 37,2 le matin, a été un gros succès.

Quoi qu'il arrive désormais, le directeur général de Gaumont a partie liée avec Luc Besson. Un lien basé sur la confiance. Il a déjà signé les trois prochains films du jeune cinéaste : Atlantis, un film documentaire sur les fonds marins (quatorze mois de tournage sur tous les océans) réalisé sous la direction de Luc Besson mais pas directement par lui, Nikita, un « petit » film d'action — petit par son budget et non par son ambition — dont le script sera achevé ces jours-ci et Zeligman Bleras, une superproduction d'au moins 100 millions de francs qui, plus que d'hasardeuses spéculations, atteste bien de la solidité de l'entente entre le plus important producteur français et son réalisateur aujourd'hui le plus populaire.

OLIVIER SCHMITT.

« L'ours », de Jean-Jacques Annaud

Un son plus vrai que le vrai

(Suite de la page 19.)

Ces ours-là au demeurant « parlent » beaucoup. Et soufflent, couinent en rêvant, soufflent de gros soupis entre leurs dents, halètent comme des asthmatiques, la plante de leurs pattes fait vibrer le sol comme une timbale, leur colère grandissante ébranle ciel et terre comme la crue d'un torrent. « Comme ils sont bruyants », disent les petits enfants. C'est que l'effet de proximité, l'illusion que l'on garde longtemps d'avoir ausculté la vie animale au stéthoscope, d'être « entré dedans », de s'être fait ours en quelque sorte, sont moins provoqués, curieusement, par la matérialité de l'image que par l'hyperréalisme tout à fait inhabituel de la bande-son. Et si ce son fait peur, s'il fait « vrai », c'est sans doute qu'il ne doit rien — ou si peu — à la réalité.

Pas un centimètre de son direct : de cette clause sans précédent pour un film tourné en décors naturels, tout le reste a été décollé. Avec l'obligation pour le « designer son », Laurent Quaglio, de « bidouiller à partir de la réalité ».

Oh, du son direct, il y en avait : toutes ces prises rapportées d'Autriche et d'Italie par François Musy. Pourquoi ne pas les utiliser ? Parce que chaque bruit d'ours était couvert par les injonctions hurleuses des dresseurs — ils ne se quittent jamais. La récolte comprenait pourtant quelques échantillons, que Laurent Quaglio a « sélectionnés et classés par ordre de signification ». Las ! La totalité de son enregistré « étaient loin de pouvoir exprimer toutes les émotions » voulues par Annaud.

Car c'est bien d'émotions qu'il s'agitait et non de zoologie, faut-il le préciser ? Un ornithologue s'est déjà étonné d'avoir reconnu dans le film le cri d'un grand-duc à plus de 600 mètres d'altitude, hauteur où ces oiseaux ne se risquent jamais. Je ne travaille heureusement pas pour ces gens-là, dit Jean-Jacques Annaud. L'Ours est filmé « dans » les animaux par une caméra placée souvent à 20 centimètres. Par homogénéité avec l'image, le son devait être « mis au plan » et rapproché également par un authentique traite-

ment stéréophonique (1). Le but recherché est l'identification à l'animal. Mais il est plus difficile de s'identifier à un ours qu'à Lauren Bacall.

Reconstituer, soit. Mais sur quel modèle, et avec quoi ? Pour le modèle, le patron allait se dévouer. C'est qu'il avait vécu un an « avec ses bêtes ». A l'intention de Laurent Quaglio qui n'en a pas perdu un décibel, il a littéralement fait l'ours pour avoir du son.

Il ne s'agissait plus, à ce stade, d'échantillons mais d'une vraie participation vocale en mal d'interprètes. Qu'à cela ne tienne : un auditorium a été installé au zoo de Vincennes. A proximité des cages ? Dedans. Et les ours n'étaient pas toujours en voix ni toujours inspirés, il a fallu les exciter, isoler les mâles en rut des femelles, recueillir au péril de ses avant-bras leurs réclamations

exaspérées. Un secret : le long, monstrueux grognement balulé par lequel le kodiak Bart met ses ennemis en déroute n'a pas son équivalent dans la réalité. Le timbre y est. Mais, pour la durée, Quaglio l'a mis en boucle, comme un bon vieux temps de la musique concrète.

Après son séjour à Vincennes, ce n'était plus d'un catalogue dont ce dernier disposait mais d'un Larousse en dix volumes de sous d'ours. Il ne lui restait plus, en bon documentariste, qu'à stocker ces informations sur un ordinateur pour en « jouer » selon les besoins de l'image et au plus près de la « pré-maquette » chantée par Annaud. A ce stade non plus, aucun luxe n'était interdit. « Nous avons procédé comme si nous enregistrions un récital d'Yves Montand : une bande de direct ; une bande de doublage. Nous avons réalisé deux bandes-

son pour le gros ours, et deux pour l'oursin.

Restait la musique. Signée Philippe Sarde, très synthétique (bien qu'enregistrée officiellement par la London Philharmonic), resuscitée par le génie de Tchakovsky, elle est le seul ingrédient du produit Ours qui ne suscite ni émerveillement ni curiosité. « Elle est là, selon Jean-Jacques Annaud (et beaucoup moins là qu'elle aurait pu l'être : il en a beaucoup coupé) pour permettre aux gens de se laisser aller par moments à leurs émotions ». Soit.

ANNE REY.

(1) Le film sort essentiellement en copies 35 mm et son Dolby-stéréo. Mais également en 70 mm et son stéréo spatialisé dans sept salles parisiennes : Forum-Horizon, Gaumont-Opéra, Bretagne, Gaumont-Ambassade, Paramount-Lyriques, Max-Linder, Gaumont-Aliette, Kinoparc, Gaumont.

Jour d'orage au Tyrol

Le ciel vient de tomber sur le tête des cent vingt membres de l'équipe de L'ours. Les canions, les 4x4, les remorques portant les cages des animaux ont rejoint dès l'aube, par des sentiers escarpés et boueux, le lieu de tournage. C'est un valon sauvage où cascade un torrent. Dans ce vaste paysage du Tyrol autrichien, il s'agit de filmer une idyllique partie de pêche avec les deux stars du film, l'oursin brun la Douce et le gigantesque kodiak Bart.

Les truites, pour l'heure, gicotent dans leur vivier. Plusieurs mois auparavant, Jean-Jacques Annaud a commandé à un éleveur en Allemagne trois cents alevins, truites, carpes, ésoignons de taille sorte qu'ils deviendront au jour dit trois cents poissons d'une certaine couleur (mordorée), d'une certaine taille (50 cm), d'un certain poids (4 kg). Les poissons sont là, prêts à jouer le rôle de leur vie : gibier frétilant pour ours gourmands.

C'est alors qu'un orage furieux se déchaine. Il a déjà plu beaucoup, il pleuvra encore sou-

vent durant les seize semaines de tournage, mais un orage pareil, ça ne s'était jamais vu. Pluie en cascade, éclairs fulgurants, coups de tonnerre qui bégayent en rebondissant sur les sommets avoisinants. A deux pas de là, la foudre tombe, et des rangées de sapins s'effondrent comme rasées par les ciseaux fous d'un coiffeur céleste.

Sans être particulièrement anxieux, on est bien forcé de remarquer que la troupe détrempée forme dans son ensemble un tantot paratonnerre. Des fils électrifiés l'enserment, destinés à dissuader les ours de franchir un certain périmètre de sécurité, des parasols (1) à pointe métallique abritent la caméra, bref c'est dangereux.

Personne ne semble s'en aviser. Le chef opérateur Philippe Rousselet s'est couvert la tête d'un sac poubelle enroulé qui lui fait une coiffure style résistance afghane. Et Jean-Jacques Annaud est comme à l'accoutumée d'une élégance militante, genre gentleman-farmer allant

inspecter ses terres en compagnie d'une photographe de Vogue Hommes. Dans son irréprochable tenue waterproof, il travaille.

Les dresseurs hurlent, les ours pêchent, les truites frétilent, l'orage redouble. C'est alors que le producteur exultant, le doux, l'irrésistible Pierre Grunstein intervient et va glisser à l'oreille réassurant du metteur en scène : « Pour être, Jean-Jacques, serait-il bon, en attendant que cela se calme, d'interrompre le tournage ? Nous risquons un accident. »

Annaud s'est fait plus glacial que le torrent. Auréolé d'éclairs il lance : « Je ne force personne à rester. Que ceux qui veulent s'arrêter s'arrêtent. Je resterai seul s'il le faut. » Un coup de tonnerre monstrueux vient ponctuer ses paroles.

L'équipe n'a pas bronché. Moteur ! Les dresseurs hurlent, les ours pêchent, les truites frétilent. Pierre Grunstein soupire et sourit en même temps. Il connaît la réponse...

DANIELE HEYMANN.

JARDIN D'HYVER
THEATRE OUVERT
42 52 59 59

JACQUES BONNAFFE CATHERINE JACOB
PARIS - NORD
Attractions pour races et banquets
Vif, rapide, mordant, let
les spectateurs hurlent
de rire. Le Monde

RENCONTRE FRANCO-SUÉDOISE SUR LA SCÉNOGRAPHIE
ET SA PLACE DANS LA CRÉATION DRAMATIQUE
le mardi 25 octobre de 14 heures à 18 heures
Göran O. Ericsson (Suède), Yannis Kokkis, Claude Lemire,
Jean-Pierre Miquel, Gunilla Palmstierna-Weiss (Suède),
Nicky Rieth, Max Schöndorff, Jacques Voizot.
Débats dirigés par Jacques Bailion.
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS, 11, rue Payenne, 75003 PARIS
42-71-82-20

7 OCTOBRE - 19 NOVEMBRE
André BRASILIER
Galerie Efiene SASSI 14, av. Maignan-75008 PARIS
Galerie Hopkins-Thomas 2, rue de Miromesnil-75008 PARIS
Tél. : 47 23 40 38 Tél. : 42 65 51 05

XXXIII SALON DE MONTROUGE 21 SEPTEMBRE - 26 OCTOBRE
ART CONTEMPORAIN
peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo, etc.
UN PANORAMA DE L'ART CONTEMPORAIN BELGE
et « MONTROUGE-MONTROUGE » - 1920-1960
BEOTHY, BRAM VAN VELDE, DEWASNE, DOISNEAU,
FOUGERON, GALLIEN, HAJDU, LEGER, PAGAVA,
PENALBA, PIGNON, VISEUX, VITULLO
2, av. Emile-Boutroux - 43, av. de la République, 32, r. G.-Péri
et 11, pl. Jules-Ferry - Montrouge - 10/19 h - Tél. 46-54-02-81.

GALERIE CLAUDE BERNARD
7-9, Rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS
Tél. : (1) 43 26 97 07
YURI KUPER
Peintures récentes
21 septembre - 29 octobre

CINEMA

Les Journées du cinéma muet à Pordenone en Italie

La frénésie des origines

Les Journées du cinéma muet de Pordenone, en Italie, ont huit ans. Huit années pour bâtir un succès mondial parrainé par l'American Film Institute qui a créé une banque de données précieuse sur le cinéma des origines.

FELLINI aimerait sûrement : à cause du vieux cinéaste Le Verdi, cinéma à l'ancienne, cinéma chaleureux, qui accueillait quatre cents spécialistes, les trois quarts venus de l'étranger ; à cause de cette petite ville du Frioul, restée si traditionnelle, si provinciale, discrète et pudique.

Tout a commencé vers 1976, après un tremblement de terre qui détruisait la région voisine d'Udine, et d'abord Gemono. On relève aussitôt le défi, des cinéastes créent les archives du film comique (Max Linder, Charlot). Cinq ans plus tard, naissent les premières Journées du cinéma muet à Pordenone, une cité voisine, épargnée par le séisme, avec la collaboration du ciné-club local Cinéma Zéro et, bien sûr, les Amis de Gemono.

On célèbre Max Linder pendant deux jours. En 1984, coup d'éclat avec la redécouverte de Thomas Ince, metteur en scène

américain contemporain de Griffith et de Mack Sennett. La réputation de Pordenone s'affirme, surtout auprès des Américains. 1986 et 1987 consolident cette victoire, avec les Scandinaves, puis Fatty Arbuckle. Pour 1988, l'American Film Institute (AFI), la plus haute instance culturelle aux Etats-Unis en matière de cinéma, patronne pratiquement les Journées, ravivait le festival

en films des années 10. Un livre bilingue (anglais-italien), au titre suggestif *Sulla via de Hollywood* (qu'on pourrait traduire librement : « En route pour Hollywood »), développe, en six cents pages, le trajet complexe de cette plongée dans l'aveuglement. Travaux remarquables (introduit par une longue étude du pionnier italien de la recherche cinématographique, David Turconi), dont on pourrait résumer ainsi l'esprit :

tout existait déjà outre-Atlantique, rien de neuf sous les sunlights, sinon, à l'époque, un extraordinaire goût du risque, qui voit des Français rivaliser aux Etats-Unis mêmes avec les Américains. L'AFI nous explique sa façon de procéder, de progresser, dans la découverte. Patricia Hanson est une des cinq représentantes de l'AFI venues à Pordenone chercher la bonne nouvelle. Documen-

taliste de formation, elle applique à la recherche des méthodes éprouvées : « Dans le catalogue de films américains des années 10, juste achevé, dont nous montrons une photocopie à Pordenone, un maximum d'informations ont été réunies sur tous les films recensés (5 187 au total). Nous nous inspirons d'un principe rigoureux, que je dois peut-être à ma formation de médiéviste : bien distinguer les sources d'époque et des informations ultérieures ; toujours remonter aux termes d'origine et puis compléter. »

Pour organiser cet immense chantier d'informations, une initiative fabuleuse, inimaginable il y a seulement dix ans, est en train de prendre forme : la création d'une banque de données cinématographiques américaines, en liaison avec plusieurs institutions publiques ou privées, qui fonctionnent depuis la fin de 1986. Nom de code : NAMID. « Révé d'une documentation totale, écrit Michael Fricand, de l'AFI, également présent à Pordenone, cartographie globale du cinéma. » Un ordinateur centralise tous les éléments ainsi recueillis sur chaque œuvre. La FIAF (Fédération internationale des archives du film) apporte son expérience, ses découvertes, un commun désir de retrouver le cinéma des origines.

« On ridiculise volontiers les vieux films muets des années 10, explique un critique américain, en les faisant défilier à la mauvaise vitesse. » Ici, à Pordenone, on retrouve (souvent) la bonne vitesse des images, on jouit d'un merveilleux accompagnement musical au piano par un jeune passionné de Trieste, Carlo Moser. Autour, il y a tout ce décor, cette salle, ce climat euphorique. Et pourtant...

Kevin Brownlow, le pionnier de la vague moderne de retour au muet, l'auteur de l'unique *The Parade gone by*, jamais traduit en français, nous sort tout à trac deux petits bouts de film. L'un, original, d'époque, avec cette qualité de lumière tout en nuances, l'autre développé aujourd'hui et ce n'est plus la même chose, la même richesse textuelle. Plus grave encore, Jean Rouch, actuel directeur de la Cinémathèque française, exprimait l'autre jour son angoisse de voir les Japonais transférer leurs films nitrate (le support utilisé jusqu'en 1950, hautement inflammable) sur disques vidéo, avant de les faire disparaître. Pordenone n'a fait que souligner une partie du voile qui masque l'engloutissement encore possible de tout un patrimoine d'origine.

LOUIS MARCORELLES.



Humoresque (1920) de Frank Borzage

Une Atlantide redécouverte

Les années 10 du cinéma américain furent décisives car elles marquent le début de son hégémonie cinématographique. Elles résument aussi à elles seules la mise en place d'un langage qui sera reconduit à Hollywood pendant tout le siècle.

LES années 10 du cinéma américain (ou plutôt les années de 1913 à 1919 comme on les appelle aux Etats-Unis) sont une des périodes les plus floues pour les historiens. Les classiques de Griffith, Naissance d'une nation et Intolérance, les courts métrages de Mack Sennett et de Chaplin, quelques romances avec Mary Pickford, tous films fort justement réputés, dispensent d'aller chercher plus loin. Or il s'agit sans doute de la période décisive où tout s'est joué : pendant que la guerre ravage l'Europe, l'Amérique établit son hégémonie cinématographique. Après le règne artistique des Dancos et celui commercial des Français qui précède 1914, les compagnies américaines qui se transportent de New-York à Hollywood jettent les bases de la concentration économique. Tout ce qui suivra pendant un demi-siècle s'est mis en place pendant ces sept années cruciales.

Le grand mérite des Journées de Pordenone à la suite des travaux d'historiens comme Kevin Brownlow ou William K. Everson n'est pas tant de nous avoir rappelé ce contexte économique et social que de nous avoir montré pour la première fois autant d'œuvres méconnues, voire inconnues. Sur les cinq mille films réalisés pendant cette période, cinq cents existent encore et plus d'une soixantaine, représentant une Atlantide engloutie et soudain redécouverte, ont été projetés pendant une semaine, éclairant d'un jour nouveau tout un pan de l'histoire du cinéma.

Dès 1913 ce qui frappe, avant tout, c'est la complexité d'un langage cinématographique qui sera reconduit grosso modo à Hollywood pendant tout le siècle. Mais avec une rapidité dans l'exécution et souvent une fraîcheur dans l'invention qui surprennent. Si les années 20 offrent nombre de chefs-d'œuvre, elles témoignent néanmoins d'un ralentissement du rythme narratif, d'une complaisance grandissante envers des décors toujours plus somptueux. Ainsi, on peut légitimement préférer à un film de Douglas Fairbanks comme le *Pirate noir*

(1926), une comédie comme *When the clouds roll by* (1919) de Victor Fleming où le comédien nous entraîne dans des aventures étonnantes avec une verve toujours renouvelée. Il incarne l'Américain souriant et conquérant qui s'assigne un but et l'atteint, déjouant les ruses d'un fou qui veut s'emparer de son esprit et gagner, bien sûr, le cœur de la belle. Montage rapide et acrobaties époustouflantes, images surréalistes et vitesse du récit : on comprend l'enthousiasme des Soviétiques, Eisenstein en tête, qui invitèrent Fairbanks à Moscou.

Mais les cinéastes russes révolutionnaires savaient reconnaître aussi dans ce cinéma américain un précurseur de leurs préoccupations politiques. Avoient-ils vu *Traffic in souls* (1913) de George Loane Tucker, disparu en 1921 à l'âge de quarante ans et qui, avec un réalisme saisissant, dénonce la traite des Blanches qui sévissait alors à New-York où des milliers de femmes disparaissent chaque année ? Ancêtre du film social américain, *Traffic d'âmes* superpose l'analyse d'une société mondaine éprise d'œuvres de bienfaisance qui servent de couverture au trafic des corps et celle du milieu et de la délinquance. Ce cinéma, réalisé et produit par des hommes d'origine modeste pour des spectateurs le plus souvent ouvriers et qui côtoyaient la misère, frappe encore aujourd'hui par sa vérité et le caractère impitoyable de sa peinture de mœurs.

Avec les cadets de Griffith

Si Griffith reste pour tout le pire fondateur à qui l'on doit beaucoup, il est tout aussi évident que, pendant ces années charnières, sa suprématie est battue en brèche et que ses cadets rivalisent avec lui dans la direction d'acteurs, le sens du montage quand ils ne le dépassent pas à l'occasion par la modernité de leur regard sur le monde. Ce qu'il avait mis en branle dans ses courts métrages de la compagnie Biograph (1908-1912), un véritable éventail des genres cinématographiques, allait s'accomplir dans son sillage. Dans *Suspense* (1913) de Philippe Smalley, l'art du suspense à la Griffith et à la... Hitchcock s'impose avec fulgurance.

Une femme avec son enfant dans une maison isolée, le mari à son lieu de travail, un cambrioleur qui rôde et s'introduit par effraction. Gros plan, plongée, montage parallèle, profondeur de champ, écran divisé en trois :

en treize minutes un film anthropologique. Avec *The Dark Mirror* (1920), Charles Giblin crée la matrice du film noir. Un psychanalyste tente d'expliquer les rêves de sa patiente.

Frank Borzage, peut-être le plus grand auteur de mélodrames de l'histoire du cinéma, offre les prémices de son génie avec *Humoresque* (1920). Il y fait succéder au réalisme poétique du ghetto juif de New-York le destin pathétique d'un jeune violoniste qui perd à la guerre l'usage de son bras. Le western, enfin, est illustré comme il se doit par John Ford. Ses trente premiers films sort d'ailleurs des westerns et presque tous disparus.

Retrouvé miraculeusement soixante-dix ans après son tournage à la Cinémathèque de Prague, *Hall bent* (1918) est du Ford quintessencié : une idée par plan, un sens de l'espace où une tempête de sable dans le désert recouvre hommes et bêtes, une manière de détourner les situations dramatiques vers l'humour, une direction d'acteurs d'un naturel confondant. Un homme monte à cheval au premier étage d'un hôtel-salon pour y déloger de sa chambre un client qui deviendra son meilleur ami. A partir de là, tout peut arriver...

Il revenait enfin à Pordenone de présenter huit films de Maurice Tourneur (l'essentiel de son œuvre muette) considéré, en son temps, comme l'égal des plus grands : Thomas Ince, De Mille ou Griffith.

Ce Français, élève de Rodin et de Puvis de Chavannes, arrivé en Amérique dès 1914, allait devenir le maître d'un cinéma pictural, raffiné, soucieux de composition plastique et précurseur de Joseph von Sternberg qu'il adapte Conrad (*Une victoire*), ou Fenimore Cooper (*Le Dernier des Mohicans*, peut-être son chef-d'œuvre), qu'il joue le registre de la comédie (*The Whistling ring*), du burlesque (*A girl's jolly*, où le cinéma se moque de lui-même), ou de la ténacité (*Il Disseau bleu* d'après Maeterlinck). Tourneur témoigne toujours d'un sens esthétique aigu, d'une volonté de jouer des rapports entre théâtre et cinéma.

A contre-courant d'un cinéma narratif fondé sur l'action qui allait dominer, ouvertement hostile aux nouvelles méthodes de production qui normalisaient la création, Tourneur était voué à disparaître du paysage américain et à revenir en Europe, ce qu'il fit au milieu des années 20. A bien des égards, son œuvre est un des grands témoignages de cette époque glorieuse et son antithèse.

MICHEL CIMENT.

"UNE DATE DANS L'HISTOIRE DU CINEMA"

PREMIERE

"APRES 1h 36 mn DE BONHEUR, VOUS REPRENDREZ LA FILE D'ATTENTE POUR SAVOURER LE FILM UNE DEUXIEME FOIS"

L'EXPRESS

"UN FILM HILARANT ET ESPIEGLE"

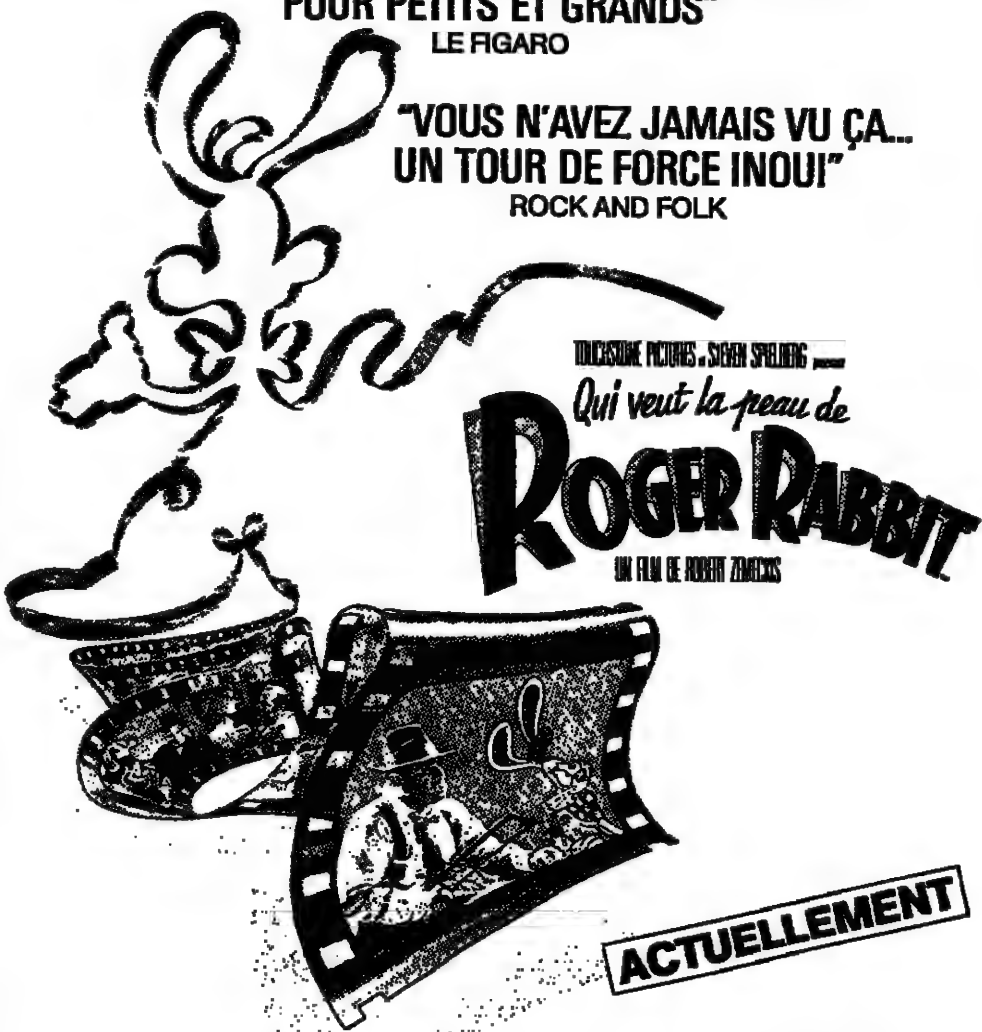
LE NOUVEL OBSERVATEUR

"ROGER RABBIT EST UN SOMPTUEUX JOUET POUR PETITS ET GRANDS"

LE FIGARO

"VOUS N'AVEZ JAMAIS VU ÇA... UN TOUR DE FORCE INOUI"

ROCK AND FOLK



TOUCHSTONE PICTURES • STEVEN SPIELBERG • ROBERT ZEMECKIS • BOB WEISS • CHRISTOPHER LLOYD
"QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT" (VOIX FRANÇAISES) ROBERT ZEMECKIS CHARLES FLEISCHER STUBBY KAYE • JOHANNA CASSIDY • SALVATORE SCARLETTA PRODUITS PAR
MICHAEL WILLIAMS • ALAN SILVERSTEIN • ARTHUR SCHMIDT • DEAN-EMERY, A.S.C. • STEVEN SPIELBERG KATHLEEN KENNEDY
Le film est basé sur le livre de GARY K. HOLE • JEFFREY PRICE & PETER SHAMAM • ROBERT WATTS • FRANK MARSHALL • ROBERT ZEMECKIS

TOUCHSTONE PICTURES

ARTS

Une nouvelle directrice au Musée d'art moderne de Paris

Suzanne Pagé choisit l'offensive européenne

Créé en 1937 en symétrie du Musée national d'art moderne, au palais de Tokyo, le Musée d'art moderne de la Ville de Paris a été ouvert en 1961. Suzanne Pagé, qui y dirigeait l'ARC, le secteur de pointe de la maison, depuis 1973, en est désormais la quatrième conservateur en chef. Sa nomination récente laisse présager de vastes remaniements. Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, elle nous en indique les grandes lignes.

« Bien que votre nomination à la tête du Musée d'art moderne soit récente, vous connaissez bien la maison, et je suppose que vous vous êtes déjà fixé des objectifs.

— Oui, donner au musée une image spécifique. Dans le contexte concurrentiel d'aujourd'hui, c'est indispensable, presque une question de survie. Il faut être différent, se démarquer des autres musées d'art moderne, en particulier du musée national. Quel intérêt y aurait-il en effet à faire en second ce qui ailleurs se fait très bien ?

— Cette image spécifique, comment allez-vous la construire ?

— En tenant compte de l'architecture du musée, celle de 1937, qui a un style, et des collections. Ces collections sont limitées, mais extrêmement intéressantes. Elles ont été faites avant tout de dons et de legs de collectionneurs parisiens — Girardin notamment — et reflètent dans l'ensemble un certain goût français d'avant-guerre excluant tout radicalisme, faisant l'impasse sur dada, l'abstraction et même le surréalisme. Mais elles comportent un noyau de belles œuvres fauves et cubistes et des ensembles de la première moitié du siècle, au moment où Paris était une plate-forme internationale, c'est-à-dire largement européenne. Ces données obligent à une vocation internationale que je souhaite en priorité européenne, pour ne pas redoubler, sur le mode mineur, la vocation universelle de Beaubourg. Mon idée, c'est donc de mener une offensive européenne, en cherchant une logique entre les collections et les expositions.

— Vous allez modifier la présentation des collections ?

— Il faut des partis pris : élaguer, dégager les points forts, les développer si possible par des acquisitions, ou des mises en dépôt, proposer aux visiteurs des ensembles limités mais importants, en qualité et éventuellement en quantité.

— Quelles expositions entrent dans votre perspective ?

— L'exposition Fautrier du printemps prochain en est une. Elle est logique par rapport à la collection, qui comporte une quinzaine d'œuvres de l'artiste. C'est un peintre français dont la destinée internationale devrait être encore plus évidente qu'elle n'est. Souligner l'importance de certaines figures nationales, sans pour autant tomber dans le chauvinisme, relève pour moi d'une sorte d'obligation morale. Mais je ne m'en tiendrai pas aux seuls artistes présents dans la collection, qui comporte trop de lacunes.

— Des achats n'ont pas permis de combler certaines lacunes ?

— Pas systématiquement. Était-ce possible ? Le musée pendant longtemps n'a pu bénéficier de l'avis d'une commission d'achats réellement professionnelle. De plus le budget qui lui était dévolu était extrêmement modeste. En 1986, la situation a beaucoup changé. Une nouvelle commission a été créée, un budget conséquent de l'ordre de 4,5 millions de francs lui a été accordé, et bien qu'elle s'occupe de l'ensemble des musées de la Ville,

elle a permis des choix plus concertés pour l'art moderne et contemporain. Idéalement, bien sûr, il faudrait une commission spécialisée qui permettrait de véritablement saisir les occasions, en particulier d'acheter dans le cadre privilégié des expositions que nous organisons.

— Quels sont vos projets à plus long terme ?

— Au cours de l'hiver 1989-1990, nous exposerons Sophie Taeuber et Kupka. La rétrospective était prévue pour cette année mais elle a dû être reportée. On ne pouvait pas la faire sans les prêts de Prague. L'obtention de prêts

— Quels sont vos projets dans le domaine très contemporain ?

— On continue le principe de l'ARC en proposant l'actualité nationale et internationale à chaud, et en faisant alterner, là encore, les expositions monographiques d'artistes connus et moins connus et les expositions thématiques.

actuellement le cas avec les Di Rosa, servirait de propédeutique au musée et à l'art moderne et contemporain. Organiser des expositions à l'intention des enfants me paraît moins important que de leur fournir des moyens leur permettant d'accéder à une expérience esthétique véritable.

Retrouver l'architecture d'origine

— A propos de l'image du musée, vous avez parlé de l'architecture de 1937. Avez-vous des projets de réaménagement ?

— Les salles de la collection permanente qui se trouvent au niveau de ce que nous appelons le rez-de-chaussée bas (par rapport au rez-de-chaussée haut, celui des galeries d'expositions temporaires) ont récemment été refaites de façon à restituer les espaces et la lumière d'origine. C'est très bien. Je voudrais que l'ensemble du musée puisse retrouver ces données d'origine dont on n'a jamais complètement tiré parti, notamment l'éclairage naturel proposé presque partout.

— Depuis l'ouverture du musée, son architecture n'a cessé d'être camouflée. Les fenêtres et les verrières ont été occultées, les espaces redécouverts, la circulation et les escaliers modifiés. Et ce qui a pu paraître le comble de la modernité en matière de muséographie, les salles ont été équipées afin de maîtriser l'éclairage par un dispositif artificiel, et de rendre les espaces mobiles — cela d'ailleurs n'a jamais servi. On ne peut bien sûr plus envisager de tout refaire à l'identique : certaines verrières par exemple sont irréversibles, mais on peut faire sauter des cloisons, dégager les fenêtres et restituer les escaliers, par exemple dans la galerie Wilson.

— Cela suppose un certain budget. La Ville de Paris est-elle partante ?

— La direction des affaires culturelles de la Ville vient de donner son accord pour l'étude d'un programme très ambitieux permettant de restituer l'architecture d'origine tout en dotant le musée d'un équipement modernisé. Dès maintenant des travaux légers vont être réalisés dans l'entrée. Un programmeur doit être engagé en janvier pour coordonner l'ensemble des travaux jusqu'à dans les espaces nouveaux récupérés sous le parvis, où se trouvent des salles qui n'ont jamais été exploitées.

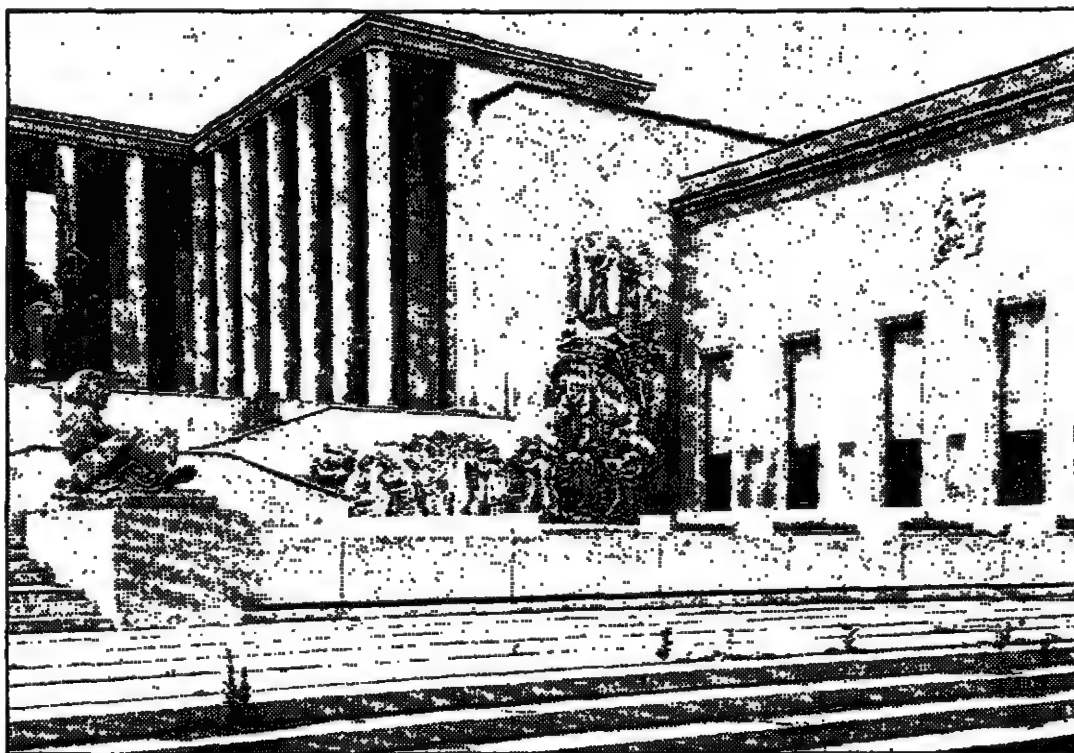
— Qu'allez-vous faire dans l'entrée ?

— Faire le vide, que les gens soient touchés quand ils entrent au musée. Actuellement tout ce mélange de matériaux, ce sol métro, ces comptoirs lui donnent l'air d'un espace d'hôtel, prolonge la rue dans le musée. Le musée est un lieu radicalement différent de la rue.

— Vous penchez très nettement pour la définition du musée comme temple plutôt que forum...

— C'est un vieux débat ! Je préfère simplement rappeler que le musée est le lieu privilégié de l'expression de l'art, et qu'il n'a aucune équivalence dans l'expérience quotidienne. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, dans une civilisation où tout est médiatisé, c'est le seul lieu où l'on a un contact vrai avec du réel, avec des objets, avec un maximum de réel possible. C'est le lieu du singulier, du rare, du difficile, de l'inconfort de l'esprit. Surtout s'il est moderne, le musée a une fonction d'interrogation fondamentale. On n'en sort pas, on ne doit pas en sortir indemne. A nous de préserver la potentialité d'ébranlement de l'œuvre d'art, de conférer à celle-ci un maximum de présence, de permettre le coup de foudre, la révélation. Il faut rendre le musée accessible et en même temps préserver l'inaccessibilité de l'art — il faut mériter l'art. Faire attention à l'excès d'ouverture, à l'effet loisir ou promenade et poser le musée comme lieu de tous les luxes et de tous les inconforts.

Propos recueillis par GENEVIÈVE BREFFETTE.



Le Musée d'art moderne.

— Le musée n'a-t-il pas profité des expositions qui ont eu lieu à l'ARC ?

— Non. Il n'a pas pu garder, à temps, la trace des « premières » qui ont eu lieu à l'ARC, comme les expositions, « Support-Surface », « Arte Povera »... Ni des biennales. Il va falloir essayer de « rattraper ». Mais on se trouve aujourd'hui confronté à une inflation folle qui oblige à des choix très serrés. Pour ce qui est des très jeunes artistes, la réponse n'est pas simple. Le musée, tout en ayant une responsabilité à l'égard de la création, doit prendre des risques calculés — en matière d'art contemporain, on prend plus de risques à ne pas en prendre. Et je réfléchis actuellement à une solution de type « période probatoire » pour l'achat d'œuvres de très jeunes artistes.

Fautrier, Kupka, Sophie Taeuber et les autres

— Vous annoncez une exposition Fautrier au printemps 1989. A propos de 89, allez-vous célébrer le bicentenaire de la Révolution ?

— Oui.

— Comment ?

— Top secret. Je peux juste dire qu'il y aura pendant l'été une manifestation globale dans l'ensemble du musée et qu'une œuvre de Nam June Paik commandée par la Ville dans la perspective du bicentenaire sera présentée dans la salle Duffy pour laquelle elle a été conçue. Elle s'appelle *La Fête électronique*.

est aujourd'hui une des données déterminantes de la programmation des expositions — qui se font de moins en moins dans l'idéal. Parce que les projets tant soit peu ambitieux se heurtent aux budgets affolants qui n'ont plus rien à voir avec ceux d'il y a dix ou vingt ans, surtout si l'on ne dispose pas d'une collection gigantesque comme monnaie d'échange.

— Nous ferons donc Kupka, qui est, comme Fautrier, une grande figure dont le destin est lié à Paris et qu'il est bon de montrer largement, ce qui n'a pas été fait depuis longtemps. Et Giacometti. Nous présenterons ces grands figures européennes en alternance avec des profils plus discrets qui méritent d'être redécouverts : pour rester dans le contexte franco-tchèque, je pense à Sima. C'est aussi le cas de Sophie Taeuber. Outre les monographies, nous proposerons des expositions-dossiers autour d'œuvres des collections — il y en aura un autour de la *Danse* de Matisse, à l'occasion de sa restauration, — et des expositions panoramiques présentant des scènes européennes sous des angles méconnus ou inattendus : la scène belge, la scène allemande... Ces expositions feront l'objet d'une programmation globale, c'est-à-dire que les deux départements, historique et contemporain, du musée y seront associés.

— Dans le genre panoramique nous allons aussi montrer la collection Panza di Biunno. Et l'envisage des manifestations d'esprit plus critique, comme une relecture de l'école de Paris.

— J'organise le musée autour de trois départements : un département historique, un département contemporain et le service éducatif. Chacun d'eux aura ses responsables : Juliette Laffont et Béatrice Parent pour le contemporain, Danièle Molinari pour l'historique, Catherine Huber pour le service éducatif. J'ai l'intime conviction qu'un musée historique comme le nôtre a tout à gagner à se penser à partir du contemporain.

— D'après ce que vous avez dit à propos de la programmation, l'ARC cesse d'être un département autonome...

— Je préfère l'idée d'un « lieu pour les enfants » à celle d'un « musée des enfants ». Ce lieu, où les enfants pourraient rencontrer et travailler avec des artistes qui le concevraient, comme c'est

■ PROSCENIUM ■
35, rue de Selna, 75006 Paris
43.54.92.01

Jean COCTEAU

DERNIÈRE DIMANCHE 23

PHILIPPE ADRIEN
DRAMES DE LA VIE COURANTE

cam
THEATRE DE la Tempête

FIAC88
22/30 OCTOBRE
PARIS GRAND PALAIS

Tous les jours de 12 h à 19 h 30
Samedi, Dimanche 10 h à 19 h 30
Nocturne Jeudi 27 de 12 h à 23 h

Renaud : mes 4 vérités.

Renaud, le poète de la rue raconte. Ses contradictions : difficile de faire sa pub quand on vomit la pub. Ses questions : son pouvoir sur scène. Entre engagement et manipulation, la frontière est souvent fragile. Ses secrets : comment il compose ses chansons, la mort des « potes » : Coluche, Desproges et la sienne. Ses prises de position : Pauwels, le PC, Mitterrand. Dans le même numéro, Télérama vous présente le nouveau film spectaculaire de Jean-Jacques Annaud. Wajda, Herzog, Comencini, Godard, Lynch, des cinéastes étrangers posent leur regard sur les Français.

Télérama : l'intelligence des plaisirs.
Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

MUSEE MARMOTTAN
2, rue Louis Boilly, 75016 PARIS - Tél. : 42 24 07 02

HENRI MANGUIN
Le Fauve du Bonheur
jusqu'au 8 janvier 1989

5 DERNIÈRES

THÉÂTRE DE LA BASTILLE 43.57.42.14

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. de 10 h à 18 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.

ALVARO ALTO. Centre d'information C.I.A. Entrée: 22 F. Jusqu'au 23 janvier.

LES CHEMINS DE COMPOSITION. Photographies. Salle d'actualité de la B.P.I. Entrée: 22 F. Jusqu'au 24 octobre.

DIAPLOS: MATIÈRE ET LUMIÈRE. Trois designers pour un médium nouveau. Galerie des brèves du C.C.I. Entrée: 22 F. Jusqu'au 31 octobre.

GERARD GABOUSTY, ERIK BOULATOV. Galerie contemporaine. Entrée: 20 F. Jusqu'au 27 novembre.

PHOTOGRAPHIE FRANÇAISE A NEW YORK EN 1948. Galerie du forum. Entrée: 22 F. Jusqu'au 21 novembre.

SITE ET SABLE. Ateliers des enfants. Entrée: 22 F. Jusqu'au 30 janvier.

STANISLAS VSEI DANS LES LIVRES. Petit foyer. Entrée: 22 F. Jusqu'au 7 novembre.

SHIN TAKAMATSU. Centre d'information C.C.I. Entrée: 22 F. Jusqu'au 31 octobre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Bibliothèque (40-49-48-14). T.l.j. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, ven. de 10 h à 17 h.

L'ÂGE MUR DE CAMILLE CLAUDEL. Exposition d'œuvres. Entrée: 22 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 janvier.

L'ARCHITECTURE HOSPITALIÈRE AU XIX^e SIÈCLE, L'EXEMPLE PARISIEN. Exposition d'œuvres. Entrée: 22 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

CEZANNE. Les années de jeunesse 1872-1877. Entrée: 30 F. Jusqu'au 31 décembre.

DESSINS D'ALEXANDRE HESSE. Photographies des œuvres. Exposition d'œuvres. Entrée: 22 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

L'ENFANT ET L'IMAGE AU XIX^e SIÈCLE. Exposition d'œuvres. Entrée: 22 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 janvier.

RUES ET CANAUX DE VENISE - LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA. Photographies des œuvres. Exposition d'œuvres. Entrée: 22 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-37). T.l.j. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 17 h.

SIGMAR POLKE. Entrée: 15 F. Du 20 octobre au 31 décembre.

VIVIAN DE ROSA. Musée des Enfants. Entrée: 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

SPLENDEUR ET MISÈRE DU CORPS. 1968-1988. N.A.M. Entrée: 15 F. Du 20 octobre au 31 décembre.

ALICE SPRINGS. N.A.M. Entrée: 15 F. Du 20 octobre au 31 décembre.

Grand Palais

Av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower.

VICEDIA DA SILVA. (42-89-54-10). T.l.j. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 17 h.

22 h. Entrée: 25 F. (16 F. le sam.). Jusqu'au 21 novembre.

PIAC. (42-25-90-00). T.l.j. de 12 h à 19 h, sam. et dim. de 10 h à 19 h, ven. de 10 h à 17 h.

27 jusqu'à 23 h. Entrée: 40 F. Du 22 octobre au 30 octobre.

GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI. Balcons. T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée: 30 F. Jusqu'au 30 octobre.

MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (42-86-51-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 17 h.

19 h. Entrée: 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

SEICENTO. La scène de Caravage dans les collections françaises. Galerie nationale. (42-56-09-24). T.l.j. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 17 h.

28 F. Jusqu'au 31 janvier.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Leprieux (46-42-13-13). Mer. ven. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 12 h à 20 h.

LE CUIR TOUJOURS. Espace Marie Curie. Entrée: 30 F. (Châ. pass.). Jusqu'au 4 janvier.

LA VIGNE ET LE VIN. Espace Diderot. Entrée: 30 F. (Châ. pass.). Jusqu'au 30 janvier.

Musées

1918. L'ANNÉE DE L'ARMISTICE. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 17 h.

13 h à 18 h. Entrée: 10 F. (gratuit dim.). Jusqu'au 31 décembre.

LES ANNÉES U.A.M. L'Union des artistes modernes 1929-1988. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 17 h.

18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 29 janvier.

BOUCHERON. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (42-89-04-91). T.l.j. de 11 h à 18 h, mer. de 13 h à 18 h, nocturne mer. jusqu'à 23 h.

Entrée: 35 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CHAT NOIR. Musée de Montmartre, 12, rue Corot (46-06-41-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 19 h.

Entrée: 18 F. Jusqu'au 11 novembre.

COULEURS DU TEMPS. Photographies aéropographiques et astrophotiques prises par E. Clesse. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 17 h.

16 F. Jusqu'au 27 février.

D'ANOUËT A GONDAU. Monnaies et monnaies éphémères de la Bibliothèque Nationale. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-53-30). T.l.j. de 13 h à 17 h.

Entrée: 10 F. Jusqu'au 29 octobre.

ERWIN EISCH. Peintures, vases, dessins en verre gravé. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 12 h à 20 h.

20 F. Jusqu'au 13 novembre.

ELLIOTT ERWITT. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 17 h.

Entrée: 25 F. (comprenant l'exposition Robert Mapplethorpe). Jusqu'au 14 novembre.

RAOUL GUERIN. Musée de Montmartre, 12, rue Corot (46-06-41-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 19 h.

Entrée: 15 F. Jusqu'au 15 décembre.

HELION. Kalligraphie 1929-1939 - 1939-1984. Bibliothèque Nationale, rotonde Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-36). T.l.j. de 12 h à 18 h.

Jusqu'au 5 novembre.

ICÔNES DE BULGARIE. ÉCOLES DE TRAYVNA. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully - 42, rue Saint-André (42-74-23-23). T.l.j. de 10 h à 18 h.

Entrée: 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

LE JOUET ET LES ARTS MÉNAGERS. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. de 10 h à 18 h.

Entrée: 10 F. Jusqu'au 27 novembre.

HENRI MANGUIN. Le Faune de la Bibliothèque Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-02-02). T.l.j. de 10 h à 18 h.

17 h 30. Entrée: 18 F. Jusqu'au 8 janvier.

ROBERT MAPPLETHORPE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. de 10 h à 18 h.

Entrée: 25 F. (comprenant l'exposition Robert Mapplethorpe). Jusqu'au 14 novembre.

ISSEY MIYAKE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. de 10 h à 18 h.

18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

LES PREMIERS PORTRAITS DE JEAN-JACQUES HENNER. Musée Jean-Jacques Henner, 43, av. de Villiers (47-63-42-73). T.l.j. de 10 h à 18 h.

18 h. Entrée: 22 F. Jusqu'au 22 janvier.

RÉTROSPECTIVE IZIS. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully - 42, rue Saint-André (42-74-23-23). T.l.j. de 10 h à 18 h.

22 F. Jusqu'au 8 janvier.

LE SYMBOLISME DANS LES COLLECTIONS DU PETIT PALAIS. Musée du Petit Palais, av. Winston Churchill (42-65-12-73). T.l.j. de 10 h à 18 h.

10 h à 19 h. Entrée: 25 F. Du 21 octobre au 19 février.

IKKO TANAKA, AFFICHISTE. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-10-00). T.l.j. de 10 h à 18 h.

18 h. Entrée: 18 F. Jusqu'au 22 janvier.

TREASURES SACRÉS, TREASURES CACHÉS. Patrimoine des églises de Seine-et-Marne. Musée de la Seine-et-Marne, 10, rue de la Vierge (42-34-25-95). T.l.j. de 10 h à 18 h.

10 h à 19 h. Nocturne ven. jusqu'à 22 h.

Entrée: 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

YSAÏES DE LA DANSE. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne (47-03-12-26). T.l.j. de 10 h à 18 h.

10 h à 19 h. Entrée: 9 h à 19 h. Jusqu'au 20 novembre.

VRAI OU FAUX? Copier, imiter, falsifier. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne (47-03-12-26). T.l.j. de 10 h à 18 h.

10 h à 19 h. Entrée: 9 h à 19 h. Jusqu'au 20 novembre.

Centres culturels

ALVARO ALTO 1988-1976. Architecture et design. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-32-14). T.l.j. de 10 h à 18 h.

13 h à 19 h. Entrée: 18 F. Jusqu'au 18 décembre.

AFFICHES JAPONAISES 1986-1988. Bibliothèque Forney, 12, rue de la Harpe (42-78-14-60). T.l.j. de 10 h à 18 h.

13 h à 20 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 31 octobre.

ART ET MYTHOLOGIE. Figures Théséus. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. de 10 h à 18 h.

10 h à 19 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 25 février.

LE CHIFFRE. Multiples approches dans l'art contemporain - 1960-1988. Centre des Arts, place de la Sorbonne, 1, rue de la Harpe (42-78-14-60). T.l.j. de 10 h à 18 h.

13 h à 20 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 31 octobre.

DE DUBER A BASELITZ. Dessins et peintures de la collection de la Sorbonne. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-32-14). T.l.j. de 10 h à 18 h.

13 h à 20 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 31 octobre.

DU COTÉ DES CONCOURS. Alain Sarraf-Aren, André Nemours, Patrick Schickelweitz. Maison de l'Architecture, 1, rue de Chaillet (40-70-05-97). T.l.j. de 10 h à 18 h.

13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Fermé du 19 au 27 octobre. Jusqu'au 26 novembre.

PIERRE DE FENOY. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carpe - 4 à 8, grande galerie (40-26-17-12). T.l.j. de 12 h à 18 h, sam. dim. jusqu'à 19 h.

Jusqu'au 30 octobre.

HANS HARTUNG. Œuvres nouvelles. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne, 1, rue de la Harpe (42-78-14-60). T.l.j. de 10 h à 18 h.

Jusqu'au 23 octobre.

HOMMAGE A ALICIA PENALBA. Maison de l'Architecture (42-72-97-60). T.l.j. de 10 h à 18 h.

12 h à 22 h. Jusqu'au 27 octobre.

JOERG HUBER. L'art du danger. Galerie Institut, avenue de la République, 31, rue de Courcelle (43-29-21-21). T.l.j. de 10 h à 18 h.

12 h à 20 h. Jusqu'au 17 novembre.

LIEUX INSOLITES. Séminaire artistique contemporain. Centre culturel autrichien, hôtel de Marie II, rue Payenne (42-71-02-20). T.l.j. de 10 h à 18 h.

12 h à 18 h, sam. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 novembre.

ETIENNE MARTIN. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital. T.l.j. de 10 h à 18 h à 19 h 30.

Jusqu'au 15 novembre.

MOIS DE LA PHOTO. Richard Baillargon, Michel Flamen, Pierre Tremblay, Michèle Wagnant. Centre culturel canadien, 8, rue Comtesse (45-51-35-73). T.l.j. de 10 h à 18 h.

20 octobre au 3 décembre.

MICHEL PARMENTIER. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (45-63-90-52). T.l.j. de 10 h à 18 h.

Entrée: 10 F. Jusqu'au 31 octobre.

LES RÉALITÉS DES IMAGES. Galerie de la Sorbonne, 1, rue de la Harpe (42-78-14-60). T.l.j. de 10 h à 18 h.

10 h à 19 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 31 octobre.

ANSELME STALDER. Centre culturel suisse, 32, rue des Francs-Bourgeois (48-87-47-33). T.l.j. de 10 h à 18 h à 19 h.

Jusqu'au 5 novembre.

FRIETZ WINTER (1905-1976). Peintures et dessins de la Fondation Fritz Winter. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-52-50). T.l.j. de 10 h à 18 h.

10 h à 18 h à 20 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 6 novembre.

Galerie

ABRAHAM DAVID CHRISTIAN. Les chemins du monde. Galerie Philippe Casali, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 20 octobre.

ARTHUR AERSCHACHER. 1968. Galerie Krief, 50, rue Mazurine (42-29-32-37). Jusqu'au 13 novembre.

DONALD ALBERT. Galerie Gilbert Brownstein et Cie, 15, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 30 octobre.

MAYA ANDERSON. Peintures. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 12 novembre.

EDUARDO ARROYO. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 19 novembre.

ROBERTO BARNI, MARCO DEL RE, MIMMO GERMANA. Galerie Adriani Magli, 42, rue du Bac (43-59-45-15). Jusqu'au 30 novembre.

RAZANJE. Galerie Magli Editrice, 36, av. Malignon (45-62-28-18). Jusqu'au 10 novembre.

MEIN BEERLIN. Hommage à Joachim Beckmann. Galerie Gmünd, 20, rue Royale (42-60-73-39). Jusqu'au 19 novembre.

MARTINE BOULEAU. Sculptures les Madeiras (1985-1988). Galerie Jacques Barthelemy - Caroline Beliz, 9, rue Mazurine (42-54-10-97). Jusqu'au 30 octobre.

ANNE BRENNER. Galerie Guy Mondet, 11, rue Neuve-Popincourt (43-38-46-81). Jusqu'au 15 novembre.

LUIS CABALLERO. Galerie Albert Luth, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 29 octobre.

CALDER. Calder, mobilier. Galerie Wiegmann Fine Art, 75, rue de la Saint-Honoré (47-42-12-02). Jusqu'au 14 novembre.

CALDER, LÉGER. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 26 novembre.

MANUEL CAMARGO. Peintures, sculptures. Galerie Prax-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-32-60). Jusqu'au 26 novembre.

CARDENAS. Rétrospective. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Caillet (43-26-12-05). Du 20 octobre au 19 novembre.

DAVID CHAMBERLAIN. Galerie Lucienne Fréland, 23, rue Sainte-Croix-de-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 5 novembre.

LES CHANTS DE MALDONOR. Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-29-66). Jusqu'au 6 décembre.

NICOLA DE MARIA, CLAUDE GARCACHE. Galerie Lelong, 14, rue de Valenciennes (45-63-13-19). Jusqu'au 19 novembre.

GERARD DESCHAMPS. Galerie Le Gall-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-64-41). Jusqu'au 23 F.

THIERRY DESJES. Galerie Diane Manière, 11, rue Pastorelle (42-77-04-26). Jusqu'au 12 novembre.

FRANÇOIS DILLER. Œuvres sur papier. Galerie Cliché, 46, rue de l'Université (42-96-62-77). Jusqu'au 5 novembre.

PIERRE DIMITRIENCO. Galerie Arlette Glimay, 12, rue Mazurine (46-34-70-00). Jusqu'au 19 novembre.

DMITRIENCO, LAUBES, BEN-RATH, DE CAYRIS, LAUBES. Peintures et sculptures. Galerie Michel Bernheim, 46, rue de Seine (43-25-34-70). Jusqu'au 19 novembre.

MAURICE DE SEINE. Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'au 6 décembre.

ENDO. Galerie Günther Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-33-10). Jusqu'au 31 octobre.

ÉPREUVES D'ARTISTES. Christophe Durand-Ruel, Gilles Dossin, Jacques Durand-Ruel, 36, rue de Lappe (43-55-36-50). Jusqu'au 5 novembre.

LA FEMME SYMBOLE DANS LA SCULPTURE. Peintures de 1918, bd Saint-Germain (45-44-19-15). Jusqu'au 29 octobre.

RUTH FRANCK. Peintures des années 50. Galerie La Hone, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Jusqu'au 5 novembre.

FRANÇOIS GRUBER. Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 10 décembre.

JAMES GUYLEY. Peintures. Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 5 novembre.

YURI KUPER. Œuvres sur papier. Galerie Lambert, 4, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 29 octobre.

CLAUDE BERNARD. 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 29 octobre.

JEAN-EMILE LABOURE. Galerie Messine-Thomson Le Guillou, 1, v. de Messine (45-62-25-04). Jusqu'au 26 novembre.

EVA LALLEMANT. Peintures, sculptures. Galerie Imagerie, 39, rue de Valenciennes (42-78-57-45). Jusqu'au 2 novembre.

ANDRÉ LANSKOY. Galerie Georges Lavoy, 42, rue Beaunour (42-72-71-19). Jusqu'au 19 novembre.

RICCARDO LICATA. Œuvres sur toile et sur papier. Galerie Carlini, 35, rue de Valenciennes (47-00-79-28). Jusqu'au 5 novembre.

MAGRITTE. Le dessin caché. Galerie Guy Brachon, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 19 novembre.

ARROYO MALAKOFF. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 19 novembre.

MANGUIN. Galerie Yabou, 8, av. Malignon (45-62-28-18). Jusqu'au 6 novembre.

MARCEL ANDY, JOSEPH YVES. Marcel Duchamp, Yves Klein, Joseph Beuys, Andy Warhol. Galerie Beaunour, 42, rue de Valenciennes (47-00-79-28). Jusqu'au 19 novembre.

FRANÇOIS MARTIN. Chénies de croix. Galerie Imagerie, 39, rue de Valenciennes (42-78-57-45). Jusqu'au 2 novembre.

MARYAN. Galerie Fanny Guillon-Laurin, 133, bd Haussmann (45-63-52-00). Jusqu'au 26 novembre.

GEORGES MATHEU. Œuvres récentes. Galerie Protée, 38, rue de Seine (43-25-01-95). Jusqu'au 5 novembre.

MES ANNÉES 50. (2^e partie) Agnès, Bary, Calber, Jacobson, Schaffer, Tanguy. Galerie Denise René, 186, bd Saint-Germain (42-72-71-19). Jusqu'au 5 novembre.

JEAN MESSAGIER. Galerie Pauline, 6, rue Mantel (47-39-39-59). Du 25 octobre au 8 novembre.

JUDY MILLNER. Galerie Samia Saouma, 2, impasse des Bourdonnais (42-36-44-56). Jusqu'au 19 novembre.

ROBERT MORRIS. Galerie Daniel Tampion, 30, rue Beaunour (42-72-14-10). Jusqu'au 16 novembre.

WILFRID MOSER. Galerie Jeanne Bacher, 53, rue de Seine (42-66-22-32). Jusqu'au 5 novembre.

MYTHOLOGIE DU SURREALISME. Max Ernst, Lutz - Masson, Matta. Galerie Jeanne Castel, 3, rue du Cirque (43-59-71-34). Jusqu'au 21 décembre.

NIEBMAN. Galerie Jean-Pierre Hall. Art international prestige, 22, rue du Poton (43-71-66-37). Jusqu'au 30 novembre.

NICHOLAS NIXON. Galerie Zabrin, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 10 novembre.

XAVIER ORIACH. Galerie Nage Stern, 26, rue de Charonne (48-06-78-64). Jusqu'au 12 novembre.

ED PASCHKE. Galerie Darthez Speyer, 8, rue Jacques-Caillet (43-54-78-41). Jusqu'au 5 novembre.

RICHARD PRINCE. Galerie Ghislaine Hussong, 5 bis, rue des Hauteries (48-71-60-81). Jusqu'au 12 novembre.

JEAN-MICHEL PRUD'HOMME. Galerie du Jour Agnès B, 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 27 octobre.

SARLES. Tériotides d'Esther. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 29 octobre.

SAVIGNAC. Galerie Robbender, 6, rue du Roi-Dort (40-27-42-63). Jusqu'au 3 décembre.

MARIO SCHIFANO. Galerie Adrien Magli, 46, rue du Bac (42-22-13-59). Du 20 octobre au 30 novembre.

DANIEL SPERRE. Le trésor des pauvres. Galerie Beaunour, 42, rue de la République (42-71-30-50). Jusqu'au 29 octobre.

DONALD SULTAN. Galerie Montmay, 31, rue Mazurine (43-54-85-30). Jusqu'au 30 octobre.

UN ART MAJEUR: LA NATURE MORTE. Fleurs et animaux morts. Art contemporain (97-40-57-78). Jusqu'au 31 octobre.

BORDEAUX. L'art conceptuel I: L'artefact. Robert Morris. Musée d'art contemporain, entrepôt Lainé, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 10 novembre.

JURG MÖSER. Vaches Pezarsk. Carlsberg, 1, rue de Valenciennes (43-25-54-06). Jusqu'au 5 novembre.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Olivier Dubé. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Famille (46-84-77-95). T.l.j. de 10 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h.

23 octobre au 18 décembre.

CORREIL-ESSONNES. Matmatant. Centre d'Art contemporain Pablo Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (60-89-00-72). T.l.j. de 10 h à 18 h et de 13 h 30 à 18 h 30, dim. de 16 h à 19 h.

20 octobre au 20 novembre.

ISSY-LES-MOULINEAUX. A propos de la Tour aux figures de Jean Dubuffet. Musée municipal d'Issy-les-Moulineaux, 16, rue Auguste-Cervoni (46-45-21-70). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h, nocturne mer. jusqu'à 22 h.

23 octobre au 31 décembre.

JOUY-EN-JOAS. Gérard Geronzi: les Indiennes. Fondation Cartier, 1, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.l.j. de 11 h à 18 h.

Jusqu'au 18 décembre.

MONTEUIL. XXIII^e Salons de Montreuil. Hôtel de Ville, 11, place Jules Ferry (46-54-02-91). T.l.j. de 10 h à 19 h.

2 av. Emile-Boutoux (46-54-02-91). T.l.j. de 10 h à 19 h.

Jusqu'au 26 octobre.

PARIS-LE DÉPENSE. L'art contemporain en 1988. Les années 1980 vues par cinq galeries. Art 4. Patrimoine du monde, 15, pl. de la Défense (49-00-15-80). Jusqu'au 6 novembre.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Le Trésor de Reeth. Musée des Antiquités nationales, château de Saint-Germain (34-51-23-63). T.l.j. de 10 h à 18 h et de 13 h 30 à 17 h.

15 F. Entrée: 15 F. (8 F. dim.). Jusqu'au 28 novembre.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Musée des Antiquités nationales, château de Saint-Germain (34-51-23-63). T.l.j. de 10 h à 18 h.

15 F. Entrée: 15 F. (8 F. dim.). Jusqu'au 28 novembre.

JOIGNY. L'œuvre R. Ballard; F. Bouillon; P. Buraglio; C. Friedmann; A. Holten; ainsi que la participation d'artistes diplômés de l'ENSA de Dijon et de Paris. Atelier Cantoulet (86-62-06-65). Du 15 au 23 octobre, dans le cadre de la Rue vers l'Art. Jusqu'au 31 décembre.

LA ROCHELLE. «Un temps, deux lieux». Installation de Lisa Labrie (Canada). Œuvres de Berthelin, François Bouillon et Claude Villat. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-du-Perron (46-41-37-79). Jusqu'au 5 octobre. Installation de Irène F. Whitmore (Canada). Orangerie du Muséum d'histoire naturelle, rue Albert-I^{er} (46-41-18-25). Jusqu'au 28 octobre.

L'ISLE-SUR-LA-SORGUE. Jean Hélim. Hôtel Donat de Compiègne (90-30-17-41). Jusqu'au 30 octobre.

LYON. Œuvres de art: La couleur seule, l'expérience du monochrome. Musée Saint-Pierre d'art contemporain, 16, rue du Président-Edouard-Herriot (78-30-50-66). Jusqu'au 5 décembre; Boucans de la Chaire antique, XVIII^e-XIX^e siècles avant J.-C. Musée de la civilisation gallo-romaine, 17, rue Clémenceau (78-52-94-68). Jusqu'au 5 décembre.

MARSEILLE. Les Temples de Toulon. Jusqu'au 15 janvier. La photographie contemporaine espagnole 1968-1968. Jusqu'au 4 décembre, musée Cantini, 19, rue Grignan (91-54-77-75). Escalier du musée. Jusqu'au 15 janvier, centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité (91-56-28-38).

NANTES. Jules-Elle Delaunay. Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau (40-74-53-24). Jusqu'au 20 novembre.

NIMES. Collection du Van Abbe Museum d'Emboven (2 parties). Musée des beaux-arts (66-07-36-21). Jusqu'au 1^{er} novembre.

PONT-AVEN. Pierre-Engèle Clairin. Graveur. Musée, place de l'Hôtel-de-Ville (98-06-14-43). Jusqu'au 14 novembre.

SAINT-ETIENNE. Victor Branner; Matter of Exerts. Musée d'art moderne, la Terrasse (77-93-58-58). Jusqu'au 21 novembre.

STRASBOURG. Thomas Haber, la perspective des tableaux. Musée d'art moderne, 5, place du Château. Jusqu'au 12 novembre; «Salon de Europe». Musée de l'Europe Notre-Dame, 3, place du Château (88-32-59-00). Et Musée des beaux-arts (88-35-47-27). Jusqu'au 4 décembre.

TOURNAI. Salons. Musée des beaux-arts, 2, rue Paul-Doumer (33-25-39-21). Jusqu'au 29 octobre.

TROYES. «Isadora Duncan, 1877-1927», la femme, la mode et la danse. Musée d'art moderne, ancien évêché, place Saint-Pierre (25-80-57-30). Jusqu'au 10 novembre.

TOULON. Valère Bernard. Musée, 113, boulevard du Général-Leclerc (94-93-15-54). Jusqu'au 10 décembre.

VILLEURBANNE. Adhélaïde Livres Morellet Némes. Maison de l'Image et du son, 247, cours Emile-Zola (78-68-06-04). Jusqu'au 19 novembre; Vivien les FRAC. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dorland (78-64-55-10). Jusqu'au 11 décembre.

VILLEFRANCHE-SUR-SAONE. Clémenceau. Centre d'arts plastiques, 12, rue du Musée (74-68-33-70). Jusqu'au 29 octobre.

VIZILLE. 1788: enjeux culturels à la veille de la Révolution. Musée de la Révolution française (76-68-47-35). Jusqu'au 28 novembre.

En province

ANGERS. Jean Boucher. Musée des Beaux-Arts, 10, rue du Musée (41-85-64-65). Jusqu'au 10 décembre.

BIGNAN (Morbihan). Douanes de Kerneven. Carrel Viseur. Musée d'art contemporain (97-40-57-78). Jusqu'au 31 octobre.

BORDEAUX. L'art conceptuel I: L'artefact. Robert Morris.

CINEMA

STRANGER THAN PARADISE (A. All., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (46-26-84-63).

TAXI DRIVER (v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Action Ecoute, 5 (46-25-72-07).

ZELIG (A. v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

Les festivals

ADOLFO ARRIETA, Studio 43, 9 (47-10-43-40). Flamenco, Grandaudou, 16 h. 15. Tan-Tan, L'imitation de l'ange. Le Joueur d'orgue, 16 h. 15.

ERIC ROHMERT, Reflet Logos 1, 5 (45-44-42-54). La Collectionneuse, mar. 12 h. 15. L'Amour l'après-midi, jeu. 12 h. 15. Ma nuit chez Maud, ven. 12 h. 15. Le Goussier de Claire, sam. 12 h. 15. La Boulangère de Monna, La Carrière de Suzanne, lun. 12 h. 15.

FELLINI (v.o.), Dufort, 10 (43-21-41-01). Huit et demi, lun. 17 h 40. Les Vitelloni, jeu. 15 h 30.

THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

LETTRES AUX ACTEURS, Théâtre Arca (43-38-19-70), mer. 19 h. 30, ven. 19 h 30, dim. 16 h (dern.).

SUNNY SIDE UP 27 JOURS POUR UN SPECTACLE, Artistic Adrenalin (46-06-36-02) (dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h (19)).

FEMME A LA PORTE COCHÈRE, Théâtre de la Madeleine (42-56-60-70), Petit Saal (dim. lun.), 18 h 30 (19).

L'AIR DE RIEN, Confluence (42-58-79-97), jeu. ven. sam. (dern.), 20 h 30 (20).

FRÈRES ET SŒURS, Opéra-Comique (42-96-06-11), jeu. ven. 20 h 30, dim. (dern.), 15 h (20).

QUELLE FAMILLE, Th. Fontaine (42-74-74-04) (lun.), 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30 (21).

LA MEUTE, Théâtre de la Main d'Or (48-05-67-89), Uniquement les lun., mar., mer., 19 h, mar. 17 h 30 (24).

TU M'AIMES, COMBIEN ?, Th. Grévin (42-46-84-47), 20 h 30 (25).

LETTRES D'UNE RELIGIEUSE PORTUGAISE (42-56-60-70), 20 h 30 (25).

L'AVARE, Vincennes, International Visual Theater (43-65-63-63), 20 h (25).

MARTYR, Ariéquin Théâtre (45-89-43-23), 20 h 45 (25).

RETROUSSE, Odéon (43-25-70-32), 20 h 30 (25).

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). O Ballo ou la voix de l'océan : 14 h 30 et 20 h 30 (Jeu. ven. sam. dernière), jeu. ven. sam. 14 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-08-77-11). Avant : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

ARCANES (43-38-19-70). O Lettres aux acteurs : 19 h 30 (Jeu. ven. sam.), dim. (dernière) 16 h.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (45-49-43-23). O Les Dames de jadis : 20 h 30 (Jeu. ven. sam. dernière). O Martyr : mar. 20 h 45.

ARTISTIC-ATHÉNAÏS (42-96-06-11). O Sunny side up ou 27 jours pour un spectacle : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-67-23-23). O Les Enfants du Soleil : 20 h 30 (Sam. mar.). Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-77). Salle C. Béral. Souvenirs assés : 20 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Le roi se meurt : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-02-24). Une absence : 20 h 30, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

CARTE DE LA DANSE (43-57-05-35). Notes en duo : 20 h. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Théodore : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Zone : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). L'Angine : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-99-61). Tristitia : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle L. O. Com. drames de la vie courante : 20 h 30 (Jeu. ven. sam.), dim. (dernière) 16 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah ! Ca rira, ça rira... : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). Petite salle. O Poésies et nouvelles : 19 h. O Grez et la jeune littrature autrichienne : jeu. 18 h 30.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). O L'ombre de la vallée : 21 h (Jeu. ven. sam. dernière).

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). L'Orage : 20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

CIRQUE D'HIVER (42-66-20-79). Aériens : 14 h et 17 h 30, sam. 14 h et 17 h 30, ven. mar. 20 h 30, sam. 21 h. Rel. lun. 15 h.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. Passion Marionnettes géantes : 20 h 30. Rel. dim. lun. mar. La Galerie. La Seconde Surprise de l'Amour : 20 h 30, 14 h 30. Rel. dim. lun. La Resurre. Henry Brillard : ma. ven. 20 h 30, jeu. 14 h. Rel. dim. lun.

FRANÇOIS TRUFFAUT, LES FILMS DE SA VIE, Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77). Les quatre cents coups, mar. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Fahrenheit 451, jeu. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Domicile conjugal, ven. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Tirez sur le pianiste, sam. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; La Mariée était en noir, dim. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; La Nuit américaine, lun. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Jules et Jim, mar. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

HOMMAGE A CARY GRANT (v.o.), Le Champ, 5 (43-54-51-60). Elle et Lui, film à 14 h, 22 h 10; Chérie je me sens rajeunir, film à 16 h 05; Opération jupon, film à 17 h 55; Indiscrétions, film à 20 h 05.

L'ACMA PRÉSENTE (v.o.), Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86). Un autre regard, mar. 20 h; La Faim, jeu. 17 h 56, mar. 17 h 40.

LE CINÉMA DANONIS (v.o.), Clary Palace, 5 (43-54-07-76). Epidémie, mar.

à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, lun. 22 h, mar. 20 h, 22 h, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, lun. 20 h, mar. 18 h; Les Rues de mon enfance, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, lun. 16 h, mar. 14 h.

LE GRAND RETOUR DE LAUREL ET HARDY (v.o.), Action Ecoute, 5 (43-25-72-07). Laurel et Hardy au Far West, mar. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20; Les As d'Oxford, jeu. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20; Les Montgarnis sont là, ven. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20; C'est donc ton frère, sam. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20; Laurel et Hardy concert, dim. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20; Têtes de pioche, lun. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20; Les Joyeux Compères, mar. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20.

MONTMARNASSE (43-22-77-74). Le Secours : 21 h, sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MUSÉE DE CIRE (HISTORIAL DE MONTMARNASSE) (46-06-78-92). D'après-midi au Chai soir : ven. sam. dim. 17 h 30, 16 h et 14 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Paris accordéon, Fêtes d'automne de Ve arrondissement : 20 h 30, sam. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32). D'acteurs : mar. 20 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Toile de fond : 18 h 30. Rel. lun.

ŒUVRE (48-74-42-52). Le ne sais pas Rappoport : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOUJOURS (42-45-45-45). Le Prince de Transilvanie et de la petite Jeanne de France : 20 h 15.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-06-11). D' Frères et Sœurs : jeu. ven. 20 h 30, sam. (dernière) 15 h.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Kilowatt : 20 h 15. Rel. dim. lun. Les Vamps : 21 h 30. Rel. dim. lun.

PALAIS DES GLACES (GRANDE) (42-96-06-11). D' Frères et Sœurs : jeu. ven. 20 h 30, sam. (dernière) 15 h.

PALAIS ROYAL (42-48-59-41). Et le spectacle continue ! Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. D' Louis Jover, le patron Rencontre du Palais-Royal : lun. 20 h 30, mar. 14 h 30.

POCHE-MONTMARNASSE (45-48-92-97). Salle L. Le plus heureux des trois : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

PORT SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Témor : 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

RÉNAISSANCE (42-08-18-50). A la santé, D' : 20 h 45, sam. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Le Lévain : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de spectacle : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). L'Es-Femmes de ma vie : 20 h 30. Rel. dim. lun.

SOUS-LES-ROSES (SOUS DEUX CHAÎTEAUX) (43-79-90-90). D' Baroque II : jeu. ven. sam. mar. 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Gérard Sely : 20 h 30. Rel. dim. lun. Brasseur, Bré : 20 h 30, sam. 18 h, dim. 16 h 30. Clair : sam. 21 h 15, dim. 19 h 30. La Monte : lun. 19 h, mar. 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA PLAINÉ (40-43-01-82). Cages, d'après Communication à une académie : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE L'OMBRÉ QUI ROULE (42-26-54-61). Le Monologue de Molly Bloom, d'après Ulysses : 21 h. Rel. lun.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle II. O L'écume des jours : 20 h 30 (Jeu. ven.), O Salomé : 20 h 30. D' Marjorie : jeu. 20 h 30, sam. 15 h 30, 18 h, dim. 16 h 30. Clair : sam. 21 h 15, dim. 19 h 30. La Monte : lun. 19 h, mar. 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA PLAINÉ (40-43-01-82). Cages, d'après Communication à une académie : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93). O Les Femmes de ma vie : 20 h 30 (Jeu. ven. sam.), dim. (dernière) 16 h.

THÉÂTRE GREVIN (42-46-84-47). D' Tu m'aimais combien ? : mar. 20 h 30. Rel. dim. lun.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39). La Dame de Bayreuth : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (42-51-51-15). Théâtre Général. Soporose : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révoltes, Philadelphie : 20 h 30, sam. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : * Signale dans le Monde radio-télévision. □ Film à vision. □ Ou peut voir sur Ne pas manquer à la Chaîne d'œuvre ou classique.

Mercredi 19 octobre

TF 1

20.45 Variétés : Sacré soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. 22.15 Documentaire : De Gaulle ou l'éternel défi. De Jean Labbé, d'après l'œuvre de Jean Lacouture. 6. Le souverain de la République. 23.45 Journal et Météo. 0.05 Variétés : Wix qui peut. Télé-crochet animé par Jesse Garon. De 0.50 à 6.27 Rediffusions. 0.50 Documentaire : Histoire du rire. 1.45 Feuilleton : Les Mousquetaires et les Filles. 2.10 Documentaire : Histoire naturelle. 3.50 Météo. 3.55 Documentaire : Histoire naturelle. 5.35 Documentaire : Histoire du rire.

A 2

20.35 Téléfilm : L'argent. De Jacques Rouffio d'après l'œuvre d'Emile Zola. Avec Claude Brasseur, Mireille Mathieu, Michel Galabru, Jean-Pierre Bonna, Jean-Paul Rostaillon (1^{er} partie). 22.10 Flash d'informations. 22.15 Magazine : L'histoire du rire. De Jean-Claude Guillebaud et Daniel Leconte. Crise, Krach, Boum, d'après le livre de Michel Albert et Jean Boissonnat. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.50 Magazine : Figures. De Jacques Chancel. L'après : le baron Arnel de Wisnes.

FR 3

SNIEF
NOTRE PREMIER "MAGAZINE"
D'ENTREPRISE ARRIVE
AUJOURD'HUI SUR FR3
À 11 H 30

20.30 Opéra : La Cenerentola. Livret de Jacopo Sorretti, musique de Gioacchino Rossini. Avec Francisco Araiza, Gino Quilico, Walter Berry, Ann Murray et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dirigé par Riccardo Chailly, et les chœurs de l'Opéra de Vienne. Représentation simultanée en stéréo sur France-Musique. 22.35 Journal et Météo. 22.55 Magazine : L'histoire du rire. De Jean-Claude Guillebaud et Daniel Leconte. Crise, Krach, Boum, d'après le livre de Michel Albert et Jean Boissonnat. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.50 Magazine : Figures. De Jacques Chancel. L'après : le baron Arnel de Wisnes.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Flag. Film français de Jacques Sani (1987). Avec Richard Bohringer, Pierre Arditi, Philippine Leroy-Beaulieu. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Football : match qualifiant du groupe 5 pour la Coupe du monde. En direct : Ecosse-Yugoslavie. 0.15 Cinéma : Le Conformiste. Film franco-italien de Bernardo Bertolucci (1970). Avec Jean-Louis Trintignant, Stefania Sandrelli, Dominique Sanda (v.o.). 2.10 Spectacle : Surprise sur prise.

Jeudi 20 octobre

TF 1

20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Questions à domicile. Emission présentée par Anne Sinclair et Jean-Marie Colombani. Invité : Lionel Jospin. 22.15 Cinéma : Le Film français de Denys de La Patellière (1971). Avec Jean Gabin, Fabio Testi, Bernard Blier. 23.50 Journal et Météo. De 0.10 à 6.27 Rediffusions. 0.10 Documentaire : Constant Persuade. 1.40 Feuilleton : Les Mousquetaires et les Filles. 2.05 Documentaire : Histoire naturelle. 3.45 Météo. 4.05 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.32 INC. 20.35 Cinéma : Un film de Jean-Pierre Melville (1972). Avec Alain Delon, Richard Crenna, Catherine Deneuve. Un commissaire de police parisien et l'ambiguïté de ses rapports avec le père. Fait divers, relations de deux mondes, tragédie sous-jacente. Ce fut le dernier film de Melville. Techniquement impeccable, il n'a pourtant pas la rigueur, l'aspect passionnant du Samourai ou du Cercle rouge. Même Delon paraît un peu absent. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Magazine : Edition spéciale. Présenté par Claude Sérillon. Thème : La SNCF. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.50 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.02 Joux : La classe. 20.30 Cinéma : Un dimanche à la campagne. Film français de Bertrand Tavernier (1984). Avec Louis Duxreux, Sabine Azéma, Michel Aumont. Entre le réalisme psychologique le plus délicat et l'émotion poétique des sensations éprouvées dans le mémoire, un des plus beaux films français des années 80, interprété à la perfection et avec une grande sensibilité. 22.05 Série : Chroniques de France. De Jean-Claude Bringer. Lyon, le regard intérieur, de Bertrand Tavernier. 23.05 Journal et Météo. 23.25 Espace francophone. 23.55 Météo, musique. Spécial Météo. 0.10 STV (rediff.). Emission cryptée.

CANAL PLUS

19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas. Invité : Jacques Lanzmann. 20.30 Cinéma : Les deux crocodiles. Film français de Joël Séria (1987). Avec Jean-Pierre Marielle, Jean-Claude Braly, Marie-Claire Adam. 21.50 Flash d'informations. 21.55 Cinéma : C'est l'histoire d'un film français de Jean-Pierre Denis (1987). Avec Cris Campion, Pascale Rocard, Eric Wapler. 23.00 Cinéma : Fox à l'air. Film américain de David Schneider (1986). Avec Klaus Kinski, Talia Balsam, Barbra Streisand. 0.35 Téléfilm : Mépris. De Jud Taylor, avec Richard Crenna, Beverly D'Angelo.

LA 5

20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Joy et Jean. Film français de Jacques Sauré (1984). Avec Brigitte Lahaie, Isabelle

Audience TV du 18 octobre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

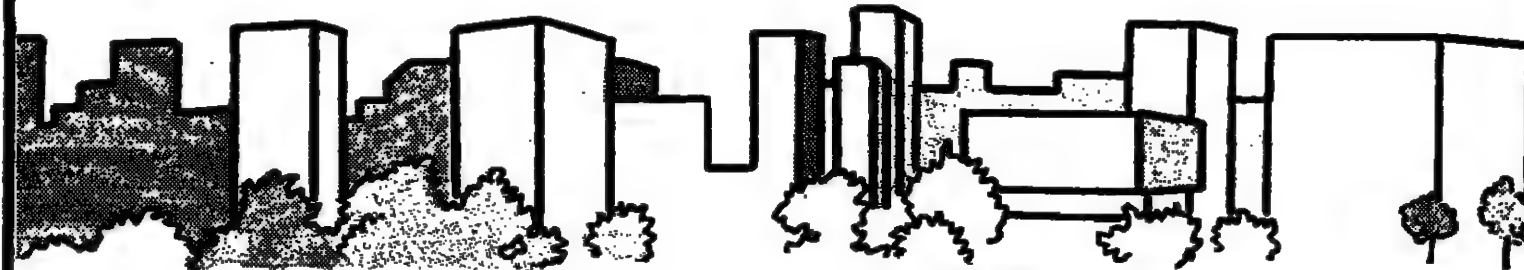
Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers							
HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	50,7	Santa-Barbara 20,7	Actual. région. 9,5	Actual. région. 10,8	Top 80 3,5	Porte miqueas 2,4	Routas paradis 3,8
19 h 45	56,5	Roux fortune 32,0	L'après 6,3	Actual. région. 8,1	Nuite part 3,3	Boulev. Boulevard 2,8	Routas paradis 3,7
20 h 16	73,5	Journal 35,7	Journal 14,8	La classe 13,1	Nuite part 1,7	Journal 4,4	Costly show 4,1
20 h 55	75,7	Tourner les 30,8	Stella 24,5	La Périsseuse 10,9	Tandem 1,6	Tranches vie 9,7	Le seul 2,7
22 h 8	71,7	Tourner les 28,6	Stella 24,2	La Périsseuse 11,2	Op. Tourner 0,4	Tranches vie 5,1	Le Saint 2,7
22 h 44	34,8	Cal man seul 8,7	Débat 13,0	Le Garce 8,4	Op. Tourner 0,8	Mike Hammer 5,4	Le Saint 1,4

LOCATIONS

LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites
Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenant à des propriétaires institutionnels (compagnies d'assurances,
sociétés immobilières d'investissement, caisses de retraites, etc.).

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 2^e ARRONDISSEMENT									
2 Pièces 61 m ² , 0 ^e étage	5 795 1 063		5, rue Volney GCI 40-16-27-00		3/4 Pièces 78 m ² , r.-de-ch.	4 800 445	OUI	Arennes, 10, rue de Belfort AXA 40-75-59-24	Gare Bâcon-les-Bruyères
PARIS - 11^e ARRONDISSEMENT									
4 Pièces 83 m ² , 1 ^{er} étage	5 346 893	OUI	5, impasse Carrière-Maingot SGI / CNP 47-42-17-61	M ^{re} Charonne	2 Pièces 46 m ² , 2 ^e étage	3 000 550	OUI	Bois-Colombes 11-17, rue du Général-Lacour AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
2 Pièces 61 m ² , 5 ^e étage	4 276 866	OUI	12, impasse Carrière-Maingot SGI / CNP 47-42-17-61	M ^{re} Charonne	2 Pièces 56 m ² , 4 ^e étage	3 500 1 081		Boulogne 14, rue Gambetta SAGGEL 47-42-44-44	Proche bois Vis./r.v.
5 Pièces 95 m ² , 1 ^{er} étage	5 970 750	OUI	5-5, rue des Bouteils AGF 42-44-00-44	Vis./r.v. Chauff. indiv.	2 Pièces 63 m ² , 2 ^e étage	3 640 1 348	OUI	Boulogne, 22, rue de Silly SGI / CNP 47-42-17-61	Pte St-Cloud Prox. bois Boulogne
PARIS - 12^e ARRONDISSEMENT									
7 Pièces 160 m ² , 1 ^{er} étage	12 100 2 512	OUI	54, rue de Picpus PRÉBAIL 43-48-74-00	Cave, vue impran., dern. étage, chauff. collect.	5 Pièces 103 m ² , 3 ^e étage	7 850 825	OUI	Boulogne 78-82, av. Général-Lacour PRÉBAIL 45-27-06-37	Appartement neuf chauff. électr.
4 Pièces 87 m ² , 4 ^e étage	6 180 1 080	OUI	62, cours de Vincennes AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	4 Pièces 93 m ² , 4 ^e étage	6 210 900	OUI	Issy-les-Moulineaux 12-14, rue Diderot AGF 42-44-00-44	Vis./s.r.
PARIS - 14^e ARRONDISSEMENT									
Studio 37 m ² , 1 ^{er} étage	3 300 425	OUI	9, rue Jules-Guesde SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. mixte, récent, stand. Vis./r.v.	2 Pièces 55 m ² , 1 ^{er} étage	4 100 520	OUI	Levallois, 58, rue Fivry AXA 40-75-59-24	Espace vert
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT									
3 Pièces 72 m ² , 2 ^e étage	5 500 1 054		135, quai L.-Blériot SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.v.	Studio 32 m ² , 4 ^e étage	3 700 502	OUI	Neuilly-sur-Seine 22, av. du Général-Lacour GCI 40-16-28-68	
3-4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	7 500 1 672		4-6, rue Charles-Dickens SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.v. M ^{re} Pamy	3 Pièces 37 m ² , 1 ^{er} étage	4 350 870	OUI	Puteaux Avenue Georges-Pompidou SAGGEL 47-78-15-85	Première mise en location, chauff. en plus
4 Pièces 136 m ² , 3 ^e étage	10 600 2 052		4, rue Nungesser-et-Coll SGI / CNP 47-42-17-61	Vis./r.v. M ^{re} Pamy	4 Pièces 93 m ² , 4 ^e étage	5 500 1 080	OUI	Puteaux Avenue Georges-Pompidou SAGGEL 47-78-15-85	Première mise en location, chauff. en plus
2 Pièces 54 m ² , 5 ^e étage	6 500 776	OUI	12, avenue Boudon LOCARÉ 45-79-20-22	Vis./r.v. M ^{re} Pamy	5 Pièces 104 m ² , 5 ^e étage	6 300 1 202	OUI	Puteaux Avenue Georges-Pompidou SAGGEL 47-78-15-85	Première mise en location, chauff. en plus
3 Pièces 70 m ² , 2 ^e étage	8 500 1 300	OUI	12, avenue Boudon LOCARÉ 45-79-20-22	Vis./r.v. M ^{re} Pamy	2 Pièces 51 m ² , 5 ^e étage	3 150 680	OUI	Puteaux Avenue Georges-Pompidou SAGGEL 47-78-15-85	Première mise en location, chauff. en plus
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT									
3 Pièces 78 m ² , 0 ^e étage	5 910 687	OUI	133, avenue de Clichy GFF 42-28-98-99	Chauff. électr. Vis./r.v.	Studio 55 m ² , r.-de-ch.	3 850 450	OUI	Puteaux 16, av. Georges-Pompidou AGF 42-44-00-44	Ch. base + appoint Vis./r.v.
PARIS - 18^e ARRONDISSEMENT									
3-4 Pièces 87 m ² , 4 ^e étage	5 598 1 500	OUI	40, avenue de Saint-Ouen SAGGEL 47-42-44-44	Grand standing Vis./r.v.	2 Pièces 57 m ² , 1 ^{er} étage	3 000 522	OUI	Puteaux 14, rue Paul-Lafarge GFF 47-67-00-17	Chauff. électr. Vis./r.v.
PARIS - 19^e ARRONDISSEMENT									
3 Pièces 81 m ² , 1 ^{er} étage	4 920 1 200	OUI	10, rue de Joinville AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	4 Pièces 82 m ² , 2 ^e étage	4 850 820	OUI	Puteaux 1, rue Volta AGF 42-44-00-44	Chauff. électr.
3 Pièces 69 m ² , 0 ^e étage	3 400 1 010	OUI	12, rue de Cambrai AXA 40-75-59-24		5 Pièces 97 m ² , 1 ^{er} étage	4 763 1 028	OUI	Puteaux 161, rue de la République SGI / CNP 47-42-17-61	
78 - YVELINES									
4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	2 970 1 134	OUI	Guyencourt 2, rue de la Liberté SGI / CNP 47-42-17-61	Duplex, à 5 mn de la gare de St-Quentin et nouv. ctre comm.	2 Pièces 42 m ² , 4 ^e étage	3 000 522	OUI	Rueil-Malmaison 15 A, bd de Richelieu AXA 40-75-59-24	
6 Pièces 132 m ²	7 604 482	OUI	Noisy-le-Roi 56, av. Georges-Buffet SGI / CNP 47-42-17-61	Pavillon avec cheminée et jardin privatif	Studio 58 m ² , 3 ^e étage	3 348 793	OUI	Saint-Cloud 32, rue du Calvaire SGI / CNP 47-42-17-61	Vis./r.v.
4 Pièces 87 m ² , 4 ^e étage	3 220 1 131	OUI	Poissy, 5, av. des Ursulines SGI / CNP 47-42-17-61	SNCF, gare Saint-Lazare	3 Pièces 72 m ² , r.-de-ch.	5 400 580	OUI	Saint-Cloud 6, square Ste-Clotilde AGF 42-44-00-44	
2 Pièces 65 m ² , r.-de-c.	3 100 756	OUI	Rocquencourt 13, rue des Enlèves SGI / CNP 47-42-17-61	Prox. ctre comm. Parly II et tenn. standing	4 Pièces 96 m ² , 1 ^{er} étage	6 550 650	OUI	Suresnes 9 bis, quai Léon-Blum PRÉBAIL 45-27-06-37	Chauff. électr.
4 Pièces 98 m ² , 1 ^{er} étage	5 190 1 189	OUI	Rocquencourt 9, rue des Enlèves SGI / CNP 47-42-17-61	Prox. ctre comm. très bon standing Vis./r.v.	3 Pièces 98 m ² , 5 ^e étage	6 077 1 230	OUI	Ville d'Avray Les Étang, rue de la Ronce LOCARÉ 45-79-20-22	Près des étangs de Corot
3 Pièces 68 m ² , r.-de-c.	5 250 580	OUI	Saint-Germain-en-Laye 2 ter, r. de la Roche-Jacquelin AGF 42-44-00-44		93 - SEINE-SAINT-DENIS				
5 Pièces 83 m ²	4 870 307		Villepreux 10, impasse de Chantepie SGI / CNP 47-42-17-61	Pavillon avec cheminée et jardin privatif	3 Pièces 86 m ² , 1 ^{er} étage	3 503 447		Gagny 17, rue de l'Union PRÉBAIL 43-48-74-00	Imm. stand., 2 mn de la gare, chauff. indiv. gaz
92 - HAUTS-DE-SEINE									
3 Pièces 85 m ² , r.-de-ch.	4 100 373	OUI	Arennes, 10, rue de Belfort AXA 40-75-59-24	Gare de Bâcon-les-Bruyères	Studio 27 m ² , 2 ^e étage	1 750 293		Montreuil 70, rue de Lagny GCI 40-16-28-70	
94 - VAL-DE-MARNE									
2 Pièces 53 m ² , 2 ^e étage	3 310 490	OUI	Cachan 4, av. Cousin SAGGEL 47-42-44-44		3 Pièces 76 m ² , 0 ^e étage	4 740 730	OUI	Cachan, 34, av. Carnot AGF 42-44-00-44	Récent, standing Chauff. en plus Vis./r.v.
3 Pièces 76 m ² , 0 ^e étage	4 740 730	OUI	Cachan, 34, av. Carnot AGF 42-44-00-44		4 Pièces 88 m ² , 6 ^e étage	5 480 850	OUI	Cachan, 34, av. Carnot AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
4 Pièces 88 m ² , 6 ^e étage	5 200 880	OUI	Charenton 8 bis, rue Camille PRÉBAIL 43-48-74-00		5 Pièces 100 m ² , r.-de-ch.	6 020 770	2	Vincennes 40, rue Joseph-Gaillard GFF 43-65-70-81	Cave, chauff. indiv. gaz, libre de suite



AVA



GFF



SAGGEL

AGF

A proximité immédiate
de la Défense

appartements ventes

140 m² hab. + dépendances
cadre campagne et calme
580 000 F. 64-31-45
Société immobilière Louv.

propriétés

VD CAUSE DÉCÈ

à 45° Paris direct. aut.

CONTAINEREAD

ANCIEN PRESBYTÈRE
AMÉNAGÉ, situé au cœur
du village à comm.
sur terrain 2 500 m²,
murs pierre, bordé par
rivière 1^{re} catégorie. Réce-
bleau scié, rustique, chéneau
coulé, 4 chébras, bns. v.
chf, car. tuel, bns cave-
vin, voutée, dépendan-
ces, atelier. A S&S, 1
tot. 790 000 F. CRÉ-
100 % S&S APPORT. R.
bours. comme un loc.

64 LIBERON. Part. vd P
1 ha arb. fleur. m
200 m², 5 ch., 2 s. de
chf. cant., vue impr. p.
1 900 000 F, 90-72-07

(28) MONTHEUIL, vallée
l'Eure, 6 km Dreux, très
ens. de ppts de carac.
s/parc arboré 3 000
m² 2 700 000 F, réf. 2.
A. Korchia s.a., 43-70-89

75 km OUEST PARIS
RN 12, MOULIN 3000m
 hab. + très gd grenier a
 negable, an bordure
 avec 2 tles, vannerie nf,
 indep., écuries, étables,
 à pain + 2 granges me
 ques, maison de gard.,
 près et partie boisée
 conviendrait à hôtel
 restaurant avec cuisin

IMMO 106
23, RUE DE LA MADEIRA
EPERON (26230)
(16-37) 83-73-7
recherche pour un client
BASIS - 02 39 01 11 11

A. KORCHIA S
votre conseil immobilier
a sélectionné des
NOMBREUSES PPT
en région parisienne
10, rue Léon-Frot, Paris
43-70-88-89.

Sud 77, sur 1,2 ha de terrain splendide propriété avec prestations de qualité exceptionnelle, 1 100 000 F, 64-29-54-19, BOCCA
IMMOBILIER EGREVILLE

direct sur mer + 25 000
constr. 6 400 m².
Tél. : 16 (1) 43-04-87-4

Ét. Delemer, Not. à Sou
vai (50). (18) 33-59-61
en Normandie, 85' pl
maïs, bourgeoise, 15 p
maison garden, p
1 ha. Prix : 300 000

viagers

FONCIAI 45-55-86
47, AVENUE BOSQUET
Spécialiste 49 ans, ex
Et. gratuite personnelle
Avent. fiscal rente inde

F. CRUZ 42-66-19
B. R. LA BOÉTIE, PARIS
SPECIALISTE DU VARI
Gar. finano. 5 000 00
49, 2^e av. Sidi

**fonds
de commerce**

94 LA VARENNE
galerie d'art 650 00
cession + loyer 3 650
mois c.c., maison 100
Tél. 48-86-13-12 ou 13

Locations

SALLE 120 m² à louer
DANSE - THÉÂTRE
DIVERSES DISCIPLINE
COL-FABIEN 42-38-02



Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Le Monde
INTERNATIONAL

Entreprise espagnole fabricante de vêtements casualwear et jeans,
leader sur le marché espagnol de mode jeune,
cherchant à introduire ses marques sur le marché français

AGENTS COMMERCIAUX

pour représentation sur toutes les régions françaises.
Nous offrons : une ample collection sur le secteur du pantalon sportswear, jeans, chemises, blousons, etc. pour homme, femme et enfant.
Qualité et prix très compétitifs, grande capacité de production et bon service pour nos clients.
Nous cherchons : des agents commerciaux introduits sur le secteur de la confection avec une importante carte de clients à grande capacité d'achat.

LIWE ESPAÑOLA S.A., Mayre, S/N 38006 Pácora Tachón, R.P., 41, MURCIA, Espagne. Tél. : (68) 22-47-44 - Télex 67332 LIWE E. Alberto Fdez. Fax : 240865.

Famille allemande de Munich/Stamberg, cherche pour 1 an env. fille au pair pour garder fils de 3 ans et aider ménage. Bonne rémunération, week-end libre, app. meublé 40 m², possibilité d'études d'allemand. S'adresser à M^{me} Havermann, Haarkirchnerstr.

Le Monde
CADRES

Società drugstore
ricerca
JEUNE PATISSIER
pour travail saisonnier
en Italia, prox. Turin.
Tél. H.R. 46-28-92-85,
48-09-77-97

ANIMATEURS (H/F)
Villages de vacances.
Hôtels-Clubs. Saison hiver
88. Ecrire avec c.v. et photo
à J.-P. Philippe, Service ani-
mation adultes, SVT OCCA -
86, rue d'Amsterdam -
Paris 8 (Ne pas téléphoner).

Écoles de langues, recherches
PROFESSEUR : d'Anglais,
d'Allemand, d'Espagnol,
pour cours tous niveaux et
tous âges, expér. souhaitées,
adresser c.v. photo + lettres
mémentes à U.S. AVIS,
2, allée de la Tour,
93250 La Courneuve

GESTIONNAIRES

POSTES OUTRE-MER
Centaines de postes bien payés. Rev. exonérés d'impôts. Avantages sociaux intéressants. Occ. pour tous, métiers spécialisés, prof., administrateurs, techniciens, etc. Renseignements gratuits. Ecrire à : Services Emplois outre-mer, dépt L.M. 1256, bd Lalande, chambre 208, ville Mont-Royal.

FRANDES

SPECIAL
haute sécurité
haute performance
Possédant véhicule
émetteur, récepteur
chauffeur
Etude tous les
C

**DEMANDES
D'EMPLOIS**

STE EN SÉCURITÉ RA
urité, agréés préfectoraux
références contrôlées

ile E25, équipé tél. im
leur, EurosIGNAL im
spécialiste en condu
s propositions, Franco
contact : Tél. 93-39-31-
Privé : 93-46-02-75.
Véhicule : 93-75-91-8

L'AGENDA

Particuliers

(offres)
Machine cef KIS
ASTRO + 1 col. 3 pousseur.
Prix intéressant.
Le soir : 39-89-41-78.

Апітэка

Vende chats sacrés de Birmanie avec pedigree, nés le 24 avril 1988. Tél. 43-26-36-56, le soir.
Bijoux
BIDDY ANCIENS

**DIAGNA ANCIENS
ET ROMANTIQUES
- 20 % ESCompte
Achat Or**

**GILLET, 18, rue d'Arcole,
75004 Paris. 43-64-00-83.
FAITES PLAISIR.**

Collections

BRONZES ASIATIQUES
cherchés par particuliers ou

collection privée. Offres sous
chiffre 28 - 115140 à
Publicités CH 2001 Neuchâtel.

Le Monde
IMMOBILIER

Décoration

RÉNOVER VOTRE APPARTEMENT

A PARLEMENT A PARIS ?

conseils,
réalisation des travaux
tous corps d'état.
Qualité, détail.

ARCHI DÉCOR

(H) 47-43-47-12

Galeries
de peinture
KOLLET-ROCHER-RUSTIN
Dessins - Peintures
Galerie Pierre-Marie Merson

3, rue d'Ormesson, Paris-4.
Du 19 au 20 octobre.
Tél : 38-54-19-57.

Les Belles Propriétés du Monde

Ventes

9^e SQUARE MONCEY
Drape européen, inv. 1900.
170 m² de surface s/2 nœuds.
FINDR 43-87-80-52.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - (RC - RM)
Comptabilité de Société.
Déclaration et tous services.
Pénalités téléphoniques.
43-55-17-50.

DOMICILIATION
DEPUIS 80 F/MOIS
CA - CE - Études au rue St-Henri ou Ind des Nations
au Paris 9^e, 12^e, 15^e.
INTER DDM 43-40-98-50.

bureau

SIÈGE SOCIAL
Bureaux adaptés à services,
démarches R.C.,
SODEC SERVICES
CA - ETUDES 43-55-54-47
NATION 43-41-91-81.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL
bureau, secrétaire, télé
CONSTITUTION STES
Prix compris. Délais rapides.
ASPAC 42-43-60-50 +

DOMICILIATION 8^e
Bureau, Télé, Téléphone.
AGECO 42-94-95-28.

PONT COURBEVOISE
SANS COMMISSIONS
400 m², 300 000 F/an.
Propriété
TEL : 43-36-52-00.

bureaux

FIMON
PARIS 9
740 m² DIVISIBLES
NEUILLY
210 m² + 95 m²
LEVALLOIS NEUF
500 m² DIVISIBLES

COBREVOIE NEUF
1 980 m² DIVISIBLES

BOULOGNE
00 m² antenne, circoade.

RUÉIL
600 m² R.-DE-CH. + 1^{er}

43-87-80-52

CIDES
DES ADRESSES DE PRESTIGE
POUR VOTRE SIÈGE OU
VOTRE ANTENNE A PARIS
VOTRE SIÈGE SOCIAL
A L'ETOILE
DANS NOS CENTRES
DE PARIS-16

- * AV. CHAMPS-ÉLYSÉES
- * AV. VICTOR-HUGO
- * R. DE PONTHEUX
- * ÉTOILE VENA-10
- * PASSY TORCADERO

Recevez depuis 1/2 J. mardi, ven.,
Samedi matin, Mar. Européenne
Tél. : 190 - 30 170
CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS.

CIDES 47-20-41-08.

boutiques

ventes

MAISON MARIE-STUART (24
m², r.-d.-c. 4 2 caves
s.m. et fond. 180 000 F.
DELEC 42-33-61-15.

V. PARMENTIER (114
m² compl., expt. 400 m²,
r.2 n² x 4 r.-d.-c.
s.m. et fond. 100 000 F.
DELEC 42-33-61-15.

immobilier
information

PROFESSEUR
DE ROBOUVER
armateur des propriétaires
de 100 appartements
000 propriétaires de
38 000 immeubles
SSAM 46-22-39-15.

ONCIAI 45-55-86-18

47 AV. BOUQUET 7
appartements 42 m² supé-
rieurs, étude gratuite pen-
sionnaires, étude structure
pensionnaires, étude fiscal.



CHELLES

Style Mansard, sur 1.000 m² pavés et boisés, 50 m² réception, mezzanine, cuisine équipée, bureau, 4 chambres, confort, garage 2 voitures, prestations de qualité.

2.100.000 F.



ACC CHELLES
50, av. de la Résistance

60-08-28-20.



PORTES DE CHANTILLY

Prêt aux prestations exceptionnelles, superbe piscine chauffée, arrosage d'éclairage, 1-2-3-4, solarium, terrasse + volets motor, bar intér., équip. vidéo, salle gym., sauna jacuzzi, aquariums, appt d'entretien, 50 m², terrasse 110 m², cuis. aménagée, 5 chbres, 2 bns, s. billard, gar., s/terr. clos.



AVIS VIARMES

33, rue de Paris.

30-35-45-45.



**AUX CONFINES
DE L'OISE**

et du Val-d'Oise, niché dans village pittoresque, jolies maisons caractéristiques, elle a su préserver son charme d'autant, vaste jardin, salon, spacieux, cuis., 3 très belles chambres, bains, w.c., lingerie, cave, très beau jardin de curé d'environ 900 m². 370.000 F. A saisir.

ACS NOAILLES
6, rue de Paris,
(18) 44-07-48-02.

AVIS



70 mn PARIS

Superbe pnté du XIX^e, hall, vestiaire, asc. 50 m² ssw., cheminée, bouclier, bar., 3 mang., cuis., arr. cuis., vfranda 40 m² env., 7 chbrns, lingerie, gd cft + 3 pss. grant, ss-col, gar., dépend., cft contr., s/13.000 m² parc arboré clos. 1.620.000 F.

AVIS
WILLERS-COTTERETS
207, Gal-Ledere.
(16) 23-96-17-52.

AVIS
WILLERS-COTTERETS



**AUTHENTIQUE
DEMEURE**

du 14^e siècle, 300 m² habitables,
superbe réception 100 m² autour
d'un parc 1.800 m² -> dépend.
150 m² habitables. CHARMÉ et
CALME CAMPAGNARD.
Seulement 1.950.000 F.

AVIS

AVIS RABOUILLÉ
14, r. R-Poincaré.
34-83-05-27.




10 mn COMPÈGNE

Exposition plein sud, à l'abri des regards indiscrets, magnifique et reposante villa, hall, salon, s.d., 60 m² env., superbe cheminée et meublez, 3 chbres, bain, gd ch + c. dépend., gar. 2 voit., chbrs d'amis indép., s/3781 m², entrem. clos, paysag. 1.200.000 F.



AVIS COMPÈGNE
1, pt. St-Clément.
(16) 44-23-23-68.

AVIS COMPÈGNE
1, pt. St-Clément.
(16) 44-23-23-68.



AU CŒUR DU PAYS D'OTHE

Belle ferme typique entièrement rénovée avec groll. cuis. anc., veste sq., salon 60 m², cheminée, poutres apparentes, mezzanine terr. 30 m², 3 chbres, 2 bns, gd chf. s/2.500 m² terr. des paysages, le charme de la campagne, à 1 h 30 Paris, exception. 650.000.

AVIS SENS
2, r. Sol-de-Clouet.

LA FERTÉ-S/JOUARRE
60 km Paris

par A4,
propriété récente sur environ
6 400 m² paysagée, avec sol total,
300 m² environ habitables + mai-
son de gardien.
A SASIR, 1 100 000 F.

AVIS/FERTÉ
28, bd Turenne.



**PROCHE MELUN
belle propriété**

sur 3 250 m² parc paysan, 200 m² habitables, magnifique séjour 60 m², grande cheminée, cuisine aménagée, 4 chambres, lingerie, 3 bains couler, immense salle de jour, garage 20 m², 1 280 000 F

AVIS MELUN
3, av. Gél-Pastou.




10 KM ROUEN

Maison style normand, d'où y a trois étages, entièrement rénovée dans parc arboré, 270 m² habit., gd s/s, salon, cuis, équipée avec coin feu, 6 chbres, gde s. de bns, cabinets toilette, deux charmants villages près de Bol. GULLAUME et de ruant SAINT-AUGEN, 2.150.000 F.




AVIS ROUEN
124, rue J.-d'Arc



ARDÉCHOISE
TRÈS BELLE DEMAURE,


HALL, salle à manger, salon bibliothèque, cuisine, 3 chambres, bains + appartement 50 m² confort, chauffage central, sur 2 000 m², prix 1 000 000 F.

AVIS VALENCE
247 av. M. AUBERT



10' MÉDITERRANÉE

entre Séchets et Norborno, sup. géométriques fin XVIII^e, 420 m² hab., 670 m² annexes, maison, s. à manger 85 m², bur. tour, cheminée pierre, cuis. équipée, 7 chbres, dressing, 150 m² sous-sol, gar. 3 voitures, 9/3 250 m² parc avec arbres centenaires, 1 500 000 F.



AVIS BÉZERS
F. pl. Garibaldi

NOUVEAU

Le Monde

IMMOBILIER

AGENDA IMMOBILIER

**mercredi + jeudi + vendredi
+ samedi (RADIO-TÉLÉVISION)**

PUBLICITÉ :

RENSEIGNEMENTS et RÉSERVATIONS :

45-55-91-82 poste 43-24 - 41-38

Économie

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

« Tout ce qui est possible sera fait », assure M. Pierre Bérégovoy

SOMMAIRE

■ La discussion du budget de 1989 a commencé, mardi 18 octobre, à l'Assemblée nationale. M. Bérégovoy en a appelé à l'esprit de responsabilité des salariés (lire ci-contre).

■ La CGT a décidé de se joindre à la journée de grèves et de manifestations du jeudi 20 octobre décidée par plusieurs organisations du secteur public (lire page 31).

■ Largement anticipé, le relèvement du taux directeur de la Banque de France n'a pratiquement aucun effet sur les marchés des changes et sur les marchés financiers. Néanmoins, le franc s'est renforcé par rapport au mark. La Bundesbank pourrait faire baisser un de ses taux directeurs (lire pages 32 et 34).

■ Shell Chimie va développer rapidement ses investissements en France, notamment sur le site de Berre (lire page 33).

■ A Sète, un cargo chargé de ciment est bloqué sur rade depuis six semaines. Les cimentiers français et le syndicat CGT l'accusent de dumping (lire page 33).

C'est sur fond de tensions sociales et de grèves que la discussion de la loi de finances pour 1989 a commencé mardi 18 octobre à l'Assemblée nationale. Outre l'ancien chef de l'Etat, M. Valéry Giscard d'Estaing, étaient présents dans l'hémicycle deux anciens premiers ministres — MM. Jacques Chaban-Delmas et Raymond Barre —, un troisième, M. Laurent Fabius, président de la séance. Plusieurs anciens ministres du gouvernement Chirac, MM. Edouard Balladur, Philippe Séguin, Alain Madelin, Michel Noir et Hervé de Charette, avaient, comme de nombreux parlementaires, bravé les encombrements de la capitale pour venir entendre la

présentation du budget faite par M. Pierre Bérégovoy. Le ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances était, quant à lui, venu accompagné. Au banc des ministres étaient, en effet, assis, outre son ministre délégué chargé du budget, M. Michel Charasse — qui sera touchant de sobriété lors de son exposé technique —, M. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur.

A un incident près, c'est dans un climat studieux et dépourvu de cette discussion budgétaire s'est amorcée, comme si les futurs intervenants présentaient la difficulté qu'ils avaient à saisir un budget sans grandes aspérités et dont la préparation ne peut être imputée à 100 % au gouvernement de M. Michel Rocard.

Ce dernier, à toutes fins utiles, a sollicité et obtenu du conseil des ministres, le mercredi 19 octobre, l'autorisation d'engager la responsabilité du gouvernement, au titre de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, sur le projet de budget.

Il a rappelé que la préoccupation essentielle du gouvernement dans la préparation de ce budget était le désendettement de l'Etat. Le ministre a insisté sur les quatre priorités de ce budget : l'emploi, la formation, la recherche et la culture. « Notre approche n'est pas dogmatique, a-t-il affirmé. Nous pensons que l'Etat a un rôle à jouer dans la société française : veiller au respect des règles du jeu, corriger les inégalités injustifiées, protéger les plus faibles, inciter les acteurs sociaux à prendre en compte l'intérêt collectif dans leurs préoccupations, bref, faire prévaloir l'intérêt national. Nous n'avons pas d'idolâtrie du « motus d'Etat », ni d'esprit de système à l'égard de la dépense publique ».

Pour sa part, le député de l'Yonne, M. Auberger, a exprimé son inquiétude devant « le manque d'imagination et le manque d'ambition » de ce budget. « Il apparaît plus comme un budget de reconduction, de transition, voire d'attente que comme un budget de courage, de volonté et de combat. (...) Votre majorité demeurera après quelques mois d'exercice du pouvoir, à la recherche désespérée du souffle et de l'ardeur qui lui font si cruellement défaut ».

Le député RPR a poursuivi en reprochant au gouvernement d'avoir « préféré privilégier la paix intérieure, au prix de bien des péripéties et de quelques acrobaties ». « Le malaise actuel dans la fonction publique en témoigne, plutôt que d'appeler à un effort supplémentaire rendu nécessaire par une concurrence étrangère très vive et des échéances européennes très proches. Pour ces raisons le groupe RPR n'entend pas voter votre projet de budget ».

De son côté, M. Gilbert Gautier (UDF) s'est étonné du fait que, bien que bénéficiant d'importantes plus-values fiscales, le gouvernement n'ait pas cherché plus vigoureusement à désendetter l'Etat. « Vous avez sous les yeux l'exemple d'une politique qui gagne, celle de 1986 à 1988, au lieu d'en reprendre les principes, nous vous êtes contentés de profiter des facilités offertes par ses effets bénéfiques ».

La discussion devait se poursuivre mercredi, après les questions au gouvernement, par les interventions des principaux orateurs de chaque groupe.

PIERRE SERVANT.

● Rejet en commission des finances du budget de la justice. — Faute de troupes, les communistes socialistes de la commission des finances n'ont pu s'opposer dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 octobre au projet de budget de la justice. Majoritaire, l'opposition a repoussé le budget de garde des sceaux, notamment à cause de l'absence de revalorisation des indemnités des magistrats et de la faiblesse des créations d'emplois. Le vote du budget de l'environnement a été, quant à lui, ajourné.

P. R.-D.

M. Alain Richard, rapporteur général du budget

L'avenir du réformisme

Quel député jubile intérieurement quand l'Assemblée, chaque année, fait valser les milliards et s'enfonce dans les débats budgétaires les plus écorchés ? C'est le rapporteur général de la commission des finances. Depuis mardi, début du marathon budgétaire, Alain Richard (PS, Val-d'Oise), dont il sort « dans la botte », il choisit le Conseil d'Etat, corps prestigieux autour duquel se sont réunis les chefs de file des partis de l'UDF, mais après une année de réflexion qu'il met à profit pour reprendre le piano. L'actuel premier ministre ne lui tiendra pas rigueur d'avoir été de 1983 à 1986, l'un des chefs de file des « néo-rocardiens », qui avaient contre l'affaiblissement du discours de Michel Rocard. Membre du comité directeur du PS depuis 1981, il devient vice-président de la commission des lois cette même année. Il est rapporteur général de la commission des finances depuis le 28 juin 1988.

Gros travailleur, très conseiller d'Etat de style et de verbe, adepte de l'humour à froid, il donne parfois l'impression d'être décalé, comme s'il ne s'était jamais complètement habitué à ses nouveaux habits. C'est un réformiste dans l'âme. « Je crois à l'avenir d'un vrai réformisme. Bien choisie, bien conduite, une réforme peut mieux atténuer l'ordre établi que n'importe quel débordement », expliquait-il il y a quelques années. Avec lui, Michel Rocard dispose de l'Assemblée nationale de l'un de ses cartes maîtresses (avec Michel Spitz à la présidence de la commission des lois). Il est « arrivé », enfin presque : les portes du gouvernement se sont reformées devant lui en juin.

P. S.

● M. André Bergeron reçu par M. Michel Rocard. — Après M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a été reçu, mardi 18 octobre, par le premier ministre. La discussion, a estimé le dirigeant syndical, a été « fort intéressante » et « très utile ». « Le gouvernement doit concéder », a affirmé M. Bergeron, qui déclare ne pas méconnaître les difficultés. « Nous ne sommes pas des maximalistes. Les revendications présentées par le syndicat FO ne sont pas incompatibles avec la situation économique. » Désireux que « la grève de jeudi réussisse », le secrétaire général

de FO a assuré que, « ensuite, les discussions pourront recommencer ». M. Michel Rocard lui avait confirmé que les négociations dans la fonction publique « n'étaient pas rompues ».

● Manifestations de mineurs en Lorraine. — Un millier de mineurs en tenue de travail ont manifesté mardi 18 octobre à Freyming-Merlebach (Moselle), à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT. Une centaine d'entre eux ont saccagé la perception et incendié les locaux à la lince à incendie et érigé un mur de paillis devant le bâtiment. Une autre manifestation a eu lieu sans incident à Saint-Avold.

La légitimité des dépenses publiques

Intervenant, en début de discussion, en tant que rapporteur général du budget, M. Alain Richard a invité la représentation parlementaire à « parler un peu politique » : « N'est-ce pas parler de politique, en effet, que de débattre d'un projet dont l'exécution influencera la vie quotidienne des Français et les intérêts fondamentaux de notre pays ? Mettre plus ou moins fortement l'accent sur le renforcement des services rendus au public, décider si le financement des dépenses reposera plutôt sur certaines activités économiques ou certaines catégories sociales, exposer nos différents points de vue sur les forces et les faiblesses de notre économie et sur les stratégies à mettre en œuvre pour la construction européenne : voilà qui devrait susciter plus de commentaires et intéresser plus l'opinion que les habituelles petites phrases de fin de semaine par lesquelles le monde politique essaie de rappeler qu'il existe ».

Sur un ton défiant toute interruption, M. Richard a poursuivi, en expliquant que ce projet de loi repose sur « une conception à la fois pratique et soucieuse de progrès » : « Nous sommes ici une majorité assez large, je crois, qui considère que l'activité des grands services publics relève de la production. Mieux former les jeunes et les adultes, c'est renforcer l'économie. Moderniser les transports et les communications, comme impulser la création intellectuelle, c'est encore renforcer l'économie. Nous donnons les moyens d'assurer l'ordre public et la défense nationale, c'est garantir les conditions de développement de l'efficacité économique. Le débat sur la légitimité de la dépense publique ne peut pas faire fi de tout ces éléments. (...) Alors, évitons de donner dans la théologie. Toutes les dépenses publiques ont leur légitimité : mais toutes doivent obéir au même impératif : dépenser mieux pour éviter de dépenser trop ».

Enfin, le député du Val-d'Oise a rappelé quatre priorités de ce budget : l'éducation nationale (avec surplus de crédits en francs constants par rapport à l'an dernier de 5,5 milliards de francs) ; l'emploi et la formation (7 milliards de francs de plus), le revenu minimum

« L'engagement de maintenir le pouvoir d'achat »

« J'en appelle, du haut de cette tribune, à l'esprit de responsabilité des salariés, que je sais grand. Je sais qu'aujourd'hui ils considèrent que le pouvoir d'achat doit être amélioré. Je prends l'engagement de le maintenir et de l'améliorer par tout ce qui est possible, en particulier pour les bas revenus. Mais je dis qu'il ne faut pas compromettre le redressement engagé, au moment où il porte ses fruits ».

Le ministre a rappelé qu'il faudrait s'appuyer sur une croissance

Contre la « frénésie du moins-disant fiscal »

Le ministre a également rappelé les autres priorités du gouvernement : l'emploi, pour lequel il n'y a pas de recettes magiques et pour lequel il faut combiner traitement économique et traitement social ; le grand rendez-vous européen de 1992. Sur ce dernier point, M. Bérégovoy n'a pas caché les difficultés qu'il y aurait pour harmoniser les taux de TVA. Il a rappelé que la France dispose de certains délais pour le faire et qu'il faut éviter toute précipitation.

S'agissant des taux d'intérêt, le ministre a expliqué, en commentant la hausse d'un quart de point du taux d'intervention de la Banque de France sur le marché monétaire (7,25 %) : « Les taux d'intérêt bougent quand c'est possible, ils augmentent quand c'est nécessaire. » On ne construit pas une monnaie solide en quelques mois », a-t-il ajouté, en affirmant qu'il n'était pas question de chercher dans une dévaluation « un surcroît de compétitivité ».

De son côté, M. Michel Charasse a expliqué qu'il ne fallait pas céder « à la frénésie du moins-disant fis-

« Cliquetis » et « bric-à-brac »

Qu'il était difficile d'être député socialiste, mardi 18 octobre, à l'ouverture de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. « Anti-européen », « bric-à-brac », « idéologique », « dénué de courage politique » pour les députés de l'opposition, le budget présenté par le gouvernement ne parvenait pas non plus, loin s'en faut, à faire taire les infirmités et les salarités du secteur public en colère.

Pour M. Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, le malaise social montre que la « méthode Rocard souffre de quelques cliquetis ». Il est pour M. Jacques Godfrain (RPR, Aveyron) le fruit des « promesses inconsidérées » des socialistes pendant la campagne présidentielle, et ceux qui y ont cru demandent aujourd'hui des comptes. Mais, poursuit-il, « le gouvernement n'a plus rien à dire, il est véritablement en panne sociale ».

Ce budget est, pour M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, celui d'une « société

basse calorie », qui traduit un « déficit d'imagination et d'ambition » alors que le gouvernement a hérité « de la bonne gestion et de la manne des recettes fiscales » laissées par l'ancien majorité. Même constat du président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie, qui déplore un budget « pauvre, alors que la France a besoin d'un budget de combat contre le chômage ». Toujours selon M. Méhaignerie, le projet de loi de finances n'est pas suffisamment européen — en raison notamment des baisses insuffisantes des taux de TVA dans la perspective de l'harmonisation communautaire. « Si on veut jouer la Coupe d'Europe, il ne faut arrêter ni l'entraînement ni la musculature », constate le président du groupe UDC. Mais, pour preuve de sa bonne volonté, l'UDF propose plusieurs amendements, pour réduire « le franchissement manuel » dans ce budget : un amendement « européen », proposant une baisse du taux de TVA de 0,4 point en 1989 et l'adoption d'un plan de

cinq ans pour parvenir à un taux de 10,6 % au lieu de 10,6 % actuellement ; un amendement « anticlérical » dans le bâtiment ; tendant à alléger l'évaluation de la résidence principale dans le calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ; et enfin un amendement de « solidarités géographiques » pour une meilleure répartition entre communes rurales et communes urbaines des ressources versées par l'Etat. Si ces trois amendements, « essentiels » aux yeux du groupe centriste, sont acceptés, « la voie de l'abstention sur le vote du budget sera possible », a souligné M. Méhaignerie.

Le groupe RPR voit dans ce budget « mal pensé et mal réfléchi » le retour à une « croissance immédiate des dépenses de l'Etat et l'abandon du redressement en cours ». Les députés RPR votent donc contre l'ensemble du budget, mais s'abstiennent sur les crédits de la défense.

Pour M. Pascal Clément (UDF, Loire), ce budget est la preuve d'un

« manque de courage politique », car le gouvernement a renoncé « à faire les choses difficiles, comme la réforme fiscale que défendait M. Raymond Barre, en début de législature ». Quant au groupe communiste, il lie la discussion budgétaire aux problèmes sociaux. « Si le gouvernement fait droit aux revendications », a souligné M. André Lajoinie, nous voterons le budget ».

Si les députés socialistes sont décidés eux aussi à interroger le gouvernement sur « sa stratégie salariale » et souhaiteraient, selon le porte-parole du groupe, M. Jean Le Garrec, un petit « coup de pouce », ils admettent néanmoins que « la prudence est nécessaire ». « Le budget 1989 est la première loi qui élimine une diminution systématique du nombre de fonctionnaires », selon M. Le Garrec, qui estime que « l'ampleur des problèmes nécessite deux ou trois ans pour les résoudre ».

هكذا من الأصل

Économie

et la poursuite des conflits sociaux

La CGT se joint à la grève du 20 octobre

À l'Assemblée nationale
M. Pierre Bérégovoy

À la fin de sa journée nationale interprofessionnelle d'action du 18 octobre, M. Henri Krasucki a annoncé une nouvelle journée d'action pour le secteur public et nationalisé ainsi que pour le secteur privé le jeudi 20 octobre. La CGT rejoint ainsi de facto les six fédérations de fonctionnaires (FEN, CFTD, FO, CFTC, CGC, FGA) qui ont retenu cette même date pour une grève nationale de la fonction publique, avec le renfort du secteur privé.

Elle a fait mieux, elle a aussi fait pire... Tel est le bilan de la journée nationale interprofessionnelle d'action de la CGT du mardi 18 octobre. Portée par un comité revendicatif plus favorable, la centrale a réussi à effacer l'échec de sa précédente journée du 27 septembre dernier, sans que l'on puisse pour autant parler comme M. Henri Krasucki, qui a immédiatement appelé l'ensemble des salariés à une nouvelle journée d'action le 20 octobre, de véritable « flambée ». Une manifestation réussie à Paris, une participation moyenne dans le secteur public ne peuvent faire oublier que, comme lors de précédentes initiatives de la CGT, les salariés du secteur privé sont restés totalement à l'écart.

Le bilan dans la fonction publique proprement dite, qui sert d'étendard aux revendications de l'heure sur le pouvoir d'achat, est très significatif. Avec un taux officiel de grévistes de 6,4 % le matin et 6,12 % l'après-midi, la CGT, dont l'appareil militant est très affaibli, fait tout juste mieux que lors de ses précédents mouvements de solidarité : 5,04 % le 30 septembre 1987 et 5,04 % le 30 septembre 1986. Mais elle est apparue handicapée par l'initiative des six autres fédérations qui ont appelé à une grève nationale pour le jeudi 20 octobre.

Il est vraisemblable que de nombreux sympathisants de la CGT se sont mis « en réserve » pour le 20 octobre, préférant participer à une grève unitaire (sym-

bolisée par une manifestation commune des « six » à Paris de la Bastille au Palais Royal) dont l'ampleur s'annonce dès lors très grande. Les fédérations CGT de la fonction publique ne s'y sont pas trompées : elles ont invité dès le 18 au soir les fonctionnaires à « amplifier tout de suite un vaste et puissant mouvement revendicatif dans toute la fonction publique » en décidant « eux-mêmes » de poursuivre l'action le 20 octobre.

Une attitude identique a été adoptée par la CGT au niveau interprofessionnel pour le 20 octobre. Politiquement la centrale ne peut en effet se permettre d'être en retrait par rapport à une grève qui s'annonce plus importante que celle qu'elle a organisée seule. Elle se sent donc encouragée dans sa stratégie de harcèlement permanent. Le 18 octobre, dans le secteur public, la participation a été moyenne : 14 % de grévistes dans l'ensemble de la SNCF, dont 22 % chez les agents de conduite (contre respectivement 15 % et 20 % le 1^{er} octobre 1987) ; 24,7 % de grévistes à EDF, où la CGT avance le chiffre de 40 à 45 %, avec des coupures de courant qui ont affecté les usagers (25 % le 1^{er} octobre 1987) ; 57 % de grévistes chez les conducteurs du métro et du RER (avec le renfort du syndicat autonome SAT), au moment des fins et des débuts de prise de service, mais 10,8 % de grévistes chez les conducteurs d'autobus.

Le plus caractéristique est cependant que le secteur privé est resté à l'écart du mouvement. Alors qu'il connaît un calme social global qui ne se dément toujours pas, il n'a été affecté qu'indirectement par les perturbations venant des transports publics ou de l'EDF. Révélatrice est aussi la situation dans le secteur nationalisé concurrentiel, de la régie Renault : sur 55 918 salariés présents dans l'ensemble de ses établissements industriels, elle n'a eu que 1 663 grévistes, soit 3 %. Alors que les appels occasionnels entre une demi-heure et trois heures trente, elle n'a enregistré que 20,6 % de grévistes, au Mans, 7 % à Orléans,

3,7 % à Donai, 1 % à Billancourt, 0,2 % à Cléon et... 0 % à Sandouville.

Pour autant, une journée d'action moyenne de la CGT ne peut conduire le gouvernement à considérer que le risque de conflit s'éloigne durablement. Le problème pour lui, au-delà du mouvement des infirmières, est de savoir ce qu'il devra faire après le 20 octobre. Si ce jour-là, la participation à la grève est forte - au-delà des 32,28 % de grévistes du 15 octobre 1987 - il sera placé devant la même difficulté que ses prédécesseurs. Il devra renouer les fils d'un dialogue brisé dans une situation sociale tendue. Mais, à la limite, dès lors qu'on n'entre pas dans un cycle, difficilement tenable pour les syndicats (CGT comprise), de grèves nationales des fonctionnaires à répétition, il pourra, comme ses prédécesseurs, maintenir pour l'essentiel sa politique de rigueur salariale. Jusqu'à présent, aucun gouvernement n'a été durablement ébranlé, dans sa politique économique et sociale, par une journée d'action de la CGT ou même une grève des fonctionnaires. Ce qui montre, au

passage, la difficulté du syndicalisme pour se faire entendre du pouvoir... Quel qu'il soit.

Le risque pour le pouvoir est d'avoir à faire face, comme pour les infirmières, à de nouveaux conflits catégoriels longs et durs. À cet égard, certains chiffres sont à examiner de près. Aux PTT, les taux officiels de grévistes étaient de 6,8 % dans les postes (dont 16,4 % dans les centres de tri et 18 % pour ceux de Paris) et 5,5 % dans les télécommunications, contre, respectivement, 3,8 % et 2,8 % le 27 septembre dernier. Dans la défense nationale, le pourcentage de grévistes est monté jusqu'à 13,72 %. Que fera M. Rocard si demain, à défaut d'avoir tenté de régler globalement le problème salarial des fonctionnaires, il est soumis à des grèves catégorielles dans les PTT, l'éducation nationale ou les arsenaux, voire à la SNCF, qui peuvent l'obliger à terme de lâcher au coup par coup face à des « injustices » reconnues ? Dans un tel scénario, le risque de contagion pour le secteur privé réapparaîtrait.

MICHEL NOBLECOURT.

Les agents de la Fonction publique sont inquiets pour leur retraite

Les fonctionnaires aussi s'inquiètent pour leur retraite. C'est ce qui ressort d'un sondage d'opinion effectué pour la Préfon, - organisme créé par FO, la CGC et la CFTC (auxquelles s'est jointe la CFTD) pour offrir aux fonctionnaires et à leurs conjoints un complément de retraite par capitalisation - à l'occasion de son vingtième anniversaire (1). 60 % des fonctionnaires interrogés s'estiment « préoccupés » par le montant de leur future retraite (27 % notamment craignent pour l'avenir du système, 22 % redoutent de ne pas avoir assez d'argent) ; il est vrai que 54 % déclarent ne pas connaître le montant de leur future retraite, même approximativement.

17 % font déjà un effort pour améliorer le montant de la retraite et 44,5 % l'envisagent. Mais les placements jugés comme les mieux

adaptés à la retraite sont les assurances-complément de retraite (pour 45 %), et quasiment à égalité, l'immobilier (44 %), ensuite les valeurs mobilières (35 %). Les organismes auxquels ils feraient le plus volontiers confiance pour la préparation financière de leur retraite sont d'abord les banques (42 %), puis la poste (37 %), les caisses d'épargne (29 %), les organismes d'assurances (24 %) et les caisses de retraite (15,5 %). Une hiérarchie différente de celle qu'établissent les salariés « ordinaires », qui donnent la préférence à leur caisse de retraite.

(1) La Préfon compte 130 000 adhérents, 20 % appartenant aux collectivités locales, 14 % aux PTT, 13 % à l'éducation nationale, autant à l'administration des finances, 11 % à la défense.

Une nouvelle grille de classifications dans les travaux publics

Après dix-huit mois de négociations sur plusieurs thèmes, un nouvel accord social vient d'être signé dans la branche professionnelle des travaux publics. L'organisation patronale Fédération nationale des travaux publics (FNTP), la CFTD et Force ouvrière, qui représentent les deux tiers des syndiqués, ont en effet adopté, le 10 octobre, un nouveau texte portant sur les classifications ouvrières. La CFTC doit faire connaître prochainement sa décision. S'étant placée depuis le début des discussions en situation de refus, la CGT a repoussé le texte.

Tel qu'il se présente, l'accord sur les classifications répond aux intentions de l'organisation patronale et des deux fédérations syndicales signataires. Il vise à favoriser une meilleure évolution de carrière pour les ouvriers et à valoriser les métiers des travaux publics, devenus peu attractifs pour les jeunes notamment.

Quatre niveaux de qualification correspondant à six positions hiérarchiques sont retenus, contre dix échelons dans la précédente grille. L'ouverture hiérarchique s'établit entre l'indice 100 et l'indice 180 afin, note FO, « que chaque position soit espacée de celle qui la précède par un écart suffisant ».

Mais le texte comporte surtout des innovations dans la reconnaissance des diplômes et dans la définition des qualifications. La « polyvalence » est, par exemple, valorisée pour ceux qui peuvent maîtriser plusieurs techniques. Outre le CAP et le BEP (brevet d'enseignement professionnel), les qualifications obtenues en cours de carrière par la formation professionnelle continue qualifiante seront, par exemple, validées. Le baccalauréat professionnel travaux publics, qui se met actuellement en place, permettra à son titulaire une évolution à terme vers la classification ETAM (employés, techniciens, agents de maîtrise).

Des « passerelles » permettront à des ouvriers d'accéder à la catégorie maîtrise en fonction de leurs compétences techniques, et pas seulement s'ils exercent des responsabilités de commandement ou de chef d'équipe. L'ensemble se traduira, insistent les signataires, par un « plus » sur les bulletins de salaire.

Toutefois, les organisations syndicales ont demandé que l'entrée en vigueur de la nouvelle grille, prévue au plus tard pour le 1^{er} juillet 1989, soit conditionnée par la ratification de l'accord par la moitié au moins des fédérations régionales de travaux publics représentant la moitié des effectifs des entreprises de la profession. Dans les travaux publics comme dans le bâtiment, en effet, les négociations salariales pour fixer les rémunérations et la valeur des points sont décentralisées. La FNTP souhaite maintenant engager des négociations sur les classifications des ETAM puis des cadres.

A. Le.

ÉTRANGER

Les Etats-Unis offrent au Mexique un crédit-relais de 3,5 milliards de dollars

L'effet d'annonce a été pour le moins réussi. En se déclarant prêt à offrir au Mexique un crédit-relais allant jusqu'à 3,5 milliards de dollars, les Etats-Unis ont surpris le monde bancaire international, lundi 17 octobre, et prouvé, haut et fort, qu'ils entendaient aider un pays lourdement endetté mais devenu un bon élève du redressement économique.

Le contraste est saisissant avec la situation qui prévalait lorsque, à l'été 1982, le Mexique était en état de quasi-faillite. Il avait fallu à l'époque monter en un temps record une opération de sauvetage à laquelle avaient participé la plupart des pays industriels, dont les Etats-Unis bien sûr, mais également la Banque des règlements internationaux (BRI). Cette dernière, aujourd'hui, n'est pas appelée à la rescousse et, si la situation mexicaine est rendue plus vulnérable par la chute des cours du pétrole, la situation ne paraît pas dramatique au point d'offrir un vaste crédit,

fit-il à court terme, estiment certains spécialistes.

Les efforts de Mexico méritent d'être soulignés. La diversification des exportations permet aujourd'hui au Mexique de dépendre pour moitié des ventes de produits « non traditionnels » hors pétrole. Contrairement aux Vénézuéliens dont les quatre cinquièmes des ressources à l'exportation proviennent encore de l'or noir, les Mexicains ont ainsi prévenu en partie les méfaits d'un fort recul des cours.

Faisant preuve d'une rigueur louable, ils ont en outre annoncé, dès le dimanche 16 octobre, un plan de rigueur (le Monde du 18 octobre) comportant de nouvelles coupes budgétaires sans pour autant toucher aux dépenses sociales pour amortir le choc de la baisse des cours. Le gouvernement avait anticipé un cours moyen du pétrole de 13 à 14 dollars le baril. Il est actuellement en deçà de 10 dollars et chaque baisse d'un dollar réduit les revenus pétroliers annuels de quelque 500 millions.

Fallait-il pour autant porter la barre de l'aide à la hauteur d'un

crédit-relais de 3,5 milliards ? Le geste est à la mesure du soutien que les Etats-Unis entendent apporter au prochain président mexicain M. Carlos Salinas de Gortari. Ce crédit-relais proposé par le Trésor américain dépendra « du développement des programmes de prêts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ». Mexico pourra ainsi effectuer des tirages dès ces jours-ci avant même d'avoir abouti à un accord avec le Fonds monétaire international ou d'avoir obtenu de nouveaux prêts de la Banque mondiale. Dans cette attente, l'appui des Etats-Unis sera précieux aux dirigeants mexicains, actuellement confrontés à un mouvement favorable à un durcissement de son attitude sur le règlement d'une dette extérieure globale de 105 milliards de dollars.

Mais il est pour le moins inhabituel de la part d'un créancier d'octroyer, même provisoirement, des crédits sans l'aval préalable du FMI sur la politique de redressement du pays débiteur.

F. Cr.

Les manifestations à Paris et en province

« Fonctionnaire, ne te laisse pas plumer ! »

Les personnels hospitaliers, et surtout les infirmières, et les fonctionnaires tenaient la vedette lors de la manifestation parisienne de la CGT, mardi 18 octobre de la Bastille à Richelieu-Drouot. « Des sous pour la santé, pas pour l'armée », criaient les infirmières, parmi lesquelles s'étaient glissés quelques représentants de « coordinations », en réclamant « 2000 F tout de suite » (lire page 12). Sur l'air d'« Alouette », les agents de l'Etat chantaient : « Fonctionnaire, gentil fonctionnaire, fonctionnaire ne te laisse pas plumer... » Une manifestation plutôt calme et bon enfant.

Il n'empêche que la CGT a réussi une démonstration de bonne tenue sur le pavé parisien en rassemblant de 22 000 à 25 000 militants et sympathisants (100 000 selon la centrale et 15 000 selon la police).

Se manifestait était très sensiblement plus forte que la précédente, le 27 septembre, légèrement supérieure à celle de sa journée d'action du 1^{er} octobre 1987 mais moins forte que celle du 14 mai 1987 (30 000 manifestants). La bande de tête donnait le ton : « CGT, pour gagner, s'unir, agir, salaires, SMIC à 6000 F, emploi, liberté, protection sociale ».

Très en forme, M. Henri Krasucki n'hésitait pas à parler de « flambée » et voyait dans cette initiative interprofessionnelle « le propulseur de l'action pour les prochains jours ». « Réclamant encore », affirmait le secrétaire général de la CGT, il était de bon ton de déclarer que les grèves, les manifestations, les revendications doivent dépasser. La CGT, toujours à l'initiative, prêchant dans le désert. Aujourd'hui, c'est l'austérité qui est ringarde et ses

grands prêtres qui prêchent dans le désert. »

A Paris, la CGT, qui organisait également de nombreuses manifestations en province (3 000 manifestants à Lyon et 7 000 à Marseille par exemple), avait recensé sa démonstration sur les salaires. Les slogans sur l'application de la loi d'amnistie pour les militants syndicaux ou sur la protection sociale étaient rares alors que résonnait fréquemment : « Un bon salaire, un bon pouvoir d'achat, pour consommer et créer des emplois ».

On entendait aussi : « Les salaires y en a ras le bol, le SMIC à 6 000 francs, ce serait pas du vol ». Présents en grand nombre dans le cortège, les agents des PTT mettaient en avant la défense de leurs garanties statutaires : « La statut, on s'est battu pour le gagner, on se battra pour le garder ».

Plusieurs slogans et banderoles visaient directement M. Mitterrand et M. Rocard, les agents des impôts interpellant directement le président de la République sur ses dernières interventions « compréhensives » pour les revendications : « Mitterrand, tu comprends, mais ce n'est pas suffisant ».

Très traditionnellement, le cortège était composé de gros bataillons de personnels communaux mais aussi, en formations moins compactes, de cheminots, d'employés de banque, d'EDF, des assurances, de la SNECMA, du Livre, de la RATP ou de Renault-Billancourt (un nombre restreint), mais, à l'exception de Galeries Lafayette, de Talbot ou de Citroën-Aulnay, les salariés du privé étaient bien peu présents...

M. N.



POUR TOUS CEUX QUI ONT COMPRIS QU'ON NE CHASSE PAS L'ÉLÉPHANT AVEC UN FILET À PAPILLON

L'élargissement des frontières entre les métiers de l'argent nous permet de démontrer nos nouvelles compétences. Sont venus renforcer notre équipe, des analystes financiers sectoriels, des vendeurs spécialisés, des teneurs de marchés, en actions, en obligations, sur le matif, en options sur valeurs, ou sur indices. Cette nouvelle dimension exige un contrôle rigoureux, renforcé par une logique informatique. Séparément, déontologie oblige, les services de gestion offerts aux particuliers s'enrichissent de conseils en matière de succession, de retraite et de fiscalité.

Notre volonté d'ouverture vers l'avenir, c'est aussi des métiers nouveaux tels que le corporate finance, le treasury management et le service international qui nous permet d'apporter nos conseils sur les marchés mondiaux aussi bien aux investisseurs français qu'européens.

Pendant que d'autres parlent de l'Europe, nous la faisons.

DLP

En association avec James Capel

1 rue Lacaze-Pouget - Société de Bourse
8 rue Lavoisier 75008 Paris - Téléphone 42.66.02.30

Économie

La rigueur de Maurice Allais, prix Nobel 1988

(Suite de la première page.)

Cette théorie est alors très en avance par l'abondance de ses innovations et la rigueur de l'analyse sur les livres anglo-saxons de l'époque, qu'il s'agisse des choix individuels, des décisions de l'entreprise, de la formation des prix, des concepts d'équilibre général ou d'optimum. En écrivant ce livre, Maurice Allais s'est formé lui-même et a construit ce qui devait être pendant des années le noyau de son enseignement.

— Au lendemain de la guerre, toujours dans des conditions précaires, Maurice Allais publiait *Économie et intérêt*. Pour comprendre la portée de ce livre consacré à la théorie du capital, il faut se rappeler que la science économique d'alors faisait difficilement coexister deux analyses du taux d'intérêt : l'une le représentait comme le prix qui égalisait l'offre d'épargne et la demande d'investissement, l'autre comme la valeur de la préférence pour la liquidité compte tenu de la quantité de monnaie en circulation. Maurice Allais approfondira les deux points de vue et en proposera une synthèse. Chemin faisant, il introduira la fonction qui donne la répartition du revenu national entre les différents stades de la production, un outil qui devait par la suite se révéler extrêmement fécond pour l'étude des économies en croissance.

— Au début des années 50, Maurice Allais devait contribuer à ouvrir un nouveau champ de recherche pour la science économique en abordant les choix des individus face au risque. Il devait organiser à ce sujet, en 1952, à Paris, un colloque qui est resté célèbre et au cours duquel une polémique opposa à d'autres économistes, comme Arrow et Savage, Allais montra, enquêtes à l'appui, que l'un des axiomes de comportement qui paraissent « rationnels » et simplifier la théorie était systématiquement violé par des personnes averties. D'où le nom de « *paradoxe Allais* » donné aux exemples particulièrement significatifs qu'il avait construits. Après avoir été quelque peu occulté pendant vingt ans, le débat resurgit depuis une décennie. Dans l'intervalle, Maurice Allais n'a cessé de préciser sa pensée et, d'année en année, l'intérêt pour son

analyse ne fait que croître. Aussi apparaît-il désormais dans ce domaine comme un précurseur.

— Dans une autre direction, *Économie et intérêt* a été le point de départ de travaux extrêmement originaux sur la dynamique monétaire, et notamment sur les fluctuations économiques et les hyperinflation. Le nom de Maurice Allais est associé à la formulation « *héritaire, relativiste et logistrique* » de la théorie quantitative de la monnaie, une formulation qui fait intervenir le « *taux d'oubli* » et le « *temps psychologique* ».

— Enfin, plus récemment (en 1981), après plus de dix ans de travail, Maurice Allais a présenté sa *Théorie générale des surplus*, qui résume entièrement la théorie de l'équilibre général et de l'optimum en s'affranchissant de nombreuses hypothèses restrictives. B. Munier a pu écrire : « *Il s'agit bien d'une théorie générale des comportements dynamiques qu'Allais propose, en remplacement du paradigme néo-classique reçu* » (2).

Un esprit libre

A certains lecteurs tout cela paraîtra sans doute fort abstrait. C'est oublier que la théorie, au bout de délais plus ou moins longs, modèle notre perception du monde et transforme notre approche du concret. Ainsi, les travaux de Maurice Allais ont profondément influencé le développement du calcul économique, la tarification des services publics, l'étude de la rentabilité des investissements, l'économie de l'assurance, pour ne citer que quelques exemples.

Par ailleurs, au-delà des travaux d'économie qui accompagnent ses recherches théoriques, Maurice Allais ne s'est jamais désintéressé des problèmes économiques courants :

— en publiant plusieurs études qui ont fait date. Je n'en mentionnerai que deux. L'une, en 1953, qui rappelait opportunément aux houleux nationalisés le bénéfice qui résulterait pour la collectivité française de l'élimination des mines, dont le coût d'extraction — correcte-



ment calculé — dépassait le prix de vente moyen. L'autre, en 1954, qui définissait la stratégie optimale de recherche minière au Sahara (3) ;

— en écrivant de nombreux articles sur des sujets de politique économique. Des articles stimulants, provocants, parfois polémiques, toujours inspirés par ses réflexions théoriques, indépendants des modes, ne s'alignant sur aucune des idéologies couramment en vigueur. Trop déconnectés sans doute des réalités politiques instantanées pour avoir un impact immédiat sur l'opinion publique, mais qui exprimaient admirablement la vision originale, incisive, dérangeante d'un esprit libre sur les problèmes économiques de son temps.

Mais réduire Maurice Allais à ses écrits serait grandement mutiler son influence, car ce solitaire a joué un rôle majeur dans la naissance, après 1945, d'une véritable école d'économie mathématique française. Seuls les plus âgés des économistes d'aujourd'hui peuvent se souvenir de ce qu'était l'état désastreux de la discipline dans les premières années d'après-guerre. La France avait, en science économique, vingt ans de retard sur les pays anglo-saxons. L'inculture économique de la presse et des élites était proprement minime, et dans les facultés de droit et de sciences économiques, seuls émergèrent avec courage une poignée de personnalités de valeur. Mais la foi dans l'avenir des jeunes générations rendait possibles toutes les audaces. Aussi le séminaire de Maurice Allais joua-t-il le rôle d'un catalyseur. Pierre Massé, Edmond Malinvaud (un futur prix Nobel ?), Marcel Boiteux et bien d'autres y participèrent régulièrement. Là se

créèrent ou se renforçèrent des vocations. Là se formèrent ceux qui devaient à leur tour marquer la génération suivante. Fils ou petits-fils intellectuels de Maurice Allais, dans une descendance qui n'impliquait pas l'adhésion à une doctrine mais la conversion à une approche méthodologique. Une approche, un quart de siècle plus tard, qui garde toute sa valeur, même lorsque l'on cherche à dépasser le paradigme de l'équilibre et à faire éclater le cadre actuel de la microéconomie.

L'enseignement de Maurice Allais à l'École des mines de Paris permettait d'enrichir en permanence le séminaire de nouveaux arrivants. Chaque année, cet enseignement sans concession et de haut niveau, qui rebatait la majorité des idées, mais attirait définitivement un noyau solide d'adhérents.

A travers ces descriptions, le lecteur commence sans doute à voir se dessiner le personnage de Maurice Allais. Un chercheur imaginatif, courageux, tenace, capable de poursuivre des réflexions pendant des années sans dévier de sa route, doué à la fois d'un grand pouvoir d'analyse et d'une étonnante aptitude à la synthèse, ne laissant entrer de l'extérieur que les matériaux dont il fera sa pyramide. Un homme d'une grande rigueur, à l'honnêteté intellectuelle sans faille, entièrement dévoué à l'accomplissement de son œuvre. Un être sûr de sa valeur et incertain de sa destinée, émotif, hypersensible, plein de pitié et de réserve, souvent mal à l'aise et parfois difficile dans les rapports humains, mais qui cache au fond de lui-même une immense capacité d'affection.

Sans doute ce polytechnicien, ingénieur des Mines, professeur d'économie à l'École des mines de Paris pendant la quasi-totalité de sa carrière, médaillé d'or du CNRS, est-il aujourd'hui profondément heureux, lui qui a amorcé dans l'ombre son itinéraire intellectuel à l'heure de l'effondrement du pays et de ses élites, de voir aujourd'hui reconnue à l'échelle mondiale l'importance de son œuvre.

JACQUES LESOURNE.

(2) B. Munier, dans *Marchés, capital et incertitude*. Essais en l'honneur de Maurice Allais, sous la direction de M. Boiteux, Th. de Monthérial, B. Munier.

(3) Cette étude valut à Maurice Allais le prix Lancaster de recherche opérationnelle.

Les réactions

Le nouveau prix Nobel d'économie, M. Maurice Allais, a reçu mardi 19 octobre les félicitations du président de la République. Celui-ci estime que ce prix « récompense un chercheur qui a fait progresser l'économie mathématique (...) et un professeur qui, par son enseignement, a été le fondateur d'une véritable école ».

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a également adressé ses félicitations à M. Allais, comme l'a fait M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. « Les travaux théoriques précurseurs sur le fonctionnement des marchés et l'allocation des ressources » couronnés par le prix Nobel « ont contribué à la vitalité de la pensée économique dans notre pays », a notamment estimé M. Rocard dans son message à M. Allais.

Deux anciens élèves se sont réjouis de l'attribution du prix Nobel à Maurice Allais. « Si je retiens deux qualificatifs le concernant, c'est *original* et *précurseur* », a déclaré M. Edmond Malinvaud, professeur au Collège de France. Quant à M. Marcel Boiteux, ancien président d'EDF, il a rappelé que les conférences informelles de M. Allais « ont eu beaucoup d'influence sur la pensée économique française des trente dernières années ».

ronnés par le prix Nobel « ont contribué à la vitalité de la pensée économique dans notre pays », a notamment estimé M. Rocard dans son message à M. Allais.

Deux anciens élèves se sont réjouis de l'attribution du prix Nobel à Maurice Allais. « Si je retiens deux qualificatifs le concernant, c'est *original* et *précurseur* », a déclaré M. Edmond Malinvaud, professeur au Collège de France. Quant à M. Marcel Boiteux, ancien président d'EDF, il a rappelé que les conférences informelles de M. Allais « ont eu beaucoup d'influence sur la pensée économique française des trente dernières années ».

ronnés par le prix Nobel « ont contribué à la vitalité de la pensée économique dans notre pays », a notamment estimé M. Rocard dans son message à M. Allais.

Deux anciens élèves se sont réjouis de l'attribution du prix Nobel à Maurice Allais. « Si je retiens deux qualificatifs le concernant, c'est *original* et *précurseur* », a déclaré M. Edmond Malinvaud, professeur au Collège de France. Quant à M. Marcel Boiteux, ancien président d'EDF, il a rappelé que les conférences informelles de M. Allais « ont eu beaucoup d'influence sur la pensée économique française des trente dernières années ».

CONJONCTURE

La défense du franc

Le relèvement d'un des taux directeurs de la Banque de France ne provoque pas de remous sur les marchés

La défense du franc — et de sa parité actuelle par rapport au deutschemark — reste la priorité du gouvernement, même si elle doit se faire aux dépens de la baisse, tant recherchée, du coût du crédit. Telle est la conclusion qui se dégage des propos récents du ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy, et de la hausse du taux d'intervention de la Banque de France annoncée mardi 18 octobre.

Face à l'affaiblissement, depuis une dizaine de jours, du franc sur le marché des changes, la Banque de France a en effet décidé, mardi 18 octobre, de relever son principal taux d'intervention sur le marché monétaire d'un quart de point. Son taux de réponse aux appels d'offres, déjà porté de 6,75 % à 7 % le 25 août dernier, est passé à 7,25 %. L'institut d'émission n'a pas modifié son autre taux directeur, celui des prises en pensions, qui reste fixé à 7,75 %.

Cette décision avait été préparée par les propos tenus par M. Bérégovoy au cours du week-end et renouvelés mardi lors de la présentation du budget devant l'Assemblée nationale. « Les taux d'intérêt baissent quand c'est possible, ils augmentent quand c'est nécessaire », a à nouveau expliqué le ministre d'Etat.

Désormais partisan du pragmatisme en la matière, M. Bérégovoy a ajouté : « On ne construit pas une monnaie solide en quelques mois ». Il a estimé que « nous aurons ici ou là quelques tensions » en raison de la baisse du dollar qui provoquera un report de capitaux flottants sur le mark.

Largement anticipé, le relèvement du taux directeur de la

Banque de France n'a pratiquement eu aucun effet mardi 18 octobre sur les marchés des changes et sur les marchés financiers. Après dix journées de baisse successives, le franc s'est néanmoins légèrement renforcé à l'égard du mark.

Comme en mai

En fait, malgré la détermination de M. Bérégovoy, le ministre se retrouve, en matière de taux d'intérêt, dans une situation proche de celle qu'il avait connue en arrivant rue de Rivoli en mai dernier. Les taux directeurs de la Banque de France, qui avaient été réduits à deux reprises, ont retrouvé, à la suite de deux relèvements successifs, leurs niveaux d'alors.

Cependant, on fait remarquer, dans son entourage, que l'écart des taux courts avec l'Allemagne fédérale s'est réduit. On observe néanmoins que, en six mois, le franc s'est sensiblement déprécié face à la devise allemande : le mark est passé de 3.3750 FF en mai à 3.4130 FF mardi 18 octobre (son taux plafond est de 3.4305 FF).

Sur les marchés de changes, on attend la réunion, jeudi 20 octobre, du conseil de la Bundesbank qui, en décidant d'une éventuelle baisse de l'un de ses taux directeurs, pourrait à nouveau réduire la pression sur la parité franc-mark. Un réajustement des monnaies au sein du SME ne se justifie pas actuellement, a déclaré mardi 18 octobre, à Lugano, M. Eckard Pieske, directeur du département de politique monétaire au ministère ouest-allemand des finances.

E. L.

M. Balladur dénonce le rôle des assureurs et de la Caisse des dépôts dans les sociétés privatisées

« Les compagnies d'assurances (nationalisées), feraient bien de réviser leurs prix, plutôt que de se lancer dans des placements qui n'ont pas de motifs économiques », a déclaré, mardi 18 octobre, M. Edouard Balladur, à Paris, devant l'Association des journalistes économiques et financiers. Laisant sous-entendre que l'UAP, les AGF et le GAN seraient actuellement utilisés par l'Etat pour structurer les noyaux durs des entreprises privatisées, l'ancien ministre de l'économie, des finances et des privatisations, s'est également

inquiété du rôle que fait jouer dans ces restructurations le gouvernement actuel à la Caisse des dépôts et consignations qui, a-t-il rappelé, vit sur « le monopole des fonds des caisses d'épargne ».

L'ancien ministre RPR a, en outre, confirmé qu'il souhaitait, pour le futur, élargir la liste des sociétés à privatiser, en y incluant « tout le secteur concurrentiel d'Etat » et compléter ces privatisations par une politique plus active de « dérégulation, de remises en cause de tous les monopoles ».

(Publié)

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
PRÉFECTURE DE POLICE

Direction de la prévention et de la protection civile
Sous-direction de la prévention
Installations classées pour la protection de l'environnement
5^e bureau

La société Paris-Parking Bourse, dont le siège social est à Paris 2^e, a présenté une demande en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'extension du parc de stationnement couvert situé à Paris (2^e) place de la Bourse.

Cet ouvrage relèvera de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 331 bis 1^{re} ainsi libellé :

« Parc de stationnement couvert et garage-hôtel de véhicules à moteur dont la surface est supérieure à 20 000 m². »

Installation soumise à autorisation
Conformément aux dispositions de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée par la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation, le projet sera soumis à enquête publique du 8 novembre au 8 décembre 1988 inclus.

Le dossier sera déposé au commissariat de police judiciaire et administrative du quartier Vivienne-Gaillon, 5, rue d'Amboise à Paris (2^e), et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête du 8 novembre au 8 décembre 1988 — du lundi au vendredi de 14 heures à 17 heures.

M. Louis Philippot, commissaire-enquêteur désigné par monsieur le président du tribunal administratif de Paris, recevra les déclarations des personnes intéressées au commissariat précité, aux jours et heures suivants :

Mardi 8 novembre
Samedi 19 novembre
Mercredi 23 novembre
Vendredi 2 décembre
Mardi 6 décembre

de 15 h à 18 h

P. LE PRÉFET DE POLICE,
Le directeur de la prévention
et de la protection civile,
Marcel BURLLOT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GÉVELOT

RAPPORT D'ACTIVITÉ RELATIF
AU PREMIER SEMESTRE 1988

Le chiffre d'affaires, à fin juin 1988, est de 92 364 000 F contre 90 236 000 F à fin juin 1987. La faible progression sur l'année précédente résulte du rythme élevé de fabrication observé durant le premier semestre 1987.

Le résultat d'exploitation, à fin juin 1988, s'établit toutefois à un montant inférieur à celui de la même période de 1987, 9 780 000 F contre 11 545 000 F, en raison notamment d'une augmentation sensible des charges de personnel provenant, pour une part, des augmentations de salaires qui ont dû être consenties à fin 1987 et, pour une autre part, d'une augmentation de valeur ajoutée des pièces fabriquées.

Les amortissements des deux périodes sont à peu près identiques, 3 428 000 F contre 3 392 000 F.

Le résultat financier est un bénéfice de 104 000 F contre une perte de 233 000 F à fin juin 1987. Il traduit l'aisance actuelle de la trésorerie de la société.

Le résultat exceptionnel est un bénéfice de 4 241 000 F contre un bénéfice de 1 726 000 F à fin juin 1987. Il comprend principalement des profits sur engagements concordataires contractés antérieurement en faveur de filiales à hauteur de 1 420 000 F et sur cessions de logements pour 2 240 000 F.

Après la participation des salariés aux fruits de l'expansion pour 803 000 F et l'impôt sur les bénéfices de 4 217 000 F, le bénéfice au 30 juin 1988 s'établit à 9 105 644,37 F contre 7 297 171,18 F au 30 juin 1987.

La conjoncture restant favorable, le résultat net après impôt de l'exercice 1988 ne devrait être que légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent, malgré l'augmentation des charges salariales indiquées plus haut.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Gévelot pour le premier semestre s'établit à 290 045 000 F en 1988 contre 276 727 000 F en 1987 à structure comparable.

Le résultat courant d'exploitation au 30 juin 1988 est bénéficiaire de 14 839 000 F contre 27 506 000 F pour l'année entière 1987 qui n'avait pas fait l'objet d'une consolidation au 30 juin 1987.

Le résultat net consolidé global s'établit à 8 889 000 F au 30 juin 1988 contre 18 320 000 F pour l'année entière 1987, mais après des provisions pour impôts et participations des salariés de 9 475 000 F au 30 juin 1988 contre 11 675 000 F pour 1987.

Les informations disponibles concernant l'ensemble des filiales du groupe Gévelot permettent d'estimer que le résultat net consolidé de l'exercice 1988 devrait se situer à un niveau au moins égal à celui de l'exercice précédent.

SILIC

plus de 200 MF de loyer en 1988

Le Conseil d'Administration de SILIC s'est réuni le 14 octobre 1988 sous la présidence de M. André MOULY.

Il a constaté que le capital social se trouve porté à 273 506 500 F par la conversion d'obligations convertibles en actions.

Le Conseil d'Administration a ensuite examiné les comptes arrêtés au 30 juin 1988. Ils font apparaître un résultat courant de 71 566 643,58 F contre 65,4 MF en 1987.

Les loyers prévisionnels de l'exercice 1988 devraient être supérieurs à 200 MF, et en l'état actuel des hypothèses retenues, sauf événement exceptionnel, le résultat de l'exercice devrait permettre de servir un dividende de 44,40 F contre 41,30 F en progression de 7,50 % sur l'exercice précédent.

COMPAGNIE
D'INVESTISSEMENTS
FRANÇAIS IMMOBILIERS
COGIFI

Réuni le 13 octobre 1988, le Conseil d'Administration a examiné la situation prévisionnelle des comptes au 30 juin 1988.

Cette situation fait apparaître une progression satisfaisante tant du résultat d'exploitation que du bénéfice net.

Les recettes nettes du premier semestre 1988, non compris les indemnités compensatrices dues par l'Etat, se sont élevées à 59 567 000 F contre 54 882 000 F, soit une augmentation de 8,5 %.

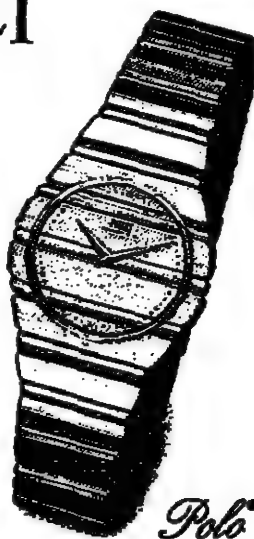
D'autre part la Société a poursuivi la vente par appartement des Résidences « Brun Pain » à Tourcoing et « Le Chemin Vert » à Roubaix (59), des trois Résidences de la Vallée du Rhône et des locaux commerciaux du Passage Montparnasse à Paris. En outre, elle a entrepris la vente par appartement de la Tour Athènes à Paris. Le montant des ventes régulières au cours du premier semestre 1988 s'est élevé à 10 570 000 F, pendant la même période, des réservations ont été signées pour un montant de 45 450 000 F.

Compte tenu des plus-values réalisées sur les ventes régulières, le bénéfice net pour le premier semestre de l'exercice 1988 ressort à 43 197 000 F, en augmentation de 12,3 %, par rapport au bénéfice net réalisé au cours du premier semestre 1987.

La Société envisage de réaliser un nouvel investissement dans des locaux à usage de bureaux situés à Paris ou dans la région parisienne.

Le temps Piaget ne se mesure qu'en Or

PIAGET



Polo

Or 18 carats.
Quartz, étanche.
Changement de
niveau horaire
instantané.

Aldebert

À Paris : 18, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
6, 14 Saint-Honoré
70, 14 Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot
À Cannes : 19, La Croisette
À Monte-Carlo : 3, av. des Beaux-Arts

Économie

AFFAIRES

La restructuration du capital d'Havas

M. Vernes s'oppose à l'entrée de la BNP

M. Jean-Marc Vernes, farouche défenseur des privatisations, n'apprécie guère la restructuration du capital d'Havas. Actionnaire à 5 % du «noyau dur» original du groupe privé, par l'intermédiaire de la Société de participation mobilière, il voit d'un mauvais œil la constitution d'un second pôle d'actionnaire autour de Canal Plus. Et il a fait savoir au dernier conseil d'administration d'Havas.

M. Vernes peut difficilement refuser, à lui seul, une transformation du capital acceptée par l'ensemble de ses partenaires. Il n'en continue pas moins son combat en refusant l'arrivée de M. René Thomas, président de la BNP, au conseil d'administration. La

BNP doit prendre 4 % à 5 % du capital d'Havas aux côtés de Canal Plus (7,5 %), de BSN (2,5 %), de la GMF (5 %) et de la Compagnie générale des eaux (2 %). M. Vernes y voit un renforcement abusif des participations publiques au sein du groupe de communication. Il est vrai que l'UAP, les AGF et la Caisse des dépôts y détiennent déjà près de 15 % des parts.

Lors du dernier conseil d'administration, le ton est monté entre M. Vernes et M. André Rousselet, président de Canal Plus. Mais le conseil a néanmoins décidé de proposer à l'assemblée générale du 8 décembre une nouvelle liste de ses membres comprenant le nom de M. Thomas.

Compromis entre Chargeurs SA et Valeo dans l'OPA sur Epeda

La guerre sur Epeda n'a pas lieu. Le mercredi 19 octobre, les banques Worms et Lazard ont déposé auprès de la Société des Bourses françaises (SBF) un projet d'offre commune lancée par Chargeurs SA et Valeo sur 100 % du capital (soit 3 millions de titres) d'Epeda-Bertrand Faure (EBF) à 1 100 F par action, via un holding détenu à 45 % par Valeo, 20 % par Chargeurs et 35 % par huit institutions. L'apport en capital est de 1,5 milliard de francs, le reste de l'opération sera financé par endettement.

Le compromis a été trouvé pendant la nuit entre l'attaquant, Valeo, premier équipementier automobile français dans l'orbite de l'italien Carlo De Benedetti, et le défenseur, Jérôme Seydoux, patron des Chargeurs, appelé à la rescousse par l'état-major d'EBF, numéro un européen du siège

automobile. Valeo avait lancé, le 30 septembre, une offre publique d'échange sur les deux tiers du capital d'EBF et n'avait pas caché son intention de ne garder que l'activité automobile de sa proie, en vendant notamment ses branches armement (Lucchini) et bagages (Delsey).

L'attaque et la perspective de démantèlement avaient immédiatement provoqué l'hostilité des dirigeants d'EBF. La banque Worms et Lazard, mandatée par EBF, avait fini par trouver un défenseur industriel en la personne de Jérôme Seydoux. Le compromis trouvé entre les deux industriels, Chargeurs SA et Valeo est en tout cas une victoire du gâche. Il préserve à court terme l'équipe dirigeante et l'intégrité d'EBF.

C.B.

La pétrochimie va vers une crise majeure estime le PDG de Shell-Chimie

Un chef d'entreprise qui se plaint de gagner trop d'argent, ça n'est pas courant. C'est pourtant ce que vient de faire M. Pierre-Yves Dumas, PDG de Shell-Chimie, filiale française du groupe pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch Shell.

Selon de prudentes prévisions, la marge brute de la société pour 1988 devrait augmenter de 45 % pour dépasser 1,4 milliard de francs, après avoir presque triplé entre 1985 et 1987. Un comble : la société n'a presque plus de dettes (300 millions de francs). L'ennui est que tous les chimistes, à cause d'une conjonction en or, en font autant.

Les plus favorisés sont ceux qui, comme Shell-Chimie, exercent le plus clair de leur activité dans la pétrochimie. Celle-ci même qui avait failli sombrer durant la grande crise du début des années 80. La branche chimie internationale de Royal Dutch Shell gage tant d'argent qu'en 1987, neuvième en chiffre d'affaires (11,7 milliards de dollars, soit 77 milliards de francs) au palmarès mondial, elle s'était classée au deuxième rang derrière Du Pont pour le montant de son bénéfice net : 1,44 milliard de dollars (9,4 milliards de francs).

« Nous vivons dans un monde idéal où les coûts baissent et les prix montent », avoue, presque honteux, M. Dumas. Ainsi, par exemple, l'excédent brut d'exploitation d'une tonne d'éthylène dans un vapocraqueur se situe actuellement au-dessus de 2 000 francs par tonne contre 1 200 francs en 1987.

Mais le PDG de Shell-Chimie est effrayé de cette situation, dont les

effets pervers ne vont pas tarder à se manifester. Ce pactole va susciter des convoitises et déclencher une vague d'investissements, probablement aux États-Unis, où la dernière crise avait été plus faiblement ressentie qu'ailleurs, au Proche-Orient, sûrement en Asie du Sud-Est. L'âge d'or ne durera pas et, au début des années 90, en 1993 ou 1995, une nouvelle crise, plus violente encore que la précédente, est inévitable.

Pour se prémunir, Shell-Chimie a décidé de relever massivement ses investissements, très faibles ces dernières années (200 millions en 1986), pour dépasser 1 milliard de francs en moyenne par an au cours des cinq prochains exercices. Cet argent sera employé à consolider la pétrochimie du groupe (80 % de son chiffre d'affaires) mais surtout à développer une importante chimie des spécialités, essentiellement celles dans lesquelles Shell se sent forte (additifs pétroliers, certains secteurs de la chimie fine, polymères spéciaux, résines époxy). Près de la moitié des investissements (45 %) seront consacrés à développer cette dernière.

Shell-Chimie surveillera également les opportunités d'acquisition qui pourraient se présenter. En attendant, la société vient de racheter le groupe de sociétés chimiques de La Mésa, dont l'usine est installée près de Nice. L'affaire est spécialisée dans la synthèse de produits chimiques à façon et son chiffre d'affaires est estimé à 60 millions de francs pour 1988.

ANDRÉ DESSOT.

Au nom de la logique de l'actionnaire

France Image Logiciel dépose son bilan

Y a-t-il encore sur le marché français une petite place pour un éditeur de logiciels pour micro-ordinateurs ? Non, a estimé la CAMIF (coopérative des adhérents de la Mutuelle assurance des instituteurs de France), principal actionnaire de France Image Logiciel (FIL), éditeur de programmes micro-informatiques, qui s'est vu contraint de déposer son bilan.

FIL, créé en mai 1985 par la CAMIF, Thomson Siniv (filiale de Thomson chargée à l'époque de la vente de micro-ordinateurs) et Thomson Answare (du groupe CGE), fila durant ces deux premières années d'existence des jours presque heureux grâce au plan « Informatique pour tous », mis en place par M. Laurent Fabius. Ce plan devait conduire à la mise en place de 120 000 ordinateurs dans les écoles. FIL avait été sélectionnée pour réaliser le catalogue des logiciels et les livrer aux établissements scolaires. Conséquence : la société réalisa 70 millions de francs de chiffre d'affaires (sur un total de 80) en 1985 grâce au plan, puis 88 millions de francs (sur 134) en 1986, son bilan étant juste équilibré.

« Cette activité ne nous permettait pas de gagner de l'argent, mais nous pensions qu'elle nous aiderait à donner l'impulsion nécessaire à la création d'un marché et d'une entreprise », assure aujourd'hui le président de la société, M. François Robineau. Car l'objectif de FIL était non seulement de distribuer des logiciels conçus par d'autres, mais aussi de développer une gamme de programmes professionnels devant tourner sur l'ordinateur Thomson TO X, nom de code de la machine qui devait devenir le haut de gamme Thomson... mais qui ne vit jamais le

jour, le constructeur ayant décidé de se retirer de ce marché en 1986.

Résolue à ne pas abandonner la partie pour autant, FIL décide alors d'adapter ces programmes pour les rendre à même de fonctionner sur les best-sellers du marché, les micro-ordinateurs IBM PC, et compatibles. Au total, c'est ainsi un investissement de 30 millions de francs que l'éditeur aura consacré au développement de cette gamme de cinq programmes (traitement de textes, tableurs, logiciels graphiques, de gestion de fichiers, et système expert) qui devaient être annoncés le 12 octobre. C'est alors que la CAMIF décide de ne plus jouer le jeu. Pessimiste, elle ramenait à 30 millions de francs le chiffre d'affaires prévu pour 1988, soit la moitié du chiffre estimé précédemment et décidait de passer en charges de recherches et développement ce qui était auparavant considéré comme un investissement. Les comptes de la société se sont alors de francs pour un chiffre d'affaires de 102 millions de francs en 1987, la mettant en état de cessation de paiement.

« On nous a laissé prendre notre élan, et on nous arrête au moment où nous allions sauter », se lamente M. François Robineau. Certes, le marché sur lequel s'était placée la société, avec sa nouvelle gamme de produits, croît de 30 % à 60 % par an, selon les estimations, mais il est tenu par une poignée de leaders américains, Microsoft, Ashton Tate et Lotus en particulier, qui en couvrent, chacun dans sa spécialité, près de 40 %. La partie n'était donc pas gagnée d'avance.

A. K.

Tandis que le trafic du port se redresse

Guerre du ciment à Sète

SETE de notre envoyé spécial

Voilà maintenant plus de six semaines que le *Credha*, un grand navire de 250 mètres battant pavillon libérien est mouillé au large du port de Sète sans avoir encore obtenu des autorités le feu vert pour y entrer. Transporte-t-il des marchandises dangereuses ? Non, du ciment. Est-il en contravention avec la réglementation relative à la sécurité ou aux conditions de travail de l'équipage ? Non plus. Serait-il soupçonné d'un détournement de cargaison ? Son armateur serait-il en faillite ? Pas davantage.

Mais son arrivée dans les darses au pied du mont Saint-Claire est de nature, d'après les pouvoirs publics et notamment la préfecture de l'Hérault, à troubler l'ordre public.

Reprenons l'histoire. Il y a quelques mois la chambre de commerce de Sète, concessionnaire des installations portuaires, signait avec une société liée au groupe multinational dirigé par l'homme d'affaires libanais M. Nakachian installé en Espagne, un contrat pour le traitement et l'ensachage de 300 à 500 000 tonnes de ciment par an pour fournir les grossistes et distributeurs du sud de la France. Un navire usiné, en l'occurrence le *Credha*, viendrait s'amarrer au quai de Sète et serait alimenté par des cargos plus petits qui lui apporteraient le ciment à conditionner. Pour le port de Sète, dont le trafic et les finances sont gravement affectés depuis la fermeture de la raffinerie de Mobil tous proches, en mai 1986, ce ciment constitue une affaire en or qu'il ne faut pas rater puisqu'elle peut représenter jusqu'à 10 % du trafic total.

La chose est en bonne voie, le contrat signé pour cinq ans et, fin août, le *Credha*, ses cales pleines de ciment, se présente devant le quai. Mais c'était sans compter avec le lobby des cimentiers français appuyés, en l'occurrence, pour défendre la même cause, par la CGT. Pas les dockers CGT ou indépendants du port, qui se voient de la sorte privés de marchandises à manutentionner, mais par le syndicat CGT des ouvriers des cimenteries.

Du côté du patronat, la plupart des grandes sociétés se retrouvent pour dire non aux importations, mais c'est Lafarge semble-t-il qui mène la danse, estimant qu'il s'agit de dumping caractérisé. Un groupe puissant qui, il y a trois ans, a d'ailleurs fermé une cimenterie à quelques kilomètres de là d'où il devrait venir s'amarrer le *Credha*.

Alors, manifestations, destruction de locaux, opérations de commando se succèdent à Sète, nourissant abondamment la chronique locale depuis fin août.

Officieusement, le patronat maritime encourage la CGT à rester sur le quai et à empêcher le navire de rentrer au port. La chambre de commerce, qui lance un vaste effort commercial, assiste, impuissante, à l'exaspération des risques graves de troubles de l'ordre public pour s'opposer à tout mouvement du navire, à bord duquel les quelques quarante membres d'équipage composés de nationalités très diverses et commandés par des officiers norvégiens, commencent à trouver le temps long. C'est la vedette des pilotes qui les approvisionne en vivres frais.

Usine belge

Très rare dans les annales maritimes, cette sorte de guerre de position — qu'on qualifie à la chambre de commerce de Sète de combat d'arrière-garde, au moment où il faut s'attendre d'ici 1992 à une porosité de plus en plus totale des frontières — se double d'un imbroglio juridique qui, chaque jour, gagne en animosité procédurière. Ce navire est-il un bateau ou une usine, ce qui ne revient pas au même sur les plans social et fiscal ?

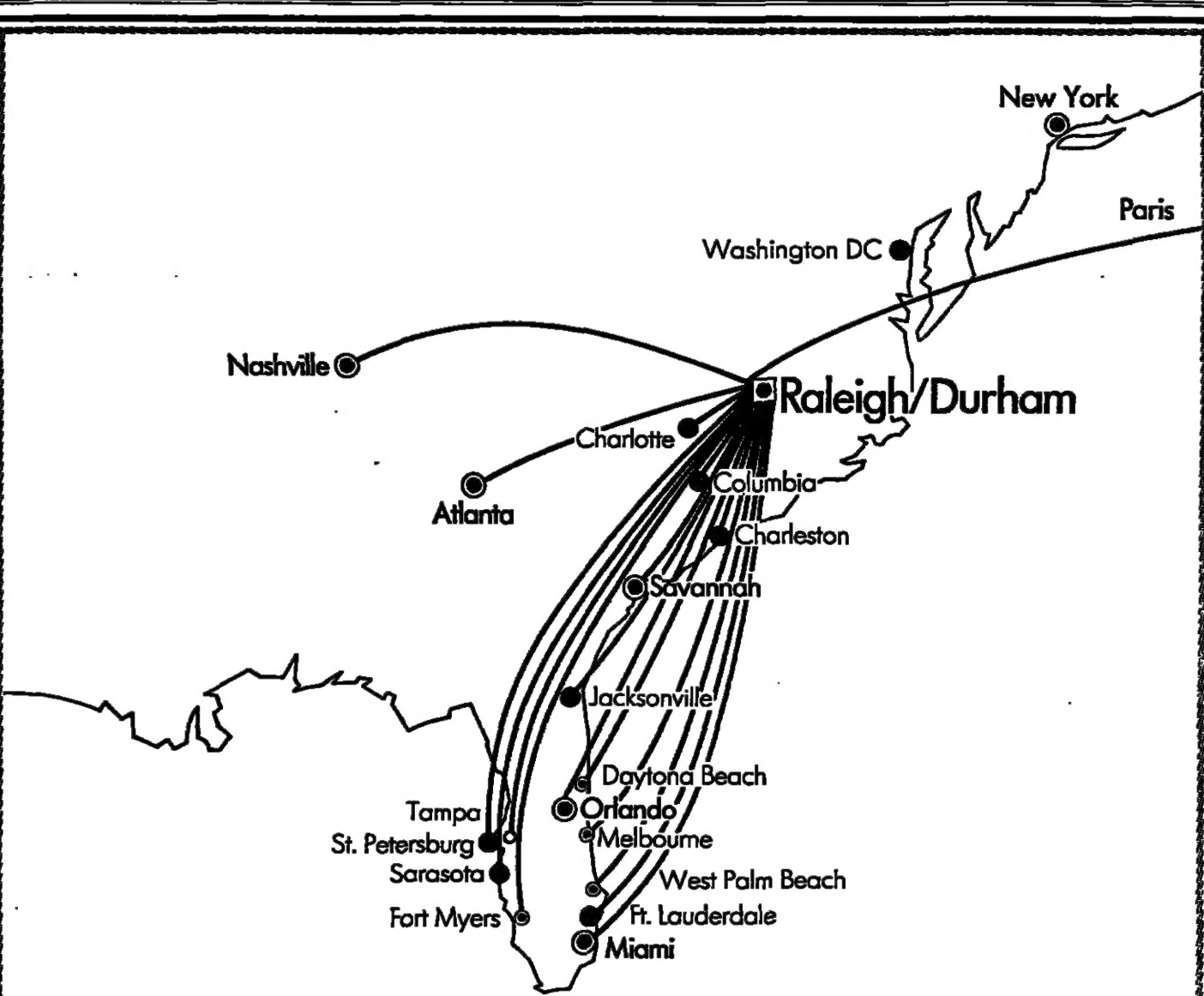
Le groupe Nakachian et l'armateur, la CEDARCO, réclament à l'Etat qui les empêche de travailler 12 000 dollars par jour pour l'immobilisation du navire, mais le tribunal de Paris vient d'ordonner la saisie de la COFACE (1), la seule conservatoire du cargo-usine s'il entrerait dans le port car la CEDARCO a une dette envers l'Etat, pour un contrat ancien non honoré en Arabie saoudite. M. Nakachian et ses alliés n'ont pas manqué de répliquer, en demandant un référé au tribunal de commerce de Sète de se prononcer. La levée de la saisie a été ordonnée. Quant au ciment qu'on croyait grec à l'origine, il pourrait être roumain.

Heureusement, le président de la chambre de commerce a au moins deux satisfactions : le trafic global du port se redresse et devrait, fin 1988, dépasser de 7 à 10 % celui de l'an dernier (4 millions de tonnes). Il a profité à contrario des récentes et longues grèves à Marseille et à Fos.

Surtout, les travaux de l'usine de trituration des graines oléagineuses Vamo Mills, du groupe belge Van de Moortele, vont bon train. Une usine qui, après cinq ans de négociations, des hauts et des bas, des blocages (Mme Edith Cresson avait voulu faire venir cette usine en Poitou-Charentes), entrera en production en mai 1989, générera 200 000 tonnes de trafic maritime par an, et aboutira peut-être à la création d'une huilerie.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur.



POUR QUE VOUS COMPRENIEZ L'INTÉRÊT D'UN VOL QUOTIDIEN PARIS-RALEIGH/DURHAM, NOUS VOUS AVONS FAIT UN DESSIN.

Non, Raleigh/Durham n'est pas une marque de vélo de course ni le nom de la dernière station balnéaire en vogue.

Raleigh/Durham est tout simplement la plaque tournante qu'American Airlines a choisie pour vous permettre de gagner tout le Sud-Est des États-Unis, plus facilement que vous ne l'avez jamais fait.

Au départ de Paris-Orly, nous vous proposons chaque jour un vol sans escale pour Raleigh/Durham. A partir de Raleigh/Durham, nous assurons plus de 100 vols par jour vers 52 destinations (certaines correspondances étant effectuées avec notre partenaire régional American Eagle).

Et si c'est la Floride qui vous tente plus particulièrement, nous y desservons 11 villes dont

Orlando, le fief du "Disneyworld". A Raleigh/Durham, les formalités d'immigration ne sont plus un problème. Nous y avons notre propre terminal et vous serez les seuls passagers transatlantiques à y atterrir.

Alors, si vous allez dans le Sud-Est des États-Unis, passez par Raleigh/Durham.

Réervations et informations : contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22. En province, contactez notre agent général Loisin S.A.



American Airlines

Marchés financiers

BOURSE DU 19 OCTOBRE

Règlement mensuel																			
Compte	VALEURS	Cours priorité	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compen- sation	Compte	VALEURS	Cours priorité	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compen- sation	Compte	VALEURS	Cours priorité	Premier cours	Dernier cours	% + -
.....	C.A.E. 75 *	3886	3850	3850	- 0 05		.....	C.A.E. 75 *	3886	3850	3850	- 0 05		.....	C.A.E. 75 *	3886	3850	3850	- 0 05
1026	S.A.P. 75 *	1052	1040	1050	- 0 19		1026	S.A.P. 75 *	1052	1040	1050	- 0 19		1026	S.A.P. 75 *	1052	1040	1050	- 0 19
1126	C.E.P. 75 *	1131	1131	1131			1126	C.E.P. 75 *	1131	1131	1131			1126	C.E.P. 75 *	1131	1131	1131	
1126	Ch. Lysen T.P.	1147	1126	1126	- 1 05		1126	Ch. Lysen T.P.	1147	1126	1126	- 1 05		1126	Ch. Lysen T.P.	1147	1126	1126	- 1 05
1226	St-Germain T.P.	1230	1230	1230			1226	St-Germain T.P.	1230	1230	1230			1226	St-Germain T.P.	1230	1230	1230	
1248	St-Germain T.P.	1230	1235	1245	+ 0 40		1248	St-Germain T.P.	1230	1235	1245	+ 0 40		1248	St-Germain T.P.	1230	1235	1245	+ 0 40
1281	St-Germain T.P.	1240	1245	1245			1281	St-Germain T.P.	1240	1245	1245			1281	St-Germain T.P.	1240	1245	1245	
400	Azer	520	520	520	+ 1 15		400	Azer	520	520	520	+ 1 15		400	Azer	520	520	520	+ 1 15
540	Azer	540	540	540	+ 1 15		540	Azer	540	540	540	+ 1 15		540	Azer	540	540	540	+ 1 15
2100	Al. Suprem	2100	2100	2100	+ 0 84		2100	Al. Suprem	2100	2100	2100	+ 0 84		2100	Al. Suprem	2100	2100	2100	+ 0 84
3300	AL.S.P.	3300	3300	3300	+ 1 15		3300	AL.S.P.	3300	3300	3300	+ 1 15		3300	AL.S.P.	3300	3300	3300	+ 1 15
3400	Al. Suprem	3400	3400	3400	+ 1 15		3400	Al. Suprem	3400	3400	3400	+ 1 15		3400	Al. Suprem	3400	3400	3400	+ 1 15
3500	Al. Suprem	3500	3500	3500	+ 1 15		3500	Al. Suprem	3500	3500	3500	+ 1 15		3500	Al. Suprem	3500	3500	3500	+ 1 15
3600	Al. Suprem	3600	3600	3600	+ 1 15		3600	Al. Suprem	3600	3600	3600	+ 1 15		3600	Al. Suprem	3600	3600	3600	+ 1 15
3700	Al. Suprem	3700	3700	3700	+ 1 15		3700	Al. Suprem	3700	3700	3700	+ 1 15		3700	Al. Suprem	3700	3700	3700	+ 1 15
3800	Al. Suprem	3800	3800	3800	+ 1 15		3800	Al. Suprem	3800	3800	3800	+ 1 15		3800	Al. Suprem	3800	3800	3800	+ 1 15
3900	Al. Suprem	3900	3900	3900	+ 1 15		3900	Al. Suprem	3900	3900	3900	+ 1 15		3900	Al. Suprem	3900	3900	3900	+ 1 15
4000	Al. Suprem	4000	4000	4000	+ 1 15		4000	Al. Suprem	4000	4000	4000	+ 1 15		4000	Al. Suprem	4000	4000	4000	+ 1 15
4100	Al. Suprem	4100	4100	4100	+ 1 15		4100	Al. Suprem	4100	4100	4100	+ 1 15		4100	Al. Suprem	4100	4100	4100	+ 1 15
4200	Al. Suprem	4200	4200	4200	+ 1 15		4200	Al. Suprem	4200	4200	4200	+ 1 15		4200	Al. Suprem	4200	4200	4200	+ 1 15
4300	Al. Suprem	4300	4300	4300	+ 1 15		4300	Al. Suprem	4300	4300	4300	+ 1 15		4300	Al. Suprem	4300	4300	4300	+ 1 15
4400	Al. Suprem	4400	4400	4400	+ 1 15		4400	Al. Suprem	4400	4400	4400	+ 1 15		4400	Al. Suprem	4400	4400	4400	+ 1 15
4500	Al. Suprem	4500	4500	4500	+ 1 15		4500	Al. Suprem	4500	4500	4500	+ 1 15		4500	Al. Suprem	4500	4500	4500	+ 1 15
4600	Al. Suprem	4600	4600	4600	+ 1 15		4600	Al. Suprem	4600	4600	4600	+ 1 15		4600	Al. Suprem	4600	4600	4600	+ 1 15
4700	Al. Suprem	4700	4700	4700	+ 1 15		4700	Al. Suprem	4700	4700	4700	+ 1 15		4700	Al. Suprem	4700	4700	4700	+ 1 15
4800	Al. Suprem	4800	4800	4800	+ 1 15		4800	Al. Suprem	4800	4800	4800	+ 1 15		4800	Al. Suprem	4800	4800	4800	+ 1 15
4900	Al. Suprem	4900	4900	4900	+ 1 15		4900	Al. Suprem	4900	4900	4900	+ 1 15		4900	Al. Suprem	4900	4900	4900	+ 1 15
5000	Al. Suprem	5000	5000	5000	+ 1 15		5000	Al. Suprem	5000	5000	5000	+ 1 15		5000	Al. Suprem	5000	5000	5000	+ 1 15
5100	Al. Suprem	5100	5100	5100	+ 1 15		5100	Al. Suprem	5100	5100	5100	+ 1 15		5100	Al. Suprem	5100	5100	5100	+ 1 15
5200	Al. Suprem	5200	5200	5200	+ 1 15		5200	Al. Suprem	5200	5200	5200	+ 1 15		5200	Al. Suprem	5200	5200	5200	+ 1 15
5300	Al. Suprem	5300	5300	5300	+ 1 15		5300	Al. Suprem	5300	5300	5300	+ 1 15		5300	Al. Suprem	5300	5300	5300	+ 1 15
5400	Al. Suprem	5400	5400	5400	+ 1 15		5400	Al. Suprem	5400	5400	5400	+ 1 15		5400	Al. Suprem	5400	5400	5400	+ 1 15
5500	Al. Suprem	5500	5500	5500	+ 1 15		5500	Al. Suprem	5500	5500	5500	+ 1 15		5500	Al. Suprem	5500	5500	5500	+ 1 15
5600	Al. Suprem	5600	5600	5600	+ 1 15		5600	Al. Suprem	5600	5600	5600	+ 1 15		5600	Al. Suprem	5600	5600	5600	+ 1 15
5700	Al. Suprem	5700	5700	5700	+ 1 15		5700	Al. Suprem	5700	5700	5700	+ 1 15		5700	Al. Suprem	5700	5700	5700	+ 1 15
5800	Al. Suprem	5800	5800	5800	+ 1 15		5800	Al. Suprem	5800	5800	5800	+ 1 15		5800	Al. Suprem	5800	5800	5800	+ 1 15
5900	Al. Suprem	5900	5900	5900	+ 1 15		5900	Al. Suprem	5900	5900	5900	+ 1 15		5900	Al. Suprem	5900	5900	5900	+ 1 15
6000	Al. Suprem	6000	6000	6000	+ 1 15		6000	Al. Suprem	6000	6000	6000	+ 1 15		6000	Al. Suprem	6000	6000	6000	+ 1 15
6100	Al. Suprem	6100	6100	6100	+ 1 15		6100	Al. Suprem	6100	6100	6100	+ 1 15		6100	Al. Suprem	6100	6100	6100	+ 1 15
6200	Al. Suprem	6200	6200	6200	+ 1 15		6200	Al. Suprem	6200	6200	6200	+ 1 15		6200	Al. Suprem	6200	6200	6200	+ 1 15
6300	Al. Suprem	6300	6300	6300	+ 1 15		6300	Al. Suprem	6300	6300	6300	+ 1 15		6300	Al. Suprem	6300	6300	6300	+ 1 15
6400	Al. Suprem	6400	6400	6400	+ 1 15		6400	Al. Suprem	6400	6400	6400	+ 1 15		6400	Al. Suprem	6400	6400	6400	+ 1 15
6500	Al. Suprem	6500	6500	6500	+ 1 15		6500	Al. Suprem	6500	6500	6500	+ 1 15		6500	Al. Suprem	6500	6500	6500	+ 1 15
6600	Al. Suprem	6600	6600	6600	+ 1 15		6600	Al. Suprem	6600	6600	6600	+ 1 15		6600	Al. Suprem	6600	6600	6600	+ 1 15
6700	Al. Suprem	6700	6700	6700	+ 1 15		6700	Al. Suprem	6700	6700	6700	+ 1 15		6700	Al. Suprem	6700	6700	6700	+ 1 15
6800	Al. Suprem	6800	6800	6800	+ 1 15		6800	Al. Suprem	6800	6800	6800	+ 1 15		6800	Al. Suprem	6800	6800	6800	+ 1 15
6900	Al. Suprem	6900	6900	6900	+ 1 15		6900	Al. Suprem	6900	6900	6900	+ 1 15		6900	Al. Suprem	6900	6900	6900	+ 1 15
7000	Al. Suprem	7000	7000	7000	+ 1 15		7000	Al. Suprem	7000	7000	7000	+ 1 15		7000	Al. Suprem	7000	7000	7000	+ 1 15
7100	Al. Suprem	7100	7100	7100	+ 1 15		7100	Al. Suprem	7100	7100	7100	+ 1 15		7100	Al. Suprem	7100	7100	7100	+ 1 15
7200	Al. Suprem	7200	7200	7200	+ 1 15		7200	Al. Suprem	7200	7200	7200	+ 1 15		7200	Al. Suprem	7200	7200	7200	+ 1 15
7300	Al. Suprem	7300	7300	7300	+ 1 15		7300	Al. Suprem	7300	7300	7300	+ 1 15		7300	Al. Suprem	7300	7300	7300	+ 1 15
7400	Al. Suprem	7400	7400	7400	+ 1 15		7400	Al. Suprem	7400	7400	7400	+ 1 15		7400	Al. Suprem	7400	7400	7400	+ 1 15
7500	Al. Suprem	7500	7500	7500	+ 1 15		7500	Al. Suprem	7500	7500	7500	+ 1 15		7500	Al. Suprem	7500	7500	7500	+ 1 15
7600	Al. Suprem	7600	7600	7600	+ 1 15		7600	Al. Suprem	7600	7600	7600	+ 1 15		7600	Al. Suprem	7600	7600	7600	+ 1 15
7700	Al. Suprem	7700	7700	7700	+ 1 15		7700	Al. Suprem	7700	7700	7700	+ 1 15		7700	Al. Suprem	7700	7700	7700	+ 1 15
7800	Al. Suprem	7800	7800	7800	+ 1 15		7800	Al. Suprem	7800	7800	7800	+ 1 15		7800	Al. Suprem	7800	7800	7800	+ 1 15
7900	Al. Suprem	7900	7900	7900	+ 1 15		7900	Al. Suprem	7900	7900	7900	+ 1 15		7900	Al. Suprem	7900	7900	7900	+ 1 15
8000	Al. Suprem	8000	8000	8000	+ 1 15		8000	Al. Suprem	8000	8000	8000	+ 1 15		8000	Al. Suprem	8000	8000	8000	+ 1 15
8100	Al. Suprem	8100	8100	8100	+ 1 15		8100	Al. Suprem	8100	8100	8100	+ 1 15		8100	Al. Suprem	8100	8100	8100	+ 1 15
8200	Al. Suprem	8200	8200	8200	+ 1 15		8200	Al. Suprem	8200	8200	8200	+ 1 15		8200	Al. Suprem	8200	8200	8200	+ 1 15
8300	Al. Suprem	8300	8300	8300	+ 1 15		8300	Al. Suprem	8300	8300	8300	+ 1 15		8300	Al. Suprem	8300	8300	8300	+ 1 15
8400	Al. Suprem	8400	8400	8400	+ 1 15		8400	Al. Suprem	8400	8400	8400	+ 1 15		8400	Al. Suprem	8400	8400	8400	+ 1 15
8500	Al. Suprem	8500	8500	8500	+ 1 15		8500	Al. Suprem	8500	8500	8500	+ 1 15		8500	Al. Suprem	8500	8500	8500	+ 1 15
8600	Al. Suprem	8600	8600	8600	+ 1 15		8600	Al. Suprem	8600	8600	8600	+ 1 15		8600	Al. Suprem	8600	8600	8600	+ 1 15
8700	Al. Suprem	8700	8700	8700	+ 1 15		8700	Al. Suprem	8700	8700	8700	+ 1 15		8700	Al. Suprem	8700	8700	8700	+ 1 15
8800	Al. Suprem	8800	8800	8800	+ 1 15		8800	Al. Suprem	8800	8800	8800	+ 1 15		8800	Al. Suprem	8800	8800	8800	+ 1 15
8900	Al. Suprem	8900	8900	8900	+ 1 15		8900	Al. Suprem	8900	8900	8900	+ 1 15		8900	Al. Suprem	8900	8900	8900	+ 1 15
9000	Al. Suprem	9000	9000	9000	+ 1 15		9000	Al. Suprem	9000	9000	9000	+ 1 15		9000	Al. Suprem	9000	9000	9000	+ 1 15
9100	Al. Suprem	9100	9100	9100	+ 1 15		9100	Al. Suprem	9100	9100	9100	+ 1 15		9100	Al. Suprem	9100	9100	9100	+ 1 15
9200																			

Comptant (selection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALUES	Emission Frail incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frail incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frail incl.	Rachet net
L.A.A.	882	870 24	Francie France	100 78	97 83	Polandina Romania	712 94	170 53
Account France	218 88	207 18	Francie Rignier	5038 34	882 88	Pondre	814 01	685 13
Account France	482 18	457 47	Francie Rignier	27 38	27 38	Pratice Romania	254 23	254 23
Account France	582 08	542 34	Francie Rignier	27 38	27 38	Pratice Romania	882 88	882 88
Account France	88 54	89 08	Francie Rignier	25 38	25 38	Pratice Romania	882 88	882 88
Account France	107 68	104 68	Francie Rignier	14063 44	14063 44	Pratice Romania	7282 01	7282 01
Account France	582 88	551 58	Francie Rignier	242 34	242 34	Pratice Romania	58816 54	58816 54
Account France	1065 78	1074 98	Francie Rignier	780 63	781 59	Pratice Romania	64539 47	64539 47
Account France	105 78	103 15	Francie Rignier	25 34	25 34	Pratice Romania	112 88	108 84
Account France	430 48	419 12	Francie Rignier	4308 88	4288 14	Pratice Romania	10883 30	10881 08
Account France	113 88	110 81	Francie Rignier	578 88	588 17	Pratice Romania	111 67	103 64
Account France	1067 07	1081 68	Francie Rignier	11181 32	11025 58	Pratice Romania	2204 07	2204 07
Account France	1082 01	1082 01	Francie Rignier	1120 38	1082 32	Pratice Romania	1114 01	1112 22
Account France	518 28	578 82	Francie Rignier	5822 21	5874 02	Pratice Romania	180 72	184 28
Account France	185 17	178 77	Francie Rignier	150 34	147 03	Pratice Romania	688 88	683 07
Account France	58125	830 61	Francie Rignier	1007 48	1007 48	Pratice Romania	1175 31	1157 84
Account France	88 61	88 61	Francie Rignier	1107 81	1075 35	Pratice Romania	1451 25	14428 05
Account France	353 08	338 87	Francie Rignier	1288 13	1178 93	Pratice Romania	778 14	743 81
Account France	588 88	555 27	Francie Rignier	482 88	438 70	Pratice Romania	542 88	518 08
Account France	1181 88	1181 88	Francie Rignier	5717 07	5815 58	Pratice Romania	11881 28	11832 10
Account France	311 12	300 88	Francie Rignier	1882 34	1881 58	Pratice Romania	11754 38	11707 55
Account France	1407 63	1386 83	Francie Rignier	286 42	235 03	Pratice Romania	11881 28	11832 10
Account France	104	100 87	Francie Rignier	241 33	238 38	Pratice Romania	882 88	882 88
Account France	117 78	112 42	Francie Rignier	283 88	242 48	Pratice Romania	747 07	733 88
Account France	118 88	108 70	Francie Rignier	276	253 48	Pratice Romania	2284 34	2284 34
Account France	2843 77	2838 88	Francie Rignier	314 11	288 87	Pratice Romania	1015 18	1015 18
Account France	1724 58	1724 58	Francie Rignier	228 33	22 48	Pratice Romania	882 88	882 88
Account France	28 32	27 10	Francie Rignier	376 70	362 48	Pratice Romania	1422 88	1420 71
Account France	5881 78	5881 78	Francie Rignier	147 25	148 58	Pratice Romania	638 70	618 18
Account France	118 88	108 70	Francie Rignier	207 75	188 33	Pratice Romania	3561 37	3488 04
Account France	118 88	108 70	Francie Rignier	345 88	330 21	Pratice Romania	1288 88	1278 94
Account France	382 52	340 31	Francie Rignier	5140 28	5132 03	Pratice Romania	882 88	882 88
Account France	488 08	434 47	Francie Rignier	1753 05	1753 05	Pratice Romania	783 93	748 04
Account France	108 18	88 61	Francie Rignier	287 78	278 03	Pratice Romania	455 28	448 38
Account France	108 18	88 61	Francie Rignier	788 58	751 07	Pratice Romania	518 38	484 27
Account France	253 74	242 32	Francie Rignier	488 54	284 88	Pratice Romania	245 38	245 38
Account France	140 72	134 34	Francie Rignier	488 54	482 38	Pratice Romania	1181 28	1172 42
Account France	128 18	117 70	Francie Rignier	188 58	158 23	Pratice Romania	882 88	882 88
Account France	387 40	387 40	Francie Rignier	422 42	402 88	Pratice Romania	1046 40	978 14
Account France	388 78	348 38	Francie Rignier	5825 88	5825 88	Pratice Romania	1301 85	1271 55
Account France	298 94	230 47	Francie Rignier	5235 30	5235 30	Pratice Romania	552 45	473 05
Account France	2791 82	2791 82	Francie Rignier	5610 94	5610 94	Pratice Romania	1088 12	1046 27
Account France	5815 78	5815 78	Francie Rignier	5414 60	5414 60	Pratice Romania	1105 13	1086 30
Account France	2514 78	2507 18	Francie Rignier	1444 50	1444 50	Pratice Romania	1105 13	1086 30
Account France	6141 82	6142 08	Francie Rignier	150 38	140 57	Pratice Romania	610 81	585 47
Account France	508 58	508 68	Francie Rignier	14065 27	13806 21	Pratice Romania	1181 28	1172 42
Account France	1467 01	1427 76	Francie Rignier	637 74	638 02	Pratice Romania	94 17	82 83
Account France	74 98	71 58	Francie Rignier	21884	21884	Pratice Romania	4310 83	4287 82
Account France	604 28	588 12	Francie Rignier	128 50	1185 87	Pratice Romania	6142 01	585 87
Account France	5888 10	5848 10	Francie Rignier	581 29	546 27	Pratice Romania	106 64	102 78
Account France	177 58	172 81	Francie Rignier	138 38	131 22	Pratice Romania	115 58	115 58
Account France	1186 82	1136 48	Francie Rignier	100 38	100 38	Pratice Romania	485 25	467 71
Account France	1033 78	1038 78	Francie Rignier	1187 30	1187 30	Pratice Romania	1186 78	1186 78
Account France	1007 77	1002 77	Francie Rignier	1187 30	1187 30	Pratice Romania	1186 78	1186 78
Account France	1304 82	1304 82	Francie Rignier	705 83	685 85	Pratice Romania	2376 27	2376 27
Account France	122 18	117 72	Francie Rignier	887 04	880 54	Pratice Romania	2384 74	2384 74
Account France	422 14	415 71	Francie Rignier	121 80	120 8	Pratice Romania	108 40	108 40
Account France			Francie Rignier			Pratice Romania	108 40	108 40

Cote des changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prix	COURS 18/10	COURS Achat
Etaux-Uns (5 l)	6 180	6 077	5 820
ECU	7 074	6 174	.....
Indes (100 l)	341 220	341 340	331
Indes (100 l)	18 278	18 286	18 600
Pays Bas (100 l)	302 880	302 768	282
Dinamarca (100 l)	88 470	88 470	88 470
Indes (100 l)	10 782	10 782	10 490
Grande-Bretagne (5 l)	4 183	4 187	4 183
Ricins (100 l)	1 988	1 988	1 988
Indes (100 l)	403 880	404 220	391 600
Indes (100 l)	90 190	90 190	96
Indes (100 l)	48 140	48 885	47
Indes (100 l)	5 198	5 182	4 880
Indes (100 l)	4 136	4 136	3 750
Indes (100 l)	5 123	5 146	4 750
Indes (100 l)	4 682	4 864	4 810

Marché libre de l'or		
Campden	207	200
Chambray (M.)	978
Cochery	210	210

MONNAIES ET DEVISES		COURS		COURS			
Valeurs		prix.		19/10			
.....	6 420	Or fin (au barre)	£2200	£1900	C. Central	110 20	103
.....	351	Or fin (au lingot)	£2100	£1950	C. Crédit Foncière	110	102
18 600		Pièces françaises (20 fr)	486	488	C. Crédit	824	
92		Pièces françaises (10 fr)	496		Début (en Francs)	849	880
58		Pièces latines (10 fr)	519		.....	65	68
98		Pièces latines (20 fr)	474	473	W. Degremé	585	750
11 150		.....	602	601	Macanviesse (barre)	15	40
4 800		Pièces de 20 dollars	2340	2290	Portico	720	
413 600		Pièces de 10 dollars	1450	1470	Portico, Pénier	352	382
102		Pièces de 50 francs	3085	3075	.....	259	281
50		Pièces de 10 francs	481	488	Rovato N.V.	177 50	178 20
6 360		Or Londres	413 05	410 80	S. S. S.	55	50
5 250		Or Zurich	412	411	S. L.	351	366
4 930		Or Hongkong	413 35		S. L.	55	50
		Argent Londres	.....		S. L.	351	366
					Union Brasseur	137 10	

= coupon décaissé — c. off.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

p : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - * : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Yougoslavie : la réunion du comité central de la Ligue communiste. 4 Le retour au pouvoir des militaires en Birmanie. 5 Les activités de l'Agah Khan au Kenya. 7 Chili : le dirigeant socialiste Clodomiro Almeyda a été libéré.	10 La préparation du référendum sur la Nouvelle-Calédonie. - Le projet de réforme du code électoral.	12 Signes d'essoufflement de la grève des infirmières. - Une campagne de SOS-Racisme. 13 Les Journées de deux nationalités corses à Bordeaux. COMMUNICATION 13 Les grandes manœuvres de l'audiovisuel.	19 L'Ours, de Jean-Jacques Annaud. 20 Polémique autour du Grand Bleu. 21 Les Journées du cinéma muet en Italie. 22 Entretien avec Suzanne Pagé, nouvelle directrice du Musée d'art moderne de Paris.	30-31 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale et la poursuite des conflits sociaux. 32 Maurice Allais, prix Nobel d'économie. 33 La guerre du ciment à Sète. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 27 à 29 Camet 14 Météorologie 14 Mots croisés 14 Radio-télévision 26 Expositions 23	● Grèves : le point sur chacun des conflits JOUR ● Un cell sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE 36-15 tapez LEMONDE ● Dialogues avec les USA pour 1 franc par minute avec la messagerie internationale DIA ● Tous les jeux du Monde JEUX 36-15 tapez LM

Pour leurs travaux sur les neutrinos Le prix Nobel de physique à trois Américains

Le prix Nobel 1988 de physique, d'un montant de 2,5 millions de couronnes suédoises, a été attribué aux Américains Leon Lederman, Melvin Schwartz et Jack Steinberger pour des travaux, menés dans les années 60, qui conduisirent à la découverte de l'existence de deux espèces de neutrinos.

Les neutrinos sont des particules dépourvues de masse et de charge électrique capables de traverser l'épaisseur d'un monde sans être affectées. Ils sont donc très difficilement observables. Ils apparaissent lors de la désintégration de certaines particules élémentaires, et le Soleil, par exemple, en produit des quantités phénoménales.

Très tôt, les physiciens avaient remarqué que les neutrinos étaient créés soit en association avec un électron, soit avec une sorte d'électron lourd, le muon, qui fut découvert dans les années 40. Pour expliquer l'absence de certains phénomènes, on supposa ensuite qu'il devait exister deux sortes de neutrinos, dont l'un est associé à l'électron et l'autre au muon.

Le mérite des trois lauréats est d'avoir su réaliser les faisceaux de neutrinos nécessaires pour conduire, sur un accélérateur de particules du Brookhaven National Laboratory (Long Island), la difficile expérience qui a permis la mise en évidence de ces différents types de neutrinos.

LEON LEDERMAN

Né à Buffalo (Etat de New-York), le 13 juillet 1922, Leon Lederman a fait ses études à l'université Columbia de New-York, où il obtint un doctorat en 1951. Il y devint professeur en 1958. Depuis 1979, il dirige à Batavia, près de

● Libération du musicien camerounais « Moustic ». Le percussionniste camerounais Louis Ondigui Ataba, dit « Moustic », incarcéré par la justice française pour défaut de titre de séjour en règle, a été libéré mardi 18 octobre. Condamné à quatre mois de prison et à trois ans d'interdiction de séjour pour retard dans la régularisation de ses papiers d'identité, « Moustic » était incarcéré à la prison de Fleury-Mérogis, en banlieue parisienne, depuis le mois de mars.

L'ANGLAIS POUR TOUS

Pour moins de 250 F vous pouvez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec

LES COURS DE LA BBC

Deux cassettes et un livre avec explications en français

Documentation gratuite : ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M) 8, rue de Berni, 75008 Paris Tél. (1143-55-80-05)

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA FORMATION, CLÉ DE L'EMPLOI

Avec notamment des articles de : MICHEL DELEBARRE, CLAUDE EVIN, JEAN-MICHEL GALLARD, ANDRÉ LAUREN

Envoyer 40 F timbres à 2 F ou chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

A C D E F G H

L'obéissance à la justice administrative M. Rocard rappelle à l'ordre administrations et collectivités locales

L'Etat, les régions, les départements, les communes, ainsi que les établissements publics qui en dépendent se montrent-ils rétifs dans l'application des décisions de justice administrative qui leur sont défavorables ? Il semble bien que oui, à lire la circulaire du 13 octobre (publiée au Journal officiel du 15) « relative au respect des décisions du juge administratif » et que le premier ministre vient d'adresser aux ministres et secrétaires d'Etat.

« Le respect des décisions de justice est une exigence fondamentale de la démocratie. Il fait partie intégrante du respect de l'Etat de droit », souligne au début de cette circulaire le premier ministre, qui avait déjà attiré l'attention du gouvernement sur cette « exigence » lorsqu'il avait défini en mai dernier, par la même voie, la méthode de travail du gouvernement.

« Le respect des décisions du juge administratif doit vous conduire, d'une part à veiller à la pleine exécution des jugements, arrêts et décisions, d'autre part à l'interjeté appel qui « bon escient », écrit le premier ministre. L'obéissance à ces deux préceptes laisse pour le moment à désirer.

Dénonçant comme autant d'« offenses à l'Etat de droit » le défaut ou le retard mis à exécuter certaines décisions de la justice administrative, ou encore l'exécution « incomplète ou incorrecte » de ces décisions, le premier ministre fait état d'une « évolution alarmante » qui « doit être enrégulée ».

La circulaire de M. Rocard mentionne :

Au conseil des ministres

Rétablissement de la qualification de médecine générale

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 19 octobre, un projet de loi portant diverses mesures d'ordre médical (DMOS). Ce texte est, notamment, la traduction législative du plan pour l'emploi approuvé par le conseil du 14 septembre. Il aménage, d'autre part, les études médicales, en rétablissant la qualification en médecine générale. L'une de ses dispositions permettra, selon le gouvernement, d'améliorer la répartition du travail médical. Enfin, il porte d'un à deux ans la durée du report d'incorporation dans le service national pour les étudiants âgés de plus de vingt-deux ans.

Les mouvements de grève des 19 et 20 octobre

Les transports perturbés

Mercredi 19 octobre, le trafic sur le réseau RER était à nouveau perturbé. A 7 heures du matin, 7 trains sur 19 circulaient sur la ligne A et 14 sur 19 sur la ligne B.

Mais c'est, bien entendu, pour le 20 octobre que les perturbations les plus importantes étaient attendues dans de nombreux secteurs et activités. A l'appel à la grève des six fédérations de fonctionnaires (FEN, FO, CFDT, CFTC, CGC et FGAF-autonomes) s'ajoute maintenant le mot d'ordre de la CGT.

A la RATP, le trafic pourrait être affecté par des débrayages, le syndicat autonome de la traction, la CGT et Force ouvrière ayant décidé de poursuivre leur mouvement dans le métro, les bus et le RER.

Manifestation nationale prévue à Paris

A la SNCF, un préavis de grève avait été déposé par les syndicats FO, CFDT et FGAF et prendra effet du 19 octobre à 20 heures au 22 octobre à 8 heures. A Saint-Lazare, une coordination locale des agents de conduite s'est créée le

18 octobre lors d'une assemblée générale, qui appelle « l'ensemble des mécaniciens de toute la France » à faire grève « à partir du 20 octobre 1988 à 0 heure ».

A l'Air France, le mouvement de grève ne devrait pas empêcher les vols long-courriers, affirme la direction, qui maintient l'ensemble de son programme. En revanche, les vols moyen-courriers pourraient souffrir de la situation et les passagers sont invités à téléphoner au 43-20-11-55 pour obtenir la liste des vols annulés.

Aux PTT, la grève de vingt-quatre heures pour entraîner des retards dans la distribution du courrier. A EDF-GDF, le même mot d'ordre a été à l'origine lancé par la CFDT, la CFTC, FO et la CGC et pourrait avoir des conséquences sur la fourniture d'électricité, comme le 18 octobre.

Enfin, les syndicats d'enseignants appellent eux aussi à des arrêts de travail qui pourraient gêner le fonctionnement des écoles, des lycées et des universités. Une manifestation nationale est prévue entre la Bastille et le Palais-Royal à Paris.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

Sur le vif

Rabbit, mon amour

Ah, quel soulagement ! Merci, mon Dieu ! Reagan prend la direction des opérations, ça y est ! Il envoie la garde nationale à la rescousse des trois baleines coincées dans les glaces de l'Alaska. Il était temps. Moi, j'en dormais plus. Pauvres petites chéries, le froid, elles sont pas habituées, pensez, elles ont passé leur vie à faire du surf en Californie. Tiens, à propos, j'ai trouvé une nouvelle crème de nuit super-grasse, à base de cachalot, parfumée à l'ambre gris. Je vous la recommande. Faut s'en tartiner plein le visage, laisser pénétrer et essuyer le surplus, sinon boussoir les nounours qui partagent votre oreiller !

Moi j'en ai trois, dont un petit nouveau, vous devinez jamais qui, celui du film de Jean-Jacques Annaud, la production m'en a fait cadeau. Cela dit, ils sont quand même cuittés les mecs de la protection de la nature, ils s'efforcent pas d'empêcher les berges et les forêts des Pyrénées. C'est bien joli de rembourser toutes les braves attaquées par les ours — il en reste encore quinze, c'est pas rien ! — mais faut se coller la carcasse pour le toucher, le pogner. Et ça, la barbe !

C'est comme mes genêts en Bretagne. Ces cochons de lapins me les bouffent sur pied. Des lapins sauvages, pas des Roger Rabbit. Oh ! Ce qu'il est trognon, celui-là, on le mangerait. Les autres, moi je les tuerais ! Heureusement que mon voisin s'en charge. Pourquoi elle dure que trois mois, la chasse, je comprends pas. Faudrait avoir le droit de les abattre à longueur d'année, ces sales bêtes-là.

Oh ! pardon, m'sieur le duc ! Vous l'avez vu à la télé le mari de la Queen ? Je sais plus de quoi il causait, de sauver les pumas, les rhinos, les gorilles, la Loire ou le Rwanda, j'écouais pas, je le regardais. Ce qu'il est beau ce mec ! Elle en a de la chance, sa Lilibeth. Remarque, elle aime les animaux, elle aussi. Ses chevaux, ses corgis, il y a rien avant, rien après. Moi, les corgis, j'adore pas. C'est vachement démodé comme chien d'appartement. On en fabrique des bien plus chouettes maintenant, sans poil, sans oreilles, sans queue, plissés soleil à partir de la taille. Génial ! Moi, c'est ça que je veux pour Noël. Ça ou une poupée-monstre américaine.

CLAUDE SARRAUTE.

Dans « le Monde diplomatique » d'octobre

La planète mise à sac

Nous savons maintenant en toute certitude que la civilisation du gaspillage met l'humanité en grand péril. Dans le Monde diplomatique d'octobre, René Dumont, Giorgio Ruffolo, Jacques Delors et Bernard Cassen mettent en garde contre les nouvelles menaces qui — s'ajoutant aux pollutions multiples, aux pluies acides et à l'épuisement des ressources rares — réduisent le délai de survie de l'espèce humaine.

Ignacio Ramonet rappelle l'urgence de remettre en cause le modèle de développement imposé par le Nord alors que — malgré l'impression actuelle de détente — les guerres et les crises se poursuivent. Au Liban, où la stratégie de la Syrie — qu'analyse Elizabeth Picard — devient de plus en plus complexe. En Pologne où — selon Jean-Yves Potel — le nouveau premier ministre aura bien du mal à sortir son pays du labyrinthe. Au Chili, où le plébiscite exacerbe les tensions. En Union soviétique où, pour en finir avec la pénurie alimentaire, les autorités accablent — écrit Marcel Drach — la « résurrection des fermiers ». Aux Etats-Unis enfin où — d'après Gabriel Kolko — le nouveau président ne pourra pas

conduire la politique étrangère de son choix.

Deux autres dossiers : sur le logement et sur l'Europe. Christian Arnaud et Roger-Henri Guerrand montrent que les inégalités en matière d'habitat sont parmi les plus révoltantes. Jean-François Drevet et Pierre Rocquart soulignent les disparités régionales au sein de la CEE qui nuisent à la cohésion communautaire.

Dans le même numéro : Anne Winter décrit les causes de la misère généralisée au Bangladesh ; Walden Bello explique pourquoi Washington joue à fond le régime philippin ; Jean Castaigne analyse les blocages politiques en Grèce ; Dominique Verdier ouvre le dossier de l'exécution ; Vijay Singh montre l'Inde sous le choc d'un feuilleton télévisé, et Jean-Michel Ollé raconte les cris et les rêves du roman beur.

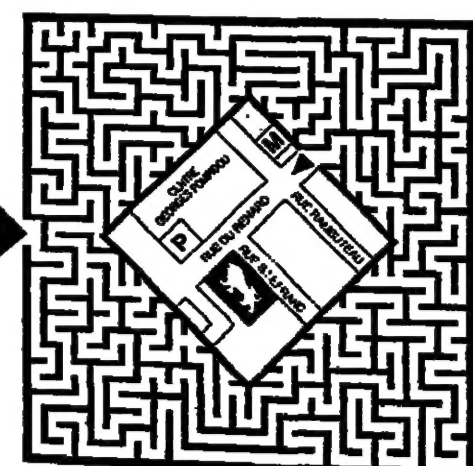
Ce mois-ci, Claude Julien — dans un texte intitulé « Une certaine manière de voir... » — rappelle la conception de l'information qui caractérise le Monde diplomatique, dont le tirage et les ventes sont en forte progression.

● M. Pierre Léonard, président de l'Académie de marine.

● M. Pierre Léonard, président du

Conseil supérieur de la marine marchande, a été élu président de l'Académie de marine.

Pour choisir Macintosh, où trouver le plus vaste espace d'exposition de Paris ?



INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26 rue du Renard Paris 4° • 42 72 26 26

500 من الأصل